



## **Coopération pour le développement : efforts et politiques des membres du Comité d'aide au développement : rapport 1992**

Alexander R. Love

### **► To cite this version:**

Alexander R. Love. Coopération pour le développement : efforts et politiques des membres du Comité d'aide au développement : rapport 1992. [Rapport de recherche] Organisation de coopération et de développement économiques(OCDE). 1992, 238 p., tableaux. <hal-01510600>

**HAL Id: hal-01510600**

**<https://hal.science/hal-01510600v1>**

Submitted on 19 Apr 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

**RAPPORT 1992**

# coopération pour le développement

EFFORTS ET POLITIQUES DES MEMBRES  
DU COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

OECD



OCDE

PARIS 1992



# **RAPPORT 1992**

RAPPORT D'ALEXANDER R. LOVE  
Président du Comité d'aide au développement

## **COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT**

EFFORTS ET POLITIQUES DES MEMBRES  
DU COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

DÉCEMBRE 1992

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

## ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

En vertu de l'article 1er de la Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, et entrée en vigueur le 30 septembre 1961, l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que les pays non membres, en voie de développement économique ;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire conformément aux obligations internationales.

Les pays Membres originaires de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. Les pays suivants sont ultérieurement devenus Membres par adhésion aux dates indiquées ci-après : le Japon (28 avril 1964), la Finlande (28 janvier 1969), l'Australie (7 juin 1971) et la Nouvelle-Zélande (29 mai 1973). La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE (article 13 de la Convention de l'OCDE).

*Pour permettre à l'OCDE de réaliser ses objectifs, un certain nombre de comités spécialisés ont été créés. L'un de ceux-ci est le Comité d'Aide au Développement, dont les Membres ont décidé, en commun, de parvenir à un accroissement du volume total des ressources mises à la disposition des pays en développement et d'en améliorer l'efficacité. A cette fin les Membres examinent, ensemble et périodiquement, à la fois le volume et la nature de leurs contributions aux programmes d'aide, établis à titre bilatéral et multilatéral, et se consultent sur toutes les autres questions importantes de leur politique d'aide.*

*Les Membres du Comité d'Aide au Développement sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse, et la Commission des Communautés européennes.*

Also available in English under the title:

DEVELOPMENT CO-OPERATION  
1992 REPORT

© OCDE 1992

Les demandes de reproduction ou de traduction totales ou partielles de cette publication doivent être adressées à :

M. le Chef du Service des Publications, OCDE  
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

## AVANT-PROPOS

La fin de la guerre froide a fait naître de nouveaux défis et ouvert de nouvelles possibilités dans les pays en développement ainsi qu'en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique. Les changements rapides intervenus sur la scène mondiale ont exigé des Membres du Comité d'aide au développement (CAD) une réévaluation des priorités et des stratégies relatives à l'aide au développement. Cela est d'autant plus vrai que les donateurs comme les bénéficiaires traversent une période où la concurrence se fait de plus en plus vive pour obtenir des ressources rares à des conditions libérales.

Le *Rapport du Président* met en lumière, cette année, les travaux entrepris par le Comité d'aide au développement dans cet environnement en évolution. La première partie analyse certains des grands domaines d'action du CAD au cours de l'année. La deuxième partie examine le thème particulièrement important de la cohérence des politiques entre les pays donateurs et au sein de l'OCDE en tant qu'institution. Il s'agit là d'un thème central d'analyse depuis la création du CAD, mais qui a pris de l'importance avec l'interdépendance croissante du monde actuel.

La troisième partie évalue de façon détaillée les apports et les tendances des ressources au cours de l'année. Cette section revêt une importance décisive étant donné l'écart grandissant entre les ressources disponibles et les demandes.

Le Rapport est publié sous l'autorité du Président du CAD mais, comme toujours, il est le fruit de l'effort collectif des Membres du Comité et de l'excellent travail entrepris par le Secrétariat du CAD sous la direction de M. Helmut Führer. Que tous soient remerciés de leur précieux concours.

Alexander R. Love



## TABLE DES MATIÈRES

### *Première partie*

#### **VUE D'ENSEMBLE PAR LE PRÉSIDENT**

I.	L'ACTION ET LES GRANDS ENJEUX DU COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT EN 1991-92 . . . . .	3
1.	Principaux thèmes . . . . .	3
2.	Cohérence . . . . .	5
3.	Développement participatif et bonne gestion des affaires publiques . . . . .	7
4.	Principes du CAD pour l'efficacité de l'aide au développement . . . . .	10
5.	Crédits d'aide liée . . . . .	11
6.	Défis mondiaux . . . . .	13
7.	Examen des politiques de l'aide dans le Pacifique sud . . . . .	20
8.	Privatisation . . . . .	21
9.	Questions statistiques . . . . .	24
10.	Élargissement de la composition du Comité d'aide au développement . . . . .	26
11.	Aide publique au développement en 1991 . . . . .	26
12.	L'APD dans le contexte de l'apport global de ressources aux pays en développement . . . . .	28

### *Deuxième partie*

#### **LA COHÉRENCE DANS LES POLITIQUES DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET LES BESOINS EN MATIÈRE D'ÉDUCATION**

II.	DE LA NÉCESSITÉ D'UNE APPROCHE COHÉRENTE FACE À LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT ET AUX DÉFIS MONDIAUX . . . . .	35
1.	Les défis fondamentaux nés de l'interdépendance et la nécessité d'une action cohérente . . . . .	35
2.	Les éléments de base de la cohérence des politiques . . . . .	38
3.	Cohérence macroéconomique et systémique . . . . .	39
4.	Le système d'échanges, le protectionnisme et les pays en développement . . . . .	42
5.	Le financement de l'ajustement et la gestion de la dette . . . . .	43
6.	Quelques problèmes particuliers de cohérence . . . . .	44
7.	Une évaluation de certains des coûts de l'incohérence . . . . .	50
8.	Une stratégie tendant vers la cohérence des politiques . . . . .	54
9.	Le rôle de l'aide au développement et des organismes d'aide . . . . .	56



III. COMMENT FAIRE FACE AUX BESOINS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT EN MATIÈRE D'ÉDUCATION DE BASE .....	61
1. L'éducation de base : besoins et problèmes .....	62
2. Nouvelles orientations des politiques et activités des donateurs en matière d'éducation .....	71
3. Participation des ONG et des groupes communautaires à l'éducation de base .....	77
4. Amélioration de la coordination et mobilisation des ressources financières nécessaires .....	79
5. Rôles et responsabilités des donateurs : conclusions de la réunion du CAD .....	81

### *Troisième partie*

## **ÉVOLUTION DES APPORTS DE RESSOURCES FINANCIÈRES AU DÉVELOPPEMENT**

IV. ÉVOLUTION DE L'APPORT TOTAL DE RESSOURCES .....	89
1. Tendances générales .....	89
2. Financement public du développement .....	92
3. Apports du secteur privé .....	92
4. Évolutions régionales .....	94
5. Dette et service de la dette .....	94
V. ÉVOLUTION DU VOLUME ET DES ORIENTATIONS DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT .....	95
1. Quelques chiffres pour situer l'APD des Membres du CAD en 1991 .....	95
2. L'évolution de l'APD émanant des Membres du CAD à moyen terme .....	101
3. La place de l'aide dans les budgets publics .....	102
4. Évolution de l'aide multilatérale .....	104
5. Demandes concurrentes .....	107
6. Perspectives d'évolution de l'aide et des autres flux de ressources .....	108
7. Attitudes fondamentales à l'égard de l'aide .....	109
8. Un nouveau regard sur les besoins en matière d'aide et sur les motivations de l'aide ..	112
VI. TENDANCES DE L'AIDE DES DIFFÉRENTS MEMBRES DE L'OCDE .....	115
VII. APPORTS D'AIDE DE SOURCES AUTRES QUE L'OCDE .....	127
1. Vue d'ensemble .....	127
2. Aide de l'ancienne URSS et des pays d'Europe centrale et orientale .....	127
3. Aide des pays arabes .....	130
4. Aide d'autres pays en développement .....	132

## **TABLEAUX ET GRAPHIQUES DU TEXTE**

Graphique 1.	Répartition estimative mondiale des cas de séropositivité chez l'adulte .....	16
Graphique 2.	APD nette en provenance des pays du CAD en 1991 .....	27
Graphique 3.	Les dix pays présentant le nombre le plus élevé d'adultes analphabètes en 1990 .....	64

Tableau III-1.	Quelques indicateurs de l'éducation de base : les pays ayant les plus grands besoins . . . . .	66
Tableau IV-1.	Total des apports nets de ressources aux pays en développement . . . . .	90
Graphique 4.	Ventilation du total des apports de ressources aux pays en développement . . .	91
Graphique 5.	Structure des principales catégories d'apports de ressources pour quelques régions . . . . .	93
Tableau V-1.	L'APD des pays Membres du CAD en 1991 et au cours des dernières années	96
Tableau V-2.	Apports d'APD en provenance des pays du CAD : principaux totaux . . . . .	100
Tableau V-3.	Évolution comparée de l'APD des pays du CAD, 1980-91 . . . . .	102
Tableau V-4.	APD en pourcentage du budget de l'administration centrale . . . . .	103
Graphique 6.	Tendances à long terme de l'APD en pourcentage du PNB . . . . .	104
Tableau V-5.	Évolution des contributions des pays du CAD aux institutions multilatérales . .	105
Tableau V-6.	Les rapports APD/PNB en regard de quelques indicateurs économiques en 1991 . . . . .	110
Graphique 7.	Évolution à long terme des versements nets d'APD en provenance des pays du CAD . . . . .	111
Tableau VII-1.	APD des donateurs non Membres de l'OCDE . . . . .	128
Tableau VII-2.	Versements nets d'APD des organismes d'aide nationaux arabes . . . . .	131



*Première partie*

## **VUE D'ENSEMBLE PAR LE PRÉSIDENT**



# I

## L'ACTION ET LES GRANDS ENJEUX DU COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT EN 1991-92

### 1. PRINCIPAUX THÈMES

En 1991-92, le Comité d'aide au développement (CAD) a, une fois encore, axé ses travaux sur les problèmes de développement nés des mutations rapides dont le monde continue d'être le théâtre.

La réunion à haut niveau tenue en décembre 1991 s'est articulée autour de trois thèmes qui demeurent prioritaires : plus grande cohérence des politiques de coopération pour le développement, analyse en permanence des évolutions et défis dans les domaines du développement participatif et de la bonne gestion des affaires publiques qui sont considérés désormais comme indispensables pour favoriser un développement à large assise et le recul de la pauvreté, et souci constant d'améliorer la disponibilité et la répartition des ressources assorties de conditions libérales, compte tenu en particulier des demandes croissantes qui apparaissent au niveau mondial.

La recherche d'une plus grande cohérence des politiques reste une préoccupation fondamentale qui remonte à la création du CAD lui-même. On a depuis longtemps reconnu qu'une plus grande cohérence et un resserrement de la coopération à *l'intérieur* du programme global d'aide au développement sont essentiels pour que le CAD atteigne son objectif qui est d'améliorer l'efficacité de l'aide au développement. Des questions liées les unes aux autres, comme les échanges, la dette, l'aide liée et l'investissement étranger direct, ont aussi fait partie des grands thèmes du dialogue engagé dans le cadre de la coopération pour le développement. La complexité et l'interdépendance croissantes du monde actuel et les nouveaux problèmes qui se posent à l'échelon planétaire, comme la dégradation de l'environnement, l'usage des stupéfiants, le SIDA, le non respect des droits de l'homme et les migrations, ont ajouté une dimension nouvelle à la question de la «cohérence». Le CAD revoit ses travaux afin d'examiner ces enjeux de façon plus approfondie.

Le CAD a en outre continué à attribuer un rang de priorité particulièrement élevé aux grandes évolutions qui caractérisent le développement participatif, la gestion publique et la démocratie, dont on trouvera l'analyse dans le présent rapport. Le rythme et l'orientation des changements politiques qui se produisent dans les pays en développement demeurent, la plupart du temps, positifs : ces pays poursuivent leur marche vers des régimes démocratiques plus ouverts et, parallèlement, s'engagent dans la voie de l'économie de marché. Toutefois, les événements survenus dans un certain nombre de pays, en particulier en Haïti, au Pérou et en

Thaïlande, ont mis en évidence les problèmes liés à la transition vers des régimes démocratiques et plus ouverts. Les donateurs ont été confrontés à ces événements alors même qu'ils étaient en train de décider de la répartition des ressources d'aide à des conditions libérales, de plus en plus rares. Des problèmes concernant le respect des droits de l'homme sont apparus dans le Timor oriental et, au cours des réunions des Groupes consultatifs de la Banque mondiale sur le Kenya et le Malawi, les donateurs ont pris des positions très fermes face aux problèmes posés par le changement démocratique et les droits de l'homme.

Les importants travaux du CAD sur les principes et lignes directrices appelés à orienter l'action des donateurs ont été menés à leur terme au cours de la réunion à haut niveau de 1991 avec l'adoption des Principes relatifs à l'évaluation de l'aide, à la coopération technique et à l'aide-programme. Le CAD a entrepris maintenant de réunir en un seul recueil ces dix séries de principes concernant l'aide qui doivent être publiés sous le titre : *Manuel de l'aide au développement : Principes du CAD pour une aide au développement efficace*. Cette nouvelle compilation devrait permettre de renforcer la coordination et la coopération entre les donateurs et avec les pays en développement eux-mêmes. Il est essentiel que ces principes soient plus rigoureusement respectés si l'on veut que l'efficacité de l'aide au développement et la cohérence des politiques s'améliorent.

Les discussions engagées par le CAD sur l'aide liée sont parvenues à leur terme. De nouvelles lignes directrices destinées à renforcer la discipline en matière de crédits d'aide liée ont été définies en conformité avec les orientations émanant à la fois des réunions de l'OCDE au niveau des ministres et des ministres de la Coopération et des responsables des organismes d'aide. L'élaboration des procédures de mise en œuvre sera un défi majeur pour les prochaines années. On a constaté récemment, en particulier au cours des délibérations des Groupes consultatifs de la Banque mondiale, que les donateurs ajustent *déjà* leurs programmes.

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) et les problèmes d'environnement ont occupé le devant de la scène au cours des travaux préparatoires qui ont abouti à la Conférence de Rio de Janeiro, tenue du 3 au 14 juin 1992. Le CAD et d'autres comités de l'OCDE se sont concertés, au cours d'une réunion ministérielle conjointe, pour coordonner plus étroitement leurs actions dans le domaine de l'environnement et du développement. Les travaux progressent sur les activités de suivi de la CNUED.

Le CAD a mené à bien son dernier examen régional prévu avec la réunion consacrée au Pacifique sud. Cet examen a permis à la fois d'ouvrir un dialogue avec une importante région en développement et de mettre en évidence les grands problèmes auxquels se heurtent les opérations des donateurs – problèmes qui se retrouvent aussi parfois dans les activités d'aide à l'échelon mondial.

Le CAD a terminé l'examen des privatisations, troisième volet d'une série d'études consacrées au secteur privé ces trois dernières années, et notamment aux marchés financiers, aux microentreprises et au secteur informel.

L'éducation de base, qui a été le thème d'une réunion en juin, reste l'une des grandes préoccupations du CAD. Le développement participatif, l'élargissement du rôle des femmes et la démographie, sont autant de problèmes étroitement liés à l'amélioration du niveau de l'éducation de base. On trouvera dans le chapitre III un compte rendu de cette réunion et de ses conclusions.

Conformément aux orientations définies au cours de la réunion à haut niveau, le CAD a entamé la révision de la liste des pays en développement. Parallèlement, le CAD a aussi commencé à revoir la notion d'aide publique au développement (APD). Cette étude a été lancée

à la suite des questions posées au cours d'autres discussions qui ont permis de trouver une solution au problème de l'annulation de dettes militaires.

L'allongement de la liste des problèmes de développement soulève de nouveau la question de la génération et de la répartition de l'aide assortie de conditions libérales. Les apports de ressources à des conditions favorables continuent à progresser au rythme de 2 à 2.5 pour cent par an, en termes réels, comme cela a été le cas généralement pendant la décennie écoulée. Cette progression représente un apport substantiel de ressources *nouvelles et additionnelles* assorties de conditions libérales, mises à la disposition des pays en développement. En 1991, cette augmentation a atteint 3 milliards de dollars. Un objectif de croissance de l'APD de 5 pour cent a été fixé au cours de la réunion de la Coalition mondiale pour l'Afrique qui s'est tenue en Ouganda en début d'année. D'après les calculs de la Banque mondiale, la communauté des donateurs devra continuer à augmenter de 4 à 5 pour cent les ressources d'APD qu'elle met à la disposition de l'Afrique subsaharienne, si l'on veut que le taux de croissance du PIB de cette région se situe entre 4 à 5 pour cent dans les années 90<sup>1</sup>.

Ainsi qu'il ressort des débats de la CNUED sur le financement, la communauté des donateurs éprouve toujours de grandes difficultés à accroître les apports de ressources assorties de conditions libérales. Les obstacles sont nombreux – faiblesse de l'activité économique des pays donateurs, efficacité insuffisante de l'aide au développement, concurrence de plus en plus âpre pour obtenir des ressources en raison des mutations rapides qui se produisent sur la scène mondiale et interrogations grandissantes concernant le contexte de l'aide au développement et ses motivations dans le monde de l'après-guerre froide. C'est dans des pays comme les États-Unis que cette recherche de nouvelles motivations est la plus apparente, mais la plupart des Membres du CAD procèdent eux aussi à un nouvel examen de la justification de leur aide.

L'un des plus grands défis qu'aura à relever la communauté du développement dans les prochaines années sera d'entreprendre ce processus de réévaluation et d'établir un nouveau programme de coopération pour le développement – programme qui devra répondre non seulement aux besoins traditionnels des pays en développement mais aussi aux préoccupations grandissantes que suscitent des problèmes transnationaux comme l'environnement, le SIDA, les stupéfiants et les migrations.

Les défis croissants que posent l'aide et la coopération économiques avec les pays d'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique devront aussi être abordés dans ce contexte. L'OCDE procède à l'heure actuelle à la collecte des données sur les apports privés et publics de ressources à ces pays.

## 2. COHÉRENCE

Au début de la décennie, les Membres du CAD ont exprimé leurs préoccupations au sujet de la cohérence des politiques dans la Déclaration sur la coopération pour le développement dans les années 90. Ils se sont déclaré fermement convaincus que la coopération pour le développement doit devenir, au cours des dix prochaines années, une préoccupation plus centrale de l'action gouvernementale.

Le CAD a examiné plus avant ce thème à l'occasion de la réunion sur la Coopération pour le développement et le défi de la cohérence des politiques qui s'est tenue en septembre 1991. Cette réunion a été suivie d'un débat important lors de la réunion à haut niveau en décembre 1991, pendant laquelle les ministres et les responsables des organismes d'aide ont été invités à



formuler des orientations sur la façon d'aborder à l'avenir l'éventail des questions que recouvre l'expression « cohérence des politiques ».

Il convient de souligner que ce souci primordial d'assurer la cohérence des politiques des donateurs n'est pas nouveau au sein du CAD; c'est un thème qui fait en réalité partie intégrante des activités du CAD depuis trois décennies. Dès le début des années 60, les rapports du Président du CAD faisaient ressortir les grands enjeux qui sont toujours d'actualité. Les échanges, l'investissement étranger direct, la charge de la dette et l'aide liée étaient autant de facteurs jugés décisifs pour le développement.

Dans le monde actuel, tandis que l'interdépendance progresse et que des problèmes se font jour à l'échelle de la planète, tels l'environnement, les stupéfiants, le SIDA et les migrations, il est de plus en plus reconnu que des apports financiers plus importants sont nécessaires pour parvenir à un développement durable. Il est donc essentiel que les Membres du CAD accordent une attention accrue à la recherche de stratégies plus cohérentes pour faire face aux demandes nouvelles et de plus en plus complexes qui apparaissent dans le monde actuel en mutation rapide.

Les Membres du CAD sont particulièrement préoccupés par la situation de régions comme l'Afrique subsaharienne qui voient se raréfier les concours financiers privés mis à leur disposition. L'Afrique subsaharienne est aujourd'hui quasi-entièrement tributaire des apports d'aide publique pour faire face à ses besoins essentiels en devises, à la plupart de ses besoins d'investissements intérieurs et, de plus en plus, à ses dépenses de fonctionnement.

Un certain nombre de grandes conclusions se sont dégagées des travaux préparatoires de la réunion à haut niveau et des débats engagés ensuite par les ministres et les responsables des organismes d'aide.

1. Le CAD devrait continuer à soutenir la cause du développement sans lequel il ne sera pas possible de relever les défis à plus long terme qui se posent au niveau mondial, notamment la pauvreté et la dégradation de l'environnement. La réunion de la CNUED à Rio de Janeiro a parfaitement reconnu l'existence de ces interrelations en soulignant que les défis de l'environnement au niveau planétaire et les défis du développement sont étroitement liés.
2. L'attention et la place privilégiée accordées à l'amélioration de la cohérence devraient être considérées comme une dimension *additionnelle* des travaux du Comité et elles ne devraient pas compromettre la mission fondamentale du CAD qui est d'améliorer l'efficacité et la cohérence du programme global d'aide au développement.
3. La réunion à haut niveau a vigoureusement soutenu l'idée d'intégrer la problématique du développement dans les travaux des autres comités de l'OCDE intéressés par cette question. Le CAD devrait étayer cet effort en collaborant lui-même davantage avec d'autres comités, notamment dans le domaine des échanges, de l'environnement, de l'aide liée et des crédits à l'exportation, ainsi que de l'investissement étranger privé. Il importe aussi que le CAD participe aux travaux de l'OCDE sur les migrations.
4. Le CAD, avec le concours de la Direction de la coopération pour le développement et du Centre de développement, doit œuvrer avec d'autres organes de l'OCDE pour identifier, parmi les politiques des pays de l'OCDE, celles qui ont de profondes répercussions sur le processus de développement.
5. Le champ des examens de l'aide devrait être élargi progressivement afin d'analyser plus directement ce que fait chaque donneur pris séparément dans des domaines revêtant une importance particulière pour les objectifs de cohérence.

Les participants à la réunion à haut niveau se sont aussi demandé si les gouvernements des pays Membres ne devraient pas se doter de meilleurs instruments d'analyse afin de prendre part de façon plus efficace aux débats engagés dans les différents pays sur des questions présentant une importante dimension « pays en développement ».

Dans le chapitre II du présent Rapport, le Secrétariat lance le débat sur la nécessité d'une plus grande cohérence des politiques pour relever les défis mondiaux. Il comporte notamment une analyse des grands enjeux de l'interdépendance du monde actuel. Les débats du CAD et les travaux menés en coopération avec d'autres organes importants au sein de l'OCDE ont permis de préciser les domaines d'action qui doivent retenir particulièrement l'attention.

### 3. DÉVELOPPEMENT PARTICIPATIF ET BONNE GESTION DES AFFAIRES PUBLIQUES

Le CAD a continué d'accorder en priorité son attention au thème du développement participatif et de la bonne gestion des affaires publiques. La 30<sup>e</sup> réunion à haut niveau, tenue en décembre 1991, s'est surtout attachée à faire le point des évolutions récentes dans ce domaine. Les participants ont souligné que les questions touchant la démocratie et la gestion publique restent déterminantes dans l'action pour le développement. Le CAD a un rôle utile à jouer en facilitant l'échange d'informations et en assurant la coordination générale des travaux portant sur cette question au sein de la communauté du développement. Ils ont pris note en particulier de la complexité de la tâche qui consiste à soutenir les pays en développement pendant leur transition vers la démocratie et de la contribution que les donateurs bilatéraux peuvent apporter à ce processus. Au cours de la réunion à haut niveau, il a été convenu, que le CAD devrait mettre au point un plan de travail de grande envergure afin de pouvoir examiner de manière plus approfondie les questions qui présentent un intérêt capital dans le domaine de la démocratie et de la gestion publique.

Une attention spéciale a été accordée également à la question des dépenses militaires, qui est importante en elle-même mais étroitement liée aussi à la démocratie et à la gestion publique. La réunion à haut niveau a en outre approuvé les travaux du CAD sur la révision des règles de passation des marchés afin de renforcer les mesures visant à prévenir la corruption.

Le CAD a tenu, en mai, une réunion sur le développement participatif et la bonne gestion des affaires publiques, au cours de laquelle les Membres ont fait le point de la situation et conclu que les progrès accomplis l'année précédente étaient importants :

- Le développement participatif et la gestion des affaires publiques, de même que les dépenses militaires et les droits de l'homme, ont occupé une place de premier plan dans les discussions qui ont eu lieu lors des réunions des groupes consultatifs présidées par la Banque mondiale. C'est apparemment au sein de ces groupes consultatifs que les donateurs bilatéraux et leurs partenaires pour le développement débattent de plus en plus souvent ces questions délicates.
- Au cours de la réunion sur le développement participatif et la bonne gestion des affaires publiques, il a aussi été noté que des échanges constructifs se déroulent entre les donateurs et les pays en développement dans des instances comme la Coalition mondiale pour l'Afrique et le Partenariat pour la démocratie et le développement en Amérique centrale. La Coalition mondiale pour l'Afrique, qui s'est réunie en mai en Ouganda, se détache plus particulièrement. Cinq chefs d'État africains étaient présents à cette confé-

rence qui a examiné la gestion publique et la démocratie ainsi que les questions concernant les dépenses militaires et la sécurité régionale.

Au cours de sa réunion de mai 1992, le CAD a en outre défini un programme de travail concernant le développement participatif et la bonne gestion des affaires publiques qui comprend les questions suivantes :

- Suivi de l'évolution des politiques et des pratiques des donateurs et des progrès de la coordination internationale des activités consacrées à la bonne gestion des affaires publiques et évaluation générale de l'amélioration de la gestion publique dans les pays en développement, notamment pour ce qui est du respect des droits de l'homme. Ce suivi serait assuré à la fois à l'aide d'analyses générales de l'action des Membres et, lors des examens par les pairs auxquels le CAD soumet régulièrement les programmes d'aide des donateurs, une attention particulière serait portée à cette question.
- Élaboration d'un cadre général définissant les principales caractéristiques d'une bonne gestion des affaires publiques et le type de soutien que doivent lui apporter les donateurs.
- Travaux relatifs à des questions spécifiques. Plusieurs domaines présentant un intérêt particulier où des échanges d'informations et d'expérience sur les politiques et les pratiques seraient utiles ont été sélectionnés, parmi lesquels : aide au renforcement des systèmes judiciaires, surveillance des élections, décentralisation administrative, relations ethniques et protection des minorités, et soutien en faveur de la résolution des conflits et du désarmement.
- Travaux de portée régionale. Le CAD compte poursuivre ses travaux concernant des régions en développement déterminées, sur le modèle des études consacrées récemment à l'Amérique latine et au Pacifique Sud. Ces futures études régionales engloberont aussi le développement participatif et la bonne gestion des affaires publiques.
- Dépenses militaires excessives. Les Membres du CAD entendent suivre les évolutions sur ce plan. Des travaux sont en cours au niveau tant bilatéral que multilatéral. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) accordent une plus grande attention aux dépenses militaires et à leurs répercussions sur le développement. Certains donateurs bilatéraux, comme les États-Unis, les Pays-Bas et le Japon patronnent une série de conférences internationales sur ce sujet. Des réunions communes comme la Coalition mondiale pour l'Afrique ont aussi permis que s'instaure entre donateurs et pays en développement, un dialogue constructif sur les dépenses militaires et les questions de sécurité qui y sont liées. Comme on l'a noté, la question des dépenses militaires figure de plus en plus souvent à l'ordre du jour des réunions des Groupes consultatifs.
- Corruption. Le Groupe de travail du CAD sur les aspects financiers de l'aide au développement a lancé une étude afin de déterminer s'il est nécessaire de prendre de nouvelles mesures pour renforcer les pratiques de passation des marchés dans le but d'éliminer ou de réduire les possibilités de corruption.  
Le CAD a actualisé et publié, dès 1986, des lignes directrices sur les pratiques de passation des marchés. Ces lignes directrices sont en général considérées comme positives. Toutefois, en raison de l'attention grandissante que suscite l'amélioration de la gestion publique dans les pays en développement, il est jugé souhaitable que la communauté des donateurs déploie parallèlement des efforts.
- Échange permanent d'informations. Les Membres du CAD sont par ailleurs convenus de mettre sur pied des mécanismes leur permettant d'échanger en permanence des informations afin de mieux coordonner leurs activités.

Pour mettre en œuvre le programme qui vient d'être présenté, le CAD compte utiliser les mécanismes existants. Le Groupe d'experts du CAD sur l'évaluation de l'aide, le Groupe d'experts sur la participation des femmes au développement et le Groupe de travail sur les aspects financiers de l'aide au développement sont chargés chacun de responsabilités spécifiques en matière de suivi de ces questions. Le Centre de développement de l'OCDE a en outre coopéré étroitement avec le CAD à l'étude de ces questions et entreprendra des travaux dans les deux domaines des dépenses militaires et du développement participatif.

Le Comité a noté en particulier que la réforme de la fonction publique est essentielle si l'on veut améliorer de façon significative la gestion publique. La réforme de la fonction publique recevra une attention particulière dans le cadre des activités prévues par le Programme spécial d'action pour l'Afrique (PSA). On ne sait pas encore à quel stade ni de quelle façon le CAD pourrait contribuer utilement à étayer les efforts des donateurs dans ce domaine d'une importance décisive.

## **L'importance des ressources humaines**

L'attention à accorder en priorité à la valorisation des ressources humaines est une préoccupation qui sous-tend tous les débats sur le développement participatif et la bonne gestion des affaires publiques. Le CAD l'a d'ailleurs fait siéner dans sa Déclaration officielle sur la coopération pour le développement dans les années 90. Il est ressorti de la réunion du CAD sur l'éducation de base que les donateurs comme les pays en développement devaient affecter un volume plus important de ressources à l'éducation et aux secteurs qui y sont liés. En outre, les débats du CAD ont montré que les donateurs doivent faire preuve, dans leur stratégie de financement de l'éducation de base, de plus de souplesse et d'imagination, en privilégiant le financement de plans et programmes d'action de plus grande envergure et ayant de vastes retombées.

Cette année, le CAD a aussi coopéré étroitement avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'UNICEF pour mieux intégrer leurs systèmes statistiques à ceux du Secrétariat de manière à pouvoir suivre de plus près l'évolution de l'aide affectée par les donateurs à d'importants secteurs sociaux comme l'éducation et la santé. Une base de données plus complète et plus transparente est nécessaire pour analyser de façon adéquate l'évolution de l'aide des donateurs. L'amélioration des données permettra aussi d'accorder une plus grande attention à ces problèmes au cours du processus d'examen par les pairs.

Alors que les ressources assorties de conditions libérales se raréfient, les décisions concernant l'affectation de ces ressources au financement de la valorisation des ressources humaines revêtiront encore plus d'importance. La communauté des donateurs doit donc faire en sorte qu'un volume de ressources suffisant soit affecté à la valorisation des ressources humaines *et* veiller à ce que ces ressources soient utilisées de façon efficace.

D'importantes initiatives comme la CNUED, la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, le Sommet mondial pour les enfants de même que l'attention accrue portée à la mise en place de sociétés démocratiques stables resteront *toutes* lettre morte si, dans la répartition des ressources de l'aide, un rang de priorité plus élevé n'est pas accordé à la valorisation des ressources humaines, en particulier en Afrique subsaharienne.

## Conditions imposées par les donateurs

Dans le communiqué publié à l'issue de sa réunion à haut niveau en 1991, le CAD a déclaré que les pays en développement qui se montrent attachés à une réforme économique fondée sur le marché, à la démocratisation et à une bonne gestion des affaires publiques devraient en général bénéficier d'une priorité dans l'affectation de l'aide au développement. Les événements politiques survenus en Haïti, au Pérou et en Thaïlande ont entraîné l'interruption ou la cessation des programmes d'aide de plusieurs donateurs. A la suite des discussions engagées tant avec le Kenya qu'avec le Malawi au cours des réunions des Groupes consultatifs de la Banque mondiale, certains donateurs ont imposé des restrictions à leur aide. Préoccupés par la situation des droits de l'homme après l'incident survenu dans le Timor oriental en 1991, les Pays-Bas et plusieurs autres donateurs ont pris temporairement des mesures concernant leurs programmes d'aide à l'Indonésie. Par la suite, en mars 1992, l'Indonésie a décidé de mettre un terme à toutes les activités d'aide au développement provenant des Pays-Bas.

Toutefois, la communauté des donateurs préfère généralement accorder un soutien positif aux pays en développement engagés dans des réformes politiques et économiques. Au cours des récentes réunions des Groupes consultatifs, ils ont vigoureusement encouragé des pays qui, comme la Zambie, ont organisé des élections libres, réussi une transition politique pacifique et lancé un vaste plan de réformes économiques. Les donateurs savent combien qu'il est important d'accorder la priorité, dans la répartition des ressources d'APD de plus en plus rares, à ces pays soucieux d'entreprendre des réformes.

## Poursuite du dialogue

Le Rapport de l'an dernier soulignait qu'il importait d'élargir le dialogue engagé avec les pays en développement sur les questions complexes que posent la transition politique, l'amélioration de la gestion publique et les réformes économiques. Comme l'a noté la réunion du CAD tenue en mai, ce dialogue a progressé de façon satisfaisante. Plus précisément, le mécanisme des Groupes consultatifs de la Banque mondiale a concentré sur chaque pays le débat sur les problèmes de développement. Ensuite, des réunions régionales, organisées, par exemple, dans le cadre de la Coalition mondiale pour l'Afrique et du Partenariat pour la démocratie et le développement en Amérique centrale, se sont révélées très productives. Enfin, de nombreuses conférences internationales sur la démocratie, la gestion publique et les dépenses militaires ont été organisées, auxquelles ont participé les pays en développement, les donateurs, la Banque mondiale et le FMI, ainsi que les institutions des Nations Unies.

Il est encourageant d'observer, à mesure que ce dialogue évolue, que ce sont les pays en développement eux-mêmes – en particulier ceux d'Afrique et d'Amérique latine – qui prennent l'initiative d'encourager le changement. Le rôle des donateurs consiste, de plus en plus, à soutenir ce processus.

## 4. PRINCIPES DU CAD POUR L'EFFICACITÉ DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

L'un des principaux objectifs de la mission fondamentale du CAD est d'améliorer la qualité de l'aide au développement. Depuis la création du CAD, les Membres du Comité ont consacré beaucoup de temps et d'attention à cet objectif. Il est d'autant plus urgent maintenant d'améliorer la qualité et l'efficacité de l'aide au développement que s'accroît la demande de ressources rares, assorties de conditions libérales. De plus, l'adoption de stratégies fondées de

plus en plus sur les mécanismes du marché pose des problèmes nouveaux pour le financement du développement par des ressources publiques d'une manière générale.

À la réunion à haut niveau de 1991, les ministres et les responsables des organismes d'aide ont adopté trois autres séries importantes de principes : Évaluation de l'aide au développement, Nouvelles orientations de la coopération technique, et Principes pour l'aide-programme.

Les actions engagées en 1991 sont venues compléter les travaux axés sur la réalisation des grands objectifs du CAD dans des domaines présentant un intérêt prioritaire pour les Membres. Le Groupe de travail sur les aspects financiers de l'aide au développement continue d'élaborer des lignes directrices sur les pratiques de passation des marchés. Le Groupe de travail sur l'aide au développement et l'environnement poursuit aussi ses travaux sur des lignes directrices relatives à l'environnement, dont la première série a été publiée et diffusée lors de la CNUED.

L'adoption de ces principes de gestion renforce l'action importante menée par le CAD depuis le milieu des années 80 et qui a débouché sur la publication des Principes directeurs de la coordination de l'aide et des Bonnes pratiques de passation des marchés pour l'aide publique au développement. En tout, dix séries de principes de gestion ont été publiées depuis.

Les études théoriques et les orientations fondamentales, dont les grandes lignes ont été exposées dans ces textes, ont été incorporées à une série de principes de gestion opérationnelle spécifiques agréés par les Membres du CAD, qui sont les suivants :

- principes directeurs de la coordination de l'aide avec les pays en développement (1986);
- principes du CAD pour l'examen préalable des projets (1988);
- principes relatifs aux orientations nouvelles de la coopération technique (1991);
- principes pour l'aide-programme (1991);
- principes directeurs à l'intention des organismes d'aide pour le soutien de la participation des femmes au développement (1989);
- bonnes pratiques pour les études de l'impact sur l'environnement exercé par les projets de développement (1991);
- bonnes pratiques de passation des marchés pour l'aide publique au développement (1986);
- nouvelles mesures dans le domaine de l'aide liée (1992);
- principes pour l'évaluation de l'aide au développement (1991).

Les Membres du CAD sont convenus de rassembler ces principes en un *Manuel de l'aide au développement* qui donnera des orientations aux donateurs et servira de base au dialogue et à la coopération avec les pays en développement. Ce Manuel contient aussi les conclusions des travaux du CAD sur la population et le développement, la promotion du rôle du secteur privé, et la science et la technologie.

## 5. CRÉDITS D'AIDE LIÉE

L'utilisation des crédits d'aide liée et des financements mixtes entraîne des possibilités de distorsion des structures de l'aide et des échanges qui sont à l'origine de certaines préoccupations :

- L'association de l'aide à des crédits à l'exportation liés adoucit les conditions financières des exportations commerciales, dont les prix, en conséquence, risquent d'être surévalués et de ne pas correspondre aux priorités du développement;

- Lier au pays donneur la passation de marchés financés par l'aide risque, en outre, de freiner la mise au point de mécanismes de passation des marchés dans les pays bénéficiaires.

C'est en raison de ces préoccupations que le CAD, et les Participants à l'Arrangement relatif aux crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public ont décidé de renforcer leurs mesures respectives concernant l'aide liée. Ces deux entités ont adopté les mêmes règles de discipline applicables à l'utilisation de l'aide liée et coopèrent étroitement pour les mettre en œuvre. Ces nouvelles mesures ont pour objectif de limiter les distorsions de l'aide et des échanges, d'orienter l'aide plus efficacement vers les pays et les projets n'ayant pas ou peu accès aux ressources financières aux conditions commerciales et d'améliorer la qualité de l'aide liée pour le développement. Les mesures adoptées par le CAD en avril 1992 renforcent les Lignes directrices relatives au financement mixte et à l'aide publique au développement liée et partiellement déliée, adoptées en 1987.

Le CAD est en outre convenu d'entreprendre des travaux sur un certain nombre de domaines connexes, notamment pour affiner les définitions et préciser les procédures applicables à l'aide liée, explorer les possibilités de délier l'aide davantage et identifier les mesures de nature à améliorer et harmoniser les pratiques exposées dans les lignes directrices du CAD relatives aux Bonnes pratiques de passation des marchés.

Les nouvelles mesures adoptées comprennent les principaux éléments suivants. Tout d'abord, elles réaffirment que les politiques en matière de crédits à l'exportation et les politiques en matière de crédits d'aide doivent être complémentaires : celles qui portent sur les *crédits à l'exportation* doivent être fondées sur la libre concurrence et le libre jeu des forces du marché et celles qui concernent les *crédits d'aide liée* doivent assurer les ressources extérieures nécessaires aux pays, secteurs ou projets qui n'ont pas ou n'ont guère accès au marché financier, de manière à leur accorder la meilleure contrepartie possible pour l'argent dépensé, à minimiser les distorsions des échanges, et contribuer à une utilisation de ces ressources qui soit efficace du point de vue du développement. Les nouvelles mesures prévoient en outre que les grands projets d'une valeur supérieure à 50 millions de DTS, financés par les crédits d'aide liée, seront soumis à certaines conditions :

- Il sera procédé à des examens préalables dont les procédures seront mises au point entre les donneurs bilatéraux, le Groupe de la Banque mondiale et le pays bénéficiaire.
- Les conditions et modalités financières seront appropriées à la situation économique du pays bénéficiaire en cause et seront arrêtées par voie de consultation entre les gouvernements donneurs et les gouvernements bénéficiaires.
- Les offres d'aide concernant les grands projets devraient être subordonnées au lancement d'appels à la concurrence internationale conformément à des règles internationalement acceptables. Les marchés devraient être adjugés aux soumissionnaires ayant fait l'offre la plus favorable, avant que les conditions financières ne soient prises en compte.

Troisièmement, les nouvelles mesures imposent des restrictions au financement, sur des fonds d'aide au développement assortis de conditions libérales, de projets appartenant à des domaines où des financements de type commercial sont appropriés et disponibles, c'est-à-dire des projets publics ou privés qui seraient normalement viables sur le plan commercial s'ils étaient financés aux conditions du marché. Ces limites ne s'appliquent toutefois pas aux projets concernant les pays les moins avancés. L'octroi de crédits d'aide liée est également interdit dans le cas des pays dont le PNB par habitant dépasse le seuil fixé par la Banque mondiale pour bénéficier des prêts d'une durée de 17 à 20 ans, sauf si ces crédits sont utilisés pour le financement de projets

touchant des domaines comme la protection de l'environnement, l'aide d'urgence et les mesures de soutien exceptionnelles de la balance des paiements.

Le but évident de ces nouvelles mesures est de promouvoir des projets de développement judicieux et de ne pas entraver leur réalisation. Le champ de ces nouvelles mesures a été défini avec ces considérations présentes à l'esprit comme en témoignent, par exemple, les dispositions visant à prendre en compte les moyens financiers disponibles à des conditions commerciales.

En réorientant les ressources financières du développement assorties de conditions libérales qui sont destinées aux pays en développement relativement riches et aux projets viables commercialement, qui devraient pouvoir attirer des ressources à des conditions commerciales, au profit de pays moins riches et de projets positifs pour le développement mais pour lesquels un financement à des conditions commerciales n'est pas possible ou ne convient pas, les nouvelles mesures visent à faire en sorte que les ressources financières du développement s'ajoutent à celles qu'offre le marché au lieu de s'y substituer. Elles visent en outre à assurer la qualité, du point de vue du développement, des crédits d'aide liée mis à la disposition des pays moins bien nantis et des projets qui ne peuvent pas bénéficier de financements de type commercial, mais qui sont positifs pour le développement.

## **Travaux ultérieurs**

Pour étayer les efforts faits dans ce domaine, les Membres du CAD sont convenus d'accorder la priorité aux travaux suivants :

- S'assurer que les pays Membres se conforment aux nouvelles mesures indiquées ci-dessus ainsi qu'aux Lignes directrices du CAD relatives au financement mixte et à l'aide publique au développement liée et partiellement déliée.
- Affiner la définition de l'APD liée et suivre les pratiques des Membres touchant l'utilisation de l'APD liée.
- Affiner la définition de l'APD non liée et partiellement déliée, suivre les pratiques des pays Membres, y compris en matière de passation des marchés, et œuvrer à un recours accru à l'APD non liée.
- Harmoniser et parachever les définitions et procédures contenues dans les Bonnes pratiques de passation des marchés pour l'aide publique au développement.
- Suivre les résultats des pays Membres en ce qui concerne les modalités et conditions financières de l'APD, en insistant tout particulièrement sur les conditions et les modalités financières de l'aide liée, y compris les opérations de financement mixte.
- Faire le point des progrès accomplis dans les domaines ci-dessus d'ici à la fin de 1993.

## **6. DÉFIS MONDIAUX**

L'environnement, le SIDA et le problème des réfugiés sont trois grands défis mondiaux particulièrement préoccupants.

### **a) *Suivi de la CNUED***

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, a renforcé le nouveau partenariat qui se fait jour au niveau mondial, fondé sur l'existence de liens indéniables entre l'environnement et le développement. La CNUED a mis en évidence les liens et



l'interdépendance de tous les pays du monde et, en particulier, l'imbrication des problèmes de développement et d'environnement au niveau mondial. Les travaux menés à l'OCDE – en particulier par le Comité d'aide au développement et le Comité des politiques d'environnement – ont jeté des bases solides pour que le CAD joue un rôle important dans les activités de suivi après l'adoption, au cours de la CNUED du Programme Action 21.

L'intérêt que le CAD porte à l'environnement ne date pas des travaux préparatoires de la CNUED. Ainsi, la Déclaration officielle sur la coopération pour le développement dans les années 90 expose très clairement la priorité attachée aux problèmes d'environnement, le thème sous-jacent de la viabilité et les rapports d'une importance décisive avec l'accroissement démographique. En 1989, le CAD a créé le Groupe de travail sur l'aide au développement et l'environnement qui a publié une première série de lignes directrices sur l'aide et l'environnement. Le Rapport du Président du CAD pour 1990 a mis en lumière les efforts déployés par le Comité et ses orientations dans le domaine de l'environnement et de la viabilité et mis l'accent en particulier sur le problème démographique.

Le CAD a attaché la plus grande attention à la cohérence des politiques entre ses Membres. Le chapitre II du Rapport de cette année souligne combien il importe d'adopter des politiques cohérentes à l'égard des pays en développement. Les liens étroits entre environnement et développement montrent clairement le défi qui doit être relevé pour renforcer la cohérence des politiques des Membres de l'OCDE.

La réunion conjointe des ministres de la Coopération et de l'Environnement, tenue en décembre 1991, est un premier pas vers l'amélioration de la cohérence au sein de l'OCDE et au sein des gouvernements membres. A la suite de la CNUED, les pays de l'OCDE auront, entre autre, l'importante mission de continuer à assurer une plus grande cohérence de l'action – tant dans les capitales qu'au sein de l'OCDE.

Plusieurs grands problèmes posés par la CNUED et inscrits dans le Programme Action 21 devront, à court terme, retenir en priorité l'attention du CAD et de ses Membres :

### *La dimension démographique*

Les débats de la CNUED ont mis en évidence l'imbrication des problèmes d'accroissement démographique, de développement durable et d'environnement. Les Membres du CAD doivent désormais accorder une plus grande attention à la réalisation des objectifs généraux qu'ils se sont assignés pour aider les pays en développement à mener à bien leur transition démographique.

### *Suivi permanent des apports de ressources*

Il est fait observer, à juste titre, dans le Programme Action 21, que ce seront les secteurs public et privé des pays en développement qui assureront le financement primaire de ce programme. Toutefois, il est indispensable que ces ressources soient complétées par des concours financiers des pays développés – tant du secteur public que du secteur privé – si l'on veut faire face aux besoins financiers que génère le Programme Action 21. L'APD est la principale source de cette forme de financement pour la plupart des pays du tiers monde et, en particulier, l'Afrique subsaharienne.

Le suivi permanent par le CAD des apports d'APD et des autres apports de ressources permet de se faire une idée globale des apports de ressources dans le contexte du financement du Programme Action 21. Il sera peut-être utile d'analyser de façon approfondie des éléments particuliers de ce Programme, comme le Fonds pour l'environnement mondial et la dixième

reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA), de même que le « supplément spécial pour la Terre » qu'elle propose. Il pourrait être nécessaire également de suivre l'aide affectée à des activités prioritaires touchant l'environnement. Le Groupe de travail sur les problèmes statistiques examine cette question. (Se reporter aux paragraphes correspondant de ce chapitre intitulés « Autres modifications apportées à la notification des statistiques ».)

### *Évaluation des activités des donateurs à la suite du Programme Action 21*

Le CAD – en concertation avec d'autres grands comités de l'OCDE, en particulier le Comité des politiques d'environnement – analysera les activités entreprises par les pays Membres à la suite du Programme Action 21. Le CAD entend accorder une attention spéciale aux problèmes d'environnement et en faire une composante essentielle des examens par les pairs, ce qui a déjà commencé. En 1994 le CAD tiendra une réunion uniquement pour faire le point des progrès dans le domaine de l'environnement.

### *Groupe de travail du CAD sur l'aide au développement et l'environnement*

Le CAD a prorogé d'un an le mandat de son Groupe de travail sur l'aide au développement et l'environnement. Celui-ci poursuivra ses travaux sur l'établissement de lignes directrices relatives à l'environnement et sur les problèmes qui préoccupent particulièrement les organismes d'aide dans ce domaine. Il suivra plus attentivement la mise en œuvre des mesures adoptées. En coopération avec le Groupe de travail sur les problèmes statistiques, il participera aussi à la mise au point d'un programme du CAD qui permettra de mieux suivre les activités concernant l'environnement mentionnées ci-dessus et de communiquer les statistiques s'y rapportant.

### *Réunions spéciales du CAD*

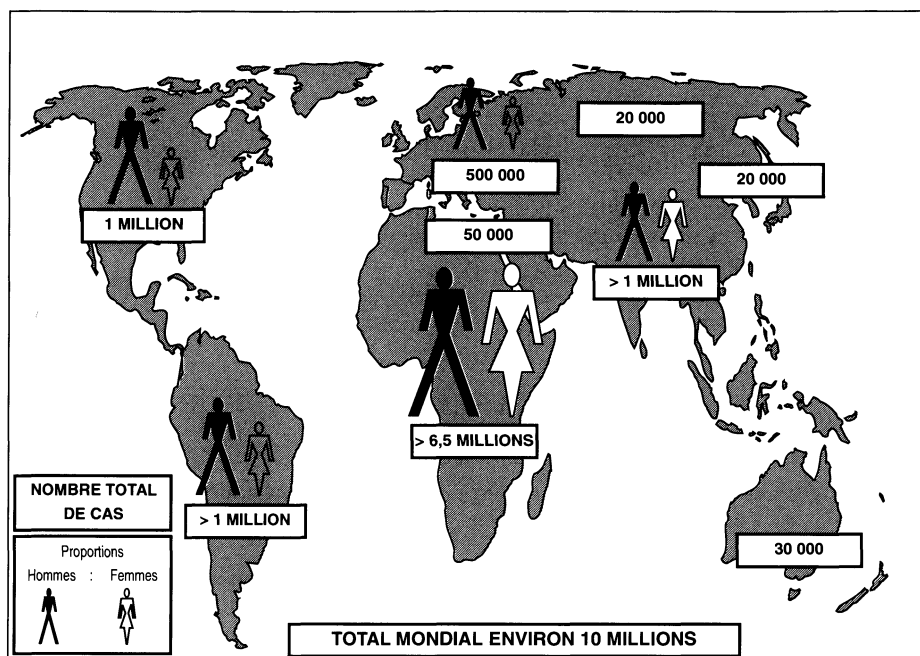
Le programme de travail futur du CAD est d'ores et déjà axé sur un certain nombre des grands problèmes inscrits dans le Programme Action 21. Le CAD a examiné cet automne les problèmes posés par l'urbanisation. L'examen des problèmes de l'eau est prévu pour 1993. D'autres éléments du Programme sont à l'étude, notamment le bilan des activités d'aide en faveur des programmes de population dans la perspective de la Conférence internationale de 1994 sur la population et le développement.

### **b) SIDA**

Le SIDA, maladie apparue à la fin des années 70 et au début des années 80, semblait surtout frapper la population homosexuelle masculine et les toxicomanes par voie intraveineuse dans quelques pays industrialisés, en particulier d'Amérique du Nord. En l'espace d'une décennie seulement, la maladie s'est muée en une épidémie beaucoup plus largement répandue touchant de plus en plus les hommes et femmes hétérosexuels et les jeunes enfants dans le monde entier.

En 1992, la maladie s'était étendue à l'ensemble de la planète, si l'on prend comme critère le nombre de cas de contamination par le virus VIH : selon les estimations, il y aurait 10 millions de séropositifs (graphique 1). C'est l'Afrique qui est le plus fortement frappée, avec plus de 6.5 millions de personnes touchées – soit plus de 65 pour cent du nombre total de séropositifs dans le monde. Toutefois, le niveau de contamination s'accroît rapidement en Amérique latine et dans certaines régions d'Asie. D'ici à la fin de la décennie, le taux annuel de

Graphique 1. Répartition estimative mondiale des cas de séropositivité chez l'adulte  
Début 1992



Source : Organisation mondiale de la santé.

séropositivité des adultes en Asie risque de dépasser celui de l'Afrique. Entre 1980 et 1992, on a dénombré dans le monde, selon les estimations, 1.5 million de cas de SIDA chez les adultes. A la fin de cette décennie, un million de nouveaux cas de SIDA *par an* se déclareront chez les adultes. Le nombre d'enfants contaminés viendra grossir considérablement ce chiffre.

En Afrique, le SIDA touche désormais les hétérosexuels, hommes et femmes, à peu près à égalité. Les enfants des femmes séropositives ont une chance sur trois d'avoir contracté le virus. A ce jour, plus de 500 000 enfants sont morts du SIDA et, d'après les estimations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de 5 à 10 millions naîtront séropositifs dans les années 90.

De même, dans les régions en développement d'Amérique latine et d'Asie, la maladie sévit aussi maintenant parmi les hétérosexuels et son extension s'est accompagnée de taux de séropositivité élevés des nouveau-nés. D'ici à l'an 2000, d'après les estimations de l'OMS, le nombre de séropositifs dans le monde entier serait de 30 à 40 millions, hommes, femmes et enfants compris. Selon toutes probabilités la majeure partie ou la totalité d'entre eux succomberont, encore que les premiers symptômes apparaissent parfois au bout de dix ans ou plus. Une

fois contracté, le SIDA peut tuer, en l'espace de deux ans dans les pays développés et en deux fois moins de temps ou plus rapidement encore dans les pays en développement.

Pendant les premiers stades de la pandémie, la communauté du développement n'a généralement vu dans le SIDA qu'un problème médical. Il est clair, désormais, que la maladie aura, sur le processus de développement, des répercussions graves et profondes. En outre, il apparaît de plus en plus nettement que, pour être vaincue, cette pandémie appellera des stratégies beaucoup plus complètes de la part de la communauté des donateurs et des pays en développement, pour à la fois enrayer la propagation de la maladie et aider les pays en développement à faire face aux conséquences qu'elle entraîne et qui réduisent à néant des années de développement. Ces conséquences sont notamment les suivantes :

- L'amélioration des taux de survie des enfants, observée récemment, cessera dans de nombreux pays en développement. Avant le SIDA, les programmes élargis de vaccination et de lutte contre les maladies diarrhéiques auraient réduit, selon les estimations, la mortalité infantile d'un tiers d'ici à 1995. L'OMS estime, désormais, que la mortalité infantile ne reculera pas.
- Les adultes décèderont lors de leurs années les plus productives. Cette perte sera immense pour les pays en développement.
- Les décès dus au SIDA ont frappé durement en particulier le nombre restreint d'élites éduquées. Dans des régions comme l'Afrique subsaharienne, les pénuries de main-d'œuvre qualifiée compétente se sont aggravées et la majeure partie des investissements consacrés dans le passé aux ressources humaines sont restés sans effet.
- Dans certains pays d'Afrique centrale, le taux de mortalité élevé des jeunes parents crée déjà une population d'orphelins plus nombreuse que jamais. Selon les estimations, on compterait de 10 à 15 millions d'orphelins d'ici à l'an 2000, principalement en Afrique subsaharienne. La famille élargie est, elle aussi, décimée, privant ainsi les orphelins du soutien qu'elle leur apportait.
- La maladie elle-même surcharge les infrastructures sanitaires et sociales des pays en développement – infrastructures qui, dans bien des cas, n'étaient déjà pas suffisantes et ne permettaient pas de faire face aux autres maladies mortelles et affaiblissantes qui ravagent généralement le tiers monde.

Il importe aussi à ce stade de tenir compte des conséquences prévisibles du SIDA sur l'accroissement global de la population. Avant le SIDA, d'après les projections, les taux de mortalité annuels des enfants et des nourrissons, en Afrique subsaharienne, auraient dû baisser et se situer à 35-40 pour cent. D'après une projection de l'OMS établie à l'aide d'un modèle démographique de la Banque mondiale, le SIDA annulera ces améliorations et les taux de mortalité ne varieront pas ou s'accroîtront légèrement. L'espérance de vie diminuera probablement quelque peu en Afrique. Bref, le SIDA aura pour effet de réduire à néant la plupart des améliorations projetées des taux de mortalité. L'effet global serait, selon les estimations, un ralentissement de l'accroissement démographique, dont le taux tomberait de 3 pour cent à 2,4 pour cent.

On voit bien que la communauté des donateurs et les pays en développement doivent intégrer plus étroitement la pandémie du SIDA et ses conséquences dans leurs stratégies de développement. Les programmes concernant la valorisation des ressources humaines, en particulier, seront fortement compromis par la maladie.

Certaines mesures pourraient être prises pour élargir le champ d'action en réponse au défi lancé par le SIDA. L'OMS a retenu les principaux points suivants :

- Les pays en développement doivent prendre l'engagement politique de placer *dès maintenant* en tête de leurs priorités la prévention et la lutte contre le SIDA. Un tel engagement a été pris par les chefs d'État africains lors du dernier sommet de l'OUA.
- L'action de chaque pays ne doit pas relever du seul ministère de la Santé. Toutes les branches de l'administration et toute la société doivent y participer. Dans le secteur public, il s'agit des ministères chargés des Finances, de la Planification, de l'Éducation et de l'Information, et dans le secteur privé, des organisations non gouvernementales (ONG) et des associations.
- Les gouvernements doivent renforcer leurs programmes de lutte contre le SIDA en accordant le plus possible la priorité à des activités de prévention efficaces par rapport à leur coût.
- Il faut faire beaucoup plus encore pour lutter contre la discrimination afin que les personnes contaminées soient traitées humainement et que les efforts de prévention ne soient pas compromis.
- Il est essentiel d'informer le public, en particulier pour lutter contre les phénomènes de rejet qui ont contribué dans les divers pays à des comportements ayant permis à la maladie de prendre les proportions d'une épidémie avant d'être acceptée comme un fléau national.

Les donateurs, pour leur part, doivent commencer à envisager ce problème dans une perspective plus large et reconnaître que la maladie a pris maintenant une dimension mondiale et touche aussi bien les hommes, les femmes que les enfants – et pas seulement certains groupes ou populations.

Les donateurs doivent commencer à intégrer le «facteur SIDA» à toutes les phases de l'analyse et de la planification des programmes reconnaissant ainsi que cette maladie aura une incidence sur les programmes proposés, ou que les programmes eux-mêmes pourraient avoir des effets imprévus sur la propagation de la maladie. Ce souci vaudra pour les programmes qui comportent aussi bien des activités d'ajustement structurel général que des activités sectorielles spécifiques et la réalisation de projets. La maladie aura aussi des répercussions profondes sur la mise en œuvre des activités d'assistance technique à tous les niveaux, puisqu'elle touche les homologues des pays d'accueil et en compromet la capacité institutionnelle.

Le CAD serait bien placé pour faciliter l'examen des conséquences qu'entraîne actuellement cette maladie pour le processus de développement dans le monde entier, en centrant particulièrement son attention sur les domaines où, à l'avenir, les stratégies et programmes de développement doivent être modifiés.

### **c) Réfugiés**

L'aide humanitaire a toujours été étroitement liée à l'aide au développement. Ces dernières années, les problèmes posés par les troubles civils, les catastrophes naturelles, notamment la persistance de la sécheresse en Afrique et la masse des réfugiés qui fuient ces désastres, ont tous eu des effets défavorables sur les efforts déployés pour établir une croissance économique durable dans de nombreux pays du tiers monde. Bien souvent, les problèmes de sécurité régionale et l'affrontement dû à la guerre froide ont exacerbé ces problèmes, nourrissant les troubles civils et entraînant un détournement des fonds vers les dépenses militaires. En Afrique, en particulier, les catastrophes naturelles ont intensifié les déplacements de population et aggravé les souffrances humaines dues à la guerre civile. En Éthiopie et au Mozambique, la guerre civile, conjuguée à la sécheresse et à l'insuccès des politiques économiques, s'est soldée par une perte importante de vies humaines et par un gonflement rapide du flot des réfugiés et

des personnes déplacées. En Somalie, la conjugaison de tous ces facteurs a créé une situation qui a pris les dimensions d'une immense tragédie.

L'étude mondiale sur les réfugiés, réalisée en 1991, estime au minimum à 20 millions le nombre de personnes déplacées et à près de 16 millions celui des réfugiés, la plupart d'entre eux dans les pays en développement. En Afghanistan, on estime à 6 millions le nombre de réfugiés ayant fui le pays et à 2 millions le nombre de personnes déplacées. L'Éthiopie compte 1 million de réfugiés et 1 million de personnes déplacées, le Mozambique 1.4 million de réfugiés et 2 millions de personnes déplacées.

La fin de la guerre froide a offert la possibilité de rapatrier et de réinstaller nombre de réfugiés ayant fui leur pays et de personnes déplacées. L'Indochine, l'Afghanistan, l'Éthiopie, l'Angola, le Mozambique et certaines régions d'Amérique centrale en sont de bons exemples. En Indochine et en Afghanistan en particulier, les événements survenus l'an dernier ont donné le signal du retour des réfugiés vers leur pays d'origine. Le même mouvement s'observe en Éthiopie. On continue à espérer qu'au Mozambique un accord interviendra.

Les besoins des réfugiés retournant dans leur pays et le problème tout aussi important des personnes déplacées doivent aussi désormais retenir l'attention. Les programmes du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont de tout temps aidé les réfugiés revenant individuellement dans leur pays d'origine en leur fournissant un concours de courte durée pour leur permettre de s'y réinstaller. Dans bien des cas, toutefois, ces programmes ne suffisent pas. Ces communautés sont mal équipées pour absorber les réfugiés qui reviennent dans leur pays, en raison des dommages et des détériorations causés à la fois par les catastrophes naturelles et par la guerre. En Afghanistan et en Indochine par exemple, des millions de mines empêchent la réinstallation de la population et la reprise des activités agricoles.

L'ampleur et le nombre des défis qui se posent maintenant au niveau international dans les domaines étroitement liés que sont l'aide d'urgence, la résolution des conflits et le problème des réfugiés interpellent la communauté internationale avec une vigueur sans précédent. Même avec la meilleure organisation possible, trouver une solution efficace à la crise qui sévit en Somalie aurait été une tâche démoralisante. Cette crise a contribué à montrer combien le monde est loin de disposer des mécanismes et moyens qui, par leur synergie, permettraient de faire face à des situations d'urgence de grande ampleur, notamment lorsqu'il est nécessaire de maintenir la paix. Fait positif, il semblerait que soient réunies désormais les conditions favorables à un progrès sensible vers la création du type de structures nationales et multinationales envisagées par le Secrétaire général des Nations Unies dans son «Agenda pour la paix» publié au milieu de l'année 1992.

L'action à entreprendre pour résoudre ces problèmes doit pour une large part consister à resserrer la coordination entre les programmes humanitaires et les programmes de développement à plus long terme. Certains organismes d'aide bilatéraux fournissent ces deux formes d'assistance, mais de nombreux organismes privilégient soit l'une soit l'autre. Il en est de même dans la communauté des ONG qui apportent des concours axés soit sur le développement à long terme soit sur l'action humanitaire à court terme.

Il est au plus haut point nécessaire d'améliorer la planification et la coopération entre les organismes d'aide qui ont une vocation humanitaire et ceux qui prennent en charge des activités de développement. Faute d'une coopération plus étroite, il est probable que les programmes de réinstallation se ralentiront et tant les coûts à long terme que les souffrances humaines s'accroîtront.

Pour faire face aux besoins humanitaires des personnes déplacées et des réfugiés, la communauté des donateurs a accordé un volume important d'aide à des conditions libérales, qui

est soit acheminée par l'intermédiaire des organismes reconnus s'occupant des réfugiés, comme le HCR, soit affectée à des organismes d'aide bilatéraux et multilatéraux. Avec les pressions de plus en plus fortes qui pèsent sur les budgets de l'aide à des conditions libérales, notamment les demandes dues au nombre croissant de nouveaux réfugiés, comme en Yougoslavie, le financement de ce processus de transition risque lui aussi de devenir de plus en plus difficile à moins que la communauté des donateurs ne s'engage, de façon concertée à mobiliser les ressources nécessaires. Sans un resserrement de la coopération entre les donateurs et sans leur volonté d'affecter à l'aide un volume de ressources suffisant, les donateurs seront peut-être dans l'incapacité de tirer pleinement parti de l'occasion unique qui s'offre à eux d'assurer le retour de millions de réfugiés dans leur pays d'origine et de personnes déplacées dans leur foyer.

## 7. EXAMEN DES POLITIQUES DE L'AIDE DANS LE PACIFIQUE SUD

Le CAD s'est réuni les 9 et 10 décembre 1991 pour examiner les problèmes de développement et d'aide dans le Pacifique sud. Des représentants de la Banque mondiale, de la Banque asiatique de développement et du PNUD assistaient à cette réunion.

La plus importante observation générale qui s'est dégagée de la réunion est que, sur le plan économique, la région n'a pas répondu aux attentes en dépit du volume d'aide au développement très substantiel qui lui a été accordé. Des économies insulaires semblables dans les Caraïbes et l'Océan Indien ont obtenu de bien meilleurs résultats au cours d'une période comparable.

Les débats se sont donc concentrés sur la façon dont l'aide au développement et les pratiques et politiques des donateurs pourraient être ajustées afin d'améliorer, à l'avenir, la situation économique de ces pays. Il est apparu que malgré les traits distinctifs que présente chacun des pays insulaires, une mise en valeur plus poussée de leur potentiel économique est véritablement possible dans tous les cas.

Il est en outre ressorti de la réunion que les concours des donateurs ne sont pas toujours bien adaptés. Dans certains cas, l'aide fournie est à l'origine de ces résultats décevants parce qu'elle a fortement été orientée vers le secteur public, parce qu'elle a servi au financement des dépenses de fonctionnement et qu'elle a épargné à ces économies de devoir s'adapter aux pressions et aux possibilités économiques nouvelles.

Les participants à la réunion ont par ailleurs conclu qu'il importait de toute urgence d'améliorer les politiques de ces pays et la mobilisation des ressources humaines et matérielles. L'accroissement de l'aide n'est pas la solution, encore que les participants aient reconnu que nombre des pays de la région seraient longtemps encore tributaires de l'aide. Toutefois, l'aide existante devrait aussi être mieux ciblée et utilisée de façon beaucoup plus efficace.

A la suite de cette réunion, deux séries de recommandations ont été formulées : d'une part pour aider les pays en développement de la région à accélérer leur développement et en améliorer la qualité, d'autre part pour améliorer les résultats de l'aide des donateurs.

Les principaux objectifs assignés aux pays en développement sont les suivants :

- améliorer le cadre de la politique économique ;
- créer un environnement et un cadre de planification adéquats pour l'action des pouvoirs publics ;

- favoriser la mise en place d’une économie plus équilibrée et d’un secteur privé dynamique, qui deviendra progressivement le principal moteur du développement économique ;
- intensifier la participation des communautés et des individus, en particulier les femmes, au développement ;
- assurer la mise en valeur des ressources et du potentiel humains ;
- mettre en place les infrastructures économiques et sociales de base ;
- mettre au point des stratégies respectueuses de l’environnement ; et
- réduire les taux d’accroissement démographique là où ils ne sont pas tenables.

Pour atteindre ces objectifs, il faudra avant tout renforcer les capacités institutionnelles afin d’améliorer la gestion et la planification économiques, et ne pas perdre de vue que l’un des principaux objectifs du processus de réforme est de réduire le rôle du secteur public.

De la part des donateurs, la réforme demande un changement des objectifs du programme ainsi qu’une volonté plus affirmée de réformer le processus de l’aide lui-même. Il importe, en particulier, pour les grands donateurs de reconnaître que les capacités institutionnelles et humaines des petits pays de la région sont limitées. La complexité des mécanismes d’aide, conçus pour des programmes et des pays plus grands, surcharge les capacités des petits pays en développement du Pacifique sud.

Les donateurs auront donc à relever les quatre grands défis suivants :

- renforcer la coordination de l’aide et le dialogue sur les mesures à prendre ;
- maîtriser les dépenses de fonctionnement ;
- améliorer les structures de coopération technique qui ne sont pas appropriées à la région ;
- rationaliser les modalités, excessivement lourdes, de l’aide.

Les Membres du CAD ont fait savoir qu’ils sont disposés à assumer pleinement leur rôle pour trouver une solution à ces problèmes et faire en sorte d’adapter les apports d’aide aux capacités administratives restreintes des pays bénéficiaires.

## 8. PRIVATISATION

Le CAD s’est réuni pendant deux jours en février 1992 sur le thème du rééquilibrage entre le secteur public et le secteur privé et du rôle de la coopération pour le développement dans le soutien de la privatisation dans les pays en développement. Bien que cette réunion soit la cinquième qui ait été consacrée depuis 1987 au développement du secteur privé, c’est la première à avoir été spécifiquement axée sur la privatisation.

Les débats ont surtout porté sur l’infléchissement marqué de la réflexion sur le développement au cours de la décennie des années 80 – une plus grande place est accordée désormais aux mécanismes du marché et à l’ajustement des rôles du secteur public et du secteur privé qui en résulte. A l’origine de ce changement, est le constat que les entreprises publiques n’ont pas été à la hauteur des espoirs mis en elles dans le domaine du développement. Au fil des ans, les programmes reposant sur des concours financiers et techniques importants dans le but d’améliorer la performance des entreprises publiques se sont soldés par des résultats décevants.

Cette évolution était déjà bien engagée avant même que ne se produisent des changements historiques en Europe de l’Est et dans l’ancienne Union soviétique. Toutefois, la démocratisation et le passage à l’économie de marché de ces pays ont discrédité plus encore le soutien



apporté aux économies dirigées et l'investissement excessif dans les entreprises du secteur public.

La réunion du CAD a en outre permis de dégager les principales caractéristiques des programmes de privatisation qui ont été couronnés de succès. Il a été conclu que la privatisation est une tâche complexe qui exige *à la fois* une volonté politique et un soutien de l'action économique. Il y a véritablement engagement politique lorsque les pays en développement se lancent dans le processus de privatisation de leur propre initiative et non pas en raison des conditions imposées par les donateurs. Même lorsque les pays en ont accepté le principe, l'ampleur, le calendrier et les stratégies de la privatisation différeront d'un pays à l'autre en fonction de leur situation économique et politique. Toutefois, après avoir pris cet engagement, les pays en développement peuvent obtenir l'appui des donateurs dans un certain nombre de domaines importants, aussi bien techniques que financiers, et tant au niveau sectoriel qu'au niveau des différentes entreprises.

Outre l'importance de la volonté politique dans le succès de la privatisation, les principales conclusions formulées à la suite de la réunion du CAD sont les suivantes :

- La réflexion sur la privatisation ne peut se faire indépendamment de celle sur le rôle de l'État.
- L'existence d'un environnement économique axé sur la stabilisation macroéconomique et la déréglementation est une condition de la réussite.
- Le régime de propriété est un élément majeur de différence. Dans le contexte économique approprié, la propriété privée conduit à la mise en place d'un nouveau dispositif d'incitations et améliore l'efficacité des entreprises. Des formules de location n'impliquant pas de transferts de propriété se sont révélées moins satisfaisantes.
- Les méthodes de vente varient : il peut s'agir de la vente au secteur privé, de ventes partielles, de la création d'entreprises mixtes ou du rachat de l'entreprise par les salariés. En Europe de l'Est, le transfert de propriété s'effectue par la distribution de coupons d'investissement.
- La réforme du secteur public serait justifiée dans le cadre d'un programme permanent visant à améliorer l'efficacité si la privatisation n'était pas possible dans l'immédiat. Toutefois, ces programmes ont dans bien des cas abouti à des résultats médiocres. Les gouvernements doivent en outre reconnaître que certaines activités sont, par nature, non rentables et doivent être éliminées. En ce qui concerne les entreprises devant être finalement privatisées, il convient de procéder avec prudence aux nouveaux investissements. Les investissements importants doivent être laissés à la discrétion des nouveaux propriétaires.

Il est apparu que les programmes de privatisation actifs mis en place par les donateurs émanent surtout de la Banque mondiale, du PNUD et, au niveau bilatéral, de l'US AID. La plupart des autres Membres du CAD n'en sont encore qu'aux premiers stades de l'élaboration et de la mise en œuvre de ce type de programme. Les Membres du CAD, collectivement, soutiennent vigoureusement le passage du secteur public au secteur privé. Ils ont transféré à cette fin un volume considérable de ressources, et appuient les réformes macroéconomiques et sectorielles visant à créer un environnement favorable au secteur privé et aux privatisations.

Étant donné les objectifs spécifiques de l'assistance, les donateurs doivent axer leur soutien sur les principaux domaines d'action suivants :

## **Conception et mise en œuvre**

- Apporter, dans le domaine juridique, une assistance pour concevoir des procédures de privatisation, notamment le rachat de l'entreprise par les salariés et la direction, les ventes aux enchères, les offres de l'étranger et la création de co-entreprises.
- Accorder une assistance financière pour la restructuration des entreprises, la résorption des dettes, la diffusion de l'actionnariat et la réduction des risques.
- Accorder une aide à la création et au fonctionnement d'un marché financier, à la mise en place de règles comptables et de méthodes de vérification des comptes internationalement acceptées et à l'établissement de règles d'obligation d'information des entreprises.
- Apporter une aide à la préparation et au lancement de certaines opérations et mettre au point une campagne d'information visant à donner confiance.

## **Éducation et formation**

- Former les responsables des services de privatisation, des agents de change, des comptables, des chefs d'entreprise, des gestionnaires.
- Organiser des séminaires pour diffuser les informations directement auprès des hommes politiques, des décideurs et des responsables de la mise en œuvre, préparer des études de cas montrant ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas dans d'autres pays.

## **Environnement favorable**

- Conseiller sur la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire afin qu'aucun obstacle ne s'oppose à l'entrée et à la sortie des entreprises.
- Aider à mettre au point des réglementations bancaires et définir clairement le champ de compétences des banques, des propriétaires et des autorités de tutelle.
- Renforcer les activités du gouvernement et en améliorer les résultats dans des domaines comme la sécurité sociale, la mise au point d'un système fiscal équitable et applicable, l'éducation, l'infrastructure et les services de santé.
- Aider les gouvernements à concevoir des programmes permettant de faire face aux licenciements massifs et à mettre sur pied des services d'aide aux chômeurs.

## **Conclusion : l'équilibre entre le secteur privé et le secteur public**

La conclusion générale qui s'est dégagée de cette réunion est que l'expérience acquise à ce jour en matière de développement montre que les actions visant à encourager des marchés compétitifs, l'initiative privée et l'investissement dans le capital physique et humain ont permis des progrès réguliers – voire exceptionnels. Les donneurs doivent donc limiter les investissements dans les entreprises publiques et orienter le soutien institutionnel vers des actions qui stimulent la concurrence et le secteur privé et qui permettent aux pouvoirs publics de mieux organiser des services sociaux de base. L'éducation, l'échange d'informations et d'expériences et la publication d'études par pays et d'études de cas permettront aux donneurs d'influer sur les attitudes politiques générales et d'améliorer les capacités des pouvoirs publics. Des experts

peuvent aussi être mis à la disposition des gouvernements sur une base concurrentielle dans les domaines où il y a un besoin. La communauté des donateurs peut beaucoup faire pour favoriser un fonctionnement efficace des secteurs public et privé en soutenant l'application de politiques rationnelles et en contribuant à la valorisation des ressources humaines.

## **9. QUESTIONS STATISTIQUES**

L'examen et la révision des statistiques du CAD ont occupé une place prépondérante dans les activités du Comité au cours de l'année.

### **Annulation de dettes**

Le Comité est parvenu au cours de l'année à un accord sur le traitement statistique des efforts financiers faits par les gouvernements Membres pour alléger la charge de la dette des pays en développement. L'examen a été centré sur la comptabilisation de l'annulation de dettes militaires et d'autres dettes non issues de l'APD.

Les Membres sont convenus qu'à l'avenir l'annulation de dettes militaires sera comptabilisée, mais non comme APD. L'annulation de dettes issues de crédits à l'exportation finançant des fournitures militaires sera elle aussi comptabilisée, mais non comme APD. L'annulation de dettes issues de crédits commerciaux usuels à l'exportation sera comptabilisée comme APD, conformément aux directives en vigueur.

Comme il faudra du temps pour mettre en place les dispositions administratives relatives à l'application de ces lignes directrices, les chiffres de 1990 et de 1991 indiqués dans le présent Rapport et les chiffres de 1992 seront calculés conformément aux anciennes règles jusqu'à l'application des nouvelles lignes directrices. Les données relatives aux divers pays comprennent l'annulation de dettes non issues de l'APD, mais le montant de ces annulations est exclu du total de l'aide du CAD.

### **Examen de la notion d'APD**

Une fois résolue la question de l'endettement, un certain nombre de problèmes se sont posés concernant la comptabilisation de l'APD. C'est pourquoi les Membres du CAD sont convenus qu'un examen plus exhaustif de l'APD et des pratiques de notification en vigueur s'imposait. Le CAD prévoit de mener à bien cette tâche pour le milieu de 1994.

### **Révision de la liste des pays en développement établie par le CAD**

A la réunion à haut niveau tenue en 1991, le CAD a été chargé de réexaminer en profondeur la liste des pays en développement qu'il avait établie. Pour de nombreux Membres du Comité, la liste en l'état actuel doit être examinée et révisée pour tenir compte des progrès économiques de certains pays figurant sur la liste et pour faire une place aux nouveaux pays indépendants d'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique.

C'est en 1962 que le CAD a dressé la liste des pays en développement dans le but de mettre en place un système complet de comptabilisation de l'APD et des autres apports de

ressources des Membres du CAD aux pays en développement. Cette liste a été établie à des fins statistiques. Sa couverture géographique était la suivante :

«Tous les pays et territoires situés en Afrique, à l'exception de l'Afrique du Sud, en Amérique à l'exception des États-Unis et du Canada, en Asie à l'exception du Japon, en Océanie à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande et les pays d'Europe suivants : Chypre, Gibraltar, la Grèce, Malte, la Turquie, l'Espagne, le Portugal et la Yougoslavie.»

Depuis 1962, le Comité lui a apporté les principaux changements suivants :

- la Chine a été ajoutée en 1980;
- l'Espagne a été supprimée en 1983 (à sa demande);
- l'Albanie a été ajoutée en 1989;
- le Portugal a été supprimé en 1991 (à sa demande);
- depuis 1991, l'aide aux communautés noires d'Afrique du Sud peut être comptabilisée comme APD;
- depuis 1992, les Départements français d'Outre-Mer (Guadeloupe, Guyane française, Martinique et Réunion) ont été supprimés de la liste à la demande des autorités françaises.

L'examen de cette liste par le CAD s'articule autour de deux questions. Premièrement, le CAD doit-il réexaminer l'inscription sur la liste des pays qui sont parvenus à un état de développement plus avancé grâce à leur croissance économique. Deuxièmement, les pays issus de l'ancienne Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est doivent-ils être ajoutés à cette liste ? Les réponses à ces questions sont d'autant plus complexes que l'emploi qui a été fait de cette liste a évolué. Elle a certes été mise au point à des fins statistiques, et non pour donner des indications sur les pays pouvant être admis à bénéficier de l'aide, mais au fil des ans elle est devenue une référence pour l'action gouvernementale. Pour de nombreux Membres, cette liste joue un rôle important dans la détermination de la répartition de l'aide entre les pays remplissant les conditions requises, la passation des marchés financés par l'aide, et dans l'application des systèmes de préférences commerciales et de garantie. Pour les autres Membres, elle reste essentiellement un instrument statistique permettant de comptabiliser l'aide assortie de conditions libérales.

### **Autres modifications apportées à la notification des statistiques**

Au cours de l'année, d'autres questions se sont posées au sujet des statistiques établies par le CAD. Elles concernent les activités que le Comité doit consacrer au suivi des grandes évolutions des apports de ressources assortis de conditions libérales et des conditions commerciales.

- Le CAD est convenu, en principe, de coopérer plus étroitement avec le PNUD dans le domaine des statistiques. Cela devrait permettre, alors que ce n'était pas le cas, de rendre compte de façon assez complète de toutes les formes d'assistance, avec une ventilation par origine et par pays bénéficiaire, ainsi que par catégorie d'assistance et par secteur. Cet effort concerté permettra d'améliorer notablement la programmation et la coordination de l'aide dans et avec chaque pays en développement pris séparément, et entre les donateurs à l'égard des pays bénéficiaires. Cet effort aidera le PNUD dans l'établissement de son *Rapport sur le développement humain*. Le Comité est en outre convenu de poursuivre ses échanges de vues avec l'UNICEF sur la possibilité de mettre

au point des indicateurs plus précis sur les priorités dans le domaine du développement humain.

- A la suite de la CNUED tenue à Rio de Janeiro, le CAD s'attache aussi en priorité à analyser les apports d'aide dans un but de protection de l'environnement. Le Groupe de travail sur les problèmes statistiques a déjà pris une première initiative dans ce sens en entreprenant une étude des pratiques en vigueur pour comptabiliser l'aide dans le domaine de l'environnement.

## 10. ÉLARGISSEMENT DE LA COMPOSITION DU COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

A la réunion à haut niveau de 1991, le CAD a accueilli deux nouveaux Membres, l'Espagne et le Portugal portant ainsi à 21 le nombre de ses Membres. Il a en outre invité les quatre autres Membres de l'OCDE n'appartenant pas au CAD – Grèce, Islande, Luxembourg et Turquie – à maintenir d'étroites relations avec le Comité, en particulier lors des réunions présentant pour eux un intérêt particulier. Le Luxembourg a alors fait savoir qu'il se proposait d'adhérer au CAD lors de la réunion à haut niveau en 1992. L'augmentation des Membres du CAD et la participation d'un plus grand nombre de Membres de l'OCDE n'appartenant pas au CAD revêtent une importance particulière étant donné la priorité attribuée à la cohérence des politiques des pays Membres de l'OCDE à l'égard des pays en développement, comme on le verra dans le chapitre II.

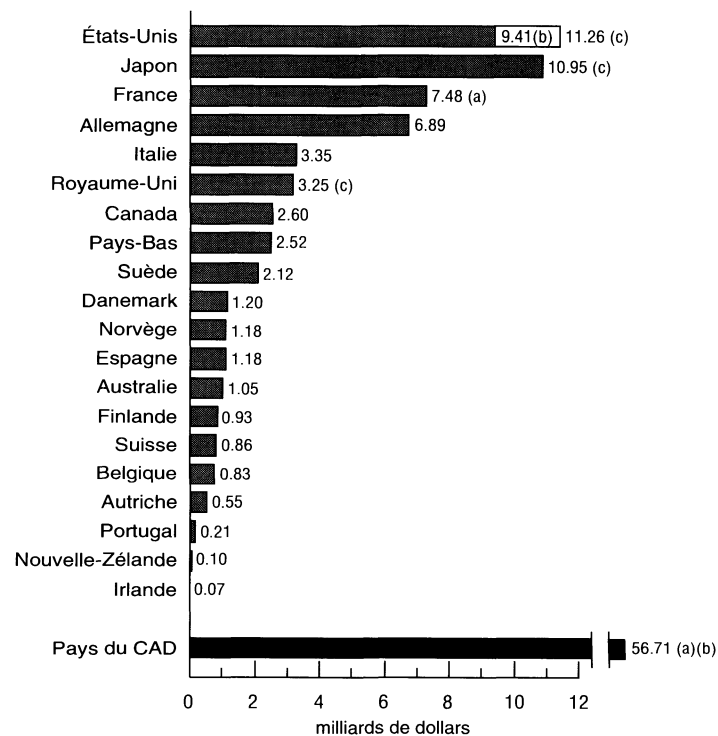
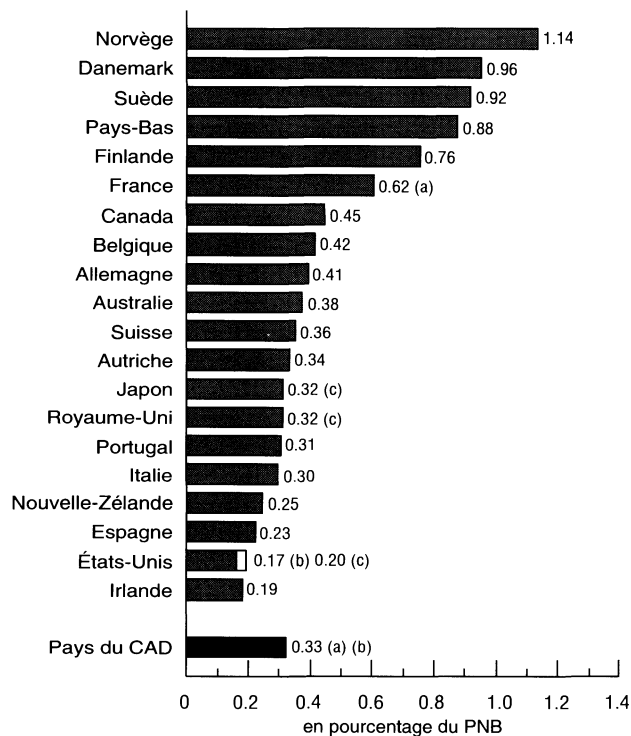
Le Groupe d'experts du CAD sur l'évaluation de l'aide s'est en outre félicité de la participation d'un nouveau membre, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) des pays de l'Est.

## 11. AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EN 1991

En 1991, les Membres du Comité d'aide au développement ont fourni une aide se chiffrant à 57 milliards de dollars – en accroissement par rapport aux 53 milliards de dollars enregistrés en 1990<sup>2</sup>. Lorsque l'évolution des prix et taux de change est prise en compte, cette augmentation est de 3.3 pour cent en termes réels. On trouvera l'analyse détaillée de l'évolution de l'aide au cours de l'année dans la troisième partie du rapport, chapitre V.

Les chiffres de l'aide des deux nouveaux Membres du CAD, l'Espagne et le Portugal, ayant été pris en compte dans les données de 1991, et le rapport APD/PNB de ces deux pays étant actuellement inférieur à la moyenne du CAD, le rapport APD/PNB moyen a fléchi cette année de un point de pourcentage. (Après élimination de l'aide aux Départements français d'Outre-Mer (DOM) indiquée dans la rubrique intitulée « Révision de la liste des PED établie par le CAD », à la section 9, « Questions statistiques », la réduction est de 2 points de pourcentage.) Le taux de croissance annuel de l'APD de l'Espagne et du Portugal, en volume, a par ailleurs été le plus rapide de ces cinq dernières années (41 pour cent et 35.7 pour cent respectivement).

Le taux de croissance de 3.3 pour cent, en termes réels, enregistré en 1991 se situe dans le prolongement de la tendance positive à long terme de la croissance de l'APD, qui s'est établie en moyenne entre 2 et 3 pour cent par an en chiffres réels, au cours des deux dernières décennies.

Graphique 2. **APD nette en provenance des pays du CAD en 1991**

a) Y compris les TOM mais pas les DOM

b) Non compris la remise de la dette non-APD

c) Y compris la remise de la dette non-APD.

L'augmentation du montant total de l'APD du CAD revêt une importance particulière étant donné la baisse progressive de l'APD provenant de sources autres que le CAD. Les apports des pays d'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique ont continué à diminuer, tombant de 4 milliards de dollars en 1988 à un total estimé à quelque 1 milliard de dollars en 1991. Les apports d'APD des donateurs arabes ont fortement chuté au cours des années 80, à l'exception d'une brève reprise en 1990 où ils se sont établis à 5.9 milliards de dollars, mais ils ont de nouveau fléchi en 1991 pour retomber à 2.7 milliards de dollars. Si l'on inclut l'APD provenant d'autres pays en développement donateurs, soit 400 millions de dollars, l'APD accordée par d'autres sources que le CAD atteint désormais au total, selon les estimations, 4.2 milliards de dollars, ce qui est inférieur à la somme de 5 milliards de dollars distribuée en 1991 par les ONG.

Les tendances de l'APD disponible sont particulièrement préoccupantes eu égard à la demande croissante et aux multiples possibilités qui apparaissent dans le monde actuel en mutation rapide. De nouveaux pays bénéficiaires et de nouvelles priorités sectorielles, comme l'environnement, intensifieront, ces prochaines années, la concurrence pour l'obtention des ressources rares d'APD. Dans ce monde concurrentiel, il convient donc d'accorder une plus grande attention à la qualité et à la répartition de l'aide. Les pays en développement, à leur tour, se rendront compte que leur évolution comparative sera un facteur de plus en plus déterminant dans les décisions de répartition de l'aide.

### **Évolution relative de l'aide des Membres du CAD**

L'évolution de l'aide des Membres du CAD a pratiquement été la même qu'en 1991. Le Japon et les États-Unis demeurent les plus importants donateurs. Si l'on considère le rapport APD/PNB, les pays scandinaves et les Pays-Bas prennent à nouveau les premières places, tandis qu'en Finlande il a, pour la première fois cette année, dépassé le seuil de 0.7 pour cent.

En raison de l'évolution différente du volume d'aide des donateurs, la question du partage des charges continue d'occuper le devant de la scène dans les délibérations du CAD, aussi bien au niveau des hauts fonctionnaires qu'au cours des examens de l'aide de chaque pays. On voit clairement que tout accroissement substantiel de l'APD disponible dépend au premier chef des décisions des deux plus grands donateurs – les États-Unis et le Japon. Ces dernières années, l'APD du Japon a progressé régulièrement, mais elle demeure encore de 0.32 pour cent du PNB, soit un peu moins que la moyenne du CAD.

Aux États-Unis, toutefois, les perspectives sont incertaines. Un processus de réexamen des motivations de l'aide étrangère est en cours, mais il ne sera pas achevé avant la fin de cette année électorale. Cette tâche incombera donc au nouveau gouvernement qui entrera en fonction au printemps de 1993.

## **12. L'APD DANS LE CONTEXTE DE L'APPORT GLOBAL DE RESSOURCES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT**

L'apport total net de ressources aux pays en développement s'est établi, en 1991, à 131 milliards de dollars, soit en gros le même niveau qu'en 1990. Ces apports sont analysés de façon plus détaillée dans la troisième partie, chapitre IV, «Tendances du total des apports de ressources», ainsi que dans l'étude du CAD intitulée *Financement et dette extérieure des pays en développement*, publiée à l'automne 1992.

Les principales caractéristiques de ces apports sont les suivantes.

Tout d'abord, le financement public du développement (principalement l'APD) constitue toujours l'essentiel de ces ressources. Plus précisément, le financement public du développement a atteint au total 73 milliards de dollars (56 pour cent des apports nets), malgré la baisse de l'APD provenant des pays arabes et des pays d'Europe centrale et orientale.

Les apports du secteur privé ont poursuivi leur progression, constituant 42 pour cent du total des apports, soit 55.4 milliards de dollars. La nature de ces apports du secteur privé a elle aussi son importance : une somme de 28.4 milliards de dollars représente des investissements étrangers directs et une autre somme de 5 milliards de dollars a pris la forme de dons d'ONG. En 1991, les apports du secteur privé acheminés par l'intermédiaire des ONG ont dépassé les apports d'APD provenant de sources autres que le CAD, notamment les pays arabes, les pays d'Europe de l'Est et les pays en développement donateurs.

Toutefois, les déséquilibres qui apparaissent dans la répartition géographique de ces apports sont particulièrement préoccupants. L'Afrique subsaharienne demeure fortement tributaire du financement public du développement, qui s'est chiffré à 23.8 milliards de dollars. Les apports nets du secteur privé à l'Afrique subsaharienne n'ont atteint que 1.1 milliard de dollars, dont la majeure partie représente des contributions des ONG. Une somme de 1.1 milliard de dollars seulement d'investissements directs nouveaux est allée à l'Afrique subsaharienne en 1990. Or, elle a été presque totalement compensée par le fait que les prêts bancaires internationaux ont représenté cette année -1 milliard de dollars.

L'Afrique subsaharienne reste donc presque totalement tributaire du FPD et l'APD par habitant qui lui est consacrée reste l'une des plus élevées du monde. Une telle dépendance à l'égard de l'aide n'est pas souhaitable à long terme. C'est pourquoi il convient de s'attacher davantage à collaborer avec les pays africains pour créer les conditions favorables à une répartition plus équilibrée des apports de ressources.

A cet égard, il ne serait pas inutile de réfléchir aux observations faites par le Président du CAD, il y a près de trente ans, dans le Rapport annuel de 1963 : « A long terme, l'aide étrangère est efficace dans la mesure où, non seulement, elle permet d'accroître le niveau de vie dans les pays moins développés mais aussi les aide à promouvoir des économies autonomes qui peuvent assurer leur croissance et leurs besoins en importation grâce à leur propres revenu en devises étrangères et à des entrées normales de capitaux. »

Les apports de ressources à l'Afrique et leurs perspectives d'évolution s'écartent désespérément de cet objectif.



## **Aide publique au développement – rétrospective des trente dernières années**

L'année 1991 a été celle du trentième anniversaire du CAD. Elle a été marquée aussi par des changements rapides sur l'échiquier mondial consécutivement à la fin de la guerre froide. Comme on l'a vu, les principes de l'aide, ses motivations et la stratégie à mettre en œuvre sont en train d'être réexaminés dans les capitales de nombreux Membres du CAD.

Alors que s'ouvre cette période de remise en cause, il n'est pas inutile d'analyser les changements et les tendances observés au cours des trente dernières années. Trois questions doivent retenir l'attention : le volume global de l'aide ; le volume de l'aide du CAD et le partage des charges ; la répartition de l'aide.

### **Volume global de l'aide**

Le volume global de l'aide s'est accru lentement au cours des années 60, mais il a doublé entre le début des années 70 et le milieu des années 80. Cette évolution s'explique par la croissance constante de l'aide des pays du CAD, à laquelle s'est ajouté l'effort d'aide nouveau, et d'une ampleur considérable, venu des pays arabes. Au milieu des années 80, la dynamique de l'APD globale s'est enrayée. L'aide arabe a fortement chuté et l'APD du CAD, en volume, a diminué. A la fin des années 80 et au début des années 90, la croissance de l'APD du CAD a repris, mais plus lentement. En 1990, l'aide arabe s'est accrue, mais elle a diminué de nouveau en 1991. L'aide des pays d'Europe centrale et orientale et de l'ancienne Union soviétique a purement et simplement disparu. Toutefois, certains pays en développement ont commencé à participer à l'effort d'aide, et leurs apports se sont établis à 0.5 milliard de dollars au cours de chacune des trois années passées.

### **Volume de l'aide du CAD et partage des charges**

Au début des années 60, les États-Unis étaient le pays dont l'effort d'aide était le plus important, les autres principaux pays donateurs étant ensuite la France, puis le Royaume-Uni et l'Allemagne. Dès 1970, toutefois, le Japon, avait rejoint le peloton de tête des donateurs d'aide et le Canada et les Pays-Bas accordaient eux aussi un volume d'aide non négligeable.

Si l'on considère l'« effort d'aide », de profondes modifications se sont produites au cours des années 60. Le rapport APD/PNB des trois principaux donateurs (États-Unis, France et Royaume-Uni) a sensiblement fléchi, tandis que pour l'Australie, le Canada, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède, ce rapport a fortement augmenté. L'effort d'aide du Japon, malgré une forte progression en volume, est plus ou moins allé de pair avec la croissance rapide de son économie. L'« effort d'aide commun » du CAD prenait corps.

Entre 1970 et 1990, l'effort global d'aide du CAD est demeuré remarquablement constant, le rapport APD/PNB s'étant établi juste au-dessous de 0.35 pour cent. L'APD a progressé, en effet, plus ou moins au même rythme que la croissance économique des pays de l'OCDE.

Toutefois, les rapports APD/PNB des divers pays ont considérablement évolué. Si le rapport APD/PNB des États-Unis et du Royaume-Uni a sensiblement diminué, celui des pays nordiques et des Pays-Bas a atteint ou approché le niveau de 1 pour cent. La France a maintenu et accru son effort d'aide. Au cours des années 80, la Finlande, l'Italie et la Suisse ont consenti un nouvel effort d'aide important.

Si l'on considère le volume de l'aide, les principales contributions sont venues, au cours des années 80, du Japon et de la France qui, ensemble, en ont représenté plus de la moitié de l'accroissement. L'apport de l'Italie a lui aussi été significatif. Le niveau de l'aide de la moitié

*(voir page suivante)*

(suite)

des Membres du CAD à cette époque a progressé de 3.5 pour cent par an ou plus. Ces pays sont la Finlande, l'Italie, la Norvège, le Japon, la Suisse, le Danemark, la France, la Suède et le Canada. Les taux de croissance de l'aide, en volume, de l'autre moitié des Membres du CAD ont été inférieurs à 2 pour cent par an : Irlande, Allemagne, Australie, Pays-Bas, États-Unis, Autriche, Belgique, Royaume-Uni et Nouvelle-Zélande. Le partage des charges s'est nettement diversifié.

Au début des années 90, la croissance rapide de l'aide de l'Italie et de la Finlande a été interrompue lorsque les gouvernements de ces pays ont été confrontés à des problèmes budgétaires.

### **Répartition de l'aide**

Au cours des deux décennies qui se sont écoulées depuis 1970, la répartition de l'aide a basculé en faveur de l'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient, notamment l'Égypte. Si l'Amérique centrale a reçu une part de l'aide en légère augmentation, les parts de l'aide qui sont allées à l'Asie du Sud (en particulier à l'Inde) et aux régions méditerranéennes, se sont parallèlement, beaucoup contractées.

Une part croissance de l'aide des Membres du CAD n'est pas ventilée géographiquement. Cela tient, en partie, à l'importance de plus en plus grande accordée aux projets régionaux, mais les dépenses des pays donateurs consacrées au développement ont par ailleurs augmenté : elles comprennent surtout les subventions versées aux ONG, les dépenses au titre de travaux de recherche intéressant les pays en développement, les coûts d'administration des programmes d'aide et le financement d'installations destinées aux ressortissants de pays en développement qui poursuivent des études ou suivent une formation dans un pays donneur déclarant.

La Communauté européenne, les pays nordiques et le Canada concentrent fortement leur aide sur l'Afrique subsaharienne. Les États-Unis orientent la leur vers le Proche-Orient (Israël et l'Égypte), l'Afrique subsaharienne et l'Amérique centrale. L'aide du Japon va essentiellement à l'Asie, mais la part de l'aide qu'il consacre à l'Afrique subsaharienne s'est accrue. L'Australie et la Nouvelle-Zélande destinent au premier chef leur aide à l'Océanie et à l'Extrême-Orient.

Une bonne moitié de l'aide du CAD va aux pays à faible revenu (PFR). Les pays les moins avancés (PMA) ont bénéficié d'une aide en forte augmentation au cours des années 70. Le Japon, le Royaume-Uni, la Suisse et les donateurs nordiques accordent essentiellement leur aide aux PFR, les seconds se concentrant particulièrement sur les PMA.

Quelque 15 pour cent de l'APD du CAD est destinée aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS), ce qui correspond en grande partie à l'aide accordée par les États-Unis à Israël et par la France à un certain nombre de Territoires d'Outre-Mer. Lorsque les pays et territoires comptant moins d'un million d'habitants sont exclus, on constate que la répartition de l'aide entre les PFR et les PRITS est plus nettement orientée vers les premiers.

Lorsque les prêts accordés aux conditions du marché ou à des conditions proches sont ajoutés à l'APD, la répartition géographique du total du financement public du développement (FPD) paraît s'écarter sensiblement de celle de l'APD, en ce sens que les parts allant à l'Asie du Sud et à l'Asie extrême-orientale sont plus importantes. Cette situation s'explique principalement par le poids de l'Inde et de la Chine qui contractent des prêts assortis de conditions non libérales auprès des banques multilatérales de développement. La part de l'Amérique du Sud s'accroît elle aussi pour la même raison.

## Notes

1. Ces projections ont été citées dans une allocution prononcée par M. Edward V.K. Jaycox, Vice-président de la Banque mondiale, Bureau régional Afrique, à l'occasion de la réunion de la coalition mondiale pour l'Afrique qui s'est tenue à Kampala (Ouganda) au début de l'année 1992.
2. Les chiffres se rapportant à ces deux années ne comprennent pas la somme de 2.2 milliards de dollars représentant l'APD accordée aux DOM français (Départements d'Outre-Mer – Guadeloupe, Guyane française, Martinique et Réunion). L'aide à ces bénéficiaires est comprise dans les données figurant dans les précédentes publications du CAD.

*Deuxième partie*

**LA COHÉRENCE DANS LES POLITIQUES  
DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT  
ET LES BESOINS EN MATIÈRE D'ÉDUCATION**



## II

### DE LA NÉCESSITÉ D'UNE APPROCHE COHÉRENTE FACE A LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT ET AUX DÉFIS MONDIAUX

#### 1. LES DÉFIS FONDAMENTAUX NÉS DE L'INTERDÉPENDANCE ET LA NÉCESSITÉ D'UNE ACTION COHÉRENTE

##### **Interdépendance et coopération internationale**

L'interdépendance entre pays développés et pays en développement, interdépendance qui s'accroît rapidement, est une caractéristique fondamentale du monde contemporain. Il est depuis longtemps admis que les politiques suivies par les pays de l'OCDE dans les domaines macroéconomique, commercial, financier et dans celui de l'aide contribuent largement à modeler l'environnement global dans lequel opèrent les pays en développement et dans lequel s'inscrit leur développement. Ce fait a été mis en évidence de façon spectaculaire à l'occasion du premier choc pétrolier, en 1973. Et depuis lors, les défis mondiaux se sont succédé – chocs pétroliers, crise de la dette et menaces que celle-ci a fait peser sur le système financier, environnement, migrations, trafic de la drogue, SIDA – démontrant davantage encore que le niveau de bien-être de tout pays, quel que soit son niveau de développement, est de plus en plus étroitement lié à celui de tous les autres pays. Il devient en particulier de plus en plus évident qu'à terme les intérêts des pays de l'OCDE sont inextricablement tributaires du bon fonctionnement de l'économie mondiale, lequel nécessite que soit apportée une solution à tout un éventail de problèmes de portée planétaire, comme celui de la viabilité pour l'environnement, et que s'opère une transition politique et économique ordonnée dans de nombreuses régions du globe. Or, ces conditions fondamentales ne pourront être remplies sans avancées politiques, économiques et sociales majeures dans les pays en développement et sans que ces derniers soient intégrés au système mondial.

Pour cela, il faut que pays développés et pays en développement coopèrent effectivement dans un nombre croissant de domaines, selon des approches différenciées en fonction des régions ou du niveau de développement des pays concernés.

Il est essentiel que les pays en développement participent effectivement à l'économie mondiale et qu'ils coopèrent à la recherche de solutions aux défis mondiaux et aux problèmes de sécurité qui se posent à l'échelon régional. Pour la plupart de ces pays, cela nécessite un net renforcement de leurs capacités politiques, institutionnelles, économiques et humaines, afin qu'ils parviennent à régler leurs propres problèmes. Il est pour eux fondamental de pouvoir compter sur des apports de coopération pour le développement qui les aide à mettre en place

ces capacités, grâce à une assistance financière ou à une assistance technique. Compte tenu des répercussions importantes qu'elles peuvent avoir, les politiques macroéconomiques, commerciales, financières et autres des pays de l'OCDE doivent néanmoins être également considérées comme faisant partie de toute stratégie intégrée de soutien des pays en développement – ce qui va dans le sens des intérêts des pays de l'OCDE tout en favorisant le développement. Assurer la cohérence globale des politiques suivies par les pays de l'OCDE dans ces divers domaines, tel doit être un des objectifs fondamentaux du cadre économique et politique général dans lequel s'inscrira la gestion des défis mondiaux au cours des décennies à venir. A l'intérieur de ce cadre général, il conviendra ensuite de définir des stratégies cohérentes pour répondre à tel ou tel problème particulier.

Le développement ne constitue bien sûr pas un objectif isolé et de nombreux facteurs influent largement sur l'assise des relations entre pays développés et pays en développement, facteurs au nombre desquels on peut citer les suivants : la diversité des pays en développement, la rapidité du changement économique et technologique à l'échelon mondial, le nouvel ordre du jour politique découlant de la fin de la guerre froide et de l'apaisement d'un certain nombre de conflits régionaux. Le fait que depuis peu de nombreux pays en développement s'orientent vers la démocratie et vers des stratégies économiques fondées sur le marché offre une occasion unique dans l'histoire de susciter l'avènement d'un monde plus sûr et plus prospère. Or cette occasion risque de nous échapper si les pays de l'OCDE n'en profitent pas pour adopter des politiques actives, de développement et autres, afin de soutenir les réformes politiques et économiques et d'instaurer un climat international de coopération de nature à faciliter les progrès du développement et le règlement des conflits.

### **Quelques défis fondamentaux**

Tirer parti de ces nouvelles possibilités implique que l'on surmonte d'énormes difficultés. On en évoquera brièvement ci-après trois, qui revêtent une importance fondamentale.

#### *L'explosion démographique*

La population mondiale augmente d'un milliard de personnes tous les onze ans, et 95 pour cent de cet accroissement est imputable aux pays en développement. Si le taux de croissance se ralentit, le chiffre absolu des naissances ne cesse, lui, d'augmenter. La population des pays en développement a progressé de 2.4 milliards de personnes entre 1950 et 1990, année où elle a atteint 4 milliards de personnes; d'après les projections, elle devrait augmenter encore de 3.4 milliards de personnes entre 1985 et 2025 pour franchir le cap des 7 milliards. A titre de comparaison, la population des pays développés (ex-Union soviétique comprise) a augmenté de 0.38 milliard de personnes entre 1950 et 1990 et, d'après les projections, elle ne devrait pas s'accroître de plus de 0.17 milliard entre 1985 et 2025, pour s'établir à 1.35 milliard de personnes.

Cette évolution ne manquera pas de provoquer de graves tensions économiques, écologiques, sociales et politiques. De nombreux pays en développement auront un mal fou à faire face au doublement, voire au triplement, de leur population au cours des quelques prochaines décennies. Une croissance démographique trop rapide pour permettre un développement durable soumet à des pressions excessives aussi bien les infrastructures sociales et économiques, que l'environnement et les capacités de création d'emploi. On s'attend à des situations très difficiles en Afrique subsaharienne, région qui connaîtra la croissance démographique la plus élevée tout en étant la moins bien armée pour y faire face. La plupart des pays islamiques

subissent une explosion démographique qui exacerbera considérablement les problèmes inhérents à la modernisation politique et économique tout en rendant plus critiques encore les progrès du développement. A en croire les projections, la population de l'Inde devrait augmenter de plus de 600 millions pour atteindre 1.45 milliard de personnes en 2025, tandis que celle du Pakistan comme celle du Bangladesh pourraient plus que doubler pour dépasser chacune 250 millions d'habitants au cours de la même période. Même les pays en développement avancés comme le Brésil et le Mexique devront trouver le moyen d'absorber un surcroît massif de population. Et, partout dans le monde en développement, se multiplient les mégapoles, avec leur cortège de problèmes sociaux, politiques et environnementaux.

La mise en œuvre de politiques démographiques complètes peut avoir une grande incidence sur la croissance de la population et le niveau de vie des familles. Une diminution des taux de fécondité se traduit en effet par une baisse des taux de morbidité et de mortalité, maternels et infantiles. Les familles qui comptent moins d'enfants ont moins de mal à nourrir, habiller et instruire ces derniers, et les filles y sont moins désavantagées. Le renforcement de la coopération pour le développement dans ce domaine doit devenir une priorité. Il n'en reste pas moins que la transition vers une stabilisation démographique est, par essence, un processus socio-économique qui ne peut être fondamentalement modifié que par une modernisation politique, sociale et économique. L'éducation des femmes a un rôle essentiel à jouer dans la modernisation sans compter qu'elle a des répercussions importantes sur les taux de fécondité. Les conclusions du CAD sur la population et le développement adoptées par la réunion à haut niveau de 1989 et récemment publiées dans le *Manuel de l'aide au développement : Principes du CAD pour une aide efficace au développement* fournissent des éléments sur lesquels fonder une action pratique. Une nouvelle réunion du CAD sur le thème de la population et du développement est prévue pour 1993.

#### *Stratégies de développement fondées sur le marché – Conséquences pour l'ajustement structurel des pays de l'OCDE*

Le fait que de nombreux pays en développement adopte des stratégies de développement économique axées sur le marché témoigne d'un bouleversement total de leurs idées concernant le développement et les bases de leur participation à l'économie mondiale. Un cercle beaucoup plus large de pays (dans lequel entrent, outre les pays d'Europe de l'Est et les économies dynamiques d'Asie, des pays d'Amérique latine, la Chine, l'Inde et un nombre croissant de pays africains) est engagé à participer pleinement à l'économie mondiale. De cet engagement et de ses conséquences, vont naître de nouvelles opportunités et une nouvelle donne de la division internationale du travail. Déjà remarquable, le dynamisme de l'évolution qui marque les courants d'échanges et d'investissement, l'innovation technologique, les rôles et positions des différents pays dans l'économie mondiale s'accroîtra encore à mesure que la structure de la demande et les capacités d'offre croissantes des « nouveaux acteurs » deviendront des facteurs plus déterminants des relations économiques mondiales. L'influence qu'ont prise les économies dynamiques d'Asie au cours de la décennie écoulée donne une idée de la manière dont pourrait se tisser à l'avenir la trame des relations économiques mondiales.

Dans le communiqué de la réunion 1992 du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres, les pays de l'OCDE réaffirment leur soutien aux réformes économiques axées sur le marché entreprises dans les pays en développement et leur engagement à resserrer leurs relations avec certains de ces pays. Cependant, l'intégration progressive d'un nombre croissant de pays en développement à l'économie mondiale intensifiera, à court et à moyen terme, les pressions auxquelles doivent faire face les pays de l'OCDE pour régler certains problèmes systémiques



dans des domaines comme la coordination des politiques macroéconomiques, les taux de change, l'ajustement structurel, les subventions, les litiges commerciaux, les migrations, les risques financiers et l'environnement. Les économies et les sociétés des pays industriels devront devenir beaucoup plus souples et beaucoup plus adaptables à tous les niveaux – économique, social et politique – pour être en mesure de s'accommoder d'une plus large participation des pays en développement à l'économie mondiale. Cela impliquera une intensification de la concurrence, mais aussi de nombreuses opportunités nouvelles pourvu qu'on soit prêt à y répondre et qu'on fasse preuve de la souplesse voulue pour transférer des ressources vers de nouvelles utilisations. Il sera plus capital que jamais d'assurer le bon fonctionnement des marchés du travail et des systèmes d'éducation des pays de l'OCDE. Par ailleurs, ces derniers devront continuer d'aider les pays en développement qui progressent moins rapidement dans l'édification d'un cadre politique, institutionnel et économique propre à étayer leur développement.

### *Intégration des facteurs environnementaux dans les politiques économiques*

L'intégration progressive des facteurs touchant à l'environnement dans les mécanismes et politiques économiques posera des problèmes particulièrement critiques et complexes. Si, aujourd'hui, les pays industriels sont responsables de la majeure partie des pressions qui s'exercent sur l'écosystème mondial, ce sont les pays en développement qui seront à l'origine de l'essentiel du surcroît de pressions dans les années à venir. Il faudra pouvoir compter sur l'accord et la coopération des pays en développement pour la mise au point et le lancement d'initiatives majeures tendant à protéger les écosystèmes au niveau mondial, régional et national. Cela pourrait avoir de profondes répercussions sur la structure de la production et des échanges, et aussi, comme le donnent à penser les premiers travaux de l'OCDE concernant la taxe sur le carbone, provoquer d'importants transferts financiers entre pays développés et pays en développement. Il est primordial de bien comprendre la situation des pays en développement et de nouer avec eux des liens de partenariat pour traiter les problèmes liés à l'environnement mondial. Il est par ailleurs fondamental d'aider ces pays à se doter des moyens institutionnels qui leur permettront de définir et de mettre en œuvre des stratégies nationales d'environnement.

## 2. LES ÉLÉMENTS DE BASE DE LA COHÉRENCE DES POLITIQUES

Pour rendre plus cohérente la stratégie adoptée à l'égard des relations avec les pays en développement, il convient d'en définir clairement les objectifs. On peut considérer que ceux-ci consistent, dans le contexte d'une économie mondiale de marché, à permettre aux pays en développement de :

- mettre en place l'infrastructure économique et institutionnelle, et d'appliquer les politiques qui leur permettront d'œuvrer à un développement politique, social et économique généralisé contribuant à améliorer les conditions de vie de leurs populations ;
- participer de manière constructive et mutuellement bénéfique aux courants mondiaux d'échanges, d'investissement et de technologie ;
- concourir véritablement, en fonction de leurs capacités respectives, au règlement constructif des problèmes régionaux et mondiaux.

Ces objectifs doivent être relayés dans les politiques des pays de l'OCDE par des dispositions constituant un cadre de référence à la fois pour juger de la cohérence des politiques et pour formuler des stratégies qui contribuent activement à :

- Cibler davantage la coopération pour le développement sur la mise en place de l'appareil institutionnel et économique dans la ligne des buts et objectifs du «développement participatif».
- Améliorer l'ouverture et la stabilité de l'économie mondiale.
- Renforcer les bases politiques et institutionnelles qui permettront une coopération et des liens de partenariat constructifs avec les pays en développement pour faire face aux problèmes régionaux et mondiaux.

Dans la pratique, il est extrêmement difficile de trouver des politiques et des stratégies cohérentes qui répondent à ces impératifs. Les obstacles politiques et sociaux à vaincre sont énormes, dans les pays développés comme dans les pays en développement. Dans une économie mondiale de plus en plus unifiée, il y a en permanence conflit entre les priorités intérieures et les disciplines internationales. La nécessité de soutenir la concurrence internationale oblige d'emblée à faire preuve de discipline dans les politiques économiques, mais elle conduit aussi à se préoccuper sérieusement de la mise en place et du maintien de l'appareil national de production, ce qui entraîne les gouvernements à s'engager dans des interventions qui ont des répercussions sur les structures et les relations économiques internationales. Par ailleurs, l'élaboration de l'action publique s'opère souvent dans un climat de grande incertitude quant aux perspectives économiques et à l'évolution économique et politique des différents pays, si bien qu'il devient extrêmement aléatoire de garantir *ex ante* la cohérence des politiques, surtout peut-être dans le domaine macroéconomique où un suivi constant s'impose.

Tant à l'OCDE que dans d'autres instances internationales, les pays Membres poursuivent sans relâche leurs efforts pour mettre au point de concert des stratégies cohérentes en vue de la solution des problèmes communs et mondiaux. De fait, la réunion annuelle du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres et le communiqué publié à cette occasion mettent l'accent sur l'intégration des politiques dans toute une série de domaines qui influent sur le climat mondial, qu'il s'agisse des politiques macroéconomiques ou de l'action entreprise face aux problèmes structurels et systémiques qui se posent dans des domaines comme les échanges, la réforme agricole, la politique industrielle, la politique de concurrence, les crédits à l'exportation et l'aide liée, les marchés financiers et l'investissement direct étranger, la science et la technologie, la politique du marché du travail, les migrations, la politique d'environnement, et les relations avec les pays non membres, y compris la coopération pour le développement. Des progrès remarquables ont certes été réalisés, mais les problèmes de concertation, de mise en œuvre et de gestion courante ne manquent pas. Le fait que les politiques suivies ne sont pas optimales est un élément de pénalisation économique et sociale pour les pays de l'OCDE. Il est aussi, pour les pays en développement, source de problèmes et de coûts particuliers, dont l'intensité et l'impact varient selon les circonstances et les politiques propres de ces pays.

### 3. COHÉRENCE MACROÉCONOMIQUE ET SYSTÉMIQUE

Les responsables de la politique macroéconomique des pays de l'OCDE considèrent depuis bien longtemps que leur principal devoir à l'égard de l'économie internationale, et notamment des pays en développement, est de «tenir leur propre maison en ordre» et non de définir leur action en fonction spécifiquement des besoins des autres pays, qu'ils soient ou non en développement. Il s'agit bien évidemment d'une maxime irréfutable et importante. Il est cependant bien rare, dans les faits, qu'une maison soit parfaitement en ordre, et le problème est plus complexe que la réponse ne le donne à penser.

## La croissance dans la zone de l'OCDE

Il est de toute évidence fondamental d'obtenir et de maintenir une croissance durable allant de pair avec un faible taux d'inflation, et c'est d'ailleurs un des principaux objectifs des politiques économiques mises en œuvre dans les pays de l'OCDE. La croissance de la zone de l'OCDE contribue à renforcer la demande de produits émanant des pays en développement et donc à améliorer le pouvoir d'achat et la capacité d'investissement de ces derniers. Selon un certain nombre d'études économétriques, une accélération d'un pour cent de la croissance dans la zone de l'OCDE peut entraîner un accroissement moyen de 0.6 à 0.7 point de la croissance dans les pays en développement<sup>1</sup>. D'après un récent rapport de la Banque mondiale, une augmentation d'un point pendant trois ans de la croissance dans la zone de l'OCDE se traduirait par une majoration de 60 milliards de dollars par an des exportations des pays en développement<sup>2</sup>.

Les retombées stimulantes de la tenue des économies de l'OCDE ne sont ni uniformes ni automatiques. A en juger par les résultats très divergents enregistrés depuis deux décennies, la demande des pays de l'OCDE en tant que « moteur de la croissance » a joué dans les progrès accomplis sur le front du développement un rôle moins déterminant que la transformation des capacités d'offre dans les pays en développement eux-mêmes. A titre d'exemple, après le premier choc pétrolier, la croissance s'est réduite de moitié dans les pays industriels où elle est tombée de 5.1 pour cent au cours de la période 1960-73 à 2.5 pour cent au cours de la période 1973-80. Le taux de croissance s'est cependant maintenu en moyenne à 4.6 pour cent dans les pays en développement entre 1973 et 1980, contre 5.8 pour cent au cours de la période antérieure – dans certains cas grâce à des gains de parts de marché dans les exportations mondiales, dans d'autres grâce à de gros emprunts destinés à financer la consommation et l'investissement. Depuis 1983, avec la nette reprise de la croissance dans la zone de l'OCDE, les économies d'Asie de l'Est connaissent une période d'expansion fondée sur des politiques axées sur le marché et tournées vers l'extérieur ; par contre les économies lourdement endettées, repliées sur elles-mêmes et fortement protégées d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne n'ont connu que stagnation.

## Taux d'intérêt et taux de change

Outre la croissance, la politique économique des grands pays de l'OCDE joue un rôle important dans le niveau des taux d'intérêt et des taux de change. Or, ce sont deux prix internationaux qui ont des répercussions très fortes et d'une portée considérable pour les pays en développement. Au cours des vingt dernières années, les amples fluctuations des taux d'intérêt et de change mondiaux ont été intimement liées à l'histoire économique des pays en développement, et ont été déterminantes notamment pour l'évolution des problèmes d'endettement, la montée des économies dynamiques d'Asie et l'évolution des cours des produits de base. Les répercussions sur les pays en développement ont été loin d'être uniformes – certains y ont gagné tandis que d'autres y ont perdu. Il n'en demeure pas moins qu'il est capital pour le processus de développement que ces deux prix internationaux se stabilisent.

Les politiques inappropriées qui se soldent par des résultats intenablement doivent être corrigées tôt ou tard. Lorsque ces politiques provoquent par ailleurs de fortes variations des taux d'intérêt et de change, celles-ci peuvent, en raison de leur fonction indicatrice importante, induire en erreur et fausser l'affectation des ressources mondiales, y compris en ce qui concerne l'implantation des moyens de production et l'emploi du capital, et exacerber les risques financiers et les difficiles problèmes de gestion de la dette. Il sera de plus en plus

indispensable de parvenir à un ajustement structurel rationnel à l'échelle du monde, et cette tâche risque d'être considérablement compliquée par des déséquilibres insoutenables des taux de change, lesquels contribueraient en outre à la montée du protectionnisme et ralentiraient les progrès dans la voie du renforcement du système multilatéral d'échanges. Il serait alors plus problématique d'intégrer les pays en développement à l'économie mondiale.

La mise en place de politiques macroéconomiques coordonnées visant à susciter une croissance soutenue s'accompagnant d'une faible inflation et de taux de change stables constitue donc un volet capital de toute stratégie cohérente. Il n'est guère possible de définir une structure « optimale » des taux de change, mais il est important d'éviter les ratés qui risquent de provoquer des fluctuations susceptibles d'entraîner des perturbations durables.

## **L'épargne globale**

L'adéquation de l'épargne mondiale face aux besoins croissants d'investissement devient un thème de préoccupation majeur. En soi, cela montre qu'un nouveau pas a été franchi dans la réflexion concernant l'impact des politiques macroéconomiques sur les perspectives de développement. L'équilibre entre l'épargne et l'investissement s'est détérioré dans la zone de l'OCDE au cours des années 80 alors qu'il s'est amélioré dans les pays en développement sous l'effet, d'une part, de l'augmentation de l'épargne dans les pays en développement dynamiques et, d'autre part, de la diminution de l'investissement dans les pays endettés. Le schéma classique selon lequel l'épargne va des pays riches vers les pays pauvres n'est donc plus vérifié à l'échelle mondiale.

Le débat sur cette question, que ce soit à l'OCDE ou ailleurs, porte principalement sur le niveau de l'épargne du secteur public dans les pays de l'OCDE – laquelle diminue depuis une ou deux décennies et est même devenue nettement négative dans certains pays. Malgré tous les efforts déployés depuis un certain nombre d'années, il s'est révélé extrêmement difficile de réduire les déficits publics, lesquels ont récemment été encore exacerbés par le tassement de l'activité économique dans la zone de l'OCDE. Prendre des mesures visant à accroître l'épargne publique et à éliminer du régime fiscal les dispositions qui jouent à l'encontre de l'épargne personnelle, telle est la principale contribution que les pays de l'OCDE peuvent apporter pour assurer les disponibilités internationales en capitaux et pour contenir la hausse des taux d'intérêt réels.

La demande d'investissement risque d'atteindre un niveau élevé au cours de la prochaine décennie si le processus de réforme et de relance se poursuit dans les pays d'Europe de l'Est et dans les pays en développement et si la croissance redémarre dans les pays de l'OCDE. Les taux d'intérêt réels pourraient alors rester élevés, mais dans un contexte de croissance réelle soutenue de l'économie mondiale comme des économies nationales. Dans ces conditions, l'épargne intérieure pourrait considérablement augmenter dans les pays en développement. D'un autre côté, si le niveau élevé des taux d'intérêt réels résulte de l'impuissance des pays de l'OCDE à mettre en place des politiques budgétaires et monétaires appropriées et sont le reflet des primes du risque politique ou économique, ces taux élevés iront vraisemblablement de pair avec une faible croissance mondiale et de graves problèmes financiers.

#### 4. LE SYSTÈME D'ÉCHANGES, LE PROTECTIONNISME ET LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Le succès des stratégies fondées sur l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale exige par ailleurs que le système mondial d'échanges et les règles régissant les autres domaines des relations économiques internationales garantissent l'égalité des chances aux pays en développement. Depuis fort longtemps, les pays de l'OCDE et les institutions financières internationales exhortent les pays en développement à participer pleinement au système d'échanges. De fait, les attitudes changent radicalement dans ce domaine et de nombreux pays en développement ont pris unilatéralement, au cours de la dernière décennie, d'importantes mesures de libéralisation du commerce. Alors que ces pays défendaient auparavant le droit de continuer à appliquer des restrictions commerciales, ils se joignent maintenant à l'effort déployé à l'échelon international pour combattre le protectionnisme.

Les pays en développement se voient appliquer des droits de douane plus élevés et des obstacles non tarifaires plus nombreux que les pays développés, car, dans les domaines où ils possèdent l'avantage comparatif le plus important (textiles, habillement, sidérurgie, etc.), les pays industriels ont du mal à mettre en œuvre des programmes d'ajustement structurel. Selon les estimations, le coût de ces protections serait supérieur au montant des flux d'aide, et ce genre de mesure ne tient pas compte de l'aspect le plus important des restrictions, c'est-à-dire qu'elles retardent la mise en place des industries exportatrices les plus accessibles aux pays en développement – à savoir transformation des produits de base, petite industrie manufacturière, et textile et habillement.

Bien que les pays développés aient, sur le principe, encouragé les pays en développement à se diversifier vers ce type d'exportations et que, dans la pratique, les pays en développement les plus dynamiques qui se sont orientés vers l'exportation aient largement bénéficié de dispositions leur ouvrant l'accès aux marchés des pays développés, les politiques commerciales suivies par les pays industriels font souvent obstacle à la diversification. Dans le cas de nombreux produits de base, les droits de douane ne cessent d'augmenter en fonction du degré de transformation. Lorsque les exportations des pays en développement, même si elles viennent de pays très pauvres comme le Bangladesh, commencent à remporter un certain succès, de nouveaux obstacles peuvent soudain surgir, par exemple de nouveaux contingents dans le secteur des textiles ou des mesures anti-dumping, ou encore d'autres dispositions sélectives limitant les échanges. Dans les pays développés, les intérêts nationaux se regroupent en de puissants groupes de pression, au champ d'activité très étroit, qui sont parfois en mesure d'imposer la mise en place de subventions et de restrictions extrêmement protectionnistes dans tel ou tel secteur qui revêt une grande importance pour certains pays en développement. A titre d'exemple, on peut citer le cas du sucre, du riz et de la viande bovine.

Pour juger de l'issue des négociations de l'Uruguay Round et de leur aptitude à fournir une base convaincante pour un système commercial mondial véritablement uniforme, il faudra voir le traitement réservé aux domaines délicats qui touchent de près aux intérêts des pays en développement, et notamment à l'agriculture et aux textiles. De leur côté, les pays en développement doivent être prêts à abaisser leurs propres barrières protectrices et s'associer à l'extension du système de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) à de nouveaux domaines. Une telle avancée des relations commerciales et économiques avec les pays en développement est indispensable aussi bien pour les progrès du développement que pour l'instauration du système économique mondial qui permettra de gérer les problèmes et défis inhérents à la poursuite de l'intégration de l'économie mondiale.

## 5. LE FINANCEMENT DE L'AJUSTEMENT ET LA GESTION DE LA DETTE

La gestion des difficultés financières et des problèmes d'endettement qu'ont rencontrés de nombreux pays en développement dans les années 80 a constitué une entreprise d'envergure à laquelle ont participé le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, le Club de Paris, les créanciers et donneurs bilatéraux, les banques centrales, les banques commerciales et les organismes de tutelle du secteur financier. Avoir réussi à amener tous ces acteurs à s'intéresser au problème et, ce faisant, à révolutionner à de nombreux égards les normes et méthodes antérieures n'est pas un mince succès. Conseils économiques et moyens financiers sont désormais mobilisés pour étayer le processus de changement économique et politique amorcé dans divers pays en développement. Cela n'aurait pas été possible il y a dix ans. C'est cette même capacité de mobilisation qui est aujourd'hui également utilisée pour faciliter la transformation des pays d'Europe centrale, d'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique.

Il est d'autant plus important de veiller attentivement à l'adéquation des financements extérieurs maintenant qu'un nombre grandissant de pays en développement adopte des stratégies économiques axées sur le marché tout en s'efforçant, pour bon nombre d'entre eux, de consolider les premiers progrès accomplis vers la mise en place de formes plus pluralistes, plus participatives, d'organisation politique et sociale. Il sera très difficile de maintenir durablement un tel effort – surtout, peut-être, lorsque sont entreprises simultanément des réformes politiques et économiques. Le succès dépendra avant tout des politiques et de la détermination des pays en développement eux-mêmes. Cependant, compte tenu de l'importance de l'enjeu et du fait que les pays développés ont de toute évidence intérêt que la réforme soit couronnée de succès, tout doit être fait pour que le processus engagé ne se dilue pas sous le poids du service de la dette ou par manque de devises.

Un règlement des problèmes d'endettement passant par l'affinement et la poursuite de la stratégie de coopération internationale en matière d'endettement pourrait contribuer à donner une plus grande cohérence aux politiques de développement. Retrouver sa solvabilité est pour tout pays un objectif fondamental et une condition indispensable à la mise en place de réformes économiques axées sur le marché. Or, l'instauration, ou la restauration, d'un système financier national digne de ce nom est largement retardée dès lors que la solvabilité extérieure est sujette à caution. Les mécanismes de financement du commerce extérieur auxquels ont accès les pays moins avancés jugés insolubles et dotés des systèmes financiers les plus faibles sont, pour ne citer qu'eux, les plus onéreux qu'il existe, si bien qu'ils absorbent une grande partie des recettes d'exportation de ces pays et majorent de beaucoup le coût des importations. Sur un autre plan, une fois leur solvabilité retrouvée, ces pays risquent d'avoir du mal à la conserver si les pays développés n'ouvrent pas leurs marchés à leurs exportations potentielles.

De par sa complexité même, le processus de financement du développement et de réaménagement de la dette pose par ailleurs de sérieux problèmes de cohérence. L'un d'entre eux tient aux tâches écrasantes que cette complexité impose aux dirigeants et administrateurs de nombreux pays en développement. Les exigences différentes et parfois contradictoires formulées par les divers organismes sur le plan à la fois de l'orientation de l'action et des procédures administratives restent sources de problèmes. On ne peut traiter ces questions à la légère à un moment où les pays en difficulté sont soumis à des pressions tendant à leur faire adopter des stratégies de développement cohérentes ainsi que des méthodes de gouvernement plus efficaces et plus constructives. Il apparaît donc fondamental de s'employer toujours plus à simplifier le système de financement du développement et à en assurer une meilleure coordination. Les efforts déployés dans le cadre de la Banque mondiale et du FMI pour coordonner les aides

financières destinées à faciliter les programmes d'ajustement et de réforme économique sont un bon exemple de ce qui peut être fait en la matière. Les Principes du CAD pour l'aide-programme, tels qu'ils sont repris dans le *Manuel de l'aide au développement*, peuvent aussi apporter une contribution importante.

## 6. QUELQUES PROBLÈMES PARTICULIERS DE COHÉRENCE

### Environnement

Les liens entre développement économique et environnement et le fait que les questions qui en découlent transcendent les frontières nationales pour intéresser l'ensemble de la planète soulèvent des problèmes particulièrement complexes de cohérence des politiques et de coopération internationale. Les gouvernements des pays de l'OCDE ont commencé à s'attaquer à ces questions. En décembre 1991, les ministres de l'Environnement et de la Coopération pour le développement se sont pour la première fois retrouvés pour débattre de grands problèmes qu'ils rencontrent dans le cadre de l'aide que leurs pays accordent aux pays non membres. Ils ont préconisé une collaboration en matière de création de capacités dans le domaine de l'environnement et de coopération technologique. Ils ont entériné des lignes directrices sur l'aide et l'environnement, par lesquelles le CAD convient de procéder à des études d'impact sur l'environnement dans le cadre des projets de coopération pour le développement. Des travaux à caractère horizontal ont par ailleurs été entrepris à l'OCDE sur les échanges et l'environnement, la fiscalité et l'environnement, l'agriculture et l'environnement, ainsi que sur les moyens qui s'offrent de réduire les émissions de gaz à effet de serre et les conséquences qu'aurait une telle réduction. Les travaux se poursuivent et visent à identifier les conflits d'objectif et de résultat afin d'étayer la coopération vers une harmonisation des politiques.

L'intégration des préoccupations d'environnement dans des stratégies globales de développement durable passe par tout un ensemble de mesures politiques, institutionnelles, technologiques et macroéconomiques. Ces mesures doivent porter, en particulier, sur les domaines suivants :

- réduction de la pauvreté;
- évolution démographique;
- modes de production et de consommation non viables;
- échanges;
- réforme des prix;
- création de capacités;
- transfert de technologies respectueuses de l'environnement;
- adéquation des ressources financières.

L'attention considérable accordée à ces questions depuis quelques années a trouvé son ultime concrétisation dans la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), qui s'est tenue à Rio de Janeiro en juin 1992. Il reste beaucoup à faire pour trouver des formules concrètes d'intégration des préoccupations d'environnement au plan national comme aux plans régional et mondial. Il est cependant impossible d'ignorer plus longtemps, dans les choix qui devront être faits concernant les politiques de développement économique et social, les problèmes et préoccupations mis en évidence à Rio de Janeiro.

En amorçant un partenariat sur les problèmes mondiaux d'environnement, la CNUED a fait ressortir certaines différences fondamentales dans les perspectives et capacités des pays développés et des pays en développement et dans leur contribution respective aux problèmes d'environnement. Comme l'ont clairement montré les négociations lors de la conférence, il est impossible d'arriver à un consensus international si on ne reconnaît pas pleinement ces différences dans les situations et responsabilités des uns et des autres. Pour leur part, les pays de l'OCDE se doivent maintenant de revoir les politiques qui sous-tendent des modèles de transactions économiques non viables. Cela implique, ce qui n'ira pas sans mal sur le plan politique, qu'ils adoptent des mesures pour influencer sur le comportement actuel des consommateurs et des industries et qu'ils résolvent les conflits, souvent aigus, entre les intérêts sectoriels et l'intérêt national.

Les politiques de gestion de l'environnement ne cessent d'aller à l'inverse, sur le plan économique, commercial et financier, des voies que semble imposer le développement. Par conséquent, les problèmes de cohérence peuvent prendre un tour particulièrement controversé. A titre d'exemple :

- Les projets d'aide peuvent avoir des retombées significatives sur l'environnement, notamment lorsqu'ils touchent à la sylviculture, à l'agriculture, à la pêche, aux barrages et aux systèmes d'irrigation, aux infrastructures et aux industries extractives.
- Les politiques agricoles des pays de l'OCDE et les droits de douane élevés que ces derniers imposent sur les produits transformés risquent de bloquer la diversification des productions et des exportations des pays en développement tributaires des produits de base. Pour se procurer des devises, afin notamment d'assurer le service de leur forte dette, les pays en développement peuvent de ce fait être tentés de surexploiter les ressources naturelles qu'ils peuvent exporter.
- Dans les pays de l'OCDE, les milieux écologistes font valoir que l'abaissement des droits de douane sur les produits tropicaux aura pour effet d'accroître les échanges de certains produits – comme les bois tropicaux et l'ivoire – s'il ne s'accompagne pas de mesures internationales de sauvegarde. Les opposants à ces mesures répondent à cela que des droits de douane élevés ou l'interdiction pure et simple d'importer certains produits constituent une entrave grave aux échanges et une atteinte à la souveraineté nationale sans pour autant constituer le moyen le plus efficace de protéger les ressources concernées ou d'encourager une saine gestion.
- Les contrôles de plus en plus rigoureux exercés sur la pollution et les déchets dangereux dans les pays développés jouent puissamment en faveur de l'exportation des activités industrielles polluantes et des déchets vers les pays pauvres, qui risquent fort de ne pas disposer d'installations d'élimination respectueuses de l'environnement mais ont besoin de se procurer des devises. Les accords internationaux, tels la Convention de Bâle, qui existent dans ce domaine ne sont pas encore ratifiés ou mis en œuvre par de nombreux pays.

La CNUED constitue une première étape dans la voie de l'établissement de la vision commune et des liens de partenariat indispensables pour la mise en place de stratégies cohérentes de développement durable. Elle fournira, à court terme, un point de référence pour l'élaboration de politiques tendant à un développement durable. A plus long terme, la valeur et l'influence de la CNUED seront fonction de l'efficacité avec laquelle seront effectués la mise en œuvre et le suivi des actions convenues. Les pays de l'OCDE se doivent donc de renouveler sans cesse leur engagement à trouver des solutions fondées sur la coopération et à œuvrer à l'harmonisation des mesures qui apparaissent incompatibles.



## Migrations

Les flux migratoires ont été massifs tout au long de la période qui a suivi la deuxième guerre mondiale et ils ont apporté une contribution précieuse au développement économique et social des pays de l'OCDE. Une nouvelle vague de migrations s'est déclenchée au cours de la dernière décennie, sous l'effet principalement des changements politiques intervenus dans les pays d'Europe centrale et orientale et du déséquilibre persistant qui existe sur les plans démographique et économique entre pays industriels et pays en développement. Les conflits ethniques et politiques et la dégradation de l'environnement ont aussi eu leur part dans l'augmentation rapide, depuis quelque temps, du nombre de demandeurs d'asile qui se présentent dans certains pays de l'OCDE. Comme, dans le même temps, la croissance économique s'est ralentie, ces mouvements migratoires soumettent à des tensions de plus en plus fortes la cohésion sociale et la stabilité politique de certains pays de l'OCDE. En outre, avec plus de 20 millions de réfugiés dans les pays en développement, l'intensification des migrations Sud-Sud fait peser de graves menaces sur les systèmes politiques et socio-économiques des pays en développement qui sont amenés à recevoir un nombre toujours croissant de demandeurs d'asile. L'importance et la composition des flux migratoires futurs en provenance des pays de l'ancien bloc socialiste demeurent des inconnues ; par contre, le chômage persistant, et dans certains cas grandissant, qui prévaut dans les pays en développement donne à penser que les pressions en faveur de l'émigration, que ce soit en non vers des pays de l'OCDE, continueront, voire s'accentueront, dans les années à venir.

Du côté des pays d'accueil, il est indispensable de mettre en œuvre des politiques cohérentes dans tout un ensemble de domaines, allant de la gestion macroéconomique aux échanges et à l'investissement en passant par le marché du travail et l'éducation, pour que ces flux migratoires demeurent socialement et politiquement gérables. Il est, par exemple, manifestement incohérent de la part des pays industrialisés de protéger les industries à forte intensité de main-d'œuvre ou de fournir des subventions régionales par le biais de mesures qui suscitent directement ou indirectement une demande de travailleurs immigrés et, en parallèle, de s'efforcer de freiner l'immigration. De même qu'il n'est pas cohérent de la part d'un pays industrialisé qui cherche à limiter l'immigration de continuer d'appliquer des politiques commerciales et agricoles qui font obstacle aux exportations de ses concurrents en développement et contribuent de ce fait à y entretenir la pauvreté, le chômage et les pressions en faveur de l'émigration, dans les zones rurales comme dans les zones urbaines.

En revanche, il est cohérent de collaborer avec les pays d'origine pour y instaurer un climat propice à l'investissement qui attirera des industries créatrices d'emplois et de veiller à assurer des débouchés aux productions de ces industries. Soutenir la stabilisation économique et la réforme structurelle des pays en développement, y compris celle du marché du travail, est une action qui contribuera à étayer une croissance économique généralisée et la création d'emplois. La logique de cette approche globale doit conduire à renforcer, dans les pays en développement, l'édifice constitué par le secteur privé local (et en particulier les microentreprises) et les systèmes qui en sont les soubassements, y compris les services financiers et autres, les capacités technologiques, et les systèmes d'enseignement et de formation. Les efforts actuellement déployés à l'OCDE pour mieux appréhender les liens entre les flux migratoires et l'expérience acquise dans des domaines comme l'intégration régionale, la libéralisation des échanges, l'aide au développement et l'investissement étranger peuvent apporter une contribution importante à la mise au point de stratégies intégrées et efficaces d'atténuation des pressions en faveur de l'émigration.

## Science et technologie

La science et la technologie joueront un rôle capital dans la solution aux problèmes, étroitement liés les uns aux autres, qui se posent sur les plans démographique, environnemental et économique. Priorité doit être donnée à l'amélioration des mécanismes de transfert international de technologie, dans le secteur privé comme dans le secteur public. Cependant, cet aspect ne saurait être dissocié des autres questions liées aux grandes orientations des politiques touchant, notamment, l'investissement direct, la concurrence et la réglementation. Mais plus important encore est le renforcement de la capacité des pays en développement de gérer le changement technologique en fonction de leur situation particulière et de mettre en place, dans le secteur privé comme dans le secteur public, des mécanismes de création et d'assimilation de la technologie.

Dans le domaine de la science et de la technologie, la cohérence des politiques soulève de nombreux et difficiles problèmes, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement :

- Les pays en développement ont eu tendance à freiner les transferts de technologie et l'innovation autochtone par des politiques intérieures qui créaient un climat peu hospitalier.
- Les donateurs d'aide ont eu tendance à créer dans les pays en développement des filières techniques dispersées, déterminées par l'offre, sans contribuer à la mise en place de capacités humaines et institutionnelles à la hauteur des besoins de gestion.
- Les ressources humaines mondiales dans le domaine de la science et de la technologie sont concentrées, pour une part écrasante, dans les pays développés et leurs travaux visent en priorité à satisfaire les exigences du marché ou du secteur public de ces pays. Étant donné que les pays en développement sont responsables à hauteur de 95 pour cent de l'accroissement démographique de la planète et eu égard à l'acuité de leurs problèmes économiques, environnementaux et sociaux, il est capital de mettre une proportion beaucoup plus importante des ressources scientifiques et technologiques internationales au service du développement. La réorientation vers des stratégies fondées sur le marché et l'essor du secteur privé dans les pays en développement faciliteront les choses. Il n'en reste pas moins que le secteur public, des pays développés comme des pays en développement, et la communauté scientifique mondiale auront un grand rôle à jouer.

Un ensemble d'orientations a été établi à l'occasion d'une réunion du CAD consacrée à ce sujet en 1990 ; celles-ci visent, d'une part, à encourager les pays en développement à définir, en fonction de leurs problèmes et objectifs économiques propres, des stratégies nationales en matière de science et de technologie et, d'autre part, à inciter les donateurs à veiller à ce que leur assistance scientifique et technologique contribue à la création de capacités locales de gestion du changement technologique.

## Dépenses militaires

La fin de la guerre froide et l'invasion du Koweït par l'Iraq ont montré, avec une acuité nouvelle, à quel point les ressources des pays en développement sont englouties dans des dépenses militaires élevées, voire démesurées. S'employer à réduire les dépenses militaires devient une priorité des pays développés, qui peuvent agir par le biais d'examens des dépenses publiques dans le cadre des programmes d'ajustement structurel ou par le biais de leurs

décisions d'affectation de l'aide. Cette approche est légitime dès lors que les dépenses militaires sont conditionnées par des éléments internes sans rapport avec les besoins en matière de sécurité. Elle ne peut cependant se substituer aux efforts tendant à réduire les conflits et tensions, sources réelles ou perçues de problèmes de sécurité. Elle ne saurait non plus se substituer à une action visant à atténuer la concurrence attisée par les fournisseurs d'armes. Les efforts tendant à régler les problèmes de sécurité dans diverses régions du monde revêtent donc une importance capitale. De même, les initiatives prises récemment pour amener les principaux fournisseurs d'armes à s'entendre sur la nécessité d'éviter les ventes déstabilisatrices de matériels militaires et de tenir un registre des ventes d'armes pourraient largement contribuer à l'avènement d'une stratégie cohérente permettant de réorienter vers les objectifs de développement des ressources substantielles autrefois affectées aux achats militaires. Lors de la réunion 1991 à haut niveau du CAD, les pays Membres de l'OCDE sont convenus de rester attentifs au problème des dépenses militaires. D'ores et déjà, un certain nombre de Membres du CAD tiennent de plus en plus compte du volume et de l'évolution des dépenses militaires dans leurs décisions d'affectation de l'aide. Les questions liées aux dépenses militaires constitueront un volet important du programme de travail du CAD sur le développement participatif et la bonne gestion des affaires publiques.

### **Crédits à l'exportation et aide liée**

Dans le domaine des crédits à l'exportation et de l'aide liée, la cohérence des politiques pose d'importants problèmes qui font l'objet de négociations serrées à l'OCDE. De gros progrès ont été accomplis vers un renforcement de la discipline et de la transparence dans l'utilisation des crédits d'aide liée et des crédits mixtes (voir le *Manuel de l'aide au développement* et le communiqué de presse SG/PRESS(92)53 intitulé « Ressources financières mises à la disposition des pays en développement en 1991 et tendances récentes »), et des procédures sont actuellement élaborées pour garantir la mise en œuvre effective de ces principes. Même si les nouvelles règles de discipline qui ont maintenant été adoptées sont appliquées, une part importante de l'aide restera liée. Lier l'aide à des achats dans les pays donneurs est une pratique profondément enracinée dans la plupart des pays du CAD bien qu'elle aille à l'encontre des efforts déployés pour renforcer les principes du système commercial multilatéral et pour faire prévaloir une utilisation efficiente des ressources publiques dans le cadre d'une bonne gestion des affaires publiques. Les pressions en faveur de la liaison de l'aide peuvent venir d'instances gouvernementales autres que les ministères chargés des questions d'aide, mais elles n'en constituent pas moins un grave défaut du système d'aide. Sur le fond, il n'y a pas grande différence entre chercher à rallier l'opinion publique au déliement de l'aide et plaider la cause de l'élargissement de l'accès aux marchés.

### **Coopération régionale**

Les problèmes découlant du manque de cohérence des politiques sont souvent liés aux conditions et à la situation qui prévalent à un endroit précis ou dans une région particulière. Les initiatives régionales prévoyant une action dans tout un éventail de domaines peuvent donc se révéler particulièrement efficaces à cet égard. Cependant, ce genre d'initiatives nécessite une puissante motivation de la part des donneurs et l'existence d'une large communauté d'intérêts du côté des bénéficiaires.

Plusieurs initiatives de ce genre ont déjà été lancées. L'initiative en faveur du bassin des Caraïbes, à laquelle participent les États-Unis et les pays situés en bordure et à l'intérieur de la Mer des Caraïbes, vise, par exemple, à instaurer un cercle vertueux d'investissement étranger et de croissance des exportations dans des secteurs non traditionnels grâce à des dispositions destinées à élargir l'accès aux marchés et à d'autres mesures d'incitation. Pour sa part, la Communauté européenne a noué un dialogue politique et conclu des accords de coopération économique avec les pays d'Amérique centrale, le Conseil de coopération du Golfe et les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), et le soutien des initiatives régionales demeure l'une des priorités de sa coopération avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) dans le cadre de la Convention de Lomé. Plus récemment, un Partenariat pour la démocratie et le développement a vu le jour entre les pays d'Amérique centrale et les principaux donneurs occidentaux et latino-américains. L'idée de départ est de faire en sorte que le progrès économique consolide et renforce le processus de paix et de démocratisation engagé dans une région qui a souffert de conflits civils et d'une ingérence excessive des militaires dans la gestion des affaires publiques.

L'initiative «Enterprise for the Americas» lancée par les États-Unis ouvre la perspective d'un développement économique concerté de tout l'hémisphère occidental grâce à des stratégies tournées sur l'extérieur et à des mesures internes de libéralisation économique. La CEE a conclu des accords d'association ou de coopération avec pratiquement tous ses voisins du Sud et du Sud-Est du bassin méditerranéen. Ces accords portent sur tout un éventail de domaines, dont les échanges, l'investissement, la coopération scientifique et l'aide. La France, l'Italie et l'Espagne s'emploient aujourd'hui à engager un dialogue avec un certain nombre de pays du bassin méditerranéen en vue d'accélérer le développement économique. Par ailleurs, dans les pays d'Afrique occidentale de la zone franc, plusieurs secteurs font l'objet de projets déjà très avancés : signature d'un traité sur les assurances en juillet 1992 et préparation de l'harmonisation du droit des affaires ou des mécanismes de protection sociale. Enfin, est envisagée la transformation en union économique des zones monétaires actuelles. Pour leur part, depuis près d'une vingtaine d'années, l'Australie et la Nouvelle-Zélande associent les États insulaires du Pacifique à un «forum» politique et économique.

Les initiatives régionales peuvent être un instrument particulièrement précieux pour le règlement des problèmes régionaux de sécurité. Il est bon de rappeler que le Plan Marshall et les Communautés européennes ont été le fruit d'efforts déterminés visant à mettre un terme à des conflits régionaux qui duraient depuis des siècles. Un certain nombre de situations atteignent aujourd'hui un stade où les initiatives régionales pourraient jouer un rôle important. Tel est le cas en Afrique australe, où chacun s'attend que les changements politiques sans précédent débouchent sur un progrès économique, d'ailleurs indispensable pour maintenir sur sa lancée le processus complexe et difficile qui a été amorcé. Tel est également le cas au Moyen-Orient, où les réalignements politiques et les réorientations de la philosophie économique ouvrent une chance inespérée, qu'il est peut-être capital de saisir. Le Moyen-Orient est par ailleurs une région où les pressions démographiques seront extrêmement fortes au cours des prochaines décennies et où l'évolution politique sera complexe. Dans le communiqué publié à l'issue de sa réunion d'avril 1991, le Comité du Développement a «insisté sur le fait qu'il importe de mettre sur pied un mécanisme de coordination approprié et efficace pour faire face aux efforts de reconstruction et d'ajustement et aux besoins de développement à plus long terme des pays de la région».

Les pays en développement montrent un regain d'intérêt à l'égard des possibilités qu'offre la coopération régionale. Pour toutes les raisons évoquées ci-avant, le CAD s'intéresse, lui aussi, aux nouvelles initiatives et à leur rôle dans la formation d'une identité de vue et la

définition d'approches coordonnées dans le domaine de la coopération pour le développement. Pour sa part, le Comité des échanges étudie les initiatives régionales du point de vue, principalement, des aspects spécifiques de l'intégration commerciale. Quant au Centre de développement de l'OCDE, il a entrepris un grand projet sur le thème de la globalisation et de la régionalisation.

## 7. UNE ÉVALUATION DE CERTAINS COÛTS DE L'INCOHÉRENCE

Il est extrêmement difficile d'évaluer le coût des diverses formes d'incohérence. Dans le domaine macroéconomique, où bon nombre des mesures prises par les pays de l'OCDE peuvent se répercuter sur tel ou tel élément qui revêt une grande importance pour l'économie mondiale (taux d'intérêt ou de change, par exemple), il est parfois malaisé de déterminer la cause d'une évolution non recherchée. Dans des domaines comme celui de l'ouverture des marchés, les mesures qui sont à l'origine des problèmes que rencontrent l'économie mondiale et les pays en développement sont plus faciles à cerner. Il n'en reste pas moins que, même dans ce cas, le niveau estimé des coûts sera fonction de la structure des modèles utilisés et des nombreuses hypothèses sur lesquels ceux-ci reposent. Or, souvent, soit on ne dispose pas des données indispensables pour faire tourner les modèles, soit les données existantes ne sont pas fiables.

Une autre raison pour laquelle il est difficile d'évaluer les coûts de l'incohérence vient de ce que l'incidence des politiques suivies par les pays de l'OCDE diffère selon la structure économique des pays en développement considérés. Tout dépend notamment du point de savoir si le pays en développement concerné est producteur et exportateur de produits manufacturés ou de produits de base, ou s'il a, par exemple, atteint un niveau élevé d'endettement en accumulant les emprunts assortis de taux d'intérêt variables, auquel cas il devient vulnérable à toute variation des taux d'intérêt mondiaux. L'orientation de la politique suivie par le pays en développement considéré est également déterminante : stratégie axée sur le marché intérieur ou sur l'extérieur, gestion macroéconomique plus ou moins saine, marchés révélateurs d'indicateurs, etc. Cela conduit à évoquer une troisième grande difficulté, à savoir l'impossibilité de saisir les effets dynamiques – lesquels dépendent de la réaction de chaque pays en développement face aux opportunités qui s'ouvrent ou aux restrictions qui sont imposées à l'échelon mondial.

Abstraction faite de ces problèmes de mesure, il est évident que certaines des dispositions prises par les pays industriels ne font que compliquer la conquête du développement. La section ci-après est consacrée aux échanges, domaine qui a donné lieu à de nombreuses études visant à apporter des réponses plus précises à toutes ces questions.

### **Échanges, protectionnisme et développement**

Dans le domaine des échanges, on peut juger « incohérentes » les politiques qui portent atteinte à l'ouverture et au bon fonctionnement de l'économie mondiale et, partant, faussent la concurrence et créent un climat d'incertitude préjudiciable au développement et à la réalisation d'autres objectifs.

Les relations entre échanges et développement sont fort complexes, et il est difficile d'isoler les effets des échanges de ceux induits par d'autres activités. Il semble toutefois qu'il existe une forte corrélation entre le niveau des exportations d'un pays en développement et

divers indicateurs de sa performance économique<sup>3</sup>. On peut donner plusieurs explications à ce phénomène; l'une est que l'augmentation des exportations permet d'accroître les importations de biens d'équipement, lesquels incorporent des technologies nouvelles susceptibles d'améliorer la productivité. Une autre est que les activités d'exportation permettent d'entrer en contact avec des acheteurs qui fournissent une somme importante d'informations et d'assistance technique informelle<sup>4</sup>. A l'inverse, il n'est pas rare qu'un pays en développement, même doté d'un potentiel exceptionnel, enraye toute croissance par des stratégies tournées sur le seul marché intérieur et des mesures de protection des échanges qui atténuent la concurrence sur le marché intérieur, affaiblissent le rôle indicateur des prix internationaux, réduisent les économies d'échelle et aboutissent donc à des inefficiences notables dans l'affectation des ressources.

En règle générale, les pays en développement appliquent des politiques commerciales nettement plus restrictives que les pays de l'OCDE, avec des restrictions en cascade et des droits de douane relativement élevés. D'après la CNUCED, en 1987, les droits de douane pratiqués par les pays en développement s'élevaient en moyenne à plus de 30 pour cent<sup>5</sup>. Cependant, sous l'effet principalement d'un revirement de la philosophie économique et de la mise en œuvre de politiques d'ajustement structurel, une soixantaine de pays en développement ont entrepris, depuis une dizaine d'années, de réduire leurs obstacles à l'importation<sup>6</sup>. En Amérique latine, pratiquement tous les pays ont opéré ou commencé d'opérer une réforme en profondeur de leur régime commercial. Dans toutes les régions, des pays prennent par ailleurs des mesures significatives de suppression ou d'allègement des restrictions quantitatives et de réduction des droits de douane. L'accès aux marchés extérieurs sera un facteur déterminant du succès de ces réformes.

Les pays de l'OCDE ont mis en place de nombreuses restrictions frappant les exportations des pays en développement. Les droits de douane sont devenus une forme relativement moins importante de protection, puisque leur niveau moyen se situe aux alentours de 3 pour cent dans les pays industrialisés<sup>7</sup>. Cependant, les droits de douane applicables aux produits qui intéressent le plus les pays en développement s'échelonnent de taux faibles pour les produits de base à des taux de plus en plus élevés en fonction du stade de transformation – ce qui décourage l'essor des industries de transformation. A titre d'exemple, les droits de douane moyens appliqués par les pays développés s'établissent à 6.9 pour cent pour les légumes frais et à 13.2 pour cent pour les légumes transformés, à 7.4 pour cent pour les fruits frais et à 17.1 pour cent pour les préparations à base de fruits, à 1.2 pour cent pour le tabac et à 18.1 pour cent pour le tabac transformé, à 1.0 pour cent pour le sucre et à 20 pour cent pour les préparations à base de sucre, à 0.1 pour cent pour les cuirs et peaux et à 7.2 pour cent pour les articles en cuir, à 0.0 pour cent pour le bois brut et à 3.5 pour cent pour les ouvrages en bois, à 1.0 pour cent pour le cacao et à 3.0 pour cent pour le chocolat<sup>8</sup>.

Il y a cependant plus important, à savoir que les mesures non tarifaires sont devenues une forme de protection très répandue. En 1981, ce genre de mesures frappait 21 pour cent des importations de la zone de l'OCDE en provenance des pays en développement; cette proportion s'est légèrement accrue pour atteindre 22 pour cent en 1990, sachant toutefois qu'une progression notable a été observée pour les produits sidérurgiques (de 41.5 à 54.7 pour cent), les produits chimiques (de 4.5 à 9.2 pour cent) et les textiles (de 53.5 à 56.9 pour cent). Et si l'on tient compte des mesures de modération des prix et des réglementations touchant la santé et la sécurité, ce chiffre se trouve porté à quelque 28 pour cent<sup>9</sup>. S'appuyant sur les données du GATT pour 1989, la Banque mondiale a récemment dénombré 171 accords de limitation volontaire des exportations à l'encontre de pays en développement, contre 117 à l'encontre de pays développés. Et au cours de la période 1981-90, les exportations des pays en développement auraient donné lieu à 321 plaintes pour dumping, contre 238 pour celles des pays

développés; bien que ce genre d'action ne soit pas directement assimilable à une mesure protectionniste, il risque toutefois de freiner largement les échanges<sup>10</sup>.

Le handicap dont souffrent de ce fait les pays en développement est jusqu'à un certain point compensé par le système généralisé de préférences (SGP) et par d'autres mesures préférentielles à caractère régional. Ces arrangements présentent toutefois des limites non négligeables. Du fait qu'ils reposent sur le bon vouloir de ceux qui les concèdent, le bénéfice des taux préférentiels n'est jamais totalement sûr. Les régimes appliqués par les pays industriels diffèrent considérablement les uns des autres. En principe, ils prévoient l'exonération de droits de douane pour tous les produits industriels, mais comportent des exceptions ou des limitations importantes dans des domaines qui intéressent tout particulièrement les pays en développement, notamment les textiles et l'habillement. Certains couvrent également les produits alimentaires mais les avantages qu'ils pourraient apporter sont limités par un recours généralisé aux obstacles non tarifaires. Les importations peuvent par ailleurs être assujetties à des limitations quantitatives ou aux règles générales découlant de la clause de sauvegarde du GATT en cas de dommages ou de risque de dommages à l'encontre des producteurs nationaux. Des règles d'origine sont également appliquées et elles sont parfois utilisées pour limiter les importations ou pour décourager l'intégration régionale entre pays en développement<sup>11</sup>.

Les avantages découlant du SGP n'ont pas été particulièrement notables, sauf pour quelques pays en développement. Selon les estimations, l'application du système aurait entraîné, globalement, une augmentation de moins de 0.5 pour cent des importations totales des pays qui accordent des préférences. Quant aux exportations des bénéficiaires, elles n'auraient, dans la plupart des cas, progressé que de 1 à 2 pour cent. Ont surtout tiré parti de ce système quelques pays à revenu élevé ou intermédiaire, dont Hong-Kong, la Corée et Taïwan, qui y ont tous trois gagné plus de trois fois plus que le suivant sur la liste des bénéficiaires, à savoir le Brésil, pour ne citer que les principaux. Seuls quatre pays à faible revenu figurent parmi les trente premiers bénéficiaires – le Bangladesh, la Chine, Haïti et l'Inde – et parmi eux seul Haïti peut se targuer d'avoir augmenté ses exportations dans des proportions non négligeables grâce au SGP<sup>12</sup>.

De nombreuses études se sont efforcées de chiffrer l'incidence pour les pays en développement des mesures de protection ou de libéralisation des échanges prises par les pays développés. Selon l'une d'entre elle, d'ailleurs souvent citée, en 1980, le manque à exporter subi par les pays en développement aurait représenté 55 milliards de dollars (de 1990) – soit à peu près la valeur totale de l'aide publique au développement consentie au cours de la même année<sup>13</sup>. Grâce au modèle SMART (Software for Market Analysis and Restrictions on Trade), la Banque mondiale a estimé qu'une réduction de 50 pour cent des protections appliquées sur les importations en provenance des pays en développement par la CEE, le Japon et les États-Unis entraînerait un accroissement de 15 pour cent des exportations des pays en développement, ce qui représente 50 milliards de dollars des États-Unis aux prix de 1988<sup>14</sup>. L'essentiel de cet accroissement serait imputable aux industries manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre comme l'habillement, la chaussure et la fabrication de meubles. Une étude de l'OCDE sur les conséquences de la réforme des régimes commerciaux a montré que la suppression complète des mesures aux frontières appliquées par les pays de l'OCDE se traduirait, pour les pays en développement et les ex-pays à économie planifiée, par un gain de revenu de l'ordre de 221 milliards de dollars, et une réduction de 30 pour cent de ces mesures (chiffre proche de celui qui ressort des positions actuelles dans les négociations d'Uruguay) par un gain de 90 milliards de dollars<sup>15</sup>. Il est évident que ces diverses études s'intéressent à des effets différents (pour l'une, ceux sur les échanges, pour l'autre, ceux sur le revenu), portent sur des périodes différentes et utilisent des hypothèses différentes. Par ailleurs, elles ne tiennent pas compte des effets dynamiques induits par la réaffectation des ressources, l'accroissement des

investissements et l'apport de technologies nouvelles découlant de la réforme du régime commercial. Il n'en reste pas moins que toutes montrent qu'une réforme des régimes commerciaux appliqués par les pays de l'OCDE bénéficierait largement aux pays en développement.

Les avantages d'une réduction des mesures de protection pratiquées par les pays industrialisés seraient très variables selon les pays en développement. D'une manière générale, les principaux bénéficiaires d'une libéralisation seraient les pays à revenu intermédiaire qui possèdent une économie relativement diversifiée et sont déjà d'assez gros exportateurs, notamment ceux d'Asie de l'Est et, dans une moindre mesure, d'Amérique latine. Les pays à faible revenu qui ont déjà entrepris de mettre en place quelques industries manufacturières comme la Chine, l'Inde et le Pakistan pourraient, eux aussi, en retirer un profit substantiel. Par contre, les pays qui exportent principalement des produits de base non transformés risquent de ne guère y gagner dans l'immédiat. Les droits de douane applicables à ces produits sont déjà faibles et, en tout état de cause, la demande n'est pas très sensible aux fluctuations de prix. Ceux qui risquent d'y perdre sont les pays en développement qui exportent des produits couverts par SGP et dont la marge de préférence serait grignotée par les nouveaux taux, plus faibles, appliqués au titre de la clause de la nation la plus favorisée (NPF) – encore qu'ils puissent profiter de la réduction des droits de douane applicables aux produits qui ne bénéficient pas d'un traitement préférentiel et être tout de même gagnants si les nouveaux taux au titre de la clause de la NPF sont inférieurs aux actuels taux non nuls du SGP. Il n'en demeure pas moins qu'à terme, même les pays les plus pauvres dont l'économie est tributaire des produits de base pourraient y trouver leur compte grâce à une restructuration de leur production, vers des activités de transformation par exemple. Pour cela, il faudrait qu'ils adoptent des politiques de nature à favoriser une réaction de l'offre et à encourager largement l'investissement.

On fait souvent valoir que si tous les pays en développement augmentaient en même temps leurs exportations de produits manufacturés, soit ils subiraient une détérioration de leurs termes de l'échange sous l'effet d'une diminution du prix relatif de leurs exportations, soit ils se trouveraient confrontés à une intensification des pressions protectionnistes et à un relèvement des obstacles aux échanges. Or, les exportations de produits manufacturés des pays en développement ne représentent pas une part si importante du marché mondial. Si les exportations de produits manufacturés de tous les pays en développement avaient progressé au même rythme que celles de la République de Corée entre 1980 et 1988, la part des exportateurs du monde en développement sur le marché des produits manufacturés de l'ensemble des pays industriels aurait représenté 3.7 pour cent en 1988, au lieu des 3.1 qu'elle a effectivement atteints<sup>16</sup>. On peut difficilement soutenir qu'une telle évolution aurait, à elle seule, provoqué une baisse du prix des exportations manufacturières des pays en développement ou un renforcement sensible des pressions protectionnistes dans les pays de l'OCDE, sauf peut-être dans le cas de certains produits bien précis.

Dans l'analyse fournie dans le présent chapitre, on s'est surtout préoccupé de savoir en quoi l'absence de développement affecte les intérêts des pays de l'OCDE – dans les domaines de la croissance, de l'environnement et des migrations. Le protectionnisme comporte, lui aussi, des coûts plus ou moins directs pour les pays de l'OCDE. Point n'est besoin de citer ceux que subissent les consommateurs, qui sont évidents. Les coûts qu'imposent aux pays en développement les mesures de protection des échanges et les politiques agricoles des pays de l'OCDE peuvent toutefois avoir, par ricochet, également des effets sur la performance économique et l'emploi des pays de l'OCDE. Si les pays industriels sont à l'origine de 70 pour cent des échanges mondiaux et de la production mondiale, ils sont tributaires des pays en développement pour le quart de leurs ventes à l'exportation. A titre d'exemple, en 1988, ce chiffre s'établissait à 33 pour cent dans le cas du Japon, et à 32 pour cent dans celui des États-Unis.



Toute crise économique importante provoquée dans le monde en développement, par exemple par des problèmes d'endettement ou une incapacité à assurer la croissance nécessaire pour produire un surplus exportable, risque d'avoir des conséquences considérables pour les pays de l'OCDE. On cite à cet égard souvent le cas des États-Unis et de l'Amérique latine. La compression spectaculaire des importations des grands pays débiteurs d'Amérique latine s'est traduite par une diminution de jusqu'à 40 pour cent des exportations des États-Unis à destination de ces pays entre 1981 et 1985, ce qui a contribué à la détérioration de la balance commerciale américaine au cours de cette période. Selon les estimations, l'incapacité des pays lourdement endettés de toutes régions d'assurer la croissance au cours des années 80 aurait entraîné la suppression d'un nombre considérable d'emplois aux États-Unis<sup>17</sup>. Les données sur les échanges montrent qu'en 1991, les exportations des États-Unis à destination des pays en développement ont augmenté de 15 pour cent, évolution particulièrement bienvenue compte tenu du ralentissement de la croissance économique dans les pays de l'OCDE. La leçon qu'il faut en tirer est que les échanges et le développement ne sont pas les éléments d'un jeu à somme nulle. Si les pays en développement sont en mesure de commercer et de se développer, les pays de l'OCDE exporteront davantage et amélioreront leur propre performance économique – sans compter qu'ils auront en face d'eux des partenaires mieux à même de les aider à régler les problèmes mondiaux.

## 8. UNE STRATÉGIE TENDANT VERS LA COHÉRENCE DES POLITIQUES

La coopération pour le développement est affectée par de très nombreux problèmes, d'ailleurs interdépendants, touchant à la politique économique et à l'orientation de l'action publique dans des domaines aussi divers que la population, la sécurité régionale, l'environnement, les migrations, la drogue, la santé publique, la politique monétaire, la politique budgétaire, la fiscalité, les échanges, les crédits à l'exportation et l'agriculture. Chacun de ces problèmes donne lieu à la constitution de groupes d'intérêt nationaux et est du ressort d'un ou plusieurs ministères dont la préoccupation première ou le domaine d'action principal ne présente en général guère de lien direct avec le développement. Parvenir à dégager un consensus suffisant entre ces divers intérêts et organismes publics pour améliorer la cohérence des options individuelles ou la cohérence globale constitue une gageure pour les dirigeants politiques.

Au minimum, l'objectif doit être de clarifier les conséquences des choix qui sont retenus. L'examen des conséquences pour le développement de tel ou tel pays ou pour l'environnement général dans lequel s'inscrivent ses activités doit devenir un élément normal du processus d'analyse des politiques. Cela ne constitue pas, en soi, une tâche aisée étant donné les difficultés rencontrées pour se faire un tableau complet ne serait-ce que des conséquences à l'échelon national de tel ou tel choix, en particulier sur le long terme. S'efforcer d'accorder la priorité aux choix qui concourront non seulement au développement mais également aux intérêts à terme des pays de l'OCDE est un objectif déjà plus ambitieux. Quelles sont les conditions qui doivent être réunies pour que cet objectif soit accessible ? Au nombre des plus fondamentales, on peut citer les suivantes :

- L'existence d'un cadre d'action. Il serait plus facile d'aboutir à des décisions qui améliorent la cohérence des politiques si celles-ci étaient prises dans le cadre d'une vision globale de l'économie et de l'environnement mondiaux des prochaines décennies et d'objectifs clairement définis susceptibles d'en permettre l'avènement. Ce cadre deviendrait partie intégrante du climat intellectuel qui conditionne les réactions aux

grandes options et servirait de référence pour les débats concernant telle ou telle politique. Les objectifs, les catégories d'action publique et les problèmes décrits ci-avant donnent une idée des grands axes autour desquels pourrait s'organiser un tel cadre d'action publique, de manière à mettre en relief les relations entre les instruments d'action et les objectifs de développement.

- L'existence de mécanismes d'information pour faire bien comprendre à tout un chacun que le bien-être de chaque nation est étroitement lié à celui de toutes les autres. Il convient de faire clairement passer le message que des politiques visant à améliorer le degré d'ouverture et la fiabilité de l'économie mondiale, un ordre mondial davantage fondé sur la coopération et des pays en développement plus forts ne constituent pas des éléments d'un jeu à somme nulle : les pays développés ont tout à gagner du développement des pays du tiers monde.
- La confiance envers les pays industrialisés, confiance que individuellement et collectivement, ils maintiendront et accroîtront leur niveau de prospérité, créeront de nouvelles opportunités et resteront attachés au principe de la concurrence. Peut-être un regain de confiance dans les pays de l'OCDE est-il conditionné par une avancée significative vers le règlement des problèmes réels qu'ils rencontrent chez eux dans les domaines du chômage, de l'éducation et des infrastructures économiques.
- La volonté de faire du développement une priorité du calendrier d'action publique, de susciter un consensus et de maintenir le cap. Les questions de cohérence des politiques esquissées ici réclament le type d'approche stratégique à long terme qui peut poser des difficultés spéciales aux pouvoirs publics. En tant qu'objectif stratégique, la coopération économique et la coopération pour le développement avec les pays du tiers monde constituent une base pour l'attaque de problèmes nombreux et variés. Toutefois, la coopération sous-entend un effort qui doit être soutenu pendant une longue période de temps – parfois des dizaines d'années. Ses avantages, pour importants qu'ils soient, sont extrêmement diffus et il ne fait aucun doute qu'ils s'accompagnent de coûts à court terme. En raison de ces difficultés, une approche constructive n'est sans doute possible que si elle suscite l'intérêt et l'adhésion des responsables politiques au niveau le plus élevé – éventuellement même à celui des chefs d'État. Un tel engagement peut être nécessaire à court terme pour vaincre les obstacles politiques et administratifs à un renforcement de la cohérence ainsi que pour susciter ou pour conforter des initiatives tournées vers l'avenir que les processus habituels d'élaboration de l'action publique ne sont pas toujours en mesure de secréter. Rallier l'adhésion d'autres acteurs politiques, des organismes publics et de l'opinion publique peut n'être possible que s'il existe un engagement ferme au niveau le plus élevé. En outre, à plus longue échéance, la vision stratégique ne continuera à se traduire par des décisions concrètes que si elle suscite un intérêt à un niveau élevé.

Même s'il existe un large consensus en faveur du renforcement de la cohérence des politiques et un soutien en faveur du développement, cela n'empêchera pas la réaffirmation des intérêts sectoriels à mesure que surgissent de nouveaux problèmes ou de nouvelles questions. Au quotidien, il faut toujours que l'administration dispose de mécanismes lui permettant de faire en sorte que les politiques ou décisions individuelles susceptibles d'entrer en conflit avec les objectifs à long terme soient identifiées et soumises à un débat approprié. Jamais ne sera clos le débat sur la cohérence des politiques et l'intérêt stratégique à long terme des nations.

## 9. LE RÔLE DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET DES ORGANISMES D'AIDE

Si un objectif fondamental pour le XXI<sup>e</sup> siècle est d'instaurer un ordre mondial viable fondé sur la coopération, l'aide au développement en sera un instrument privilégié. L'aide, les organismes d'aide et le dialogue sur les mesures à prendre sont amenés à jouer un rôle essentiel par le concours qu'ils peuvent apporter à la solution des problèmes mondiaux qui se posent dans des domaines comme l'environnement, les mouvements migratoires et la drogue, et par la contribution qu'ils sont susceptibles d'apporter au progrès politique, économique et social et à la stabilité.

La complexité de la coopération pour le développement d'une manière plus générale soulève de difficiles problèmes de cohérence. Comme on l'a indiqué ci-avant, l'effort d'aide a subi de profondes réorientations au cours des années 80. La prise de conscience de l'importance capitale de l'environnement politique et institutionnel a conduit à mettre l'accent, beaucoup plus que par le passé, sur les spécificités nationales et à opter pour une programmation intégrée par pays. Les organismes d'aide s'emploient résolument à soutenir les efforts de réforme politique et économique indispensables aux progrès d'un développement durable. Certaines caractéristiques de la coopération pour le développement n'en demeurent pas moins difficilement compatibles avec des stratégies de développement fondées sur le marché et l'impératif de bonne gestion des affaires publiques. Globalement, peut-être l'aide ne contribue-t-elle pas harmonieusement au renforcement de la capacité économique et institutionnelle de certains pays. Parmi les insuffisances expliquant cet état de choses, on peut citer les suivantes :

- Avec la multitude des sources d'aide intervenant dans les pays en développement, la coordination effective des concours pose des difficultés qui sont à l'origine d'un surcroît de tâches administratives pour les fonctionnaires locaux, d'une persistance de la concurrence pour l'exécution des projets et d'une mauvaise affectation des ressources.
- Les modalités de l'assistance technique ont souvent eu tendance à accentuer la dépendance au lieu d'aider les bénéficiaires à se suffire à eux-mêmes, et le coût de cette assistance est souvent élevé au regard de ses avantages.
- La multiplicité des exigences imposées par les donneurs en matière de justification de l'utilisation des fonds et la diversité des mécanismes de financement compliquent énormément le fonctionnement des systèmes de finances publiques des pays bénéficiaires et les efforts tendant à améliorer la transparence des activités gouvernementales.
- La liaison de l'aide contrarie l'orientation vers des stratégies fondées sur l'économie de marché et l'abandon des systèmes qui laissent l'administration toute puissante pour décider de l'affectation précise des ressources.
- Il existe encore une nette tendance à s'en tenir à l'exécution de projets isolés, ce qui ne concourt guère à l'édification de capacités durables à l'échelon national ou régional.
- Un effort majeur sera indispensable si l'on veut faire en sorte que les filières d'aide d'État à État n'étouffent pas l'essor du secteur privé et que les concours assortis de conditions libérales n'aboutissent pas à une sous-évaluation du prix du capital et, partant, à des schémas d'investissement à intensité capitaliste excessive.
- Dans certains pays, il peut exister un lien entre la forte dépendance à l'égard de l'aide et le faible niveau de mobilisation des ressources intérieures. Il importe de veiller à ce que l'aide ne se substitue ni à l'épargne intérieure ni à la mise en place de systèmes fiscaux et d'intermédiaires financiers au niveau national et local.

Tous ces problèmes sont parfaitement connus des responsables des politiques d'aide et on cherche à y remédier. La communauté des donneurs s'est engagée dans un important exercice

d'auto-critique, comme en témoignent, entre autres, les divers ensembles de «Principes du CAD» qui ont été mis au point au cours des quelques dernières années et qui sont maintenant regroupés dans le *Manuel de l'aide au développement*.

Étant donné les changements intervenus dans les stratégies économiques des pays en développement et dans la philosophie des politiques d'aide, il est absolument vital de redoubler d'efforts pour aligner les pratiques en matière d'aide sur la nécessité de cohérence de son exécution. Plusieurs pays donateurs ont déjà commencé à redéfinir leur vision de l'aide en se plaçant dans une optique plus large, plus stratégique. L'effort d'aide est ainsi replacé dans ce programme d'action plus vaste aussi bien dans le récent Livre blanc du gouvernement des Pays-Bas, qui trace un cadre nouveau pour la coopération pour le développement dans les années 90 sous le titre «Un monde de différence», que dans la déclaration du gouvernement des États-Unis présentant le projet de loi de 1991 sur l'aide extérieure américaine. De son côté, le gouvernement canadien a récemment créé un Institut du développement durable et il s'emploie à définir les conséquences pratiques d'un élargissement du concept de développement durable aux facteurs politiques, sociaux, économiques et environnementaux. Les gouvernements d'autres pays encore ont fait d'importantes déclarations dans lesquelles ils établissent un lien entre l'aide et le règlement des problèmes mondiaux de prospérité et de sécurité de même qu'entre l'aide et le progrès politique dans les pays en développement. Pour sa part, la Communauté européenne a directement abordé la question de la cohérence des politiques dans le chapitre du traité de Maastricht consacré à la coopération pour le développement.

La mise en place d'infrastructures institutionnelles et économiques dans les pays du tiers monde est la clé qui permettra de relever le défi du développement et des autres problèmes mondiaux. La création de capacités a toujours été la vocation fondamentale de l'effort d'aide, mais l'approche adoptée à l'égard de cette mission subit une transformation radicale. L'accent est désormais mis sur la mise en place de trois éléments primordiaux et interdépendants, à savoir :

- une économie de marché efficace et concurrentielle ;
- des systèmes de gouvernement efficaces et responsables ;
- des dispositifs à large assise permettant de valoriser le capital humain et d'accroître la participation des populations à la vie économique, sociale et politique.

Cette nouvelle approche est présentée de façon plus détaillée dans la «Déclaration du CAD sur la coopération pour le développement dans les années 90», dans l'étude de la Banque mondiale intitulée *L'Afrique subsaharienne : de la crise à une croissance durable – étude prospective à long terme*, dans l'édition 1991 du *Rapport sur le développement dans le monde* sous-titrée *Le défi du développement* et dans la stratégie de réduction de la pauvreté récemment exposée par la Banque mondiale (voir «Stratégies pour une réduction effective de la pauvreté dans les années 90», dans *Development Issues : Presentations to the 39th Meeting of the Development Committee*, Washington D.C., 14 septembre 1990, opuscule 26 du Comité du Développement (Washington D.C., Banque mondiale, 1991)). •

Au cours de la dernière décennie, la communauté des donateurs a déjà largement contribué à la révision sans précédent de la philosophie du développement et au processus de réforme et d'ajustement engagé parallèlement dans de nombreux pays en développement. Ce mouvement s'est amorcé sous l'impulsion du FMI et de la Banque mondiale, qui ont entrepris de revoir leurs rôles et attributions traditionnels. Les donateurs bilatéraux, à titre individuel ou au travers de leur réflexion collective au sein du CAD, ont également apporté une contribution majeure à ce processus et leur participation aux efforts d'ajustement structurel et de réforme des politiques a été vitale. La structure des programmes bilatéraux s'en est trouvée transformée du fait que les

organismes d'aide s'attaquent désormais à des questions macroéconomiques, structurelles et institutionnelles et que les approches traditionnelles de l'aide-projet et de l'assistance technique sont de plus en plus infléchies en fonction des nouveaux objectifs systémiques. Les préoccupations et la culture des organismes d'aide se rapprochent ainsi de celles des décideurs qui opèrent dans d'autres domaines, lesquels constatent eux-mêmes que la solution aux problèmes de caractère intérieur qui se posent dans leur domaine d'action présente des liens de plus en plus étroits avec le fonctionnement économique et institutionnel d'autres sociétés. Ainsi sont nées, dans les pays donateurs, de nouvelles possibilités de compréhension mutuelle et de synergie entre décideurs en ce qui concerne l'intégration du développement dans un programme d'action global.

La contribution que les organismes d'aide ont à apporter à la formulation de stratégies cohérentes et efficaces pour la mise en œuvre de ce programme tient à leur connaissance intime de la situation des différents pays en développement, avec lesquels ils entretiennent depuis longtemps des relations de travail, et à l'accent mis dans leurs activités sur le renforcement des capacités – humaines, institutionnelles et économiques. L'examen qui vient d'être fait des mesures qu'il convient de prendre sur le plan politique et sur le plan pratique pour intégrer les considérations de développement dans tout l'éventail des actions publiques donne une idée du rôle que pourraient jouer les spécialistes du développement. Ceux-ci doivent, premièrement, continuer à s'employer sans relâche à améliorer la gestion et les modalités d'acheminement de l'aide et, en collaborant activement avec d'autres ministères, à renforcer l'accent mis sur la création de capacités dans les activités de coopération pour le développement. Les organismes et ministères chargés des questions d'aide peuvent, deuxièmement, être les instigateurs d'approches globales et plaider pour une prise en compte de la cause du développement dans les débats interministériels. Ces diverses activités devront être étayées par une analyse des effets des politiques suivies pour les pays en développement. Leur sensibilité aux questions de développement place par ailleurs sans doute ces organismes dans une position exceptionnelle pour se rendre compte qu'il est de l'intérêt national d'adopter, dans le domaine de la coopération pour le développement, des stratégies larges et cohérentes et de fonder davantage sur la coopération les approches retenues à l'égard des grands problèmes mondiaux.

## Notes

1. Dornbusch (1986), «The effects of OECD Macroeconomic Policies on Non-Oil Developing Countries : A Review», *World Bank Staff Working Papers*, n° 793 ; Banque mondiale (1991), *Rapport sur le développement dans le monde 1991 : le défi du développement*, Oxford University Press.
2. Banque mondiale (avril 1992), *Global Economic Prospects and the Developing Countries*.
3. Papageorgiou D., Michaely, M. et Choksi A. M., 1990. *Liberalizing Foreign Trade in Developing Countries : Lessons of Experience*, Banque mondiale, Washington D.C.
4. Banque mondiale (1991), *Rapport sur le développement dans le monde 1991 : le défi du développement*, Oxford University Press.
5. CNUCED (1987), *Répertoire des mesures de réglementation commerciale appliquées par les pays en développement*, Genève.
6. Banque mondiale (avril 1992), *Global Economic Prospects and the Developing Countries*.
7. Laird, Samuel et Yeats, Alexander (1988), «Trends in Nontariff Barriers of Developed Countries, 1966-1986», *Working Paper n° 137*, Banque mondiale, Washington D.C.
8. Yeats, Alexander (1987), «La progressivité des obstacles au commerce», dans *L'Uruguay Round : une introduction aux négociations commerciales multilatérales*, ouvrage publié sous la direction de Finger et Olechowski, Service des publications de la Banque mondiale, Washington D.C.
9. Banque mondiale (1992), *Global Economic Prospects and the Developing Countries* ainsi que Laird, Samuel et Yeats, Alexander (1990), *Quantitative Methods for Trade-Barrier Analysis*, Londres : Macmillan.
10. Banque mondiale (avril 1992). *Global Economic Prospects and the Developing Countries*.
11. Laird, Samuel et Sapir, Andre (1987) «Les préférences tarifaires» dans *L'Uruguay Round : une introduction aux négociations commerciales multilatérales*, ouvrage publié sous la direction de Finger et Olechowski, Service des publications de la Banque mondiale, Washington D.C.
12. Banque mondiale (1990), *Rapport sur le développement dans le monde 1990 : la pauvreté*, Oxford University Press.
13. Laird, Samuel et Yeats, Alexander (1987), «Empirical Evidence Concerning the Magnitude and Effects of Developing Country Tariff Escalation». *Developing Economies* 25, 2:99-123.
14. Banque mondiale (avril 1992), *Global Economic Prospects and the Developing Countries*.
15. Goldin, I. et van der Mensbrugghe, D., (1992), «La libéralisation des échanges : quel enjeu?», *Cahier de politiques économiques n° 5*, Centre de développement, OCDE.
16. Voir note 14.
17. Speth, J. G. (1992), «A New U.S. Program for International Development and the Global Environment», World Resources Institute, *Issues and Ideas*, mars 1992.



# III

## COMMENT FAIRE FACE AUX BESOINS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT EN MATIÈRE D'ÉDUCATION DE BASE

### RAPPEL DES FAITS

L'éducation de base est un facteur essentiel pour un développement durable. Une conférence mondiale sur l'éducation pour tous a réuni en mars 1990 à Jomtien, en Thaïlande, les délégations de 155 États membres de l'ONU, 33 organismes intergouvernementaux, 125 organisations non gouvernementales (ONG) ainsi que des spécialistes du secteur privé et des experts venus à titre individuel. Les participants ont adopté à l'unanimité la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous, qui préconise une vision plus large de l'éducation de base et un engagement renouvelé d'assurer l'accès de tous à l'éducation en étudiant la possibilité de mettre en œuvre des activités novatrices et complémentaires et en mobilisant à cet effet des ressources financières et autres.

Pour susciter d'emblée un large appui, les principaux organisateurs de la Conférence (Banque mondiale, PNUD, UNESCO et UNICEF)<sup>1</sup> ont invité les pays à se faire représenter par des délégations multisectorielles composées de hauts fonctionnaires des ministères des Finances, du Plan, de la Santé, des Affaires sociales ainsi que de l'Éducation, afin de souligner la nécessité de redistribuer judicieusement les ressources internes et de les utiliser de façon optimale. Les ONG se sont félicitées de la possibilité de constituer de nouveaux partenariats pour assurer des services d'éducation de base, en particulier au niveau local. Les organismes internationaux et bilatéraux de développement ont été instamment priés d'investir davantage dans l'éducation de base, en particulier dans les pays les moins avancés. La Conférence a souligné que le climat de détente des relations internationales permettait aux pays de réaffecter les ressources, par exemple en diminuant des dépenses militaires excessives pour accroître les crédits alloués à des domaines d'intérêt social tels que l'éducation de base.

Un «Cadre d'action pour répondre aux besoins éducatifs fondamentaux» a également été adopté au cours de cette Conférence, en vue de l'application de la Déclaration mondiale. Ce Cadre d'action comprend une série de tâches à remplir par les pays, les ONG et la communauté internationale et propose un calendrier indicatif de l'action à déployer jusqu'à la fin du siècle.

Au niveau national, il convient en priorité de fixer des objectifs intermédiaires en matière d'éducation pour tous et de mettre au point un plan d'action pour les atteindre; cela implique un appui soutenu à long terme et une aide financière accrue, ainsi que la mise en place de procédures permettant d'évaluer les progrès accomplis par rapport aux objectifs fixés.



Le CAD a tenu en juin 1992 une réunion afin d'examiner les rôles et responsabilités des pays Membres du CAD dans le domaine de l'éducation de base. Ce chapitre est fondé sur la documentation établie pour cette réunion<sup>2</sup> ainsi que sur les débats qui y ont eu lieu et les conclusions qui s'en sont dégagées. Ces dernières font l'objet de la cinquième partie de ce chapitre.

## 1. L'ÉDUCATION DE BASE : BESOINS ET PROBLÈMES

### L'éducation de base

Depuis l'apparition de la théorie du « capital humain » dans les années 60, il est généralement admis que l'investissement dans le domaine de l'éducation et de la formation est déterminant pour le développement économique. Les études montrent que l'enseignement primaire est, pour la collectivité, un investissement plus « rentable » que l'enseignement secondaire et qui lui-même l'est plus que l'enseignement tertiaire. La Banque mondiale a d'ailleurs récemment déclaré que l'enseignement dispensé aux jeunes filles pouvait avoir un taux de rentabilité supérieur à tout autre investissement dans les pays en développement. Si l'enseignement primaire et l'alphabétisation sont particulièrement importants pour accroître la productivité de la main-d'œuvre, ils ont aussi des incidences sociales et politiques. On s'accorde à reconnaître qu'avec un certain niveau d'instruction les parents, en particulier les mères, jouent un rôle majeur dans la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de la santé publique et la baisse de la fécondité, faisant ainsi reculer la pauvreté et améliorant la qualité de la vie.

Les difficultés économiques qu'ont connues bon nombre de pays en développement au cours des années 80 ont été préjudiciables au secteur de l'éducation. L'organisation de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous a été motivée par la nécessité de briser le cycle auto-entretenu – dans lequel un faible investissement consacré à l'éducation entraîne un faible niveau de productivité et un faible développement économique et social.

L'expression « éducation de base » a été utilisée de manières fort diverses et l'expression « besoins éducatifs fondamentaux » qui figure dans la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous vise à en exprimer toute la signification. La Déclaration élargit la définition de l'éducation de base, soulignant que l'éducation n'est pas simplement synonyme de scolarisation mais désigne aussi le processus d'apprentissage, l'acquisition des connaissances et les résultats. Cette expression comprend les crèches et l'éducation scolaire ; l'enseignement primaire ou les programmes de substitution ; l'alphabétisation, la formation professionnelle, les programmes d'éducation scolaire et extra-scolaire des jeunes et des adultes concernant la santé, la science, la technologie, l'environnement et d'autres problèmes de société ; l'information et la communication.

La Déclaration mondiale affirme que l'éducation est un droit fondamental identique pour tous. La priorité accordée à l'éducation de base est destinée à compenser le relatif abandon dans lequel elle s'est trouvée au cours de la récente période d'austérité économique, à canaliser les investissements vers les facteurs les plus rentables et à équilibrer l'affectation des ressources entre l'éducation de base et les autres niveaux d'enseignement. Cet équilibre est évoqué dans l'article 1.4 de la Déclaration :

« L'éducation fondamentale n'est pas seulement une fin en soi. Elle est l'assise d'une formation permanente et d'un développement de l'être humain sur laquelle les pays

peuvent édifier de façon systématique d'autres niveaux et d'autres types d'éducation et de formation.»

## **Besoins éducatifs**

Il est difficile d'évaluer avec précision les moyens financiers et éducatifs nécessaires pour atteindre les objectifs de l'éducation pour tous d'ici à l'an 2000. Toutefois, les projections relatives au taux d'alphabétisation des adultes et au taux d'inscription dans les écoles primaires donnent une première indication de ce qu'il faudrait faire pour répondre aux besoins éducatifs fondamentaux.

### *Enseignement primaire*

On a assisté au cours des trente dernières années à une augmentation du nombre d'inscriptions dans les écoles primaires des pays en développement : ce nombre est passé de 310 millions en 1970 à 477 millions en 1987. Tous les enfants ne sont cependant pas scolarisés et le taux brut d'inscriptions (tableau III-1) n'est que de 86 en Asie du Sud, 83 dans les États arabes, 72 en Afrique subsaharienne.

Si les tendances récentes des inscriptions scolaires se maintenaient, l'objectif de l'éducation primaire universelle pourrait être atteint d'ici à l'an 2000 en Asie de l'Est et dans tous les États d'Amérique latine et des Caraïbes, sauf trois. Toutefois, en Asie du Sud, un enfant sur quatre résiderait dans un pays où cet objectif ne serait pas atteint, dans les États arabes le taux serait de deux enfants sur cinq et en Afrique subsaharienne il serait de un enfant sur deux. Dans certains pays, surtout en Asie et en Afrique, la croissance démographique est désormais plus rapide que celle du nombre d'inscriptions scolaires. Ainsi par exemple, pour pouvoir atteindre l'objectif de l'éducation primaire universelle, il faudrait que l'Inde parvienne à inscrire 120 millions d'enfants à l'école, soit une augmentation de 39 pour cent par rapport au chiffre actuel, le Brésil environ 30 millions, c'est-à-dire une augmentation de 17 pour cent, et le Nigéria environ 20 millions représentant une augmentation de 121 pour cent.

Sur le nombre d'enfants non scolarisés en 1987, estimé à 111 millions, près de la moitié se situaient en Asie du Sud et la majorité, 66 pour cent, étaient des filles. Dans 18 pays d'Afrique subsaharienne, 50 pour cent ou davantage des enfants en âge d'aller à l'école primaire n'étaient pas scolarisés.

Outre cette stagnation ou même cette baisse des inscriptions scolaires, il est préoccupant de constater qu'un grand nombre des enfants qui commencent à aller à l'école n'y restent pas suffisamment longtemps pour apprendre à lire et acquérir d'autres compétences de base. Dans les pays en développement, on estime qu'entre un tiers et la moitié des enfants quittent l'école avant la fin de la quatrième année. Les abandons et les redoublements réduisent le rendement interne de la scolarisation, dont ils accroissent les coûts. Le phénomène de redoublement est particulièrement grave en Afrique.

Un autre facteur qui pèse sur le nombre d'inscriptions à l'école est le coût privé de la scolarisation – frais de scolarité, manuels, uniformes, réparation et construction des locaux scolaires. Les gouvernements essaient de se débarrasser de charges financières sur les familles au moment où celles-ci sont le moins en mesure de les supporter, surtout compte tenu des programmes d'ajustement structurel. Les stratégies visant à mobiliser les ressources locales pour l'éducation aggravent souvent le dilemme auquel se trouvent confrontés les parents

pauvres, au point qu'ils ne peuvent scolariser qu'une partie de leurs enfants, généralement les garçons.

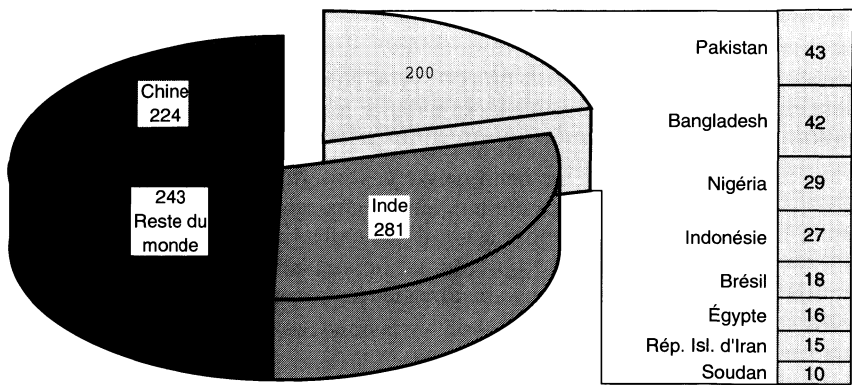
Les recrutements et la formation d'enseignants en nombre suffisant pour faire face aux inscriptions projetées pour la décennie qui vient posent un énorme problème, surtout en Afrique subsaharienne. Dans l'immédiat, la difficulté la plus importante est le recul des salaires réels des enseignants dans de nombreux pays, qui les oblige à compléter leurs revenus en dehors de l'école, d'où une baisse de la qualité de l'enseignement.

*Programmes d'alphabétisation*

Les jeunes ne représentent qu'une part du défi qu'est l'éducation pour tous ; les adultes, surtout ceux qui sont analphabètes, constituent l'autre part. En 1990, le nombre des analphabètes adultes était estimé à 948 millions de personnes, dont près de la moitié était concentrée dans deux pays : l'Inde (281 millions) et la Chine (224 millions) (voir graphique 3).

L'analphabétisme féminin constitue un problème majeur, surtout dans les pays les moins avancés. On estime que dans le monde aujourd'hui une femme sur trois est analphabète, contre un homme sur cinq. Les disparités entre les sexes ont été pratiquement éliminées en Amérique latine et dans les Caraïbes, et reculent rapidement en Asie de l'Est et en Océanie, mais l'écart reste très important en Asie du Sud, dans les États arabes et en Afrique subsaharienne.

Graphique 3. **Les dix pays présentant le nombre le plus élevé d'adultes analphabètes en 1990**  
(en millions de personnes)



Source : Rapport mondial sur l'éducation, UNESCO, 1991.

La stratégie la plus efficace pour réduire l'analphabétisme des adultes est de faire en sorte que tous les enfants suivent avec succès la totalité du cycle primaire. Cela dit, les programmes d'alphabétisation des adultes resteront d'une importance capitale chaque fois que l'on voudra promouvoir l'alphabétisme et ses avantages. Malheureusement, ces programmes ont généralement été négligés par les gouvernements de nombreux pays pauvres aussi bien que par les organismes donateurs.

#### *Autres éléments de l'éducation de base*

Il n'existe pas de chiffres globaux pour les besoins relatifs aux autres composantes de l'éducation de base. Une faible partie de l'aide à l'éducation de base extra-scolaire est financée ou gérée dans le cadre de programmes du secteur de l'éducation. La conception et la gestion des programmes d'éducation de base pour les enfants d'âge pré-scolaire, les jeunes ayant quitté l'école et les adultes incombent le plus souvent aux ministères de la Santé, de l'Agriculture, du Développement communautaire, du Commerce et de l'Industrie et leur exécution est souvent confiée à des ONG locales. L'aide aux composantes extra-scolaires nécessite des mécanismes facilitant la consultation, la coordination et la collaboration à travers les frontières sectorielles de l'administration et du budget.

#### *Augmentation de la scolarisation des filles*

L'éducation des filles est indispensable si le monde veut atteindre l'objectif adopté à la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous de 1990 et confirmé avec plus de force encore par le Sommet mondial pour l'enfance : « Toute personne – enfant, adolescent ou adulte – doit pouvoir bénéficier d'une formation conçue pour répondre à ses besoins éducatifs fondamentaux. » Si l'on veut que l'éducation universelle devienne une réalité, il faudra que l'éducation des filles devienne une priorité.

Il existe une corrélation directe entre l'éducation des filles et plusieurs objectifs nationaux et internationaux importants, parmi lesquels l'éducation primaire universelle, la productivité économique, le développement social, l'éducation inter-génération, l'équité sociale et la viabilité des efforts de développement. Non seulement l'éducation des filles a une influence sur le bien-être économique d'un pays par l'amélioration de la productivité, mais elle a aussi un impact bénéfique direct sur la santé, la nutrition et le planning familial. Les mères qui ont bénéficié d'une éducation ont des familles moins nombreuses et en meilleure santé et elles tendent à avoir des revenus plus élevés et à envoyer leurs filles aussi bien que leurs garçons à l'école.

L'éducation permet aux femmes et aux filles d'avoir une connaissance de base de leurs droits en tant qu'individus et citoyennes de leur pays et du monde et de s'en prévaloir. Le fait de posséder des connaissances, un revenu et un pouvoir de décision peut permettre aux femmes de jouir d'une plus grande égalité par rapport aux hommes.

L'éducation permet aussi de participer aux efforts de développement, surtout dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'eau et de l'assainissement ainsi que de l'environnement. Les efforts déployés dans ces domaines ont plus de chances de réussir si les femmes comprennent les notions nouvelles et leurs avantages potentiels, possèdent les compétences nécessaires pour appliquer ces idées nouvelles et sont disposées à les essayer dans leurs familles et leurs collectivités. L'éducation ne peut à elle seule susciter le changement et l'amélioration du développement national mais, sans elle, le développement risque de ne pas parvenir à la durabilité.

**Tableau III-1. QUELQUES INDICATEURS D'ÉDUCATION DE BASE :  
LES PAYS AYANT LES PLUS GRANDS BESOINS<sup>1</sup>**

Pays	Taux de scolarisation brut à l'école primaire <sup>2</sup>		Taux d'alphabétisation		Nombre d'élèves par enseignants	Dépenses d'éducation en % des dépenses de l'Etat	Dépenses primaires <sup>3</sup> en % des dépenses d'éducation	
	Total	Filles	Total	Filles		1988	1988	1988
	1988		1990					
Afrique subsaharienne								
Angola	n.d.	n.d.	42	29	n.d.	13	87+	
Bénin	63	43	23	16	35	n.d.	n.d.	
Burkina Faso	34	25	18	9	57	15	39	
Burundi	68	58	50	40	62	17	45	
Centrafricaine, Rép.	67	51	38	25	70	17	51	
Tchad	51	29	30	18	68	n.d.	n.d.	
Comores	80	71	n.d.	n.d.	36	13	39	
Côte d'Ivoire	70	58	54	40	36	n.d.	40	
Guinée équatoriale	n.d.	n.d.	50	37	n.d.	n.d.	n.d.	
Éthiopie	36	28	n.d.	n.d.	43	9	53	
Gambie	61	48	27	16	28	9	40	
Ghana	73	66	60	51	26	26	28	
Guinée	30	19	24	13	39	22	23	
Guinée Bissau	53	37	37	24	25	n.d.	n.d.	
Libéria	35	n.d.	40	29	29	n.d.	n.d.	
Malawi	72	65	n.d.	n.d.	63	9	44	
Mali	23	17	32	24	38	17	48	
Mauritanie	51	42	34	21	49	23	30	
Mozambique	68	59	33	21	62	n.d.	n.d.	
Nigéria	66	63	51	40	40	n.d.	n.d.	
Niger	30	21	28	17	40	n.d.	n.d.	
Rwanda	67	66	50	37	57	22	67	
Sénégal	59	49	38	25	51	n.d.	39	
Sierra Leone	53	40	21	11	32	18	30	
Somalie	15	10	24	14	20	n.d.	n.d.	
Soudan	49	40	27	12	35	n.d.	n.d.	
Tanzanie	64	64	n.d.	n.d.	33	9	53	
Togo	101	78	43	31	52	21	36	
Ouganda	77	70	48	35	35	23	20	
Zaïre	77	66	72	61	37	6	55	
Afrique du Nord et Moyen-Orient								
Égypte	90	79	48	34	28	10	70+	
Maroc	67	53	50	38	25	25	n.d.	
Yémen	92	42	39	26	45	24	48	
Asie et Pacifique								
Afghanistan	25	17	29	14	37	n.d.	n.d.	
Bangladesh	70	64	35	22	58	10	46	
Bhoutan	26	20	38	25	37	n.d.	n.d.	
Cambodge	n.d.	n.d.	35	22	n.d.	n.d.	n.d.	
Inde	99	83	48	34	46	9	42	
Népal	86	57	26	13	37	11	36	
Pakistan	39	28	35	21	46	n.d.	36	
Papouasie- Nouvelle-Guinée	71	65	60	38	32	n.d.	n.d.	

Tableau III-1. QUELQUES INDICATEURS D'ÉDUCATION DE BASE :  
LES PAYS AYANT LES PLUS GRANDS BESOINS<sup>1</sup> (suite)

Pays	Taux de scolarisation brut à l'école primaire <sup>2</sup>		Taux d'alphabétisation		Nombre d'élèves par enseignants	Dépenses d'éducation en % des dépenses de l'Etat	Dépenses primaires <sup>3</sup> en % des dépenses d'éducation	
	Total	Filles	Total	Filles		1988	1988	1988
	1988		1990					
Amérique latine et Caraïbes								
El Salvador	80	81	73	70	44	n.d.	n.d.	
Guatemala	74	71	55	47	35	n.d.	n.d.	
Guyana	79	79	96	95	36	n.d.	39	
Haïti	83	80	53	47	35	n.d.	59	

n.d. = Non disponible.

1. Pays à faible revenu ayant un TSB < 90 et/ou un taux d'alphabétisation < 50.

2. TSB = Taux de scolarisation brut (nombre total d'élèves inscrits dans l'enseignement primaire en pourcentage de la population scolarisable dans l'enseignement primaire).

3. Les dépenses consacrées à l'enseignement primaire en pourcentage de l'ensemble des dépenses publiques incluent les dépenses consacrées au secteur pré-primaire; les chiffres suivis du signe + couvrent également les dépenses relatives à l'enseignement secondaire.

Source : Rapport mondial sur l'éducation, UNESCO, 1991

La participation des filles au système éducatif tient à deux variables importantes : la demande des parents en ce qui concerne la scolarisation des filles et la fourniture par les secteurs public et privé de services répondant à cette demande et aux aspirations de la collectivité.

Dans le passé, gouvernements et donateurs prenaient pour hypothèse que la disponibilité ou non de services éducatifs se traduirait par la prestation de ces services dans une proportion égale aux garçons et aux filles. Or, il est désormais évident que les filles seront les premières victimes d'une insuffisance en quantité et en qualité des services éducatifs, d'où l'écart entre les sexes. Le fait que les ressources sont limitées – par exemple s'il n'y a pas suffisamment d'écoles proches des collectivités ou pas suffisamment de place dans les écoles – réduit l'accès des élèves aux écoles en commençant par les filles. Une amélioration de l'offre par l'augmentation du nombre d'écoles plus proches des collectivités, de la capacité d'accueil des écoles et du budget par élève se traduira progressivement par un accroissement du nombre de filles scolarisées.

On pensait naguère qu'une fois que l'offre existerait, tous les parents enverraient tous leurs enfants à l'école. Or, on s'est aperçu que, surtout dans les pays à faible revenu, les parents ont tendance à envoyer à l'école beaucoup plus de garçons que de filles et à y maintenir les garçons plus longtemps. Le rôle que joue la situation du ménage pour déterminer la demande d'éducation des filles est complexe. La scolarisation des filles dépend des frais que cela représente, de la nécessité de disposer d'une main-d'œuvre immédiate pour les tâches domestiques et la garde de jeunes enfants ainsi que des possibilités futures du marché du travail. Si les parents ne perçoivent pas l'utilité de la scolarisation de leurs filles ou les avantages qu'elle offre dans la société, ils ne seront pas persuadés de la nécessité de payer les coûts directs, indirects et

d'opportunité de l'éducation des filles. Si la valeur perçue de la scolarisation est inférieure aux coûts personnels qu'elle implique, la demande sera faible.

La demande de scolarisation des filles est directement fonction de décisions du ménage qui dépendent des circonstances culturelles, sociales et économiques et des traditions et pratiques comme la discrimination entre les sexes, les convictions religieuses, la division du travail dans le ménage, l'éducation des parents, le revenu de la famille et les espérances d'avenir. Pour accroître la demande de scolarisation des filles, il faudra donc mettre au point des stratégies qui tiennent compte des caractéristiques particulières des ménages dans la société en cause.

On a déterminé que les facteurs suivants étaient essentiels pour promouvoir la scolarisation des filles et protéger leur droit à l'éducation :

- soins donnés dans la petite enfance, en particulier protection maternelle et infantile;
- implantation des écoles plus près des communautés;
- mesures en faveur du recrutement de femmes dans l'enseignement;
- abaissement du coût de l'école pour les parents, de façon à faciliter la scolarisation;
- mise au point de programmes d'étude appropriés;
- développement de la participation de la communauté;
- encouragement de la localisation et de la décentralisation de l'enseignement;
- encouragement de campagnes de promotion de l'éducation;
- conception de systèmes répondant aux besoins des élèves féminines;
- soutien de systèmes à formes de prestations multiples.

En outre, toutes les approches adoptées dans la conception des programmes doivent d'abord et avant tout considérer les filles comme les premiers bénéficiaires, et ceci dès la petite enfance. L'augmentation du nombre de classes n'accroît que faiblement la scolarisation des filles, mais l'augmentation du nombre de classes destinées aux filles dans les écoles non mixtes permet au contraire des accroissements significatifs, surtout dans les régions où l'enseignement mixte est contraire à la culture locale. Même si l'importance des femmes dans le corps enseignant est reconnue, des efforts ciblés produisent des résultats significatifs surtout dans les régions où les modèles de rôles féminins sont rares ou lorsque la coutume veut que les filles reçoivent leur enseignement de femmes. Si l'on ne met pas l'accent sur l'éducation des filles, les pays et les donateurs risquent de continuer à soutenir les stratégies actuelles d'enseignement obligatoire et d'augmentation du nombre de classes. Or, pour universaliser l'accès à l'éducation et assurer l'équité dans ce domaine, il faut définir de nouvelles stratégies et de nouveaux objectifs.

## **Ressources financières**

Le montant des dépenses publiques mondiales consacrées à l'éducation scolaire équivalait en 1988 à environ 5.5 pour cent du PNB mondial. Seulement 12.5 pour cent de ce total étaient dépensés dans les pays en développement, alors qu'ils représentent 75 pour cent du total des inscriptions scolaires dans le monde. En fait, les dépenses publiques consacrées à l'éducation scolaire ont diminué dans de nombreux pays en développement, et les dépenses publiques renouvelables totales par élève ont baissé de 50 dollars des États-Unis environ en 1980 à 45 dollars des États-Unis en 1988 dans le groupe des pays en développement, alors qu'elles sont passées de 1 862 à 2 888 dollars des États-Unis dans les pays développés<sup>3</sup>. Les crédits budgétaires affectés aux programmes d'alphabétisation sont minimes dans la majorité des pays en développement et, à l'exception de l'Inde, le financement est le plus souvent assuré par des

donneurs extérieurs et son montant est insignifiant par rapport à l'ampleur des besoins. On ne dispose pas de chiffres pour les autres composantes de l'éducation de base.

Un examen des ressources nécessaires pour répondre aux besoins éducatifs fondamentaux met en lumière la nécessité d'améliorer l'utilisation des ressources existantes, d'abord et avant tout en réformant le système d'enseignement. Les changements apportés n'exigeraient pas toujours de crédits supplémentaires mais pourraient au contraire viser à améliorer l'efficacité interne du système, ce qui permettrait d'économiser des ressources qui pourraient être utilisées ailleurs dans le système. Les crédits existants pourraient être redistribués à l'intérieur du secteur de l'enseignement ou réaffectés à différents secteurs. Ces deux solutions appellent des décisions difficiles, qui peuvent avoir une incidence sur les modes de gestion du système et mettre en cause leur inertie inhérente. La réforme du système implique d'abord que l'on parvienne au sein du monde enseignant et de la société en général à un consensus au sujet des priorités et que les autorités aient la volonté politique de mener à bien les changements requis.

Cela dit, il faudra augmenter substantiellement les ressources financières pour atteindre l'objectif de l'éducation pour tous. Une étude consacrée récemment à l'enseignement primaire évalue à environ 146 milliards de dollars les dépenses récurrentes supplémentaires à engager au cours des quinze prochaines années, soit environ 10 milliards de dollars par an<sup>4</sup>. Cette étude s'appuie sur des simulations détaillées par pays et part de l'hypothèse que les réformes améliorent rendement et efficacité.

Pour financer ces coûts supplémentaires, il faudra faire appel à des ressources nationales importantes et à des ressources internationales assorties de conditions libérales. La plupart des pays en développement consacrent déjà plus de 10 pour cent de leurs budgets de fonctionnement à l'éducation. Toutefois, la plupart de ces pays pourraient réaffecter une partie des crédits alloués aux autres niveaux d'enseignement au profit du parent pauvre qu'est l'enseignement primaire. Il serait possible aussi dans certains cas de réduire les subventions accordées à l'enseignement secondaire et tertiaire par un recours accru à des systèmes de paiement par les usagers. Par ailleurs, dans un certain nombre de pays, les dépenses militaires sont supérieures aux investissements dans l'éducation et la santé, ce qui donne à penser que l'ordre des priorités nationales peut être modifié. L'augmentation des crédits en faveur de l'éducation de base est nécessaire dans de nombreux secteurs, et non pas seulement dans celui de l'enseignement scolaire.

Pour assurer l'accès de tous à l'éducation, il faudrait que l'aide extérieure aille en priorité aux plus défavorisés, dans les pays les plus pauvres où l'on observe des disparités entre les taux de fréquentation scolaire des riches et des pauvres, des citadins et des ruraux, des garçons et des filles et un écart entre le taux d'alphabétisation des jeunes adultes qui ont été scolarisés et celui des générations précédentes qui ne l'ont pas été. Or, les pays qui ont le plus besoin d'élargir l'accès de leur population à l'enseignement primaire et de faire reculer l'analphabétisme sont précisément ceux qui possèdent le moins de ressources financières et humaines, et qui ne peuvent donc absorber immédiatement une aide extérieure massive. Le tableau III-1 présente les indicateurs de l'éducation de base pour les pays où les besoins sont les plus grands, qui sont définis comme ceux dont le taux brut d'inscription est inférieur à 90 et/ou le taux d'adultes alphabétisés est inférieur à 50.

## **Progrès réalisés depuis la Conférence de Jomtien**

Il semble que la Conférence mondiale ait suscité une activité considérable dans de nombreux pays en développement à travers le monde. Plusieurs gouvernements ont adopté une



approche intersectorielle impliquant souvent la participation de personnes et d'institutions extérieures à l'État, pour programmer leur action en faveur de l'éducation pour tous. Par ailleurs, de nombreux gouvernements ont demandé la coopération de partenaires aussi bien multilatéraux que bilatéraux.

Un grand nombre de pays en développement ont entrepris à la suite de Jomtien d'évaluer à nouveau les besoins éducatifs de base, de formuler de nouvelles stratégies, de susciter des partenariats et de mobiliser des ressources au plan national. Les pays d'Afrique ont été particulièrement actifs à cet égard. Vingt-deux pays de ce continent ont organisé, avec la participation de différents ministères, des ONG, des médias et du secteur privé, des tables rondes nationales sur l'éducation pour tous qui ont contribué à établir un nouveau consensus souvent plus démocratique sur les principaux besoins éducatifs et les stratégies en la matière. Elles ont aussi permis d'élaborer des programmes d'investissement en matière d'enseignement et de déterminer les principaux domaines requérant une aide extérieure.

Des initiatives similaires ont été prises dans une dizaine de pays d'Asie et du Pacifique sud, et dans un nombre comparable de pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Ainsi, au Costa Rica, un Séminaire sur l'éducation pour tous a rassemblé des représentants des ministères de l'Éducation, de la Santé, du Travail, du Plan et de l'Agriculture, d'universités privées et publiques, d'ONG, d'associations éducatives et d'organismes extérieurs. Ce séminaire a permis de préparer, en vue de réaliser l'éducation pour tous, un plan d'action national, comportant des programmes d'alphabétisation et de formation des femmes aux compétences de base, des campagnes d'alphabétisation dans les provinces présentant un retard éducatif, un programme intégré pour la petite enfance, une éducation pour les handicapés et une éducation multiculturelle et bilingue pour les indigènes. Ce plan implique aussi un projet important d'amélioration de l'éducation de base qui fera l'objet d'une demande de financement extérieur.

Les préoccupations que les pays ont tendance à mettre en avant en matière d'éducation de base diffèrent sensiblement selon la région. En Afrique, le plan d'action consécutif à Jomtien vise à inverser la tendance à la baisse de la scolarisation primaire, à améliorer l'accès des filles à l'école, à créer des possibilités d'éducation pour les réfugiés et les personnes déplacées et à promouvoir une formation extra-scolaire pour les masses de chômeurs et de jeunes analphabètes. En Asie et dans le Pacifique, les préoccupations actuelles concernent la réduction des abandons et des redoublements, l'amélioration de la qualité de l'enseignement, l'amélioration de l'acquisition des connaissances et le renforcement des services d'éducation de base pour les groupes minoritaires. Les pays du Pacifique sud en particulier mettent l'accent sur la nécessité d'une éducation à distance efficace, d'une coopération régionale en matière de programmes d'étude et de manuels, et d'un renforcement du programme d'alphabétisation des adultes.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, on se préoccupe surtout du statut et des conditions de travail des enseignants, des fortes disparités régionales et sociales dans la qualité de l'éducation de base et de la nécessité de développer les programmes en faveur de la petite enfance, surtout pour les pauvres.

Depuis Jomtien, les activités des différents pays ont essentiellement consisté à faire le diagnostic des besoins nationaux en matière d'éducation de base, analyser les capacités du pays et les priorités à établir pour répondre à ces besoins, fixer des objectifs nationaux et concevoir des stratégies (dont certaines comportent des approches novatrices) afin de progresser de façon plus cohérente sur la voie de l'éducation pour tous. Les nombreuses conférences nationales, tables rondes et séminaires ont probablement servi à mobiliser un soutien en faveur de l'éducation pour tous, du moins au sein des ministères et institutions participants.

Cela dit, relativement peu de pays ont jusqu'ici adopté un plan d'action en faveur de l'éducation pour tous, qui soit totalement au point, fondé sur des analyses économiques et financières approfondies et contenant des programmes détaillés ou des réformes visant à atteindre des objectifs spécifiques dans un temps donné. D'autre part, trop peu de pays semblent envisager des formules véritablement novatrices pour améliorer la qualité et l'ampleur de leurs services d'éducation de base. Faute d'approches novatrices et de plans d'action complets, et faute d'engagements budgétaires pour les accompagner, il est peu probable que les mesures nationales prises à ce jour aient un résultat positif. D'autre part, l'existence ou l'absence de plans ou de travaux de planification nationaux en faveur de l'éducation pour tous risque fort d'infléchir les apports d'aide extérieure en faveur des pays qui ont établi des plans, et de conduire à négliger des pays moins bien organisés qui ont peut-être besoin d'une aide considérable.

## 2. NOUVELLES ORIENTATIONS DES POLITIQUES ET ACTIVITÉS DES DONNEURS EN MATIÈRE D'ÉDUCATION

Pour répondre aux besoins de l'éducation de base comme le veut la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous, il faut repenser les bases mêmes de la plupart des programmes d'aide. Aussi, de nombreux organismes de développement ont-ils entrepris de revoir leurs principes et leurs modalités d'action et de mettre au point des stratégies et des modalités nouvelles. Ces changements vont modifier d'une part, les relations entre donneurs et bénéficiaires et, d'autre part, les manières d'aider les bénéficiaires à réaliser leurs objectifs d'éducation pour tous. Il s'agit notamment d'intégrer l'éducation de base dans le dialogue général sur les politiques à suivre, de financer les dépenses renouvelables et locales, d'assurer le soutien à long terme de programmes sectoriels plutôt que de projets isolés, de mettre en place des capacités nationales, d'améliorer la qualité de l'enseignement et la réussite des programmes extra-scolaires, d'assurer le suivi et l'évaluation des résultats et d'accroître la responsabilité à la fois des bénéficiaires de l'aide vis-à-vis des donneurs et celle des organismes donneurs vis-à-vis de leurs propres mandants.

Le problème que pose aux donneurs l'initiative en faveur de l'éducation pour tous est double : premièrement, fournir une assistance qui réponde plus efficacement aux besoins traditionnels, surtout en matière d'éducation scolaire ; deuxièmement, rechercher des mesures novatrices permettant d'avoir une action au niveau des sous-secteurs de l'éducation extra-scolaire tels que l'alphabétisation des adultes, les programmes de santé destinés aux femmes, la formation extra-scolaire des jeunes et la garde et le développement des tout jeunes enfants.

### **Intégration de l'éducation de base dans les stratégies de développement national**

L'aide extérieure ne peut être utile que lorsque l'éducation de base est reconnue comme un élément central de la stratégie nationale du développement.

Il faut d'abord que le soutien à l'éducation de base soit débattu et convenu dans le contexte de l'économie nationale et de l'examen des dépenses du secteur public. Par ailleurs, étant donné que de nombreux programmes d'éducation de base se situent dans le secteur extra-scolaire et sous l'autorité de ministères autres que celui de l'Éducation, l'éducation de base doit être considérée à un niveau multisectoriel. Ainsi, le dialogue entre donneurs et bénéficiaires sur les politiques à suivre doit prendre en compte les implications macroéconomiques et intersectorielles.

rielles de l'éducation de base, notamment la nécessité d'un soutien durable bénéficiant d'une large assise.

Les politiques du marché du travail qui rattachent le secteur de l'éducation à l'environnement macroéconomique sont des éléments de plus en plus importants du cadre de la politique économique. Les réformes portent sur une plus grande flexibilité du marché du travail, des systèmes d'information sur la main-d'œuvre et des programmes de formation en fonction de la demande. Sur des marchés du travail de plus en plus ouverts et concurrentiels, l'éducation de base constitue souvent une condition préalable à l'entrée des pauvres dans des professions dont la productivité et les revenus sont plus élevés.

## **Ajustement structurel et réforme de l'éducation**

La mobilisation des ressources supplémentaires voulues sera moins difficile dans les pays qui se sont fermement engagés sur la voie d'une stabilisation de la monnaie, d'une discipline budgétaire et d'une responsabilisation financière fondée sur la transparence des budgets publics et sur un débat public quant à l'efficacité des dépenses de l'État. Là où les économies sont moins stables et la transparence budgétaire moins grande, il se révèlera difficile d'assurer durablement des réformes de l'éducation; de maintenir la rémunération des enseignants et leur motivation; d'acheter et de fournir de façon régulière des intrants de qualité; de construire et d'entretenir l'infrastructure scolaire.

Dans un certain nombre de cas, les programmes d'ajustement structurel semblent aller à l'encontre de la réforme du secteur de l'enseignement. Celle-ci peut par exemple demander un accroissement des investissements dans l'infrastructure et davantage de crédits pour les dépenses renouvelables, alors que l'ajustement économique peut en même temps nécessiter la réduction des deux. Ou alors l'ajustement économique peut impliquer une redistribution en faveur de la valorisation des ressources humaines, et l'ajustement du secteur de l'enseignement peut entraîner des réductions de certaines subventions à l'éducation ou un redéploiement des effectifs pour éliminer les inefficacités. Malheureusement, ces deux ensembles de réformes ne sont souvent pas coordonnés.

Sans la discipline macroéconomique qu'imposent les accords d'ajustement économique, il risque de ne pas y avoir de scénario durable pour la réforme de l'enseignement et l'accroissement des crédits. En revanche, certaines des exigences imposées par ces accords risquent de limiter inutilement l'ajustement et la restructuration du secteur de l'éducation. La plupart des pays ne peuvent pas réduire davantage le montant total des dépenses publiques consacrées à l'éducation. Certains redéploiements sont peut-être une solution, mais à condition qu'il y ait une certaine souplesse sur le plan de la nomination et de la rémunération des enseignants et une certaine latitude pour réaffecter les économies budgétaires à de nouvelles priorités, par exemple, l'achat de matériel pédagogique ou l'amélioration des conditions de travail de ceux qui sont chargés de mettre en œuvre les réformes.

Il est important que l'on reconnaisse dans les accords d'ajustement structurel la nécessité que les pays engagent de nouveaux moyens et réaffectent des moyens existants en faveur de secteurs d'investissement tels que l'éducation de base, qui ont une incidence à la fois sur le bien-être social et sur la croissance économique à moyen et à long terme. Il peut n'être pas nécessaire que les crédits extérieurs soient effectivement dépensés dans le secteur de l'enseignement, pour autant que l'augmentation des dépenses de ce secteur soit incluse dans le programme d'ajustement global.

S'il est important de trouver et de susciter des sources supplémentaires de financement de l'enseignement, il est non moins important de distinguer les objectifs des programmes lorsque l'on veut justifier l'aide à l'enseignement et les dépenses locales dans ce domaine. Il faut surtout disposer des crédits budgétaires suffisants pour payer les enseignants, les locaux scolaires, le matériel didactique et le soutien administratif. Lorsqu'on ajoute des activités nouvelles pour renforcer les programmes d'étude (notamment en matière d'environnement, d'instruction civique, de tâches familiales), pour aider à l'information et à la sensibilisation du public en dehors des écoles, ou lorsqu'on ajoute des fonctions supplémentaires au programme central d'éducation (sport, apprentissage professionnel, services de santé), il faut les considérer comme un supplément qui nécessite des crédits additionnels. Bien que de telles dépenses soient utiles et même indispensables pour atteindre certains objectifs d'éducation, elles n'en représentent pas moins des coûts supplémentaires qui viennent s'ajouter aux dépenses essentielles.

### **Financement des dépenses récurrentes et des dépenses locales**

La plupart des dépenses qu'implique le développement de l'éducation de base et notamment celles que supposent les mesures visant à améliorer l'enseignement primaire sont des dépenses récurrentes et des dépenses en monnaie locale. Parmi les bailleurs de fonds, nombreux sont ceux qui ont toujours préféré financer l'élément en devises des coûts d'investissement. Ils ne fournissent donc pas d'aide directe à l'éducation de base. Or, il est évident que les fortes augmentations du financement de l'éducation de base aujourd'hui nécessaires ne seront pas possibles sans un financement extérieur d'une partie des coûts en monnaie nationale.

Beaucoup de donateurs ont jusqu'ici aussi hésité à financer les charges récurrentes. Mais une augmentation importante de l'aide extérieure pour les dépenses d'équipement risquerait d'aller à l'encontre du but recherché dans un secteur où les charges récurrentes annuelles sont souvent beaucoup plus élevées que les dépenses d'investissement. La distinction entre les charges récurrentes et les coûts d'investissement est fondée en grande partie sur des conventions comptables, mais du point de vue économique il est tout à fait justifié de considérer les dépenses pour l'éducation de base comme un investissement en capital humain. On peut aisément montrer que, pour promouvoir efficacement l'éducation de base, il est essentiel que les donateurs prennent en charge certaines dépenses récurrentes d'intérêt stratégique.

Compte tenu de l'importance stratégique des enseignants, plusieurs donateurs ont indiqué avant la réunion du CAD sur l'éducation qu'ils étaient désormais plus disposés à envisager un financement des salaires des enseignants. Les Pays-Bas par exemple ont indiqué que dans certaines conditions ils accorderaient pendant une période déterminée un soutien au budget général pour les salaires des enseignants, surtout lorsqu'il existe un plan national. La Suède elle aussi doit fournir un soutien budgétaire en faveur des salaires des enseignants dans le cadre d'une nouvelle aide coordonnée à l'éducation de base en Tanzanie. Les directives de la Banque mondiale offrent une souplesse considérable pour le financement des dépenses locales et récurrentes pendant une période déterminée. D'autres, comme l'Allemagne, ne financent en général pas directement les salaires des enseignants, mais indiquent qu'ils peuvent financer un nombre supplémentaire de logements destinés à ces enseignants. Dans le même temps, la Banque asiatique de développement (BASD) a entrepris d'inclure dans les accords de prêt relatifs à de nombreux projets d'éducation une condition spécifique obligeant le gouvernement emprunteur à revoir les déroulements de carrière et les conditions de travail des enseignants : elle a également financé des salaires d'enseignants femmes au Bangladesh.

Si l'on considère le caractère temporaire de ce soutien, il est évident que les donateurs sont tout à fait conscients des risques de dépendance. Certains, comme la Suisse, s'inquiètent des conséquences que pourraient avoir sur l'ensemble de la fonction publique le fait d'accorder un financement extérieur à un seul de ces secteurs. Pour limiter les effets indésirables d'un financement à grande échelle des dépenses récurrentes, surtout dans les pays où l'aide représente une part importante des dépenses totales d'éducation, il serait peut-être opportun de prévoir certaines sauvegardes. L'aide serait alors limitée aux cas où des accords ont été conclus sur un cadre financier sectoriel, en prévoyant un examen des dépenses publiques et des mécanismes et des indicateurs permettant d'en surveiller l'application. Une autre condition préalable à l'octroi de l'aide extérieure serait l'existence d'un plan d'élimination progressive de ce soutien.

### **Soutien des programmes sectoriels fondés sur des plans d'action nationaux**

On ne peut pas accroître de façon notable l'aide extérieure à l'éducation simplement en élargissant des projets traditionnels. Les donateurs doivent reconnaître qu'ils ne peuvent décider seuls de la conception et de la gestion des programmes d'éducation de base. Lorsque l'aide extérieure représente une part de plus en plus importante des investissements nationaux dans l'éducation de base, les projets financés par l'extérieur devront s'aligner sans ambiguïté sur les priorités nationales de développement et non sur les intérêts des donateurs. Il sera d'ailleurs de plus en plus difficile d'isoler les projets financés par l'extérieur du contexte global de l'action des pouvoirs publics dans le secteur de l'éducation.

On a pu observer au cours de ces dix dernières années un intérêt de plus en plus marqué pour l'aide-programme qui, ne serait-ce qu'en raison de son ampleur puisqu'elle couvre l'ensemble d'un secteur ou d'un sous-secteur, nécessite une coordination entre les donateurs. Si cela ne pose pas de problème, en principe, la participation d'un grand pays donneur à l'analyse des besoins d'un secteur et à l'élaboration d'un plan d'action peut être telle que le travail en question n'est plus considéré comme « indépendant » ou comme relevant des autorités nationales. En outre, les petits donateurs peuvent ne pas vouloir perdre leur identité par l'intégration de leur propre programme dans celui d'un grand donneur. L'aide-programme nécessite aussi un engagement à long terme de la part des donateurs et des bénéficiaires. Compte tenu de la nature de l'éducation de base et de la durée d'un programme, il conviendra peut-être de donner à cet engagement la forme d'une aide budgétaire. Que ces ressources financières soient directement destinées à des activités d'éducation de base ou utilisées comme aide au financement des dépenses publiques en général en vue de « libérer » les fonds qui peuvent alors être affectés à l'éducation, il est difficile de suivre l'utilisation de ces fonds, ce qui rend la responsabilisation plus aléatoire. La nécessité d'accorder une aide sur dix à vingt ans pour atteindre les objectifs de l'éducation pour tous soulève dans les pays donateurs deux importantes questions. Premièrement, cette aide peut-elle être soutenue, tant sur le plan politique que sur le plan financier, dans les pays donateurs ? Deuxièmement, un engagement à si long terme ne risque-t-il pas de créer une nouvelle dépendance des pays bénéficiaires ?

L'efficacité de l'aide extérieure dépendra de plus en plus de sa capacité à aider les pays concernés à résoudre les grands problèmes du secteur de l'éducation et à promouvoir le développement institutionnel et la réforme de la politique relative à ce secteur. Autrement dit, la conception des programmes d'assistance et l'analyse de la politique devront systématiquement comporter des approches sectorielles et sous-sectorielles. Ultérieurement, un soutien d'ensemble pendant une phase donnée d'un programme de développement à plus long terme remplacera

les projets conventionnels. Il faudra un travail analytique de grande qualité pour recueillir les données empiriques nécessaires à ces opérations.

L'aide des donateurs est donc recommandée pour l'élaboration de stratégies ou de plans d'action nationaux autonomes en matière d'éducation de base, en particulier lorsque cette élaboration fait l'objet d'une vaste consultation et d'une large participation au sein de l'administration comme de l'ensemble de la collectivité. Le processus de planification participative, associé à l'analyse sectorielle et à l'évaluation des conséquences pour l'action des pouvoirs publics, est généralement instructif; il crée de nouvelles compétences et affermit la volonté politique de procéder à des changements impopulaires mais nécessaires. Pour qu'un accord général se fasse, que les conséquences de toutes les grandes décisions soient examinées en détail et que les plans soient cohérents et complets, il peut falloir du temps, plusieurs années peut-être. Bien que la durée d'un tel processus soit parfois difficilement conciliable avec le calendrier des activités des donateurs, les résultats permettent un financement au titre d'un programme, ce qui évite de financer des projets isolés et indépendants. Il est plus facile de définir les objectifs de ce type d'aide en se plaçant du point de vue des résultats recherchés dans les pays bénéficiaires que de celui des apports des donateurs, et le suivi et l'évaluation de l'aide peuvent être assurés au moyen d'indicateurs de performance.

## **Améliorations de la qualité et diversification**

Si les politiques et pratiques éducatives ne sont pas modifiées, les progrès réalisés dans la direction de l'objectif fixé par la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous seront trop lents. Les grands domaines prioritaires de réforme sont l'amélioration de la qualité, la différenciation des programmes et la décentralisation.

Pour réaliser des investissements tendant à améliorer la qualité, il faudra une aide extérieure importante, surtout dans les premières phases des programmes d'amélioration de la qualité. A mesure que l'efficacité augmentera, l'expansion pourra s'accélérer et les ressources nationales pourront prendre le relais de l'assistance extérieure.

Pour répondre à toute la gamme des besoins en matière d'éducation de base autres que l'école primaire, il faut aussi des programmes de soins et d'éducation pré-scolaire, d'alphabétisation des adultes et de formation extra-scolaire. Or, ces programmes ont dans le passé été marginalisés dans les budgets de l'État et ceux de l'aide extérieure. Il faut que les programmes extra-scolaires bénéficient d'un financement suffisant et, à l'instar des programmes d'enseignement primaire, qu'ils soient suivis et évalués et qu'ils produisent des résultats tangibles.

L'analyse par la Banque mondiale des programmes d'éducation extra-scolaire conclut que la réussite est limitée si certaines conditions ne sont pas remplies, à savoir : intégration des programmes dans le développement communautaire, avec des éléments d'activités génératrices de revenus en complément de l'alphabétisation; expérimentation des modes de prestation de façon à les adapter aux besoins différents des enfants, des adolescents et des adultes; réponse souple aux demandes de formation; soutien du développement des capacités administratives et gestionnelles.

L'éducation de base n'est pas du ressort exclusif du secteur public. Pour atteindre les objectifs de Jomtien, il est essentiel de mobiliser des ressources du secteur privé, de promouvoir la participation de la collectivité et d'encourager celle des organisations non gouvernementales. Le rôle des autorités centrales évolue constamment – les fonctions de prestation et de contrôle cédant le pas à celles de réglementation et d'appui. La décentralisation du processus de décision est fortement appuyée par les donateurs, ainsi que la participation des administrateurs locaux,

des responsables des collectivités et des parents à la prestation des services d'éducation de base.

## **Renforcement de la capacité nationale**

Pour que les investissements relatifs à la valorisation des ressources humaines puissent être profitables, il est nécessaire de veiller autant au renforcement des capacités institutionnelles qu'au transfert des ressources. En fait, l'efficacité dans ce deuxième domaine dépend parfois de la réussite dans le premier. Avec une solide structure institutionnelle, il est possible de déléguer aux bénéficiaires davantage de responsabilités au niveau de la préparation, de l'examen préalable et de la supervision d'investissements spécifiques et de créer ainsi des conditions favorables pour amener les autorités nationales à s'engager davantage et à prendre à leur compte les opérations qui bénéficient d'un concours extérieur.

Tous les organismes donneurs ne sont peut-être pas en mesure d'apporter une contribution aussi importante au renforcement des capacités institutionnelles. Certains ont un avantage comparatif plus grand que d'autres dans ce domaine. Dans la mesure où certains organismes peuvent prendre des engagements à long terme dans des domaines particuliers, cela facilitera à la fois la division internationale du travail entre les organismes extérieurs et la coordination de l'aide disponible au niveau du pays.

Pour être efficace, le renforcement des capacités institutionnelles doit tenir compte des modalités de fonctionnement des administrations et de la façon dont l'information circule à l'intérieur de celles-ci. Il doit également tenir compte du fait que les possibilités de carrière et la politique du personnel influent sur la qualité des agents nécessaires pour s'acquitter avec compétence des travaux de planification, de recherche, de collecte et d'analyse de statistiques. Si ces facteurs ne sont pas pris en compte, les efforts n'atteindront pas leur objectif, car les enseignements de l'expérience ne serviront pas et le personnel formé partira ailleurs. Il peut être nécessaire de procéder à des changements institutionnels et à des restructurations afin d'assurer la qualité et la motivation du personnel à l'échelon opérationnel, de fournir aux décideurs des informations fiables en temps voulu et de créer une structure organisationnelle et décisionnelle appropriée.

Cette conception plus large du renforcement des capacités institutionnelles va bien au-delà des échanges universitaires et de la coopération technique. Elle implique des stratégies de partage du pouvoir et dans bien des cas des discussions précises sur les changements institutionnels. Elle implique aussi de considérer le renforcement des capacités institutionnelles en matière d'éducation de base dans le contexte plus large des restructurations politiques et économiques, de la réforme de la politique budgétaire et de l'administration et de l'existence d'une atmosphère propice à un débat ouvert, à une recherche indépendante et à la participation à tous les niveaux.

Le jumelage d'institutions et le recours à des réseaux régionaux ainsi qu'à des experts locaux et de pays en développement sont autant de moyens permettant de créer les relations équilibrées et symétriques nécessaires pour développer les compétences. La formation dans le pays peut être assurée à un moindre coût que la formation dans les institutions des pays donneurs, ce qui permet de former davantage d'administrateurs, de planificateurs et de chercheurs locaux.

Ayant la maîtrise du processus et du programme sectoriel, les planificateurs, les chercheurs, les praticiens et les politiciens sont plus portés à suivre et à évaluer les efforts qu'ils entreprennent en faveur de l'éducation pour tous.

## Suivi et évaluation

Le souci de renforcer les capacités nationales implique une plus grande transparence et une plus grande responsabilisation dans les relations d'aide. Un suivi des résultats par rapport aux objectifs convenus est nécessaire pour la poursuite des discussions sur l'aide. Pour pouvoir souscrire aux plans d'action nationaux, il est indispensable de procéder à des négociations plus intensives sur les objectifs en même temps que d'aider à améliorer les bases de données, la notification des données et les systèmes de suivi interne.

Le souci de transparence, qui portait sur la gestion des projets et notamment sur les apports, devra davantage prendre en compte les intérêts du public et avoir surtout pour but d'assurer que les objectifs sont connus et partagés et que les informations nécessaires pour suivre et évaluer les progrès réalisés sont disponibles. Pour ce faire, il y a lieu de s'appuyer sur les indicateurs intermédiaires ou indicateurs de résultats ainsi que sur les conséquences et les impacts, et d'inclure des caractéristiques qualitatives et des caractéristiques de distribution.

De nombreux pays ne disposent pas d'informations complètes sur les dépenses consacrées à l'éducation de base, notamment parce que les sources sont multiples et que l'éducation de base ne relève pas uniquement des ministères de l'Éducation. C'est pour cette raison et d'autres encore que les organismes donneurs ont eux aussi eu des difficultés à déterminer quelle était la part de leur aide qui était destinée à l'éducation de base.

Il faut que les donneurs comme les bénéficiaires tiennent un compte plus précis des dépenses consacrées à l'éducation de base, d'autant que pour atteindre les objectifs de l'éducation pour tous, il faudra un soutien à long terme. Pour assurer cette aide de façon durable, les organismes de développement devront rendre compte à leurs propres mandants. A mesure que les pays en développement fixeront leurs propres objectifs en ce qui concerne l'éducation pour tous, la mise en place de systèmes d'information de gestion en matière d'éducation devra devenir une priorité nationale et non plus seulement une préoccupation des donneurs. Les gouvernements montreront ainsi qu'ils prennent au sérieux la nécessité d'analyser eux-mêmes les progrès qu'ils réalisent en direction de leurs propres objectifs en matière d'éducation de base.

### 3. PARTICIPATION DES ONG ET DES GROUPES COMMUNAUTAIRES À L'ÉDUCATION DE BASE

L'éducation communautaire et l'éducation des adultes, comme d'ailleurs toute une gamme de types d'éducation spécialisée nécessitent de nouveaux partenariats. S'il existe un consensus sur l'importance qu'il y a à favoriser la réalisation de tous les objectifs d'éducation fixés à Jomtien, les différentes parties ne sont en revanche guère d'accord sur la manière de soutenir ces activités. L'un des rares points d'accord est que les ONG doivent jouer un rôle plus important dans le domaine de l'éducation. Elles pourraient servir de défenseurs de la cause, de sources de financement, d'intermédiaires pour la gestion de l'aide et d'exécutants des programmes locaux.

Une large définition de l'éducation de base requiert des approches plus globales pour répondre aux besoins de l'individu, de la famille et de la collectivité. Parmi les organisations et programmes locaux les mieux adaptés, beaucoup comportent – en plus des éléments éducatifs – des composantes de santé, de nutrition et autres. Ils répondent en outre à de nombreux objectifs



de développement social et économique et il n'est pas facile de les classer dans la catégorie « éducation ».

L'intégration des ressources disponibles dans des programmes cohérents et leur utilisation efficace au moindre coût est peut-être plus du ressort des organisations locales et des gestionnaires locaux de l'éducation qu'elle ne relève de l'aptitude des gouvernements nationaux des donateurs à répartir et à coordonner. Il importe que les organisations et les autorités locales en matière d'éducation disposent d'un large mandat, d'une solide autorité, de sources multiples de soutien et d'une participation importante de la communauté bénéficiaire.

Les ONG peuvent aider à rendre les organisations et communautés locales aptes à participer plus totalement au dialogue sur les politiques locales, à la planification et à l'exécution. Il existe des cas où des ONG internationales commencent à jouer un rôle actif d'intermédiaire pour les ONG et les communautés locales, en prenant des initiatives pour aider à mettre au point les propositions et à les présenter aux organismes de financement. Dans d'autres cas, les ONG ont entrepris de créer un service qui réponde aux besoins à la fois de ceux qui financent et des ONG locales en aidant certaines organisations et certains centres locaux qui à leur tour fournissent des services à toute une gamme d'ONG et d'organismes communautaires locaux, en formant le personnel local et en fournissant un soutien logistique et technique en fonction des besoins.

L'aide peut parfois être transmise par des intermédiaires tels qu'ONG, consortiums de donateurs, groupes consultatifs, fondations régionales et groupes de coordination. Certains donateurs, notamment le Canada, les Pays-Bas, les pays nordiques et le Royaume-Uni ont largement recours à des intermédiaires. Ceux-ci peuvent être des universités, des organisations bénévoles ou des organisations spécialisées dans le développement. Lorsque les programmes sont entrepris et gérés par les ONG, cela permet semble-t-il de beaucoup mieux adapter les programmes aux besoins locaux et de réduire notablement les coûts administratifs et les frais généraux.

Du fait de l'accroissement du volume du financement bilatéral par l'intermédiaire des ONG, la transparence de leurs comptes prend davantage d'importance. Les études d'impact réalisées par les Pays-Bas et le Royaume-Uni soulignent la difficulté de mesurer l'efficacité des projets des ONG, ce qui pourrait bien avoir une incidence sur la participation de ces organisations à l'éducation de base et même conduire les ONG à s'intéresser moins à des objectifs d'une certaine ampleur comme « la mobilisation sociale » et davantage à des programmes concrets d'éducation de base, y compris dans l'enseignement primaire. En même temps, les donateurs ont toujours fortement tendance à considérer les ONG locales comme un élément capital de la société civile et un contrepoids important à des gouvernements qui ne sont pas démocratiques. Paradoxalement, les fonds supplémentaires qui vont être acheminés par l'intermédiaire des ONG risquent de les rendre moins soucieuses d'expérimentation et d'innovation à mesure que l'évaluation de l'efficacité des projets prend de l'importance. Avec le temps, ces phénomènes, conjugués à la faiblesse économique de nombreux pays en développement, risquent malheureusement de détourner les ONG des programmes d'alphabétisation et d'éducation des adultes vers le domaine plus facilement mesurable de la scolarité primaire.

L'aide extérieure peut favoriser le secteur des ONG par des mesures directes telles que des arrangements de co-financement ou indirectes en encourageant les ONG des pays donateurs à aider leurs homologues des pays en développement. Le renforcement du rôle des ONG dans les pays bénéficiaires ne saurait remplacer l'aide aux structures nationales existantes, qui s'en trouveraient affaiblies ; c'est en revanche un moyen d'apporter au secteur de l'éducation de base

un soutien et des ressources financières supplémentaires, ce qui est difficile à réaliser par les moyens traditionnels de financement.

#### 4. AMÉLIORATION DE LA COORDINATION ET MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES NÉCESSAIRES

On a observé au cours des années 80 une tendance au renforcement de la coordination de l'aide au sein des pays, en même temps que les principaux donateurs abandonnaient l'aide-projet en faveur de l'aide-programme et de l'aide sectorielle. Cette coordination est nécessaire pour mobiliser et concentrer les ressources ; et elle a en outre l'avantage de réduire la concurrence entre donateurs et entre projets. Dans la mesure où les objectifs de l'éducation pour tous n'intéressent pas seulement l'enseignement, l'élaboration de plans d'action nationaux a encore mis davantage en lumière la nécessité de coordonner les activités, en particulier en organisant des tables rondes auxquelles participent des responsables des divers ministères et organismes en cause. Cette coordination, dont le gouvernement du pays bénéficiaire est le centre, peut être élargie par l'organisation d'une consultation ou table ronde des donateurs en vue de mobiliser les ressources nécessaires pour financer la stratégie nationale.

Le plan d'action national est le principal instrument qui permet de drainer les flux supplémentaires d'aide extérieure vers l'éducation de base. Ce plan constitue un cadre permettant de coordonner les ressources nationales publiques et privées et celles fournies par les organismes extérieurs. L'efficacité des programmes d'aide extérieure sera accrue dans la mesure où ils se renforcent et se complètent mutuellement pour atteindre les objectifs énoncés dans le plan d'action national. Si l'on veut que la coordination des donateurs soit efficace, le mieux est que l'orchestration en soit assurée par les autorités nationales.

Il se tient régulièrement dans un certain nombre de pays des réunions officielles des organismes de développement, auxquelles participent parfois les ONG, et qui créent des groupes de travail sur des questions spécifiques. Cette coordination doit faciliter le dialogue entre donateurs et bénéficiaires sur les politiques à suivre, en permettant aux organismes de parler d'une seule voix, d'entreprendre des actions concertées et de répondre aux problèmes propres aux pays, tout cela étant particulièrement important lorsque l'aide est subordonnée au respect des droits de l'homme, à une réduction des dépenses militaires, à la transparence de la gestion, à l'équité d'accès aux services essentiels, y compris l'éducation de base et à la promotion de la participation des femmes.

Le Groupe spécial des donateurs sur l'éducation en Afrique a été mis en place par des organismes bilatéraux et multilatéraux pour servir de point de rencontre pour le dialogue sur les politiques à suivre et pour la planification en commun entre les différents donateurs et entre ceux-ci et les ministères de l'Éducation. Ce Groupe a servi jusqu'ici surtout de lieu d'échanges d'informations et de renforcement de la collaboration entre donateurs. Une fois devenu plus officiel, il devrait constituer un important instrument de dialogue Nord-Sud, surtout s'il réussit à susciter la participation active des responsables de l'éducation, des membres du corps enseignant et des organisations nationales et régionales d'Afrique subsaharienne à ses groupes de travail et à ses recherches.

Dans certains pays, les entreprises privées fournissent ou peuvent être incitées à fournir un soutien considérable pour l'éducation de base de leurs employés et de leurs familles, y compris une éducation non formelle pour les enfants d'âge pré-scolaire et la formation aux tâches familiales ainsi que l'alphabétisation.

De nombreux pays ont déjà élaboré des programmes d'action nationaux et les organismes multilatéraux ont relevé le niveau de leur financement. Cela dit, il faut autre chose que de l'argent. Les donateurs devront travailler en coopération étroite pour organiser le soutien des plans d'action nationaux en matière d'éducation. Il faudra continuellement renforcer la base des données d'observation pour les programmes. Il faudra s'attacher tout particulièrement au suivi des résultats, à l'exploitation des enseignements qui se dégagent de l'expérience et à l'établissement de rapports sur les progrès réalisés.

La plus grande partie des ressources financières nécessaires pour une réforme à long terme devra être mobilisée localement – par des modifications de la gestion et des gains d'efficacité, par une réaffectation à partir d'autres secteurs (y compris celui des dépenses militaires) et par une diversification des sources de financement. Cela implique souvent d'abandonner des systèmes d'éducation trop standardisés, centralisés et subventionnés pour adopter des systèmes qui tiennent compte de la diversité des besoins d'éducation, apprécient les initiatives locales et utilisent divers mécanismes de prix et de marché pour répartir les possibilités et gérer les intrants éducatifs. Il faut envisager une certaine redistribution des subventions publiques dans le secteur de l'éducation en réduisant celles accordées à l'enseignement tertiaire et aux formations spécialisées pour augmenter les montants consacrés à l'enseignement primaire et secondaire et en réduisant les investissements pour augmenter les postes de dépenses récurrentes ayant une incidence sur la qualité de l'enseignement.

Il est la plupart du temps très difficile d'effectuer une véritable redistribution, sinon très progressivement dans le temps. Nombreux sont ceux qui soutiennent que l'enseignement tertiaire est un complément nécessaire à l'éducation de base, à la fois en assurant un soutien (notamment par la formation des enseignants et les instituts de recherche universitaires) et en offrant les fondements scientifiques, technologiques et pédagogiques d'une éducation de base de grande qualité utile au développement national. Selon eux, ce qu'il faut, c'est accroître le soutien à la valorisation des ressources humaines en général, tout en accordant proportionnellement plus de crédits supplémentaires à l'éducation de base.

Les arguments en faveur d'une redistribution des subventions publiques portent autant sur celles de l'aide extérieure que sur les dépenses du budget national. Si l'on veut que les pays réussissent dans leurs propres efforts d'ajustement, il faudra que les donateurs et les organismes internationaux renvoient leurs subventions aux universités et à la formation supérieure ainsi qu'à l'enseignement et à la formation professionnelle ; leur préférence pour la fourniture de personnel, de bourses et de biens en nature ; et les conditions de tout investissement dans le secteur de l'éducation. En bref, même la fourniture d'une aide gratuite implique des coûts.

Les donateurs peuvent aider les pays à procéder à la redistribution nécessaire en faveur de l'éducation de base en accordant leur soutien à des modèles institutionnels et à des mécanismes de financement de l'enseignement tertiaire et de l'enseignement secondaire et technique spécialisés plus efficaces par rapport à leur coût. Parmi les méthodes à encourager, on peut citer :

- Le remboursement des coûts par le moyen de frais de scolarité et du financement des prêts ; le transfert d'une plus grande part des coûts vers les bénéficiaires privés lorsqu'il est possible de démontrer l'efficacité de cette solution ;
- la réduction du nombre d'internats, surtout lorsque les frais de pension sont entièrement subventionnés ;
- le recours aux mécanismes du marché pour la production et la vente des manuels ;
- la fourniture d'un soutien budgétaire au lieu d'une aide en produits, personnel et équipement, avec des accords permettant aux institutions locales de se doter des moyens et/ou d'obtenir le personnel et le matériel nécessaire dans le cadre des structures de coût locales.

## 5. RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES DONNEURS : CONCLUSIONS DE LA RÉUNION DU CAD

L'éducation est la clé du développement durable. L'investissement, en particulier dans l'éducation de base, est extrêmement rentable sur le plan économique, social et politique et il est fondamental pour la démocratie, la protection de l'environnement, l'accroissement de la productivité de la main-d'œuvre et de l'emploi, l'amélioration de la santé publique et la réduction des taux de fécondité. C'est pourquoi il convient de donner une plus grande priorité à l'éducation de base afin de compenser la négligence relative dont elle a souffert au cours de la récente période d'austérité économique, de faire en sorte que les investissements soient le plus rentables possible et d'équilibrer de façon plus équitable la répartition des ressources entre l'éducation de base et les autres niveaux d'enseignement, qui doivent s'appuyer les uns sur les autres.

Depuis la Conférence de Jomtien, une centaine de pays en développement ont entrepris d'élaborer des plans d'action nationaux et des stratégies visant à renforcer leurs programmes d'éducation de base, ce qui implique qu'ils comptent bien sur une aide sensiblement accrue.

Au cours de la réunion du CAD, les pays Membres se sont déclarés disposés à augmenter leur aide à l'éducation, à condition que le bénéficiaire s'engage de façon ferme à mettre au point une stratégie nationale de l'éducation, à assurer l'équité et la participation totale des groupes défavorisés, ainsi qu'à mobiliser et à gérer de façon efficace les ressources locales.

Les principaux aspects évoqués ont été la nécessité pour les donneurs :

- de mettre l'accent sur l'éducation de base dans le dialogue avec les pays en développement sur les mesures à prendre ;
- de fournir une aide à long terme pour soutenir des programmes sectoriels complets ;
- d'aider à la constitution et au renforcement de la capacité nationale de planification, de gestion, de recherches dans ce domaine, de suivi et d'évaluation des programmes d'éducation de base ;
- de soutenir les stratégies destinées à promouvoir l'éducation des filles et des femmes ;
- d'accroître le pourcentage de l'aide destiné à l'éducation, en consacrant la plus grande part à l'éducation de base ;
- de renforcer leur propre capacité de traiter les problèmes d'éducation de base sur un plan transsectoriel ;
- de suivre les politiques et apports d'aide à l'éducation de base.

La fixation des priorités d'éducation entre les niveaux de base et les niveaux secondaire et tertiaire ainsi qu'un meilleur accès des filles à l'éducation constituent des problèmes politiques délicats dans beaucoup de pays en développement. Tout en respectant l'esprit du partenariat, il faudra que les donneurs prennent des positions beaucoup plus fermes dans ces domaines au cours du dialogue sur les mesures à prendre s'ils veulent que les déséquilibres actuels puissent être corrigés.

Le défi qui consiste à fournir une éducation pour tous exige de nouvelles modalités de coopération. Tout d'abord, il faut examiner le soutien à l'éducation de base dans le contexte du cadre économique national et d'un examen des dépenses du secteur public. L'éducation pour tous exige un soutien constant sur une longue durée de la part aussi bien des bénéficiaires que des donneurs. D'autre part, le soutien des programmes nécessite une aide extérieure substantielle. Pour réduire le risque de dépendance des bénéficiaires, cette aide extérieure doit être dégressive.

L'éducation de base doit être considérée à un niveau multisectoriel, car de nombreux programmes qui en relèvent appartiennent au secteur de l'éducation extra-scolaire et incombent à des ministères autres que celui de l'Éducation, notamment l'Agriculture, le Développement rural, la Santé et les Affaires sociales. Aussi le dialogue donneur-bénéficiaire sur les politiques à suivre doit-il avoir lieu aussi avec ces acteurs et compte tenu des implications macroéconomiques et intersectorielles de l'éducation de base et de la nécessité d'un soutien constant à long terme couvrant souvent aussi les coûts en monnaie locale et les frais récurrents.

La nature de l'éducation de base accentue aussi la nécessité d'une aide-programme de préférence à des projets d'aide isolés, à commencer par le soutien de l'élaboration et de l'exécution de plans et de stratégies intersectoriels cohérents et complets. L'attention peut ainsi se porter sur les résultats de l'aide extérieure plutôt que sur les apports, ce qui permet d'en évaluer l'efficacité. Lorsqu'une partie de cette aide sera fournie sous forme de soutien budgétaire direct, il sera particulièrement important d'utiliser de meilleures méthodes de suivi et d'évaluation de l'aide extérieure.

L'essentiel de l'aide à l'éducation a été fournie d'État à État. Or, l'éducation de base, surtout ses composantes extra-scolaires, comme l'alphabétisation et l'éducation communautaire, est souvent mieux assurée et mieux suivie par des intermédiaires tels que groupes communautaires, ONG, universités, associations religieuses, réseaux régionaux, fondations et secteur privé. L'aide-programme à ces groupes implique une souplesse d'action, une collaboration intersectorielle et un soutien complémentaire.

Ces nouvelles modalités comportent des implications pour les organismes de développement : il faut qu'ils renforcent leur capacité, tant au siège que sur le terrain, de traiter des problèmes d'éducation de base et de leurs rapports avec les questions de développement en général. Il faut pour cela disposer de grandes compétences en matière d'éducation, de sciences sociales et d'économie, afin de pouvoir entreprendre avec les pays en développement le dialogue sur les mesures à prendre, aussi bien au niveau de la politique économique nationale qu'à celui de la réforme de la politique éducative. L'élaboration de programmes sectoriels et sous-sectoriels et d'indicateurs permettant d'en évaluer l'efficacité appelle une attention particulière. La transparence à la fois des apports d'aide fournis par les donateurs, vis-à-vis de leurs propres mandats, et de l'utilisation des fonds par les bénéficiaires implique des changements dans les systèmes de suivi et de notification, afin de tenir compte de la priorité accordée à l'éducation de base.

Le public doit être sensibilisé à la nécessité d'un soutien extérieur de longue durée. Les organismes de développement doivent, avec les ONG, se faire les avocats de l'éducation de base dans leur pays et veiller à ce que cette éducation bénéficie d'un soutien transsectoriel.

Les pays en développement doivent être capables de planifier, de gérer et d'assurer le suivi de leurs propres programmes d'éducation de base. L'aide internationale visant à leur donner cette capacité, doit être prioritaire. Contrairement aux programmes précédents de formation, il faut que l'essentiel du développement des capacités nationales se fasse dans le pays bénéficiaire, de façon à renforcer les institutions nationales et à atteindre la masse critique nécessaire. Le jumelage des institutions, le renforcement des systèmes de soutien, le recours aux réseaux régionaux et à des experts locaux figurent parmi les moyens qui permettent de susciter les relations équilibrées et symétriques nécessaires pour mettre en place les capacités et les compétences voulues. La formation dans le pays peut être assurée à un coût inférieur à celui de la formation dans les institutions des pays développés, permettant ainsi de former davantage d'administrateurs, de planificateurs et de chercheurs locaux.

Les donateurs peuvent aider efficacement à l'élaboration des programmes ou plans sectoriels définis nationalement. Par leur participation à des tables rondes intersectorielles et interorganismes sur les politiques à suivre, ils peuvent offrir des points de vue et des expériences complémentaires ainsi qu'une aide technique et encourager lorsque c'est nécessaire la réforme du système. Celle-ci est conditionnée par la réalisation d'un consensus au sein de la communauté enseignante et de la société dans son ensemble en faveur d'un changement de priorités et par la volonté politique de procéder aux modifications nécessaires. Il faut notamment revitaliser les institutions existantes et promouvoir l'efficacité financière et gestionnelle. Il faudrait également que les donateurs appuient les activités générales de planification et d'évaluation des besoins ; bien que celles-ci puissent durer longtemps, elles conduisent à un ensemble complet de stratégies bien adapté à l'aide de donateurs multiples. Les plans d'action nationaux donnent la possibilité aux institutions non gouvernementales et communautaires de participer à la planification, à la gestion et à la prestation des services d'éducation de base, en particulier et non exclusivement de ses éléments extra-scolaires.

D'autres stratégies comprennent des mesures visant à améliorer la qualité de l'enseignement de façon à élever le niveau des résultats scolaires, à réduire le nombre d'abandons et de redoublements et à accroître ainsi l'efficacité du système par rapport à son coût. Un certain nombre «de voies prometteuses» qui méritent d'être encouragées et «de voies sans issue» à éviter ont été identifiées dans les domaines des programmes d'étude, des matériels pédagogiques, de la qualité et du temps d'enseignement ainsi que de la «réceptivité».

Pour être efficaces, les stratégies doivent être globales et multisectorielles, et couvrir tous les aspects depuis l'Administration centrale jusqu'au professeur dans sa classe. Il faut aussi qu'elles soient souples, adaptées aux situations particulières de chaque pays et qu'elles se fondent sur l'analyse et la recherche. Surtout, il faut que les bénéficiaires les considèrent comme les leurs et en assurent par conséquent le suivi et l'évaluation.

La question de la discrimination entre les sexes est particulièrement importante. Il y a corrélation entre l'éducation des filles et plusieurs objectifs nationaux et internationaux importants parmi lesquels l'alphabétisation universelle des adultes, la croissance de la productivité économique et le développement social, y compris l'amélioration de la santé publique et l'abaissement des taux de fécondité. Or, les filles constituent le plus important des groupes défavorisés sur le plan éducatif, l'écart entre les taux de scolarisation des garçons et des filles étant particulièrement grand en Asie du Sud, en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient. Cet écart reste un obstacle majeur à la réalisation des objectifs de scolarisation primaire universelle et d'éducation pour tous. On a constaté que diverses stratégies étaient efficaces pour promouvoir la scolarisation des filles et protéger leur droit à l'éducation.

Ces stratégies n'impliquent pas nécessairement de changements majeurs mais souvent des changements marginaux d'un coût abordable, qui offrent en général des moyens d'accroître l'efficacité des ressources existantes. Les donateurs sont convenus d'apporter leur soutien à ces stratégies ainsi qu'à celles qui sont ciblées sur les femmes dans le secteur de l'éducation extra-scolaire, surtout dans les pays où l'écart entre les sexes est considérable, ou même éventuellement s'aggrave.

Une coordination soigneuse de l'aide extérieure est indispensable. Les pays Membres ont réaffirmé que l'État bénéficiaire devait jouer le rôle central dans cette coordination et que le cadre en était le plan d'action national mis au point sous sa direction.

Bien qu'il soit indispensable de privilégier une aide-programme coordonnée pour l'ensemble du secteur plutôt que des projets isolés des différents donateurs, ceux-ci peuvent néanmoins utiliser leurs avantages comparatifs respectifs pour offrir leur aide à certaines activités. Une

collaboration intersectorielle est également indispensable pour assurer les multiples composantes de l'éducation de base. Il convient d'encourager les ONG et le secteur privé à participer et à apporter leur expérience et leurs compétences propres.

La coordination locale est particulièrement importante pour assurer le suivi de l'exécution du programme, modifier les stratégies qui ne se révèlent pas efficaces, et revoir le cas échéant les indicateurs de performance. De plus, pour économiser des ressources peu abondantes, éviter les doubles emplois et alléger la charge qui pèse sur les gouvernements des pays en développement, les donateurs peuvent échanger des rapports analytiques par pays et s'en servir comme base pour leur propre planification.

Compte tenu du rôle crucial de l'éducation de base dans le processus de développement, il importe d'accorder une attention suffisante aux mesures en faveur de l'éducation de base dans le contexte des groupes consultatifs de la Banque mondiale et des tables rondes du PNUD. Il faut que les donateurs participent activement aux débats sur l'éducation de base dans le cadre de ces réunions et dans d'autres instances internationales, afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacité du soutien international aux stratégies d'éducation de base.

Il semble qu'il y ait eu un recul de la part de l'aide bilatérale à l'éducation entre les années 70 et la fin des années 80. On ignore pratiquement aujourd'hui combien de crédits sont consacrés à l'éducation de base aux plans national et international. De même, les estimations des besoins financiers, y compris l'aide étrangère, correspondant aux objectifs de l'éducation pour tous diffèrent beaucoup. Bien que depuis la Conférence de Jomtien les engagements aient été accrus, on ne saurait traiter l'initiative relative à l'éducation de base comme une activité de routine. Il faudra, pour réaliser les objectifs de l'éducation pour tous, mobiliser des ressources supplémentaires substantielles, tant privées que publiques. Il importe que les pays en développement redoublent d'efforts pour mobiliser des ressources en faveur de l'éducation de base, à la fois en redistribuant les crédits de l'État pour les affecter aux secteurs présentant le meilleur rapport coût-efficacité, et en recherchant l'aide d'organisations privées et non gouvernementales pour les programmes d'éducation scolaire et extra-scolaire. En même temps, il faudra des efforts considérables d'aide supplémentaire pour l'éducation de base, surtout pour les pays à faible revenu qui, malgré tous leurs efforts, risquent de rencontrer des difficultés à atteindre les objectifs de l'éducation pour tous. Les pays en développement ont noté que des fonds supplémentaires considérables accordés à des conditions libérales seront nécessaires.

L'orientation de l'aide vers les pays les plus pauvres nécessite une attention particulière pour s'assurer que ces pays ont la capacité de gestion voulue pour traiter d'importants montants supplémentaires d'aide. Dans certains pays, le renforcement de la capacité nationale à planifier et à gérer l'aide supplémentaire sera prioritaire. Dans d'autres, la demande d'aide supplémentaire sera immédiate et substantielle.

Les donateurs sont disposés à accroître leurs apports aux systèmes éducatifs lorsque le bénéficiaire s'est engagé de façon ferme à élaborer des stratégies nationales de l'éducation et à assurer l'équité et la pleine participation des groupes défavorisés, lorsque des efforts sérieux sont faits pour mobiliser les ressources locales et les gérer de façon plus efficace, et lorsque les dirigeants locaux sont capables d'exprimer clairement leurs propres objectifs stratégiques et de renforcer les systèmes de gestion en vue d'assurer le suivi des progrès réalisés en direction de ces objectifs.

S'il existe d'autres instances pour assurer le suivi des progrès de fond vers les objectifs de l'éducation pour tous, le CAD est quant à lui l'organe tout désigné pour surveiller la quantité d'aide extérieure fournie pour l'éducation de base et son efficacité. Les prochaines mesures à prendre, qui entrent dans les compétences du CAD, ont été décidées à sa réunion :

- Compte tenu de l'apparente difficulté qu'il y a à identifier l'affectation de crédits au sous-secteur de l'éducation de base, le Groupe de travail du CAD sur les statistiques est invité, en consultation avec les experts des organismes donneurs spécialisés dans l'enseignement et les autres domaines en cause, à revoir les modalités de notification de la ventilation appropriée de cette aide.
- Les politiques et stratégies des donneurs en faveur de l'éducation de base devront être examinées au cours des examens périodiques par le CAD des politiques d'aide de ses Membres.
- Les organisations bilatérales et multilatérales intéressées doivent poursuivre leurs efforts pour mettre en place un système global de suivi et d'évaluation de l'éducation pour tous, système qui couvrirait les politiques et stratégies, les flux financiers, les répartitions géographiques, l'efficacité de l'aide et les indicateurs qualitatifs de l'aide à l'éducation de base.
- Une réunion du CAD pourrait être organisée en 1994-95 pour examiner les progrès réalisés dans l'aide des donneurs à l'éducation de base, notamment en examinant les politiques, modalités et flux d'aide et l'efficacité de la coordination à tous les niveaux. Il conviendra de rechercher une collaboration avec les autres organes compétents de l'OCDE. Cette réunion pourrait également contribuer à l'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre des objectifs de l'éducation pour tous prévue à la Conférence de Jomtien.

## Notes

1. Les organisateurs étaient la Banque asiatique de développement, le Danemark, la Finlande, l'ISESCO (Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture), le Japon, la Norvège, la Suède, le FNUAP et l'US AID; l'Australie, l'ACDI, le CESAP, le CRDI, l'Italie, la Suisse, la Fondation Bernard van Leer et l'OMS y étaient associés; la Banque interaméricaine de développement a participé à l'organisation des activités régionales en Amérique latine et aux Caraïbes.
2. Ce chapitre s'inspire des contributions des Membres du CAD et des institutions internationales à la réunion du CAD sur l'Éducation de base – Rôles et responsabilités des donneurs – notamment des documents rédigés par M. Frank Method, l'US AID, M. Adriaan Verspoor, la Banque mondiale, M. Roy Carr-Hill et M. Kenneth King ainsi que l'UNESCO, l'UNICEF et le PNUD.
3. Rapport mondial sur l'éducation, UNESCO, Paris, 1991.
4. *Educating All the Children*, Christopher Colclough with Keith Lewin, IDS, Sussex, 1991 (avant-projet).





*Troisième partie*

**ÉVOLUTION DES APPORTS  
DE RESSOURCES FINANCIÈRES  
AU DÉVELOPPEMENT**



# IV

## ÉVOLUTION DE L'APPORT TOTAL DE RESSOURCES

On trouvera le détail de l'évolution de l'apport total de ressources financières consacrées aux pays en développement dans la récente publication de l'OCDE intitulée *Financement et dette extérieure des pays en développement, Étude 1991*, OCDE, 1992. Les paragraphes qui suivent reprennent les grandes lignes de cette étude<sup>1</sup>.

### 1. TENDANCES GÉNÉRALES

L'apport total net de ressources aux pays en développement a augmenté de 3 pour cent pour s'établir à plus de 131 milliards de dollars en 1991, confirmant ainsi, une nouvelle fois, la reprise du total des apports de ressources amorcé à la fin des années 80. En termes réels, les apports de ressources ont conservé, en gros, le même niveau qu'en 1989 et 1990 (tableau IV-1). Bien que la structure des principales composantes de cette aide n'ait pratiquement pas changé, les évolutions ci-après doivent être notées :

- Les apports du secteur privé ont augmenté, d'après les estimations, de 5 pour cent en 1991, dépassant 55 milliards de dollars ;
- le financement public du développement (FPD) s'est accru de 4 pour cent pour atteindre près de 75 milliards de dollars. En termes réels, il a progressé de 1 pour cent ;
- les crédits à l'exportation ont continué à baisser, tombant de 4 milliards de dollars à 3 milliards de dollars ;
- les apports non générateurs de dette ont représenté progressivement une part croissante de l'apport net de ressources et cette part est actuellement des deux tiers environ du total.

En volume, les exportations de capitaux *provenant* des pays en développement ont fortement augmenté depuis 1989 et s'établissent actuellement à un niveau qui n'est pas négligeable par rapport aux ressources affectées à ces pays. Les intérêts des prêts et les dividendes représentant le revenu des investissements et versés par les pays en développement sont restés stables, en termes courants, mais, en termes réels, ils ont diminué. Ces paiements viennent pour l'essentiel de l'hémisphère occidental et de l'Asie (en particulier l'Inde et la Chine).

Sur une plus longue période (graphique 4), les tendances suivantes se dessinent :

- L'apport total de ressources a commencé à reprendre au milieu des années 80 et a continué à s'accroître régulièrement. Au début des années 80, le total des apports et, en

Tableau IV-1. TOTAL DES APPORTS NETS DE RESSOURCES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

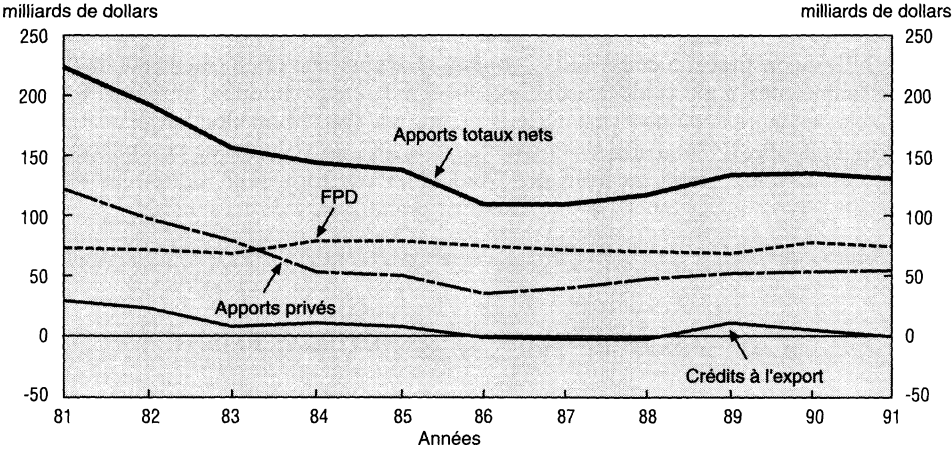
Versements nets

	1970	1975	1980	1988	1989	1990	1991 <sup>p</sup>	1970	1975	1980	1988	1989	1990	1991
	Milliards de dollars courants							Milliards de dollars aux prix et taux de change 1990						
<b>I. Financement public du développement (FPD)</b>	8.9	18.3	34.3	61.8	60.7	69.9	72.8	39.1	45.3	54.2	68.3	67.7	69.9	70.4
1. Aide publique au développement (APD)	7.9	14.9	27.3	47.9	48.2	52.7	55.8	34.7	36.9	43.1	52.9	53.7	52.7	54.0
<i>dont</i> : Versements bilatéraux	6.8	11.1	19.5	36.6	36.5	39.2	41.8	29.9	27.5	30.8	40.4	40.7	39.2	40.4
Versements multilatéraux	1.1	3.8	7.8	11.3	11.7	13.5	14.0	4.8	9.4	12.3	12.5	13.0	13.5	13.5
2. Autre FPD	1.0	3.4	7.0	13.9	12.5	17.2	17.0	4.4	8.4	11.1	15.4	13.9	17.2	16.4
<i>dont</i> : Versements bilatéraux	0.3	0.8	2.2	7.4	5.6	7.0	7.0	1.3	2.0	3.5	8.2	6.2	7.0	6.8
Versements multilatéraux	0.7	2.6	4.8	6.5	6.9	10.2	10.0	3.1	6.4	7.6	7.2	7.7	10.2	9.7
<b>II. Total des crédits à l'exportation</b>	2.7	5.6	17.2	-2.5	9.4	4.7	3.1	11.9	13.9	27.2	-2.8	10.5	4.7	3.0
<i>dont</i> : à long terme	2.7	5.6	14.3	-4.5	4.7	0.1	3.0	11.9	13.9	22.6	-5.0	5.2	0.1	2.9
à court terme	..	..	1.8	2.0	4.8	4.5	..	..	..	2.8	2.2	5.3	4.5	..
<b>III. Apports privés</b>	8.3	22.8	65.5	43.0	46.8	52.7	55.4	36.5	56.4	103.5	47.5	52.2	52.7	53.6
1. Investissements directs (OCDE)	3.7	11.4	11.2	24.7	29.3	26.9	28.4	16.2	28.2	17.7	27.3	32.7	26.9	27.5
<i>dont</i> : centres financiers offshore	4.1	3.7	3.0	11.4	8.0	8.5	..	18.0	9.2	4.7	12.6	8.9	8.5	..
2. Prêts bancaires internationaux <sup>a</sup>	3.0	8.5	49.0	7.8	10.5	18.5	7.0	13.2	21.0	77.4	8.6	11.7	18.5	6.8
<i>dont</i> : à court terme	..	..	26.0	4.0	8.0	9.0	7.0	..	..	41.1	4.4	8.9	9.0	6.8
3. Prêts obligataires	0.3	0.4	1.1	1.3	-0.3	-3.2	9.0	1.3	1.0	1.7	1.4	-0.3	-3.2	8.7
4. Autres apports privés	0.4	1.2	1.8	5.0	3.3	5.6	6.0	1.8	3.0	2.8	5.5	3.7	5.6	5.8
5. Dons des ONG	0.9	1.3	2.4	4.2	4.0	4.9	5.2	4.0	3.2	3.8	4.6	4.5	4.9	4.8
<b>Total des apports nets de ressources (I + II + III)<sup>b</sup></b>	19.9	46.7	117.0	102.3	116.9	127.3	131.5	87.4	115.6	184.8	113.0	130.3	127.3	127.2
<i>Pour mémoire :</i>														
1. Opérations en capital recensées par les PVD	..	-11.8	-37.6	-19.9	-18.8	-29.3	-30.2	..	-29.2	-59.4	-22.0	-21.0	-29.3	-29.2
2. Intérêts et dividendes payés par les PVD, montants bruts	..	18.8	63.5	93.4	95.7	93.3	96.1	..	46.5	100.3	103.2	106.7	93.3	92.9
3. Apports entre pays en développement <sup>c</sup>	1.0	7.5	10.0	2.2	1.6	6.1	2.9	4.4	18.6	15.8	2.4	1.8	6.1	2.8
<i>dont</i> : APD en provenance des pays arabes	0.4	4.9	8.8	1.9	1.4	5.8	2.4	1.8	12.1	13.9	2.1	1.6	5.8	2.3
4. Total APD du CAD (bilatérale et multilatérale) <sup>d</sup>	6.7	13.3	26.0	47.0	45.7	53.0	56.7	29.4	32.9	41.1	51.9	50.9	53.0	54.7

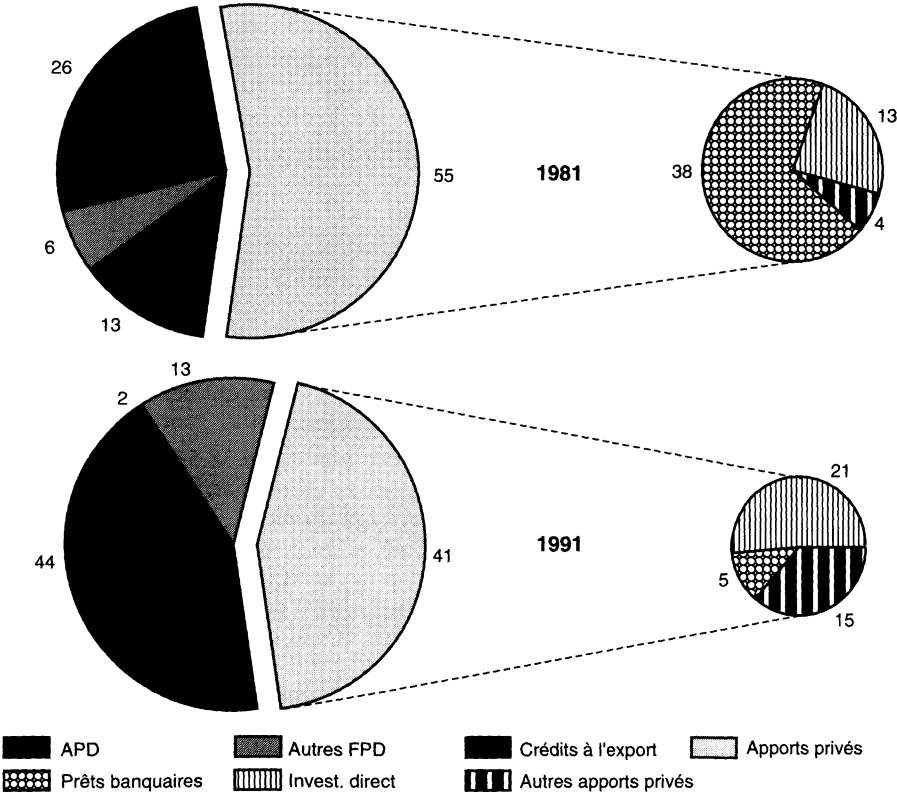
<sup>a)</sup> Non compris les crédits financiers garantis ; compris dans II ci-dessus.<sup>b)</sup> Y compris les apports en provenance des pays non OCDE et non PVD.<sup>c)</sup> Non compris dans le total des apports nets de ressources.<sup>d)</sup> A l'exclusion de l'annulation de dettes non issues de l'APD pour les années 1990 et 1991. Voir la note *d* du tableau V-1.<sup>p)</sup> Chiffres provisoires.

Note: Pour la répartition en pourcentage, voir le tableau 14 de l'Annexe statistique.

**Graphique 4. Ventilation du total des apports de ressources aux pays en développement.**  
 Aux prix et taux de change 1990



**Total des apports de ressources indiquant la ventilation des apports du secteur privé, 1981 et 1991 (pourcentage)**



Note : Les chiffres pour 1991 sont provisoires.

particulier, les prêts bancaires et les crédits à l'exportation avaient atteint un niveau exceptionnellement élevé eu égard aux chiffres normalement enregistrés auparavant et ils n'ont pu, dès lors, se maintenir. L'évolution récente des apports de ressources doit donc être analysée au regard de la situation antérieure à la crise de l'endettement.

- Le FPD a constitué, au cours de la dernière décennie, une composante stable et, de fait, très fiable, des apports de ressources, eu égard, en particulier, aux fluctuations des principales autres composantes. Cette situation va vraisemblablement persister, mais il ne faut pas attendre une augmentation spectaculaire, en volume, de ce financement. Les pays en développement devront donc redoubler d'efforts pour attirer les apports du secteur privé afin de satisfaire leurs besoins grandissants de ressources.

## 2. FINANCEMENT PUBLIC DU DÉVELOPPEMENT

Le FPD, qui comprend l'aide publique au développement (APD), les apports multilatéraux et certains apports bilatéraux assortis de conditions moins libérales, constitue encore l'essentiel des ressources mises à la disposition des pays en développement. En 1991, le FPD a représenté 55 pour cent de l'apport total de ressources. Les principales caractéristiques de l'évolution récente sont les suivantes :

- la croissance réelle de l'APD depuis la fin des années 80 s'est confirmée ;
- le montant net total des versements multilatéraux n'a pas varié (en termes réels) ces dernières années, après avoir fait un bond dans les années 70 (chapitre V) ;
- l'aide des donateurs arabes a fortement chuté en 1991, tandis que celle des pays d'Europe centrale et orientale a pratiquement cessé.

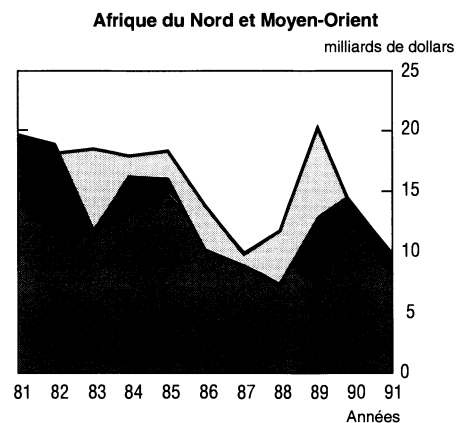
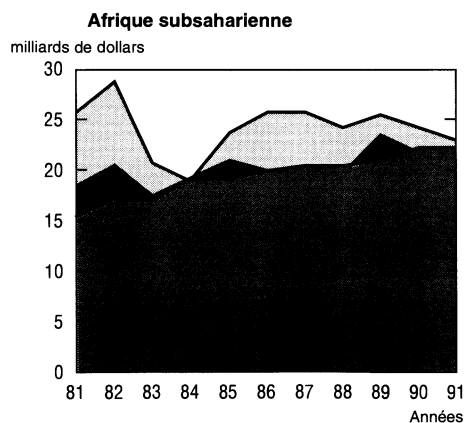
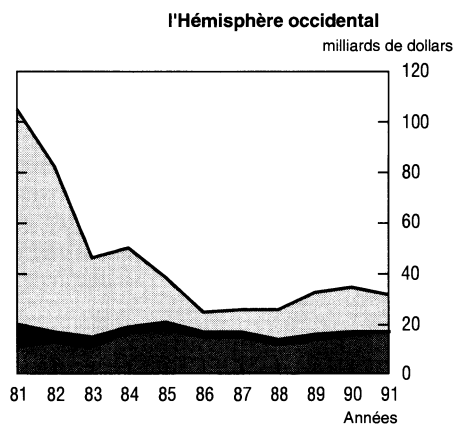
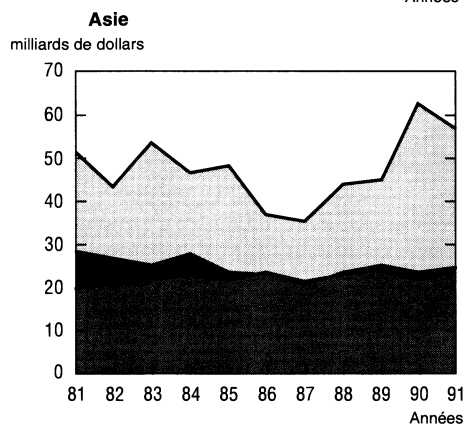
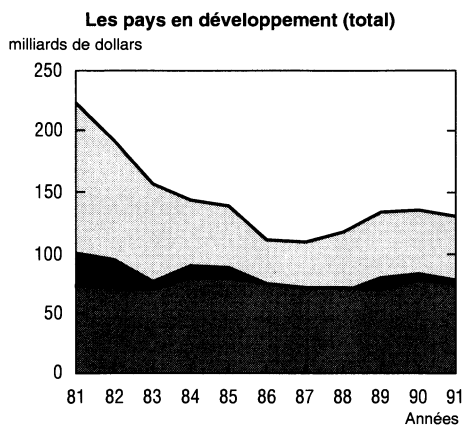
## 3. APPORTS DU SECTEUR PRIVÉ

Le total des apports du secteur privé a poursuivi sa reprise régulière et, en 1991, il a représenté 42 pour cent de l'ensemble des apports de ressources dont ont bénéficié les pays en développement. Les principales caractéristiques de la situation en 1991 sont les suivantes :

- le recul marqué des *prêts bancaires internationaux*, tombés de 18.5 milliards de dollars en 1990 à 7 milliards de dollars en 1991, en raison, en particulier, de la baisse des prêts aux pays de la « ligne de front » au cours de la crise du Golfe ;
- le bond enregistré par les prêts obligataires qui, d'un niveau négatif en 1990, sont passés à 9 milliards de dollars en 1991, à la suite de la titrisation croissante des prêts ;
- après une baisse en 1990, l'*investissement étranger direct* a repris au rythme de plus de 5 pour cent, pour atteindre 28 milliards de dollars, ce qui représente un peu plus de la moitié du total des apports du secteur privé en 1991 ;
- les autres apports du secteur privé et les dons des organisations non gouvernementales, pris ensemble, se sont chiffrés à 11 milliards de dollars en 1991, et représentent une composante importante et relativement stable de l'ensemble des apports du secteur privé.

**Graphique 5. Structure des principales catégories d'apports de ressources pour quelques régions 1981-91. Montant net des versements.**

Aux prix et taux de change 1990.



*Note :* Les chiffres de 1991 sont provisoires.



#### 4. ÉVOLUTIONS RÉGIONALES

Les grandes tendances régionales des apports de ressources sont retracées dans le graphique 5.

Les grandes lignes en sont les suivantes :

- L'Asie a attiré une part grandissante des ressources, les apports du secteur privé ayant joué un rôle particulièrement important ces dernières années.
- Dans l'hémisphère occidental, après le tarissement des apports du secteur privé consécutivement à la crise du Golfe, le FPD est devenu la plus importante composante des apports de ressources. Les apports du secteur privé, en particulier l'investissement étranger direct, ont maintenant repris à la suite du renforcement de la situation économique dans les principaux pays de la région qui est allé de pair avec un regain de confiance de la part des investisseurs et des créanciers.
- Au cours de la décennie écoulée, l'Afrique est devenue beaucoup plus fortement dépendante à l'égard du FPD comme source de financement extérieur et elle en est désormais presque totalement tributaire.

#### 5. DETTE ET SERVICE DE LA DETTE

La dette extérieure des pays en développement s'est accrue, mais lentement. Les réorganisations de la dette ont amplement compensé le volume net des nouveaux prêts.

Globalement, les paiements du service de la dette ont diminué de plus de 8 milliards de dollars en 1991, soit le plus fort recul depuis 1987, et se sont établis à 141 milliards de dollars. Les paiements relevant des marchés des capitaux ont sensiblement baissé, de même que les paiements au titre du service des crédits à l'exportation. Les versements au titre du service de la dette multilatérale ont pris de l'importance.

#### Note

1. Dans cette publication, les statistiques relatives au total des apports de ressources ne sont pas rigoureusement comparables à celles du présent chapitre en raison des différences de la couverture statistique des groupes de donateurs d'aide.

# V

## ÉVOLUTION DU VOLUME ET DES ORIENTATIONS DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

### 1. QUELQUES CHIFFRES POUR SITUER L'APD DES MEMBRES DU CAD EN 1991

Les apports totaux d'aide publique au développement (APD) des pays du CAD aux pays en développement et aux institutions multilatérales se sont accrus en 1991 pour atteindre 57 milliards de dollars, contre 53 milliards de dollars en 1990. Compte tenu de l'évolution des prix et des variations de taux de change par rapport au dollar des États-Unis, cela représente une augmentation de 3.3 pour cent en termes réels (tableau V-1). Cette évolution s'inscrit dans le prolongement de la croissance régulière et constante du volume de l'APD des Membres du CAD, lequel a progressé, au cours des cinq dernières années, à un rythme annuel moyen d'environ 1.7 pour cent.

Un certain nombre de modifications importantes a été apporté, cette année, à la présentation des données sur l'APD fournies dans le *Rapport du Président* par suite de l'adhésion au CAD de l'Espagne et du Portugal et des changements, sur lesquels on reviendra plus loin, opérés par la France dans le mode de comptabilisation de l'aide qu'elle consent à ses Départements et Territoires d'Outre-Mer (DOM/TOM). L'attention du lecteur est par ailleurs appelée sur la Note sur la comptabilisation de l'annulation de dette dans les statistiques du CAD (voir encadré).

Les chiffres fournis dans le présent *Rapport du Président* incluent l'aide de l'Espagne, qui est devenue Membre du CAD, et du Portugal, qui a réadhéré au CAD, en décembre 1991. De ce fait, le montant total de l'APD des Membres du CAD se trouve majoré de 1.4 milliard de dollars, mais comme le rapport APD/PNB de ces deux pays est inférieur à la moyenne du CAD, leur inclusion dans les statistiques a entraîné une légère diminution, de 0.01 pour cent, du rapport APD/PNB des Membres du CAD pris collectivement.

Les années précédentes, deux chiffres étaient présentés pour l'APD de la France, l'un incluant l'aide aux DOM/TOM, l'autre l'excluant. L'organisation et la compétence administratives des Départements d'Outre-Mer étant fort semblables à celles des collectivités territoriales de la métropole et ces départements faisant partie intégrante de la Communauté européenne, il a semblé opportun aux autorités françaises de ne plus considérer l'aide consentie à ces départements comme une aide publique au développement de pays en développement au sens où l'entend le CAD. Les Territoires d'Outre-Mer, en revanche, bénéficient d'un statut particulier qui leur confère une grande autonomie sur les plans politique, administratif et législatif. Il paraissait donc légitime d'inclure l'aide consentie à ces territoires dans l'aide publique au

Tableau V-1. L'APD DES PAYS MEMBRES DU CAD EN 1991 ET AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES

Versements nets

	Millions de dollars			Pourcentage du PNB						Pourcentage de variation 1991/90			Pourcentage annuel moyen en volume <sup>b</sup> 1983/86 1990/91
	1991 chiffres effectifs <sup>a</sup>	1990 chiffres effectifs <sup>a</sup>	1991 aux prix et taux de change de 1990	1978/82 moyenne	1983/87 moyenne	1990/91 moyenne	1989	1990	1991	En monnaie nationale	En dollars	En volume <sup>b</sup>	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
Australie	1 050	955	1 038	0.50	0.44	0.36	0.38	0.34	0.38	10.3	9.9	8.7	-3.2
Autriche	548	394	542	0.28	0.24	0.29	0.23	0.25	0.34	43.0	39.3	37.8	2.9
Belgique	831	889	824	0.56	0.52	0.44	0.46	0.46	0.42	-4.5	-6.6	-7.4	0.0
Canada	2 604	2 470	2 490	0.45	0.48	0.45	0.44	0.44	0.45	3.6	5.4	0.8	1.2
Danemark	1 200	1 171	1 205	0.73	0.84	0.95	0.93	0.94	0.96	6.0	2.5	2.9	3.7
Finlande	930	846	951	0.24	0.42	0.70	0.63	0.63	0.76	16.2	9.9	12.3	13.2
France <sup>c, d</sup>	7 484	7 194	7 526	0.50	0.59	0.61	0.60	0.60	0.62	7.8	4.0	4.6	-0.4
Allemagne	6 890	6 320	6 778	0.44	0.44	0.41	0.41	0.42	0.41	11.9	9.0	7.3	2.2
Irlande	73	57	73	0.20	0.23	0.18	0.17	0.16	0.19	31.2	27.3	27.4	-3.5
Italie	3 352	3 395	3 234	0.15	0.31	0.30	0.42	0.31	0.30	2.2	-1.3	-4.8	1.4
Japon <sup>d</sup>	10 952	9 069	9 983	0.28	0.31	0.32	0.31	0.31	0.32	12.2	20.8	10.1	7.1
Pays-Bas <sup>d</sup>	2 517	2 538	2 502	0.97	0.97	0.90	0.94	0.92	0.88	1.8	-0.9	-1.4	1.8
Nouvelle-Zélande	100	95	102	0.31	0.27	0.24	0.22	0.23	0.25	8.4	5.1	6.9	-2.4
Norvège	1 178	1 205	1 202	0.92	1.08	1.15	1.05	1.17	1.14	1.2	-2.3	-0.3	2.8
Portugal	213	148	190	0.02	0.07	0.28	0.24	0.25	0.31	45.7	43.8	28.4	41.0
Espagne	1 177	959	1 123	0.11	0.08	0.21	0.14	0.20	0.23	25.2	22.7	17.2	35.7
Suède <sup>d</sup>	2 116	2 007	2 011	0.88	0.85	0.91	0.96	0.91	0.92	7.7	5.5	0.2	2.9
Suisse	863	750	847	0.23	0.31	0.34	0.30	0.32	0.36	18.8	15.1	12.9	4.6
Royaume-Uni <sup>d</sup>	3 248	2 638	3 060	0.42	0.32	0.30	0.31	0.27	0.32	24.6	23.1	16.0	-0.1
États-Unis <sup>d</sup>	11 262	11 394	10 860	0.24	0.23	0.20	0.15	0.21	0.20	-1.2	-1.2	-4.7	0.0
TOTAL CAD <sup>e</sup>	56 709	52 960	54 730	0.32	0.33	0.33	0.32	0.33	0.33	7.5	7.1	3.3	1.7
Pour information :													
Moyenne non pondérée	-	-	-	0.42	0.45	0.48	0.46	0.47	0.49	-	-	-	-

a) Aux prix et taux de change courants.

b) Aux prix et taux de change de 1990.

c) Y compris TOM, mais non compris DOM.

d) Y compris l'annulation de dettes nées de créances autres que l'APD :

En 1990 :

i) Crédits à l'exportation (en millions de dollars) : France 166 (y compris l'annulation de créances précédemment consolidées), Japon 15, Pays-Bas 12, Suède 5, Royaume-Uni 8.

ii) Prêts d'ajustement structurel classés en AASP : France 128 millions de dollars.

iii) Créances militaires : États-Unis 1.2 milliard de dollars.

En 1991 :

i) Crédits à l'exportation (en millions de dollars) : Japon 7, Royaume-Uni 17.

ii) Créances militaires : États-Unis 1 855 millions de dollars.

L'omission de ces montants ferait passer le rapport APD/PNB de la France, des Pays-Bas et des États-Unis à 0.76 (0.52 non compris les DOM/TOM), 0.93 et 0.19 respectivement ; pour 1991, le rapport APD/PNB pour les États-Unis serait de 0.17.

e) Non compris les montants énumérés à la note d : voir la note se rapportant à l'examen par le CAD de la comptabilisation de l'annulation de dettes.

Si ces montants étaient inclus, l'APD totale serait de 54 494 millions de dollars (0.35 pour cent du PNB) en 1990 et 58 587 millions de dollars (0.34 pour cent) en 1991.

## Note sur la comptabilisation de l'annulation de dettes dans les statistiques du CAD

Afin de rendre compte des efforts financiers des gouvernements des pays Membres visant à alléger le fardeau de la dette des pays en développement, les Directives pour l'établissement des rapports statistiques du CAD prévoient que, moyennant certaines conditions précises, l'annulation de dettes nées de transactions autres que l'APD peut être déclarée en tant qu'APD. Le montant à inscrire est celui des sommes dues au cours de l'année de déclaration correspondante.

La question s'est posée de savoir si l'annulation de dettes militaires devait être comptabilisée de la même manière que l'annulation d'autres dettes issues de créances autres qu'au titre de l'APD. En septembre 1991, le Comité est convenu d'étudier les modalités appropriées de comptabilisation de l'annulation de la dette en général, et plus particulièrement celles concernant les dettes militaires et les crédits à l'exportation. En attendant les résultats de l'examen de la question par le CAD, les données relatives au volume de l'aide en 1990 ont été présentées dans les publications du CAD de 1991 comme des données préliminaires et susceptibles d'être révisées. Les chiffres indiqués sont ceux déclarés par les pays Membres, y compris, le cas échéant, l'annulation de dettes autres qu'au titre de l'APD, les indications correspondantes étant données en note et accompagnées, si nécessaire, d'explications complémentaires dans les notes par pays. Cependant, en attendant les résultats de l'examen par le Comité, les montants concernés n'ont pas été pris en compte dans le calcul du volume total de l'aide des Membres du CAD.

Lors du premier examen de la question en 1991, les Membres ont tous confirmé la règle fondamentale du CAD, à savoir l'exclusion des données statistiques du CAD des dons, des prêts du secteur public, ou des crédits (garantis ou non) portant sur la livraison ou le financement de matériel ou de services militaires, y compris les participations directes à des dépenses militaires et autres contributions liées à un effort spécifique de défense. Certains Membres ont fait valoir que l'annulation de la dette militaire n'était pas une aide militaire. Dès lors qu'elle est consentie dans le cadre d'un effort international d'aide visant à étayer des programmes de développement efficaces, son effet économique est analogue à celui de l'aide-programme. Dans cette optique, il n'existe aucune différence entre l'effet économique de l'annulation de la dette militaire et celui de l'annulation des autres types de dette.

D'autres Membres étaient d'avis qu'il serait inopportun d'inclure dans l'APD l'annulation de la dette militaire, alors même que les pays en développement sont incités par les donateurs à réduire leurs dépenses militaires et leurs achats d'armes, et compte tenu aussi des éventuels effets défavorables qu'une telle décision pourrait avoir sur l'opinion publique.

Depuis lors, les Membres du CAD ont, conformément à la décision qu'ils avaient prise en septembre 1991, réexaminé la façon dont il conviendrait de comptabiliser l'annulation des dettes militaires et des crédits à l'exportation.

Bien que notant le point de vue que les effets économiques de l'annulation de dettes militaires sont identiques à ceux de l'annulation de crédits à l'exportation, que l'acte d'annulation constitue une transaction nouvelle et distincte, sans lien avec l'objet de la transaction initiale, que la comptabilisation comme APD se justifie par le fait que l'annulation est opérée dans un but de développement, que c'est pour la même raison que l'annulation de dettes résultant de crédits à l'exportation peut être comptabilisée comme APD et qu'en conséquence les deux types d'annulation devraient recevoir le même traitement statistique, le Comité, soucieux de respecter les préoccupations exprimées quant aux éventuels effets sur l'opinion publique, accepte l'approche différenciée décrite ci-après.

*(voir page suivante)*

(suite)

Les Membres conviennent qu'à l'avenir, l'annulation des dettes militaires sera comptabilisée mais pas en tant qu'APD. Les Membres prendront les dispositions nécessaires pour faire en sorte que les annulations de dettes issues de crédits à l'exportation accordés en liaison avec des livraisons de fournitures militaires soient également exclues du montant de l'APD notifiée.

L'annulation de dettes relatives à des crédits à l'exportation sera comptabilisée comme APD, conformément aux directives en vigueur pour l'établissement des rapports statistiques du CAD.

Les arrangements administratifs nécessaires à la mise en œuvre de cet accord prendront du temps. En conséquence, les notifications relatives à 1991 et 1992 continueront d'être effectuées sur la base de l'accord préliminaire exposé ci-dessus.

Les Membres conviennent de revoir, de manière plus générale, la définition de l'aide publique au développement, ainsi que les pratiques des déclarations afférentes. Ils entendent compléter cet examen d'ici la mi-1994.

développement. L'exclusion de l'aide à destination des DOM entraîne une diminution de 2.1 milliards de dollars de l'APD de la France, et donc de l'ensemble des Membres du CAD.

Sous l'effet de tous ces changements, le total de l'aide publique au développement de l'ensemble des Membres du CAD représente maintenant 0.33 pour cent, en proportion du PNB (compte non tenu de l'annulation de dettes nées de créances autres que l'APD), contre 0.34 pour cent avec les méthodes de comptabilisation antérieures. Ces diverses modifications n'ont donc pas affecté la remarquable stabilité du rapport moyen APD/PNB de l'ensemble des Membres du CAD, stabilité qui avait déjà été soulignée dans les précédents rapports.

En 1991, les deux plus importants donneurs ont été les États-Unis et le Japon, suivis par la France et l'Allemagne. Les États-Unis incluent dans leurs statistiques d'APD d'importantes sommes correspondant à l'annulation de dettes militaires qui ne sont pas comprises dans le total des apports du CAD.

On trouvera dans le chapitre VI ci-après un compte rendu détaillé de l'évolution de l'aide des divers Membres du CAD. En volume, l'aide de la plupart des Membres du CAD est en augmentation. Les exceptions sont la Belgique et l'Italie, les États-Unis, les Pays-Bas et la Norvège. En pourcentage, l'aide a sensiblement augmenté ou repris dans les pays suivants : Autriche, Portugal, Irlande, Espagne, Royaume-Uni, Suisse, Finlande, Japon et Australie. Comme les années précédentes, le Japon est, en 1991, le pays qui a le plus contribué à la croissance globale de l'APD des Membres du CAD.

La Norvège, le Danemark, la Suède et les Pays-Bas, se distinguent toujours par les rapports APD/PNB les plus élevés, la Norvège venant au premier rang avec 1.14 pour cent. Avec un rapport de 0.76 pour cent, la Finlande a atteint pour la première fois l'objectif des 0.7 pour cent.

Les chiffres de l'aide restent affectés par l'absence de régularité dans les contributions versées aux institutions multilatérales, lesquelles sont comptabilisées dans les statistiques du

CAD sur la base des «dépôts d'effets» et non sur celle des encaissements. Ce mode d'enregistrement est souvent à l'origine de fluctuations, ce qui explique que pour un certain nombre de pays les contributions ont été supérieures à la moyenne en 1990 et inférieures à la moyenne en 1991. Le montant total des contributions bilatérales des Membres du CAD s'est accru de

Tableau V-2. APPORTS D'APD EN PROVENANCE DES PAYS DU CAD :  
PRINCIPAUX TOTAUX<sup>1</sup>

Versements nets							
	1975-80	1980-85	1987	1988	1989	1990	1991
A. En milliards de dollars, aux prix et taux de change courants							
Aide publique au développement	18.1	26.7	40.5	47.0	45.8	53.0	56.7
dont :							
1. Bilatérale	12.0	18.2	28.8	31.9	33.2	37.3	41.3
2. Contributions aux organismes multilatéraux	6.1	8.5	11.7	15.1	12.8	15.7	15.4
B1. En milliards de dollars, aux prix et taux de change de 1990							
Aide publique au développement	35.9	44.2	47.9	51.9	51.0	53.0	54.7
dont :							
1. Bilatérale	23.8	30.1	34.1	35.2	36.8	37.3	40.0
2. Contributions aux organismes multilatéraux	12.1	14.1	13.8	16.7	14.2	15.7	14.7
B2. Variation par rapport à l'année précédente (en pourcentage)							
Aide publique au développement	4.4	3.1	-2.2	8.3	-1.7	3.9	3.3
dont :							
1. Bilatérale	-3.1	5.5	-1.5	3.2	4.5	1.4	7.2
2. Contributions aux organismes multilatéraux	7.4	-2.4	-4.3	21.0	-15.0	11.1	-6.4
C. En pourcentage du PNB							
Aide publique au développement	0.33	0.34	0.33	0.34	0.32	0.33	0.33
dont :							
1. Bilatérale	0.22	0.23	0.24	0.23	0.23	0.23	0.24
2. Contributions aux organismes multilatéraux	0.11	0.11	0.09	0.11	0.09	0.10	0.09
Pour information supplémentaire :							
Dons des organismes privés bénévoles							
Aux prix et taux de change courants en milliards de dollars	1.7	2.4	4.0	4.2	4.0	4.9	5.2
Aux prix et taux de change de 1990 en milliards de dollars	3.0	3.6	4.2	4.1	4.0	4.9	5.0
En pourcentage du PNB	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03

1. Sans compter l'annulation de dettes non issues de l'APD en 1990 et en 1991 (voir note de bas de page du tableau V-1).

7.2 pour cent en termes réels en 1991, tandis que celui des contributions aux institutions multilatérales a diminué de 6.4 pour cent (tableau V-2).

## 2. L'ÉVOLUTION DE L'APD ÉMANANT DES MEMBRES DU CAD A MOYEN TERME

Le volume total de l'APD émanant des Membres du CAD n'a cessé d'augmenter en termes réels ces dernières années, évolution qui s'inscrit dans le prolongement de la tendance sous-jacente des deux dernières décennies. Il a progressé à un taux annuel moyen de l'ordre de 2.4 pour cent au cours de la dernière décennie. Depuis dix ans, l'APD totale s'est accrue d'environ 11 milliards de dollars en termes réels pour atteindre aujourd'hui un montant d'à peu près 60 milliards de dollars.

Parallèlement à cet accroissement en volume, quelques changements importants se sont produits dans la répartition de l'APD entre les divers groupes de pays en développement. L'examen des chiffres relatifs à la période comprise entre 1979/80 et 1989/90 montre que les nouveaux flux d'APD, bilatérale et multilatérale, qui ont émané depuis dix ans des Membres du CAD ont pris, à concurrence de près de 85 pour cent, le chemin des pays les moins avancés et des autres pays à faible revenu. Au début de la décennie, les pays d'Afrique situés au sud du Sahara recevaient des Membres du CAD 30 pour cent de l'APD bilatérale affectée, or ils ont absorbé 40 pour cent de l'APD supplémentaire consentie au cours de la décennie. La concentration est encore plus marquée dans le cas de l'aide multilatérale : la part de cette région dans l'accroissement des flux multilatéraux a en effet atteint 68 pour cent au cours de la même période. Globalement, la part de l'Afrique subsaharienne dans l'APD totale des Membres du CAD et des organismes multilatéraux est ainsi passée de 30 à 40 pour cent. Malgré une légère diminution en termes absolus des flux à destination de l'Inde, l'Asie a absorbé 28 pour cent de l'augmentation de l'APD, bilatérale et multilatérale, des Membres du CAD, dont 9 pour cent pour la seule Chine qui a commencé à devenir une destination importante.

Si l'aide a régulièrement augmenté en volume, c'est-à-dire en termes absolus, par contre le rapport APD/PNB est resté stationnaire tout au long de la période considérée malgré les répercussions sur le plan statistique de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. En fait, le rapport APD/PNB de l'ensemble des Membres a témoigné d'une stabilité extraordinaire, non seulement depuis quelques années mais depuis l'amorce même de l'effort international d'aide. Et cela malgré des évolutions assez divergentes de la performance des divers Membres du CAD (tableau V-3).

L'essentiel de l'accroissement enregistré entre 1980/81 et 1990/91 est imputable au Japon, à la France et à l'Italie. Les seuls pays dont l'aide ait diminué en termes absolus au cours de cette période sont le Royaume-Uni, la Belgique et la Nouvelle-Zélande. Quant aux pays dont l'aide a le plus augmenté en termes relatifs, ce sont la Finlande, l'Italie, le Portugal, la Norvège, le Japon, et la Suisse.

Le rapport APD/PNB est supérieur au seuil de 0.7 pour cent dans cinq pays Membres du CAD : la Norvège, qui a le ratio le plus élevé, le Danemark, la Suède, les Pays-Bas et, pour la première fois, la Finlande. La France est le seul autre pays où le rapport APD/PNB soit supérieur à 0.49 pour cent (c'est-à-dire à la moyenne non pondérée du CAD).

Depuis dix ans, le rapport APD/PNB a fortement progressé dans les pays suivants : Finlande, Norvège, Danemark, Italie, Suède, Suisse ainsi que Portugal et Espagne, les nouveaux Membres du CAD.

Tableau V-3. ÉVOLUTION COMPARÉE DE L'APD DES PAYS DU CAD, 1980-91

	APD aux prix et taux de change de 1990, en millions de dollars			Variation annuelle moyenne du volume de l'APD en pourcentage		APD en pourcentage du PNB		
	80/81	85/86	90/91	80/81-90/91	85/86-90/91	80/81	85/86	90/91
Australie	921	1 172	997	0.8	-3.2	0.44	0.47	0.36
Autriche <sup>a</sup>	358	406	468	2.7	2.9	0.28	0.28	0.29
Belgique	868	856	857	-0.1	0.0	0.54	0.51	0.44
Canada	1 798	2 338	2 480	3.3	1.2	0.43	0.49	0.45
Danemark <sup>a</sup>	761	991	1 188	4.6	3.7	0.74	0.85	0.95
Finlande	242	483	898	14.0	13.2	0.24	0.43	0.70
France <sup>a, b</sup>	6 339	7 496	7 360	1.5	-0.4	0.52	0.59	0.61
Allemagne	5 513	5 866	6 549	1.7	2.2	0.45	0.44	0.41
Irlande	48	78	65	3.1	-3.5	0.16	0.27	0.18
Italie	1 347	3 099	3 314	9.4	1.4	0.16	0.34	0.30
Japon <sup>a</sup>	5 704	6 745	9 526	5.3	7.1	0.30	0.29	0.32
Pays-Bas <sup>a</sup>	2 344	2 303	2 520	0.7	1.8	1.01	0.97	0.90
Nouvelle-Zélande	112	111	99	-1.3	-2.4	0.31	0.28	0.24
Norvège	701	1 047	1 203	5.6	2.8	0.86	1.10	1.15
Portugal	74	30	169	8.7	41.0	0.02	0.06	0.28
Espagne	777	227	1 041	3.0	35.7	0.10	0.09	0.21
Suède <sup>a</sup>	1 491	1 738	2 009	3.0	2.9	0.80	0.85	0.91
Suisse	461	638	798	5.7	4.6	0.24	0.30	0.34
Royaume-Uni <sup>a</sup>	3 027	2 864	2 849	-0.6	-0.1	0.39	0.32	0.32
États-Unis <sup>a</sup>	9 508	11 125	11 127	1.6	0.0	0.23	0.23	0.20
TOTAL CAD <sup>c</sup>	42 393	49 615	53 845	2.4	1.7	0.35	0.34	0.33
Pays de la CEE	21 107	23 811	25 947	2.1	1.7	0.45	0.48	0.43
Pays nordiques	3 195	4 259	5 299	5.2	4.5	0.70	0.82	0.92

a) Y compris l'annulation de dettes nées de créances autre que l'APD en 1990 et en 1991. Pour plus de détails, voir le tableau V-1.

b) Y compris TOM, mais non DOM.

c) Non compris l'annulation de dettes nées de créances autres que l'APD. Voir le tableau V-1 pour les détails.

Par contre, au cours de la même période, il a diminué dans les pays suivants : Pays-Bas, Belgique, Australie, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Allemagne et États-Unis.

### 3. LA PLACE DE L'AIDE DANS LES BUDGETS PUBLICS

La part consacrée à l'APD dans le budget de l'administration centrale est un critère fondamental pour juger du degré de priorité accordé à la coopération avec les pays en développement (voir tableau V-4). Tout comme le rapport APD/PNB, la part moyenne de l'aide dans le budget des administrations centrales de l'ensemble des pays du CAD est restée stable, à un peu



Tableau V-4. APD EN POURCENTAGE DU BUDGET DE  
L'ADMINISTRATION CENTRALE

	1980	1985	1990	1991
Australie	1.5	1.5	1.3	1.3
Autriche	0.4	0.5	0.5	0.6
Belgique	1.6	1.4	1.2 <sup>a</sup>	..
Canada	2.5	2.0	2.0	1.9
Danemark	2.0	2.4	2.9	3.2
Finlande	0.8	1.4	2.6	2.0
France <sup>b</sup>	2.1	2.3	2.2	2.3
Allemagne <sup>c</sup>	2.5	2.6	2.4	..
Irlande	0.4	0.6	..	0.6
Italie	0.6	1.0	0.8	0.6
Japon <sup>d</sup>	0.8	1.1	1.2	1.3
Pays-Bas <sup>e</sup>	3.0	2.8	2.7	..
Nouvelle-Zélande	0.6	0.7	..	0.5
Norvège	2.7	2.4	2.2	2.0
Portugal	..	..	..	..
Espagne	..	..	0.5	0.6
Suède	2.5	2.5	2.8	2.7
Suisse	2.4	3.0	3.3	3.1
Royaume-Uni	1.3	1.1	1.1	1.2
États-Unis <sup>f</sup>	1.2	1.0	0.7	0.8
Moyenne pondérée des Membres du CAD	1.6	1.7	1.8	..

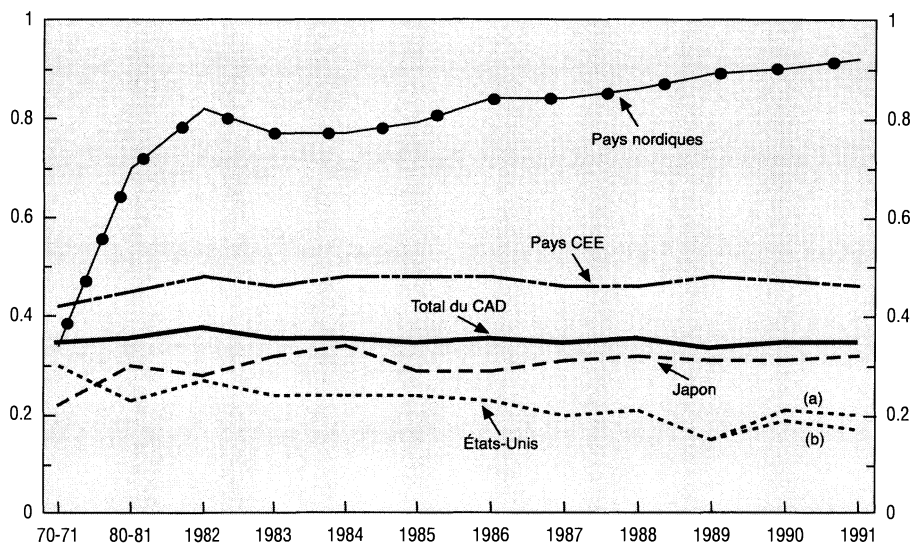
a) Par suite des modifications importantes opérées dans la structure du budget en 1988, les chiffres relatifs à 1990 ne sont pas comparables à ceux concernant les années antérieures. Crédits alloués à l'AGCD.  
b) L'enveloppe allouée à l'APD, non compris les DOM. Chiffres estimés pour 1980 et 1985.  
c) Crédits alloués au ministère fédéral de la Coopération économique.  
d) Budget général.  
e) Crédits inscrits au budget de la coopération pour le développement compte tenu des concours autres que l'APD.  
f) Enveloppe budgétaire globale allouée au développement.

moins de 2 pour cent. Ce chiffre occulte toutefois, bien évidemment, des différences considérables d'un pays à l'autre.

Les années 80 se sont caractérisées par des politiques d'austérité budgétaire dans pratiquement tous les pays du CAD, dont les gouvernements s'efforçaient de limiter les dépenses publiques et d'enrayer l'inflation. Les efforts déployés dans ce sens ont été plus ou moins intenses et leurs effets sur le budget de l'aide plus ou moins marqués. En règle générale, le budget de l'aide a relativement bien résisté. Dans certains pays, la part de l'aide a même augmenté tandis que dans d'autres on a observé un recul important, comme on le verra plus loin dans la section consacrée aux demandes concurrentes.

Depuis cinq à dix ans, la part du budget public allouée à l'aide s'est fortement accrue dans quatre pays Membres, à savoir la Finlande, le Danemark, la Suisse et le Japon. En revanche, elle a sensiblement diminué dans d'autres, notamment au Canada, aux États-Unis, en Belgique et en Nouvelle-Zélande.

Graphique 6. Tendances à long terme de l'APD en pourcentage du PNB par les pays du CAD



- a) Y compris les remises de dettes militaires.  
b) Non compris les remises de dettes militaires.

#### 4. ÉVOLUTION DE L'AIDE MULTILATÉRALE

La création et l'extension rapide de tout un réseau d'institutions multilatérales à vocation de développement – dont la politique et le fonctionnement sont habituellement réglés par décision collective des gouvernements membres – ont été une pièce maîtresse de l'action en faveur du développement. La manière dont ce réseau s'est développé et affiné peut être considérée comme une des grandes réussites de la coopération internationale.

Le tableau V-5 indique, dans l'aide des Membres du CAD, la part qui est acheminée par l'intermédiaire des institutions multilatérales. Pour atténuer l'incidence des fluctuations des contributions aux institutions multilatérales, les comparaisons portent sur des périodes de trois ans. Le rôle de l'aide multilatérale s'est sensiblement élargi entre le début et le milieu des années 70. Les ressources de l'Association internationale de développement (IDA) se sont fortement accrues, de même que les moyens mis à la disposition des nouveaux guichets d'aide libérale des banques régionales de développement et les concours acheminés par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Au cours de la même période, un volume considérable d'aide alimentaire a pu être apporté grâce au Programme alimentaire mondial, à la création du Fonds international de développement agricole (FIDA) et d'un certain nombre d'importants mécanismes de financement à des conditions de faveur au

Tableau V-5. ÉVOLUTION DES CONTRIBUTIONS DES PAYS DU CAD  
AUX INSTITUTIONS MULTILATÉRALES

	69/71	74/76	79/81	89/91
	En pourcentage de L'APD totale			
Australie	12	16	23	28
Autriche	56	47	29	24
Belgique	13 (25)	16 (30)	15 (30)	25 (42)
Canada	23	34	40	32
Danemark	44 (44)	42 (45)	39 (46)	36 (42)
Finlande	47	48	44	39
France	5 (11)	6 (14)	8 (16)	11 (22)
Allemagne	15 (24)	19 (32)	21 (33)	18 (33)
Irlande	.. ..	60 (85)	27 (66)	18 (60)
Italie	17 (34)	37 (78)	49 (83)	23 (37)
Japon	19	26	32	23
Pays-Bas	19 (26)	24 (34)	19 (26)	20 (29)
Nouvelle-Zélande	15	22	25	15
Norvège	57	47	42	38
Portugal	1 ..	.. ..	.. ..	6 (24)
Espagne	- -	- -	- -	16 (38)
Suède	53	36	31	30
Suisse	37	36	35	22
Royaume-Uni	23 (23)	32 (36)	24 (38)	22 (44)
États-Unis	14	32	28	19
TOTAL CAD	16 (18)	25 (30)	25 (30)	21 (28)
En pourcentage du PNB	0.05 (0.06)	0.08 (0.10)	0.09 (0.11)	0.08 (0.09)
	En millions de dollars			
Total :				
Aux prix et taux de change courants	1 121 (1 291)	2 554 (2 970)	6 221 (7 683)	11 036 (15 410)
Aux prix et taux de change constants de 1990	4 905 (5 649)	8 648 (10 229)	10 251 (12 657)	10 673 (15 091)
	En pourcentage du total de l'aide multilatérale			
Contributions aux organismes multilatéraux				
IDA	35.9	33.9	32.7	27.7
NU	29.2	25.9	26.5	26.9
Banques régionales	0.2	0.9	13.6	11.3
CEE	13.2	14.0	19.0	23.6
Autres <sup>a</sup>	21.5	25.3	8.2	10.5

Note : Les chiffres entre parenthèses indiquent le pourcentage obtenu si l'on tient compte des contributions versées à la CEE.

a) Principalement FIDA, FMI et petits organismes ayant des activités dans les pays en développement.

sein du Fonds monétaire international (FMI). En outre, on a observé une progression considérable de l'aide acheminée par les États Membres de la CEE par l'intermédiaire des programmes communautaires. Dans la seconde moitié des années 70, l'aide multilatérale a marqué un palier. Par contre, au cours des années 80, la part des programmes multilatéraux dans l'aide totale des Membres du CAD a décliné. Ce déclin a été particulièrement prononcé dans le cas des grands donateurs comme les États-Unis, le Japon et l'Italie. Les pays nordiques et le Canada demeurent au premier rang pour leur contribution à l'aide multilatérale. La diminution de l'importance relative de l'APD multilatérale, instrument essentiel de soutien des efforts coordonnés de réforme des politiques et d'ajustement structurel entrepris dans les pays à faible revenu, est particulièrement inquiétante.

Depuis quelque temps, une grande attention est accordée au renforcement et à l'amélioration de l'efficacité du système des institutions multilatérales de développement. L'étude réalisée par les pays nordiques, qui traite des réformes susceptibles d'être opérées dans les activités menées par le système des Nations Unies dans le domaine économique et social et dans celui du développement, apporte une contribution importante à cet égard. On y propose un renforcement du rôle dévolu dans la pratique aux Nations Unies et à ses organismes spécialisés. On met par ailleurs en évidence la nécessité de mieux définir les rôles respectifs du système des Nations Unies et du groupe de la Banque mondiale sur la base de leurs avantages comparatifs. Le CAD a examiné certaines de ces questions dans le cadre des travaux présentés dans son rapport sur la *Coopération pour le développement dans les années 90* (OCDE, 1989). Les principales directives qui se dégagent pour l'avenir sont récapitulées ci-après.

L'aide multilatérale continue de bénéficier d'un soutien vigoureux. Cependant, les donateurs fondent de plus en plus leur jugement concernant les organismes multilatéraux sur l'efficacité avec laquelle, à leur avis, ces organismes s'acquittent de certaines tâches précises sans poser en prémisses que l'aide multilatérale est en général préférable à une aide bilatérale. Or, sur la base de ce critère, la performance de certains organismes est généralement jugée médiocre. En conséquence, l'impératif, dans l'immédiat, pour la plupart des organismes est d'améliorer leur capacité opérationnelle et la qualité de leurs projets à partir d'une vision commune plus nette des objectifs à atteindre.

La Banque mondiale, le FMI et le PNUD sont les principales institutions multilatérales qui interviennent dans les domaines de la coordination de l'aide et de la planification des politiques. Ils pourraient cependant mettre davantage à profit les connaissances spécialisées des institutions sectorielles des Nations Unies lorsqu'ils formulent des avis à l'intention des États. Renforcer le rôle du PNUD en tant qu'organisme central de financement des programmes de coopération technique des Nations Unies reste une préoccupation majeure. Ce rôle d'organe central de financement incombant au PNUD est la condition préalable et nécessaire de la cohérence de l'ensemble des programmes menés par l'Organisation des Nations Unies. Il y a lieu d'encourager les institutions sectorielles des Nations Unies à renforcer leur capacité d'adaptation, de manière à ne plus travailler au coup par coup en fonction de tel ou tel projet mais à adopter une approche plus stratégique centrée sur les pays pris individuellement et s'articulant autour de trois éléments essentiels :

- amélioration des politiques ;
- élaboration de programmes assortis de priorités convenues en matière d'investissements et de dépenses publics ;
- soutien au renforcement institutionnel.

On s'accorde maintenant de manière générale à penser que les banques régionales de développement, tout en continuant à orienter essentiellement leur action sur les projets, devraient aussi

s'employer, dans une certaine mesure, à mettre au point des instruments de prêt pour l'exécution des programmes d'action gouvernementale, travaillant ainsi en parallèle avec la Banque mondiale et le FMI. Une question capitale est celle du financement. D'importantes négociations concernant les appels de fonds auront lieu pendant l'année en cours, notamment pour reconstituer les ressources de l'IDA. En ce qui concerne tout particulièrement les institutions à vocation mondiale, le problème est de préserver à la fois un véritable esprit de multilatéralisme grâce à une large participation au financement et une expansion satisfaisante du volume total des concours.

Il est encourageant de constater qu'à la réunion de l'automne 1992 du Comité du développement (Comité ministériel conjoint des Conseils des gouverneurs de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international sur le transfert de ressources réelles aux pays en développement), les ministres ont appelé les délégués à l'IDA à opérer une avancée significative à leur réunion de novembre 1992 afin de parvenir à un accord, avant la fin de l'année, sur une Dixième reconstitution substantielle des ressources de l'IDA. Les ministres sont par ailleurs convenus qu'il fallait poursuivre l'examen d'un «Supplément spécial pour la Terre» qui servirait à la défense de l'environnement.

## 5. DEMANDES CONCURRENTES

Comme tous les autres postes de dépenses publiques, l'APD fait l'objet d'une procédure extrêmement concurrentielle d'affectation des priorités budgétaires. L'APD est cependant plus vulnérable que les autres dépenses publiques, qui sont en grande partie déterminées par voie législative. Certains pays se sont fixé en matière d'aide des objectifs pluriannuels, qui ont jusqu'à un certain point permis de préserver le budget de l'aide.

Les nouvelles demandes concurrentes sont principalement le résultat des besoins d'aide des pays d'Europe centrale et de l'Est et de l'ancienne Union soviétique. Dans le cas de l'Allemagne, il faut également citer les coûts, élevés, de la réunification.

Les Membres sont convenus d'utiliser les systèmes de notification statistique et les concepts mis au point par le CAD pour recueillir des données sur l'aide à destination de l'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique, mais on ne dispose encore d'aucune information chiffrée. Lorsque le sujet a été abordé dans le cadre des examens de l'aide conduits par le CAD, la plupart des Membres ont indiqué que l'effort d'aide consenti à l'intention de l'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique a provoqué un détournement somme toute limité de l'aide à destination des pays en développement. Sur le moyen terme, l'ampleur du détournement de l'aide dépendra de l'importance de l'aide financière assortie de conditions libérales dont bénéficieront ces pays auxquels viennent s'ajouter les concours qu'ils reçoivent actuellement, notamment au titre de l'assistance technique ainsi que de l'aide alimentaire et d'autres formes d'aide d'urgence, de caractère essentiellement temporaire.

Certains des pays qui composaient l'ancienne Union soviétique, et en particulier les Républiques d'Asie centrale, présentent des caractéristiques similaires à celles des pays en développement. Il est envisagé d'ajouter ces pays à la liste des pays en développement établie par le CAD. Étant donné la taille de ces républiques, dont la population représente au total 50 millions de personnes, les ponctions qui en découleraient sur le budget de l'aide pourraient devenir importantes.

La plupart des Membres du CAD estiment que les dépenses d'environnement sont indispensables pour assurer un développement durable et que, par conséquent, elles ne peuvent se

substituer aux dépenses d'aide. Cela est évident lorsqu'il s'agit de régler des problèmes d'environnement de dimension nationale et régionale. A l'échelon international est toutefois née une responsabilité nouvelle, celle d'aider les pays en développement à contribuer à la solution des problèmes mondiaux d'environnement comme le changement climatique, la préservation de la couche d'ozone et de la biodiversité, et la protection des eaux internationales. Un Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a été institué; il est censé jouer un rôle de premier plan en tant que mécanisme multilatéral de financement destiné à fournir des ressources financières nouvelles et additionnelles grâce à des dons et des concours assortis de conditions de faveur servant à couvrir les surcoûts induits par le renforcement de la protection de l'environnement mondial. La plupart des Membres du CAD sont partisans d'assimiler les contributions au FEM à une APD.

Des fonds importants, normalement affectés à l'aide, sont utilisés, sous la pression des circonstances, pour faire face à de graves cas d'urgence. Or, ces sommes ne contribuent guère à un développement économique et social durable, lequel reste malgré tout l'objectif fondamental de l'aide publique au développement. Certes, l'aide d'urgence est souvent financée sur des concours budgétaires spéciaux, mais il n'en reste pas moins que, fréquemment, on puise également dans l'enveloppe normale de l'aide pour faire face aux situations d'urgence. En 1991, de fortes sommes assimilables à des secours d'urgence ont été versées à l'occasion de la guerre dans le Golfe persique. Il se pourrait qu'il faille maintenant en mobiliser d'autres, importantes également, pour éviter une famine dans la Corne de l'Afrique, ravagée par les guerres et la sécheresse, et de fait dans toute l'Afrique australe et orientale.

Le processus de paix engagé dans certains pays en développement qui, dans le passé récent, ont été le théâtre de guerres et de troubles civils est source de nouveaux défis en matière d'aide et entame largement les ressources financières allouées à l'aide. A titre d'exemple, on peut citer le cas actuellement de l'Angola, du Cambodge, de l'Éthiopie et du Nicaragua, que suivront peut-être bientôt des pays comme l'Afghanistan et le Mozambique. Il faut démobiliser des armées et/ou des forces de guérilla relativement nombreuses et assurer leur réinsertion dans la vie civile et productive afin de retrouver la voie du développement durable. Qui plus est, ces pays feront appel à la communauté des donateurs pour qu'elle les aide à remettre en état leurs infrastructures de base et à rouvrir les services sociaux les plus indispensables.

## 6. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE L'AIDE ET DES AUTRES FLUX DE RESSOURCES

Il est difficile d'apprécier les perspectives d'évolution de l'aide en volume. En ce qui concerne certains Membres du CAD, on peut raisonnablement s'attendre à un nouvel accroissement de l'APD nette en termes réels. Celui-ci sera probablement substantiel dans le cas du Japon et de la France, tandis que le Danemark, la Norvège, la Suède et les Pays-Bas se sont fixés des objectifs à moyen terme relativement stricts concernant le rapport aide/PNB. D'autres pays, comme la Suisse, visent à se rapprocher de la moyenne du CAD. Il faut espérer que l'aide émanant de l'Allemagne et du Royaume-Uni se maintiendra. Pour ce qui est des États-Unis, les perspectives sont incertaines.

Si l'on en croit les prévisions actuelles, dans plusieurs pays donateurs, dont certains des plus importants, la progression de l'aide sera vraisemblablement inférieure à la croissance attendue du PNB de sorte qu'on risque de voir diminuer les rapports APD/PNB. Comme on l'a déjà indiqué, ce rapport est resté remarquablement stable, aux alentours de 0.33 pour cent, pour l'ensemble des Membres du CAD. Il existe maintenant un risque réel qu'il diminue.

Il est peu probable que les pays non Membres du CAD fournissent pour le développement une aide additionnelle importante à des conditions de faveur. L'aide émanant des pays arabes – principalement de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et du Koweït – représente actuellement moins de 3 milliards de dollars, et même si elle demeure significative, elle risque de diminuer encore. L'aide consentie par l'ancienne Union soviétique et les autres pays de l'ancien CAEM a été réduite dans des proportions spectaculaires et ne reviendra probablement pas de si tôt à des niveaux dignes de ce nom. Quant à l'aide fournie par la République de Corée, Taïwan et les autres donateurs de fraîche date, on peut penser qu'elle va augmenter mais cette évolution, si utile soit-elle, ne changera pas grand chose au tableau d'ensemble.

L'évolution récente permet d'afficher un optimisme prudent quant aux perspectives qu'ont les pays en développement d'obtenir davantage de financements aux conditions du marché. Les pays qui sont parvenus à n'avoir aucun problème de service de leur dette ont en général toujours eu accès aux marchés des capitaux. Les autres s'emploient maintenant sérieusement à améliorer leur gestion économique et le climat de l'investissement ainsi qu'à mettre en place des bases saines et stables susceptibles d'attirer les entrepreneurs. La réintégration sur le marché financier international du Chili, du Mexique et du Venezuela et la réintégration partielle du Brésil et de l'Argentine, de même que le « certificat de bonne conduite » délivré à certains pays sous forme d'accords de rééchelonnement, tendent à montrer que les gros progrès réalisés, en particulier en Amérique latine mais pas uniquement là, ont contribué à donner une meilleure image de ces pays sur le marché. Les perspectives d'évolution des financements aux conditions du marché dépendront donc pour beaucoup des efforts déployés par les différents pays et des résultats qu'ils obtiendront, et en particulier de leur capacité de poursuivre leurs programmes d'ajustement tout en respectant les arrangements conclus sur la dette. Pour ce qui est des pays en développement les plus pauvres, la situation n'est guère encourageante; il semble qu'ils ne puissent guère compter sur un accroissement substantiel des ressources qui leur sont consenties et on ne note aucun signe d'une amélioration notable de leur situation en matière d'endettement.

Sur la base des projets de financement des institutions financières internationales, on peut escompter une progression rapide des concours multilatéraux, encore que celle-ci sera moins importante en termes nets compte tenu des remboursements prévus.

## 7. ATTITUDES FONDAMENTALES A L'ÉGARD DE L'AIDE

Les divers Membres du CAD affichent des rapports APD/PNB très variables. De toute évidence, la moins bonne tenue de leur économie, comme en témoignent, par exemple, leur revenu par habitant inférieur à la moyenne, explique pour beaucoup le niveau relativement plus faible des ressources d'aide consenties par des pays comme l'Irlande, l'Espagne, la Nouvelle-Zélande et le Portugal. Cela vaut peut-être aussi jusqu'à un certain point pour des pays comme l'Australie, l'Italie et le Royaume-Uni. Le tableau V-6 permet de comparer les rapports APD/PNB au revenu par habitant et au taux de croissance du PIB.

Cependant, on ne peut imputer aux différences de capacité économique les écarts extrêmement importants qu'on peut observer dans l'effort relatif d'aide de divers Membres du CAD qui, bien qu'au nombre des plus riches, ont des rapports APD/PNB très faibles. Dans le Rapport du CAD consacré à l'examen de *Vingt-cinq ans de coopération pour le développement* (OCDE, 1985), ces divergences étaient analysées dans les termes suivants, qui restent largement valables aujourd'hui :

Tableau V-6. LES RAPPORTS APD/PNB EN REGARD DE  
QUELQUES INDICATEURS ÉCONOMIQUES EN 1991

	Rapport APD/PNB <sup>a</sup>	Aide des ONG en % du PNB	PNB par habitant	Taux annuel moyen de croissance du PIB 1979-90	Ressources publiques totales en % du PIB pour 1989
	%	%	\$	%	%
Norvège	1.14	0.12	24 300	2.6	54.9
Danemark	0.96	0.02	24 400	1.9	57.9
Suède	0.92	0.06	25 800	1.9	64.2
Pays-Bas	0.88	0.08	19 000	1.7	49.9
Finlande	0.76	0.01	24 300	3.4	39.8
France	0.62	0.01 <sup>b</sup>	21 100	2.1	46.4
Canada	0.45	0.04	20 900	2.8	40.1
Belgique	0.42	0.01	20 000	2.2	48.9
Allemagne	0.41	0.05	21 200	2.0	45.0
Australie	0.38	0.04	16 100	3.1	34.3
Suisse	0.36	0.04	34 900	2.3	34.1
Autriche	0.34	0.03	20 800	2.3	46.4
Japon	0.32	0.00	24 000	4.1	33.4
Royaume-Uni	0.32	0.03 <sup>b</sup>	17 500	2.1	40.2
Portugal	0.31	0.00	6 500	2.9	..
Italie	0.30	0.00 <sup>b</sup>	19 700	2.4	41.1
Nouvelle-Zélande	0.25	0.03	11 800	1.5	..
Espagne	0.23	0.00 <sup>b</sup>	13 400	2.8	36.2
États-Unis	0.20	0.05	22 500	2.6	31.8
Irlande	0.19	0.07	10 900	3.4	40.1
TOTAL CAD	0.33	0.03	23 500	2.7	37.2

a) Y compris l'annulation des dettes nées de créances autres que l'APD, sauf pour l'ensemble des pays du CAD. Voir les notes du tableau V-1.

b) Chiffres relatifs à 1990.

«Si la bonne santé de l'économie est un facteur significatif pour expliquer les niveaux comparatifs de l'aide, les dimensions et l'orientation des programmes d'aide nationaux sont déterminées par des facteurs nombreux et complexes. Ce sont notamment :

- l'adhésion des élites politiques et du grand public à la notion d'aide, inspirée par des considérations humanitaires et par la compréhension de la nécessité d'une stabilité économique et sociale internationale;
- certains liens traditionnels avec le tiers monde;
- l'importance des pays en développement en tant que partenaires économiques (marchés, fournisseurs de matières premières);
- une politique étrangère particulière ou de portée internationale, des considérations de sécurité et des intérêts ou des responsabilités stratégiques;



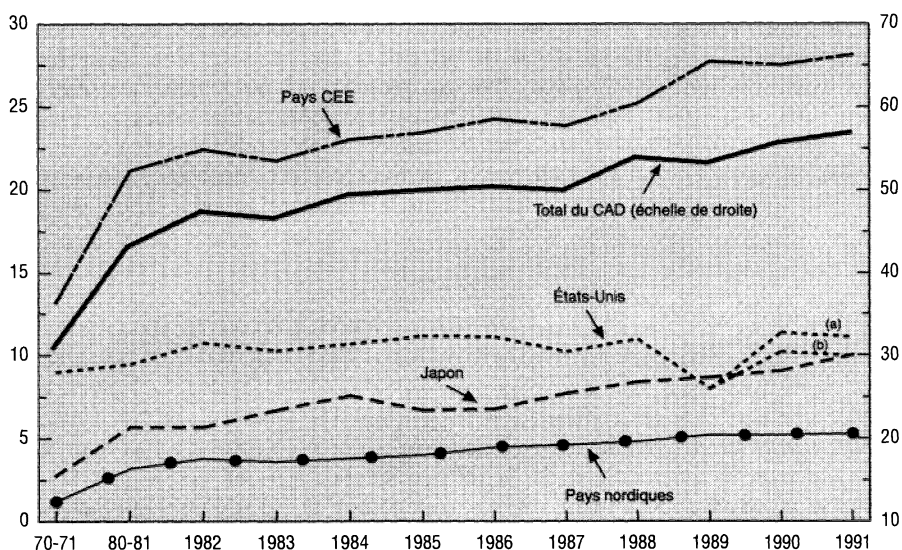
- des particularités du mécanisme de décision, au plan politique ou constitutionnel, et de l'établissement du budget.

Les pays nordiques et les Pays-Bas occupent une place à part pour l'extraordinaire soutien qu'apporte leur opinion publique à d'importants programmes d'aide au développement. C'est le reflet d'une sympathie authentique pour les défavorisés, de la conscience de vivre dans une société aisée qu'éprouve une bonne partie de la population, d'un optimisme quant à la possibilité de promouvoir la justice sociale par des programmes émanant des pouvoirs publics. Peut-être est-ce la projection, au niveau international, du sentiment collectif de responsabilité envers les plus malchanceux qui semble particulièrement développé au niveau national dans ces pays. Ce sens de la solidarité internationale est peut-être aussi favorisé par la plus grande homogénéité de la population qui échappe en partie aux tensions sociales, raciales, religieuses ou linguistiques, et par l'isolement relatif dans lequel la taille de ces pays les tient par rapport aux conflits de la politique internationale qui ont agi sur l'opinion publique, notamment aux États-Unis, vis-à-vis de pays en développement particuliers.

Ce serait toutefois une erreur d'en déduire que les habitants d'autres pays ne se sentent pas solidaires du tiers monde. Il est révélateur, à cet égard, de comparer l'aide publique au développement aux résultats obtenus par les organisations non gouvernementales. Si l'on compare l'aide publique au développement rapportée au PNB et les dons privés collectés par les organisations non gouvernementales bénévoles, il apparaît que, dans un cas comme

Graphique 7 . Évolution à long terme des versements nets d'APD en provenance des pays du CAD

(en milliards de dollars aux prix et taux de change de 1990)



a) Y compris les remises de dettes militaires.

b) Non compris les remises de dettes militaires.

dans l'autre, la Suède, la Norvège et les Pays-Bas viennent en tête (tableau V-6). Toutefois, pour ce qui est des dons privés, ces pays sont rejoints par la Suisse et les États-Unis dont l'APD rapportée au PNB est beaucoup plus faible. La générosité avec laquelle le peuple américain est prêt à porter secours dans les cas d'urgence est bien connue. En Suisse, il est de tradition de se méfier de l'intervention bureaucratique de l'État dans l'économie (...), alors que les préoccupations humanitaires envers le tiers monde sont vives dans le public. En Allemagne également, l'empressement de l'opinion publique à participer à des opérations directes par le biais d'organismes privés dépasse de loin, en termes comparables au niveau international, la position relative de l'ancienne Allemagne occidentale en matière d'APD.

Dans les pays nordiques et aux Pays-Bas, l'éducation du public menée activement a contribué à développer dans l'opinion une attitude favorable à l'aide au développement. Bien que les relations de cause à effet soient difficiles à établir en la matière, il est significatif qu'en Suède et en Norvège les pouvoirs publics dépensent environ 50 cents des États-Unis par habitant pour informer l'opinion sur les problèmes du développement, le chiffre correspondant étant de 20 cents au Danemark et aux Pays-Bas et de 1 cent seulement aux États-Unis et au Royaume-Uni.»

Cet examen notait par ailleurs que le rapport APD/PNB est généralement plus élevé dans les pays où l'État intervient davantage (si l'on en croit des indicateurs comme les recettes publiques ou le total des ressources publiques en pourcentage du PIB) dans la vie économique (tableau V-6).

Quelles qu'en soient les raisons profondes, le fait est que certains pays se distinguent par l'intensité de leur effort d'aide. Les pays nordiques, les Pays-Bas et la France manifestent une ferme volonté de respecter l'objectif de 0.7 pour cent fixé par les Nations Unies et/ou des rapports largement supérieurs à ce seuil. Ces pays ont toujours pressé leurs partenaires du CAD et d'autres instances internationales d'intensifier leurs efforts afin de progresser plus rapidement vers l'objectif des 0.7 pour cent, et ils ont d'ailleurs formulé diverses propositions à cet effet. Cependant, le climat politique et/ou économique qui prévaut dans les autres pays donneurs et leur attitude générale à l'égard du degré de priorité à accorder à l'aide, pour les raisons évoquées ci-avant, ont fait que ces pays n'ont pas pu ou n'ont pas voulu intensifier dans les mêmes proportions leur effort d'aide et prendre des engagements fermes concernant l'amélioration de leur rapport APD/PNB pour une date déterminée. Il ne semble pas que ces différences fondamentales doivent s'estomper dans le proche avenir. Cela ne permet toutefois pas d'exclure une coopération constructive dans tel ou tel domaine, ni un accroissement du niveau global de l'aide.

## 8. UN NOUVEAU REGARD SUR LES BESOINS EN MATIÈRE D'AIDE ET SUR LES MOTIVATIONS DE L'AIDE

Les Membres du CAD ont confirmé lors de leur réunion à haut niveau de 1991 que «vu les immenses tâches de développement des années à venir et compte tenu en particulier des efforts énergiques de démocratisation et de réforme économique en cours dans les pays en développement, un effort d'aide sensiblement plus important devra être consenti tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif». Le CAD s'est toujours abstenu de procéder à une évaluation chiffrée des besoins d'aide. Définir ces besoins n'est pas un exercice d'une objectivité toute technique ou scientifique mais implique des jugements politiques, concernant le taux de croissance économique réputé souhaitable, les grands objectifs de développement à attein-

dre, qu'il s'agisse de la réduction de la pauvreté, de la protection de l'environnement, etc., l'effort d'auto-assistance qu'on peut raisonnablement attendre d'un pays bénéficiaire pour mobiliser ses ressources intérieures et les affecter à des usages productifs grâce à des politiques et à des institutions efficaces, et, en parallèle, le montant des ressources extérieures qu'il devrait pouvoir se procurer sur le marché. La possibilité de trouver des financements aux conditions du marché et les perspectives d'évolution des recettes d'exportation dépendent par ailleurs du climat économique international, et notamment du degré d'ouverture des marchés, lequel se prête mal à des prévisions fiables.

Il existe en outre un fossé entre les besoins d'aide tels qu'ils ressortent des facteurs macroéconomiques et la capacité administrative et institutionnelle du pays d'utiliser efficacement cette aide. Le fait que coexistent des besoins criants qui ne sont pas satisfaits et certaines manifestations indiquant un dépassement de la capacité d'absorption et un « excès d'aide » dans certains pays en développement est un des dilemmes que doit résoudre le système d'aide et qu'il est si difficile d'expliquer à l'opinion publique. S'il est impossible de déterminer objectivement les besoins d'aide et les possibilités qui s'offrent d'utiliser efficacement cette aide, il est néanmoins évident que ceux-ci dépassent de loin le niveau actuel de l'aide consentie, et qu'il continuera d'en aller ainsi dans les quelques années à venir.

Les événements récents constituent un argument supplémentaire en faveur du renforcement des programmes d'aide. Côté pays en développement, les besoins d'aide, c'est-à-dire les concours indispensables pour faire face à la pauvreté, aux pressions démographiques, à la nécessité de renforcer les infrastructures de base et de valoriser les ressources humaines, ne cessent d'augmenter tandis que la capacité d'utiliser efficacement cette aide s'améliore grâce à la mise en œuvre de politiques plus adéquates et à la mise en place d'institutions mieux adaptées. De même, du côté des donateurs, on note une amélioration de la capacité de gestion de l'aide. Les Principes du CAD pour une aide efficace au développement, qui ont été publiés cette année sous forme d'un *Manuel de l'aide au développement*, reflètent la complexité et la cohérence grandissantes du processus d'aide. Bien qu'on ait élaboré une théorie et des principes permettant d'assurer l'efficacité de l'aide, il reste encore beaucoup à faire pour leur donner une application pratique compte tenu des obstacles multiples et persistants que constituent, par exemple, les contraintes objectives qu'impose la situation réelle des pays sous-développés mais aussi les blocages et les lenteurs bureaucratiques.

Il existe désormais un large consensus entre donateurs et bénéficiaires sur les objectifs fondamentaux que doit permettre d'atteindre un développement économique et social, participatif et durable, et sur les mesures à mettre en œuvre pour y parvenir, ce qui implique notamment de faire une plus large place aux mécanismes du marché et d'accentuer les efforts de bonne gestion des affaires publiques. Un effort de démocratisation, le respect des droits de l'homme, une réduction des dépenses militaires et une action plus déterminée de lutte contre la corruption sont autant d'ingrédients indispensables au développement et tout mouvement dans ce sens ne peut que renforcer le soutien dont bénéficie l'aide dans l'opinion publique des pays donateurs.

Les mécanismes de coordination de l'aide ont été renforcés. En Afrique subsaharienne en particulier, des arrangements de coordination extrêmement structurés ont été mis en place afin que l'aide internationale soit effectivement mise au service des efforts d'ajustement structurel et de réforme des politiques. Cela s'est également traduit par une utilisation accrue de l'aide-programme et par une harmonisation et un assouplissement des réglementations et des exigences imposées par les donateurs en ce qui concerne les modalités de l'aide et les procédures de passation des marchés.

Si les besoins et les possibilités d'aide se multiplient, il est également évident que le processus d'aide devient de plus en plus complexe et les donateurs de plus en plus sélectifs. Bon nombre des nouveaux défis, surtout dans les domaines fondamentaux de l'amélioration des politiques, de la création de capacités et de la mise en valeur des ressources humaines, exigent des capacités de gestion fort importantes et de très grandes compétences. Parallèlement, la place plus large faite aux mécanismes du marché et au secteur privé dans de nombreux pays en développement a de grosses conséquences pour les modalités d'acheminement de l'aide publique assortie de conditions libérales. Il est fondamental que l'aide favorise la mobilisation et une utilisation efficace de l'épargne et des ressources intérieures.

Il faut absolument, en cas d'accroissement substantiel de l'aide, respecter les grandes lignes de la stratégie définie dans les Principes collectifs du CAD et dans les travaux sur le secteur privé et la bonne gestion des affaires publiques, laquelle repose sur le renforcement des mécanismes endogènes de mobilisation et d'affectation des ressources grâce à un système financier intérieur efficace et à une gestion rationnelle et responsable des finances publiques. Comme on l'a déjà laissé entendre ci-avant, les donateurs devront redoubler d'efforts pour appliquer les Principes du CAD dans leurs pratiques afin de rendre toute aide supplémentaire significative compatible avec cette stratégie.

Un des principaux facteurs qui intervient dans la détermination des besoins d'aide supplémentaire concerne l'attitude des donateurs à l'égard du soutien à accorder aux grands pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure qui sont aux prises avec de sérieuses difficultés structurelles, qu'il s'agisse de pressions démographiques, de graves problèmes d'environnement ou de gros besoins en matière d'infrastructures.

A la réunion à haut niveau de 1991, les Membres du CAD ont convenu de multiplier les efforts, au sein de leurs gouvernements respectifs et dans le cadre de l'OCDE, pour tenir pleinement compte, dès le stade de la formulation, des effets potentiels, sur les pays en développement, de leurs politiques concernant notamment des domaines comme les échanges, l'environnement, l'investissement privé et les migrations, ainsi que pour assurer une cohérence aussi grande que possible entre les objectifs de développement et ceux fixés dans d'autres domaines. Dans le même temps, ils ont également souligné que les efforts d'aide visant le renforcement des capacités de base des pays en développement demeurent fondamentaux car l'existence de ressources humaines et d'institutions compétentes et d'une infrastructure satisfaisante est ce qui détermine l'aptitude de tout pays en développement à participer à l'économie internationale et à tirer profit de cette participation.

A la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) qui s'est tenue à Rio de Janeiro du 3 au 14 juin 1992, il a été reconnu que «pour les pays en développement, et en particulier pour les moins avancés, l'APD est la principale source de financements extérieurs et un volume substantiel de ressources financières nouvelles et additionnelles sera nécessaire pour assurer un développement durable et la mise en œuvre du programme Action 21». A la CNUED, tous les pays sont convenus que ces fonds devaient être acheminés «de manière à libérer le maximum de ressources nouvelles et additionnelles et à tirer parti de toutes les sources et de tous les mécanismes existants de financement». A cet effet, un consensus général s'est dégagé pour dire que les programmes d'aide bilatérale «devront être renforcés afin de promouvoir un développement durable».

# VI

## TENDANCES DE L'AIDE DES DIFFÉRENTS MEMBRES DE L'OCDE

### Australie

En 1991, les versements d'aide de l'Australie se sont accrus pour atteindre 1.4 milliard de dollars, soit une croissance de 9 pour cent en termes réels. Le rapport APD/PNB est passé à 0.38 pour cent contre 0.34 pour cent l'année précédente. Cette progression de l'aide, en volume, à l'issue de deux années de déclin, s'explique par la forte augmentation des contributions destinées aux organisations multilatérales (+59 pour cent), dont la majeure partie est allée à l'Association internationale de développement (IDA). L'APD bilatérale a diminué de 5 pour cent en 1991, mettant fin à la période de croissance des deux années passées. A moyen terme, les perspectives d'évolution du volume de l'aide accordée par l'Australie dépendent des contraintes budgétaires, mais des efforts sont faits pour améliorer le volume de l'aide en dépit d'une conjoncture économique difficile. Ces efforts se sont notamment traduits par un accroissement de 1 pour cent, en termes réels, du budget de l'APD pour l'exercice 1992/93, ce qui a porté à 0.36 pour cent le rapport APD/PNB, contre 0.35 pour cent dans le budget de 1991/92.

Le programme d'aide australien reste nettement orienté vers les pays bénéficiaires des régions d'Asie et du Pacifique, une proportion relativement importante de cette aide étant consacrée aux pays à revenu intermédiaire. L'aide continue à être accordée exclusivement sous forme de dons et elle est liée dans une proportion substantielle à des achats en Australie.

### Autriche

Le montant net des versements d'APD de l'Autriche a sensiblement progressé pour la deuxième année consécutive et s'est établi à 548 millions de dollars, soit un accroissement, en termes réels, de 38 pour cent. Le rapport APD/PNB s'est lui aussi nettement accru, passant de 0.25 pour cent en 1990 à 0.34 pour cent en 1991. Cette augmentation est de nouveau essentiellement le fait de l'APD bilatérale qui a progressé de 43 pour cent. L'Autriche a ainsi déjà atteint l'objectif à moyen terme qu'elle s'était fixé à l'origine, à savoir parvenir en 1993/94 au rapport APD/PNB moyen du CAD. Il n'en demeure pas moins improbable que l'Autriche soit en mesure de maintenir son rapport APD/PNB à ce niveau en 1992.

## **Belgique**

Le montant net des versements d'APD de la Belgique a chuté de 7 pour cent en termes réels pour s'établir à 831 millions de dollars. Le rapport APD/PNB a diminué de 4 points, soit 0.42 pour cent. La diminution des versements par rapport à leur niveau de 1990 s'explique essentiellement par l'interruption de la coopération de la Belgique avec le Zaïre. Cette interruption étant intervenue à un stade avancé de l'exercice financier, les fonds n'ont pu être réaffectés à d'autres programmes; ce sera chose faite cette année. Les contributions de la Belgique aux institutions des Nations Unies et aux banques régionales de développement ont, elles aussi, diminué en 1991. A la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), tenue en juin 1992 à Rio de Janeiro, la Belgique a annoncé que «son objectif est de porter son aide à 0.7 pour cent de son PNB d'ici à l'an 2000 ou dès que possible après cette date, compte tenu des besoins budgétaires».

Au cours de la décennie écoulée, l'APD de la Belgique s'est surtout concentrée sur trois pays, le Burundi, le Rwanda et le Zaïre. Les effectifs du personnel belge expatrié dans les pays en développement diminuent progressivement. Dans certains pays bénéficiaires, en particulier le Burundi et le Rwanda, un système de «cogestion» de l'aide a été mis en place, dans le cadre duquel le pays bénéficiaire exécute avec la Belgique un programme d'aide convenu. L'Administration générale de la coopération pour le développement a été réorganisée et de nombreuses tâches administratives, logistiques et activités de gestion des projets ont été confiées à des organisations non gouvernementales (ONG), des universités et d'autres institutions.

## **Canada**

En 1991, les versements d'APD, en volume, ont atteint 2.6 milliards de dollars, soit en gros, la même somme, en termes réels, que l'année précédente. Le rapport APD/PNB a atteint 0.45 pour cent. Malgré la persistance des contraintes budgétaires dues à la conjoncture économique, le Canada s'est engagé à progresser vers l'objectif de 0.7 pour cent du rapport APD/PNB. Au cours de la CNUED, le Canada a annoncé la conversion de 145 millions de dollars de dettes au profit de l'Amérique latine, l'engagement, pour 1992, d'une somme de 115 millions de dollars destinée à la gestion des forêts dans les pays en développement et le versement d'une contribution de 2 millions de dollars à l'initiative Capacités-21 du PNUD. Il a par ailleurs indiqué qu'il avait l'intention de participer à la reconstitution des ressources du Fonds pour l'environnement mondial.

Depuis 1986, toute l'aide bilatérale nouvelle que le Canada accorde en faveur du développement prend la forme de dons. L'aide bilatérale est fortement concentrée sur les pays en développement les plus pauvres et une partie a été orientée vers les pays de l'Afrique subsaharienne, bien qu'une priorité élevée continue à être accordée aux pays d'Asie à faible revenu.

## **Danemark**

En 1991, le montant net des versements d'APD du Danemark a continué à augmenter pour s'établir à 1.2 milliard de dollars, ce qui représente 0.96 pour cent du PNB et un accroissement, en termes réels, de 3 pour cent. Les contributions destinées aux organisations multilatérales ont progressé de 8 pour cent, mais les versements bilatéraux ont diminué de 1 pour cent par rapport à 1990. En volume, l'aide du Danemark devrait atteindre 1 pour cent du PNB en 1992.

Le programme d'aide du Danemark reste essentiellement orienté vers la lutte contre la pauvreté et privilège de plus en plus le respect des droits de l'homme, la démocratisation, la bonne gestion des affaires publiques et la réduction des dépenses militaires dans les pays bénéficiaires.

## **Communauté européenne**

L'aide accordée par la Communauté européenne, qui est administrée par la Commission des Communautés européennes et la Banque européenne d'investissement, est une importante source d'aide pour de nombreux pays en développement. En 1991, l'aide de la Communauté européenne, qui a principalement été dispensée sous forme de dons, s'est chiffrée à 3.8 milliards de dollars. Des apports d'aide complémentaires aux conditions du marché, représentant 160 millions de dollars, ont été accordés en 1991 aux pays en développement, principalement sous forme de prêts de la Banque européenne d'investissement. Quelque 45 pour cent de l'aide communautaire sont actuellement répartis entre 69 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) en vertu de la Convention de Lomé, les 55 pour cent restants allant à des pays en développement d'Asie, d'Amérique latine et de la région méditerranéenne. Le montant net des versements d'APD de la Communauté a augmenté de 28 pour cent entre 1990 et 1991. Le cadre communautaire régissant la coopération pour le développement englobe pratiquement tous les aspects des relations économiques avec les pays en développement, qu'il s'agisse tant de la nouvelle Convention de Lomé IV, qui est l'accord de coopération le plus exhaustif entre un donneur et un groupe de bénéficiaires quel qu'il soit, que des accords passés par la Communauté avec les pays méditerranéens. En 1990, la Communauté a adopté un nouveau programme quinquennal (1991-95) d'un montant de 2.75 milliards d'écus, qui s'adresse à quelque 40 pays d'Asie et d'Amérique latine et qui est axé vers les pays les plus pauvres. Ce nouveau programme situe la coopération pour le développement avec ces pays dans un cadre de relations globales plus complet. Se fondant sur sa propre expérience, la Communauté a beaucoup fait pour la coopération régionale. La Convention de Lomé IV et la nouvelle politique à l'égard des pays méditerranéens affectent à la coopération régionale des ressources non négligeables dont le but est d'encourager l'intégration économique et commerciale. En outre, la Communauté lance et développe des activités régionales en Asie et en Amérique latine, en particulier en Amérique centrale.

## **Finlande**

A la suite de la décision prise en 1980 par le gouvernement finlandais de porter, pour la fin de la décennie, les crédits affectés à l'APD à 0.7 pour cent du PNB, l'accroissement de l'APD finlandaise a été l'un des plus rapides et des plus soutenus des Membres du CAD. En 1991, le montant net des versements a atteint 930 millions de dollars, soit une progression de 12.3 pour cent en termes réels par rapport à 1990. Les versements au titre de l'aide bilatérale ont augmenté de 20.2 pour cent, tandis que les contributions multilatérales sont demeurées stables. Le rapport APD/PNB est passé de 0.63 pour cent à 0.76 pour cent (un tiers de cette augmentation résulte de l'effet statistique d'une baisse de 6.5 pour cent du PNB). L'abandon temporaire, annoncé en 1991 par la Finlande, de l'objectif de 0.7 pour cent conjugué à la réduction de 5.2 pour cent du budget de l'aide devraient avoir une incidence sur le niveau futur des versements.

L'administration de l'aide au développement finlandaise, dirigée par le ministre pour la Coopération et le Développement, a été réorganisée en 1991 selon des critères géographiques. La part des dons dans l'aide bilatérale finlandaise, qui est de plus de 98 pour cent, place la Finlande parmi les Membres du CAD accordant les conditions les plus libérales.

## France

Le début du chapitre V signale la modification apportée à la présentation des données françaises sur l'aide publique au développement : ces statistiques excluent désormais les Départements d'Outre-Mer mais l'aide aux Territoires d'Outre-Mer y est toujours incluse. Sur ces bases, le montant net des versements d'APD de la France a progressé de quelque 5 pour cent entre 1990 et 1991 et s'est établi à 7.5 milliards de dollars. La presque totalité de cette augmentation est imputable aux contributions multilatérales, qui se sont accrues de 8 pour cent, compensant ainsi les contributions relativement faibles versées l'année précédente. Le montant net des versements bilatéraux a augmenté de 4 pour cent environ. Le rapport APD/PNB est passé de 0.60 à 0.62 pour cent. (L'annulation de dettes non issues de l'APD devrait en principe être identifiée séparément, mais les données relatives à 1991 ne sont pas encore disponibles.) A Rio, au cours de la CNUED, le Président Mitterrand a déclaré que la France atteindrait d'ici à l'an 2000 l'objectif de 0.7 pour cent.

Les principales composantes de l'aide française sont les suivantes : *i*) l'aide aux pays en développement relevant du champ d'action du ministère de la Coopération et du Développement, qui va essentiellement à l'Afrique; *ii*) l'aide aux pays ne relevant pas du champ d'action du ministère de la Coopération, qui reçoivent, de la part du Trésor, une aide projet ou un soutien à la balance des paiements (prêts et dons qui peuvent ou non être associés à des crédits du secteur privé, ou relever de programmes de coopération technique du ministère des Affaires étrangères); *iii*) l'aide aux Territoires d'Outre-Mer; enfin, *iv*) les contributions aux organisations multilatérales, notamment la CE, la Banque mondiale, le PNUD et d'autres organismes.

## Allemagne

En 1991, le volume de l'aide publique au développement de l'Allemagne a été de 6.9 milliards de dollars, soit une progression de 7 pour cent en termes réels, faisant suite à une augmentation de 6 pour cent en 1990. Les données relatives à 1991 concernent l'Allemagne après la réunification. Le rapport APD/PNB a été de 0.41 pour cent en 1991, contre 0.42 pour cent, sur la base des données portant sur la République fédérale avant la réunification, en 1990. L'APD bilatérale est demeurée stable après le bond exceptionnel de 17 pour cent enregistré en 1990 et attribuable, en particulier, à l'important volume d'assistance accordée aux pays touchés par la guerre du Golfe. Cette aide s'est poursuivie en 1991. Les contributions multilatérales qui, en volume, avaient chuté de 14 pour cent en 1990, se sont accrues de 24 pour cent, principalement en faveur de la CE et des institutions de la famille des Nations Unies. D'après le projet de budget à moyen terme de l'Allemagne, il ne faut espérer, dans les prochaines années, que de faibles augmentations du volume de l'aide. Toutefois, le gouvernement allemand est fermement décidé, en dépit du coût de la réunification et de l'aide financière accordée à l'Europe de l'Est, à faire en sorte que l'Allemagne réunifiée continue, à l'avenir, d'accroître son aide au développement. Au cours de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), tenue en juin 1992, l'Allemagne a renouvelé l'engagement de porter son rapport APD/PNB à 0.7 pour cent «dès que possible».



En 1991, le ministère fédéral de la Coopération économique a formulé un nouveau critère d'action lié aux politiques des pays en développement en matière de droits de l'homme, État de droit, participation de la population, orientation des économies vers les mécanismes du marché et, plus généralement, action gouvernementale axée sur le développement, critère imposant, par exemple, un équilibre raisonnable entre les dépenses consacrées aux infrastructures sociales et à des objectifs militaires. Des efforts sont en outre faits pour que, dans les pays bénéficiaires, les groupes cibles, et surtout les femmes, participent plus largement à la conception et à la mise en œuvre des projets d'aide de l'Allemagne et profitent des avantages qu'ils procurent.

## **Irlande**

En 1991, l'aide irlandaise a recommencé à augmenter de façon marquée, en volume, pour atteindre l'équivalent de 73 millions de dollars, contre 57 millions de dollars en 1990. L'accroissement est ainsi de 27 pour cent en termes réels, alors que le volume de l'aide avait diminué de 4 pour cent en 1990. Le rapport APD/PNB est passé à 0.19 pour cent, contre 0.16 pour cent en 1990. L'amélioration du volume de l'aide est due à l'accroissement de l'APD bilatérale (+30 pour cent) et de l'APD multilatérale (+26 pour cent). L'APD multilatérale a surtout été versée à la CE. Étant donné que la croissance exceptionnelle du volume de l'aide en 1991 était à mettre au crédit de l'assistance accordée aux pays touchés par la guerre du Golfe, il faut s'attendre maintenant à une diminution et les autorités irlandaises prévoient que, pour 1992, le rapport APD/PNB s'établira à 0.17 pour cent.

## **Italie**

En 1991, l'aide au développement de l'Italie a représenté, en volume, 3.4 milliards de dollars, soit un chiffre fort semblable à celui de 1990. Cette évolution marque une diminution de 4.8 pour cent, en termes réels, après la chute de 23 pour cent enregistrée en 1990. Le rapport APD/PNB s'est établi à 0.30 pour cent, contre 0.31 pour cent en 1990. Les contributions multilatérales ont baissé, en 1991, de 17 pour cent, étant donné les versements exceptionnellement importants effectués en 1990 en faveur de l'IDA et des banques régionales de développement. En 1991, l'aide bilatérale a augmenté de 2.5 pour cent. Le Parlement italien est récemment revenu sur sa décision de mettre fin au Fonds spécial de coopération pour le développement et celui-ci a repris ses activités. Cependant, une révision radicale des procédures administratives, visant à en améliorer l'efficacité et la transparence, est actuellement en cours, ce qui pourrait avoir, pendant quelques temps, des répercussions sur les versements du Fonds.

Le programme d'aide de l'Italie demeure concentré sur les pays d'Afrique subsaharienne. Une partie importante de cette assistance est accordée sous forme de prêts et est liée à des achats en Italie.

## **Japon**

Le montant net des versements d'APD du Japon a progressé de 10 pour cent en termes réels et s'est établi à 11 milliards de dollars. Cette augmentation est attribuable à l'accroissement des versements bilatéraux qui se sont accrus de 19 pour cent en termes réels. En 1991, les prêts ont progressé de 32 pour cent en termes réels, tandis que les dons ont augmenté de plus de 2 pour cent. Le montant net des versements multilatéraux a diminué, en termes réels, de plus de

16 pour cent, en raison du calendrier des paiements aux institutions multilatérales. Le rapport APD/PNB du Japon s'est accru d'un point pour atteindre 0.32 pour cent. En 1991, de même que ces dernières années, le Japon a été le pays qui a le plus contribué à la croissance de l'aide du CAD. Ces prochaines années, l'aide japonaise devrait continuer à s'accroître de façon substantielle. A la CNUED, le Japon a déclaré qu'il a accordé, au cours de la période 1989-91, une aide liée à des problèmes d'environnement de quelque 3 milliards de dollars et que, pour la période 1992-97, cette forme d'aide serait portée à plus de 7 milliards de dollars.

En juin 1992, les autorités japonaises ont annoncé l'adoption d'une «Charte de l'aide publique au développement» visant à élargir, grâce à une meilleure compréhension, le soutien dont bénéficie l'APD japonaise à l'échelon national et à l'étranger ainsi qu'à améliorer l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre de l'APD. Cette Charte repose sur les «principes» suivants : *i)* poursuivre simultanément les objectifs de préservation de l'environnement et de développement; *ii)* éviter de recourir à l'APD pour des causes militaires ou des actions susceptibles d'aggraver les conflits internationaux; *iii)* suivre de près l'évolution des dépenses militaires des bénéficiaires, de leurs activités de développement et de production d'armes de destruction massive et de missiles, de leurs échanges d'armes, etc.; et *iv)* accorder toute l'attention voulue aux mesures prises par les bénéficiaires en faveur de la démocratisation, de l'instauration d'une économie de marché et du respect des droits de l'homme. La structure formelle de l'administration de l'aide japonaise ne s'est pas fondamentalement modifiée. L'aide sous forme de dons est accordée et mise en œuvre par le ministère des Affaires étrangères avec la coopération de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Les activités de coopération technique sont confiées essentiellement au ministère des Affaires étrangères et à la JICA. Les prêts d'APD, qui ont représenté plus de 61 pour cent de l'APD bilatérale du Japon en 1991, sont planifiés dans le cadre de consultations entre le ministère des Affaires étrangères, le ministère des Finances, le ministère du Commerce international et de l'Industrie et l'Agence de planification économique. Le Fonds de coopération économique à l'étranger (OECE) a pour mission de mettre en œuvre les prêts.

## **Pays-Bas**

En 1991, l'aide des Pays-Bas – 2.5 milliards de dollars – est restée, en volume, au même niveau qu'en 1990, mais, en termes réels, l'APD a diminué de 1 pour cent. Les contributions destinées aux organisations multilatérales ont progressé de 7 pour cent, principalement en raison de l'accroissement des versements à la CE, tandis que l'APD bilatérale a diminué de 5 pour cent. Le rapport APD/PNB des Pays-Bas s'est établi, en 1991, à 0.88 pour cent, contre 0.92 pour cent en 1990 – ou 0.91 pour cent si l'on exclut l'annulation de dettes non issues de l'APD. Le volume de l'aide devrait conserver son niveau relativement élevé au cours des années à venir.

Le programme d'aide des Pays-Bas reste fortement orienté vers la lutte contre la pauvreté et privilégie de plus en plus le développement des infrastructures sociales et la valorisation des ressources humaines ainsi que l'environnement et la participation des femmes au développement. Les autorités néerlandaises ont pris un certain nombre de mesures afin d'adapter leur programme d'aide à un monde en mutation et d'en accroître l'efficacité. Elles accordent une plus grande attention aux résultats des politiques des bénéficiaires tout en mettant en œuvre, de façon souple, une politique de répartition de l'aide par pays et par région; les critères d'octroi de l'aide en faveur des projets, qui sont principalement le niveau de pauvreté, la protection de l'environnement et le rôle des femmes dans le développement, ont été affinés et des programmes «fer de lance» ont été mis en place dans les domaines de l'environnement, de la

participation des femmes au développement, de la pauvreté urbaine et de la recherche sur le développement.

## **Nouvelle-Zélande**

En 1991, l'APD de la Nouvelle-Zélande, en volume, a atteint l'équivalent de 100 millions de dollars, contre 95 millions de dollars l'année précédente. Cet accroissement de 7 pour cent en termes réels confirme la reprise timide de l'augmentation du volume de l'aide de la Nouvelle-Zélande, amorcée en 1990 après la forte chute enregistrée, en volume, en 1989. En proportion du PNB, l'aide a représenté 0.25 pour cent en 1991, contre 0.23 pour cent en 1990. Cette progression est essentiellement à mettre sur le compte de l'augmentation des contributions versées aux organisations multilatérales, qui se sont accrues d'un tiers par rapport à 1990. Ces contributions, qui ont représenté environ 20 pour cent du total de l'APD, contre 15 pour cent en 1990, témoignent de l'importance que la Nouvelle-Zélande continue d'accorder à la coopération avec les organisations multilatérales.

Le programme de la Nouvelle-Zélande demeure orienté vers la région du Pacifique sud, dont la Nouvelle-Zélande soutient activement les efforts de coordination de l'aide, mais la couverture géographique de cette aide s'étend progressivement : elle touche désormais l'Indochine, sans compter les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), qui continuent de bénéficier d'un volume non négligeable d'assistance. L'aide néo-zélandaise est accordée, pour l'essentiel, entièrement sous forme de dons, aux pays à revenu intermédiaire.

## **Norvège**

Après s'être fortement accrus en 1990 (+14 pour cent), les versements nets d'APD, en volume, n'ont pas varié en 1991, en termes réels, et se sont établis à 1.2 milliard de dollars, ce qui correspond à un rapport APD/PNB de 1.14 pour cent, contre 1.17 pour cent en 1990. Le rapport APD/PNB de la Norvège demeure le plus élevé de tous les Membres du CAD. L'augmentation des contributions destinées aux organisations multilatérales, principalement les institutions de la famille des Nations Unies et les banques régionales de développement, a compensé le léger fléchissement des versements bilatéraux.

L'aide au développement de la Norvège reste nettement axée sur la lutte contre la pauvreté. Les trois quarts de l'APD bilatérale vont aux pays les moins avancés et à d'autres pays à faible revenu, et cette aide se concentre sur un nombre limité de pays bénéficiaires. La priorité est accordée aux domaines suivants : environnement, exploitation viable des ressources naturelles et questions de population, participation des femmes au développement, mesures destinées à améliorer les qualifications (éducation, recherche, renforcement des institutions, etc.), secteur productif, mesures d'allègement de l'endettement, mesures destinées à renforcer la démocratie et questions liées aux droits de l'homme.

## **Portugal**

En décembre 1991, le Portugal a adhéré de nouveau au CAD dont il s'était retiré en 1974. Le montant net des versements d'aide de ce pays, qui avait sensiblement progressé ces dernières années, a continué à augmenter en 1991 pour atteindre 213 millions de dollars, soit un accroissement en termes réels de 28 pour cent. Le rapport APD/PNB est passé de 0.25 pour cent en 1990 à 0.31 pour cent en 1991. Cette progression s'explique par l'augmentation des

aides bilatérales et multilatérales. Le montant net des versements au titre des prêts a plus que doublé en 1991 pour atteindre 84 millions de dollars tandis que les dons bilatéraux ont légèrement augmenté pour s'établir à 82 millions de dollars. Les contributions multilatérales ont représenté 47 millions de dollars, dont la majeure partie est allée à la CEE. L'aide portugaise devrait continuer de s'accroître dans le proche avenir, mais à un rythme moins rapide que ces dernières années.

L'aide du Portugal se concentre sur les pays lusophones de l'Afrique subsaharienne, que le Portugal connaît particulièrement bien. Le plus important bénéficiaire est, de loin, le Mozambique, suivi par la Guinée Bissau, le Cap-Vert, l'Angola, Sao-Tomé-et-Principe. Étant donné le nombre élevé des pays les moins avancés parmi les principaux bénéficiaires de l'aide du Portugal, plus des deux tiers du montant net total de l'APD – soit 0.21 pour cent du PNB – sont allés à ce groupe de pays en 1991. Les conditions financières dont est assortie l'aide portugaise sont demeurées inchangées. L'élément de libéralité des prêts s'est étalé, ces dernières années, entre 24 et 67 pour cent. L'aide bilatérale est en totalité liée à des achats de biens et services au Portugal.

## Espagne

L'Espagne est devenue Membre du CAD en décembre 1991. Le montant net des versements d'APD de l'Espagne a fortement progressé en 1991 pour la troisième année consécutive – bien qu'à un rythme plus lent qu'au cours des deux années précédentes – pour s'établir à 1.2 milliard de dollars, soit une augmentation de 17 pour cent en termes réels. Les versements de l'Espagne avaient plus que doublé en 1989 et s'étaient accrus de 80 pour cent en 1990. Le rapport APD/PNB est passé de 0.14 pour cent en 1989 à 0.20 pour cent en 1990 puis à 0.23 pour cent en 1991. Cette évolution s'explique principalement par la forte augmentation des prêts accordés par le Fondo de Ayuda al Desarrollo (FAD), qui sont souvent associés à des crédits à l'exportation assortis de conditions non libérales. En chiffres nets, les prêts du FAD ont représenté pratiquement la moitié des versements d'APD de l'Espagne en 1991, contre près des deux cinquièmes en 1990 et plus du quart en 1989. La coopération technique s'est elle aussi fortement développée depuis 1989, mais sa part dans le montant net total de l'APD a stagné au niveau de 16 pour cent au cours des trois années passées. De même, les contributions multilatérales, principalement affectées à la CE, ont continué à s'accroître, mais elles ne représentent plus qu'un tiers environ du montant net total de l'APD. L'objectif que s'est fixé l'Espagne en 1992, à savoir porter à 0.36 pour cent du PNB le volume de son aide, ne sera probablement pas atteint, en particulier du fait des restrictions budgétaires adoptées en 1991. Toutefois, le gouvernement espagnol a annoncé au cours du Sommet de la terre (CNUED), tenu à Rio de Janeiro en juin 1992, qu'il avait l'intention de tripler le volume de son aide au cours des années 90. On peut donc attendre une nouvelle croissance substantielle de l'APD de l'Espagne, en chiffres absolus et en chiffres relatifs.

L'aide de l'Espagne va essentiellement à l'Amérique latine, au Maghreb, à l'Angola, au Mozambique et à la Guinée équatoriale. L'Angola est devenu le premier bénéficiaire des dons consentis par l'Espagne. L'accroissement envisagé de l'aide destinée à l'Afrique se concentrera sur l'Afrique du Nord et sur les pays lusophones situés au sud du Sahara. L'Espagne accorde en priorité son aide aux secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'enseignement primaire, de la formation professionnelle, du renforcement des institutions, des infrastructures de base et des services collectifs en Amérique latine.

L'aide bilatérale est liée à des achats de biens et services en Espagne. Le degré de libéralité des prêts du FAD est de 35 pour cent au moins. Selon le niveau du revenu par habitant du pays bénéficiaire, les taux d'intérêt s'étalent de 1.5 à 4 pour cent. En règle générale, les pays d'Amérique latine bénéficient de conditions financières plus favorables.

## **Suède**

En 1991, l'APD de la Suède s'est établie, en volume, à 2.1 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de moins de 1 pour cent par rapport à 1990. Le rapport APD/PNB est passé de 0.91 à 0.92 pour cent. Les versements de l'APD bilatérale ont augmenté de 2 pour cent, tandis que les contributions affectées aux organisations multilatérales ont diminué de 3 pour cent, en raison de la forte diminution des paiements aux banques (fonds) régionales de développement. Le volume de l'aide devrait diminuer au cours des années à venir sous l'effet des fortes compressions budgétaires que prépare actuellement le gouvernement suédois.

L'aide suédoise se concentre sur les pays à faible revenu et privilégie essentiellement l'ajustement économique et la promotion de la démocratie et des droits de l'homme. Une part relativement importante de l'APD est consacrée à l'aide d'urgence en réponse à des situations difficiles que connaissent un certain nombre de pays en développement et aux appels lancés à cet effet par la communauté internationale. Près du tiers de l'aide sert à financer les contributions aux organisations internationales. Le dispositif de planification et de mise en œuvre de l'aide suédoise est en cours de réforme. Le but est double : accorder un rôle plus actif au ministère des Affaires étrangères dans la coordination du nombre croissant d'organismes d'aide suédois et transférer progressivement aux autorités du pays bénéficiaire la responsabilité de la mise en œuvre des projets.

## **Suisse**

En 1991, l'aide au développement de la Suisse s'est chiffrée à 863 millions de dollars, contre 750 millions de dollars en 1990. En termes réels, cette évolution représente une croissance de 13 pour cent. Les versements bilatéraux ont progressé de 30 pour cent mais les contributions multilatérales ont, elles, diminué de 33 pour cent. Cependant, cette évolution ne reflète pas une politique explicite des autorités suisses visant à augmenter la part bilatérale de l'aide aux dépens de la part multilatérale, mais elle découle de la manière différente dont le CAD comptabilise les contributions aux banques de développement (prise en compte des «notes»). Cela se traduira par une augmentation importante de la portion multilatérale en 1992. Le rapport APD/PNB de la Suisse est passé 0.32 à 0.36 pour cent.

Toujours en 1991, le Parlement a autorisé le gouvernement à utiliser, au cours des cinq prochaines années, une enveloppe supplémentaire de 280 millions de dollars pour accorder des annulations de dette et de 200 millions de dollars pour soutenir les efforts de protection de l'environnement dans les pays en développement. Une fois membre du Groupe de la Banque mondiale, en 1992, la Suisse accroîtra par ailleurs sensiblement ses contributions aux organisations internationales. Actuellement, la part de ces contributions représente un peu moins du quart de l'APD suisse.

Le programme d'aide de la Suisse est bien adapté à la promotion du développement participatif. Il privilégie donc la participation des bénéficiaires, notamment des femmes, à la conception et à la mise en œuvre des activités financées par l'aide ; il fait du respect des droits de l'homme l'une des conditions préalables à l'utilisation effective de l'aide et achemine une

part importante de cette aide par l'intermédiaire d'ONG suisses et d'ONG de pays en développement.

## **Royaume-Uni**

En 1991, le montant net des versements d'APD du Royaume-Uni a progressé, en termes réels, de 16 pour cent pour s'établir à 3.2 milliards de dollars. Les versements nets d'APD bilatérale qui s'élèvent à 1.8 milliard de dollars ont augmenté de 16 pour cent en termes réels, tandis que les contributions multilatérales se sont, elles aussi, accrues de 16 pour cent en termes réels pour atteindre 1.4 milliard de dollars. Le rapport APD/PNB est passé de 0.27 à 0.32 pour cent. Le budget de 1992/93 prévoit une augmentation de l'ordre de 6 pour cent des ressources financières affectées à l'APD, ce qui impliquerait une nouvelle augmentation, certes peu importante, en termes réels. Pendant la CNUED, le Royaume-Uni a annoncé qu'il s'engageait à fournir, au cours des deux prochaines années, des ressources supplémentaires d'un volume important pour soutenir les objectifs du Programme Action 21.

Le Royaume-Uni est parmi les premiers pays à avoir défendu l'idée que la bonne gestion des affaires publiques et le développement sont étroitement associés et il s'est doté d'une politique claire consistant à utiliser l'aide pour améliorer la gestion des affaires publiques et mieux faire respecter les droits de l'homme. Le Royaume-Uni accorde en outre une plus grande importance à la réduction de la pauvreté et à la planification familiale volontaire.

## **États-Unis**

En 1991, l'aide des États-Unis a diminué, en termes réels, de 4.7 pour cent pour s'établir à 11.3 milliards de dollars. Ce chiffre inclut la somme de 1.86 milliard de dollars correspondant à l'annulation de créances militaires sur l'Égypte ; cette somme était de 1.2 milliard de dollars en 1990. Ces montants ont été exclus du total de l'APD du CAD à la suite de l'examen de cette question par les Membres du CAD, ainsi qu'il est indiqué dans la Note du chapitre V sur la comptabilisation de l'annulation de dettes. En proportion du PNB, le montant net des versements notifiés par les États-Unis a légèrement fléchi, de 0.21 pour cent à 0.20 pour cent. Si l'on exclut le montant de l'annulation des dettes militaires sur l'Égypte pour 1990 et 1991, le rapport des versements au PNB est ramené, respectivement, à 0.19 et 0.17 pour cent. Les statistiques de l'aide des États-Unis au cours de la décennie écoulée, de même que celles d'autres donateurs, ont été fortement influencées par le calendrier de versements des contributions aux organisations multilatérales. En 1991, les contributions des États-Unis aux organisations multilatérales ont diminué de plus de 1 milliard de dollars, pour s'établir à 2 milliards de dollars, soit une chute en termes réels de 40 pour cent. Cette baisse a principalement touché les banques régionales de développement. Toutefois, le montant net des versements bilatéraux a progressé, en termes réels, de 8 pour cent et s'est établi à 9.4 milliards de dollars. Si l'on exclut l'annulation de dettes militaires, cette augmentation est de 3 pour cent en termes réels.

Le programme d'aide étrangère des États-Unis a fait l'objet d'un examen attentif, interne et externe, et les raisons justifiant l'aide étrangère sont en train d'être réévaluées. L'Agence des États-Unis pour le développement international (US AID) a été réorganisée en profondeur au cours des deux dernières années dans le but de rationaliser la structure au siège, de renforcer la responsabilisation et de mettre en œuvre un programme de gestion stratégique accordant une plus grande importance à l'orientation et à la concentration des objectifs des programmes et mettant en place un suivi plus strict des résultats. Au cours de la CNUED, les États-Unis ont

annoncé le doublement de leur assistance bilatérale pour financer des projets d'exploitation forestière au cours de l'année à venir et le relèvement des deux tiers par rapport à son niveau de 1990 de leur aide internationale dans le domaine de l'environnement.

## **Grèce, Islande, Luxembourg, Turquie**

La Grèce, l'Islande, le Luxembourg et la Turquie sont Membres de l'OCDE mais n'ont pas adhéré au CAD. Leur aide ne figure donc pas dans les tableaux statistiques de l'aide du CAD. Ces quatre pays sont associés aux travaux du CAD portant sur des questions d'intérêt commun et ont accordé une aide au développement présentée ci-après.

La *Grèce* contribue aux programmes d'aide de la CE et des institutions multilatérales.

L'*Islande* administre depuis quelque temps un programme d'aide restreint. En 1991, l'aide au développement de ce pays s'est sensiblement accrue pour atteindre 8 millions de dollars, soit 0.13 pour cent du PNB. Cette augmentation s'explique par l'ampleur prise par les versements bilatéraux et multilatéraux. L'aide d'urgence qui est allée aux pays touchés par la crise du Golfe a représenté la part la plus importante de l'aide bilatérale. Le reste de cette catégorie d'aide a été affecté aux recherches sur les pêcheries au Cap-Vert, au Malawi et en Namibie. Les contributions multilatérales ont principalement été accordées à l'IDA et à diverses institutions de la famille des Nations Unies.

A la suite de l'augmentation sensible du volume de son aide, ces dernières années, le *Luxembourg* a annoncé son intention de devenir Membre du CAD avant la fin de 1992. Les versements d'APD, qui s'étaient établis à 18 millions de dollars en 1988 et en 1989, sont passés à 25 millions de dollars en 1990 puis à 39 millions de dollars en 1991. Par rapport au PNB, partis de 0.20 pour cent en moyenne pour 1988/89, ils ont atteint 0.21 pour cent en 1990 et 0.32 pour cent en 1991. Cette progression concrétise la mise au point, au cours de la deuxième moitié des années 80, d'un programme d'aide bilatérale qui, depuis 1989, a représenté les deux tiers du montant total des versements d'APD contre moins des deux cinquièmes au cours des années précédentes. Sauf en 1991, année au cours de laquelle le Luxembourg a accordé des sommes exceptionnellement importantes d'aide humanitaire et d'aide d'urgence aux réfugiés à la suite de la crise du Golfe, l'aide bilatérale se compose principalement d'une aide projet axée plus spécialement sur le secteur social, l'agriculture et l'aménagement de petites infrastructures. Une part importante de l'aide est en outre acheminée par l'intermédiaire des ONG. En 1991, l'aide ainsi distribuée s'est chiffrée à 16 millions de dollars et a inclu des subventions accordées par le gouvernement et par la CE. En outre, le Luxembourg fournit une aide alimentaire, les prestations de quelques experts et des bourses. Son aide est destinée en priorité aux petits pays pauvres, principalement situés en Afrique subsaharienne, le Burundi, le Cap-Vert et le Rwanda venant en tête. Ces dernières années, une aide projet publique a aussi été accordée à quelques pays d'Amérique latine. Les contributions multilatérales sont principalement destinées à la CE et à la Banque mondiale qui, ensemble, ont représenté 85 pour cent de l'APD multilatérale totale en 1990 et en 1991. Les contributions versées aux institutions de la famille des Nations Unies sont relativement faibles. En 1992, les versements d'APD du Luxembourg resteront probablement stationnaires ou diminueront en raison de la réduction de l'aide humanitaire et de l'aide d'urgence, mais au cours des années à venir, l'aide du Luxembourg devrait continuer à s'accroître, en volume, puisque le gouvernement, en août 1991, a accepté de fixer pour son rapport APD/PNB un objectif à moyen terme de 0.35 pour cent, qui devrait être atteint en 1995.

C'est au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et de la coopération qu'est confiée l'administration du programme d'aide, qui est financé par un fonds budgétaire spécial créé au sein du ministère. Ce dernier reçoit une dotation annuelle, mais peut aussi bénéficier de crédits budgétaires supplémentaires et de dons du secteur privé. Les fonds non dépensés peuvent être reportés sur l'exercice financier suivant. Les projets bilatéraux sont mis en œuvre au nom du ministère et en étroite coopération avec lui, par Lux-Development, qui est une société de droit privé. Le Trésor est responsable des contributions versées aux institutions financières internationales. Le ministère des Finances, le ministère de l'Éducation et le ministère de la Santé publique fournissent eux aussi une aide.

La *Turquie* a fait des efforts considérables pour aider les nouveaux pays indépendants d'Asie centrale et de la région du Caucase. Ces pays ne font pas partie de la liste des pays en développement du CAD mais le CAD est en train d'examiner cette question.

La Turquie a affecté, en 1991, une somme de quelque 50 millions de dollars à l'aide alimentaire et à l'assistance médicale et une somme de 35 millions de dollars à des activités d'assistance technique dans les républiques transcaucasiennes et dans celles d'Asie centrale. En janvier 1992, a été créée, au sein du ministère des Affaires étrangères, l'Agence de coopération et de développement, qui a pour mission de coordonner l'aide publique turque. L'Agence dispose de ressources budgétaires spéciales, reconstituées par des dotations du ministère des Affaires étrangères et des transferts provenant d'autres fonds. En septembre 1992, 346 projets d'assistance technique avaient été mis en place ou étaient sur le point d'être lancés par la Turquie dans les Républiques de Transcaucasie et d'Asie centrale. Dans la réalisation de ces projets, une attention toute particulière est accordée à la mise en valeur des ressources humaines. L'aide est consentie sous forme de dons, parfois associés à des prêts assortis de conditions favorables.

En 1992, l'aide humanitaire a représenté 100 millions de dollars, sous forme d'aide alimentaire et d'aide médicale d'urgence. Par ailleurs l'Eximbank turque a affecté aux cas d'urgence, y compris alimentaires, pour 1.2 milliard de dollars de crédits revolving assortis de taux d'intérêt préférentiels. La Turquie est devenue membre extra-régional de la Banque asiatique de développement en 1991 en souscrivant à son capital libéré à hauteur de 10 millions de dollars. Elle a en outre versé une contribution de 29 millions de dollars au Fonds asiatique de développement.



# VII

## APPORTS D'AIDE DE SOURCES AUTRES QUE L'OCDE

### 1. VUE D'ENSEMBLE

Les apports d'aide aux pays en développement, provenant de sources autres que l'OCDE, ont considérablement évolué ces dernières années et, en fin de compte, leur importance relative a diminué. Le total de l'aide provenant de ces diverses sources est actuellement de quelque 4 milliards de dollars. L'aide des pays du CAD atteint au total 58 milliards de dollars. Les trois groupes de donateurs non membres de l'OCDE sont les suivants : l'ancienne URSS et les pays d'Europe centrale et orientale, les pays arabes et un petit nombre d'autres pays en développement.

On ne dispose d'aucune donnée définitive sur les tendances actuelles de l'aide provenant de l'ancienne URSS. Il est clair, toutefois, que ses activités d'aide ont considérablement décliné et que ce recul a eu d'importantes répercussions sur Cuba, la Mongolie, le Viet Nam, le Cambodge, l'Éthiopie et le Yémen.

L'aide arabe, qui provient principalement d'Arabie saoudite, du Koweït et des Émirats arabes unis (EAU) a accusé d'amples fluctuations à la suite de la crise du Golfe. En volume, elle a fait un bond en 1990, principalement en faveur de l'Égypte, de la Turquie et du Maroc, mais, en 1991, elle a retrouvé un niveau conforme à celui de la seconde moitié des années 80.

Parmi les autres pays en développement, la Chine et l'Inde ont mis en œuvre depuis longtemps des programmes d'aide. Selon les estimations, l'aide chinoise, qui est accordée principalement à l'Afrique subsaharienne et l'aide indienne, principalement destinée au Bhoutan, ont diminué. L'aide provenant de la république de Corée s'était accrue ces dernières années, mais, en 1991, contre toute attente, elle a chuté. Bien que le programme d'aide de Taïwan soit en expansion, son niveau actuel demeure modeste en chiffres absolus et par rapport au PNB.

### 2. AIDE DE L'ANCIENNE URSS ET DES PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

On dispose de peu d'informations sur l'aide accordée par l'ancienne URSS et les pays d'Europe centrale et orientale. Il est toutefois permis de penser que l'aide de l'ancienne Union soviétique a de nouveau diminué en 1991, en particulier après la tentative de coup d'État du mois d'août. Les pays d'Europe centrale et orientale ont mis fin à leurs programmes ou les ont limités à quelques activités d'assistance technique. Le volume des dépenses consacrées à ces

Tableau VII-1. APD DES DONNEURS NON MEMBRES DE L'OCDE

	Montant net des versements					
	1980	1985	1988	1989	1990	1991
	Millions de dollars					
PECO et ex-URSS	2 827	3 610	4 669	3 386	2 178	(1 100)
dont : Ex-URSS <sup>a</sup>	2 313	3 065	4 189	2 960	2 000	(1 100)
Pays arabes	9 539	3 609	2 263	1 590	5 933	(2 679)
dont : Arabie saoudite	5 682	2 630	2 048	1 170	3 652	1 704
Koweït	1 140	771	108	170	1 295	(387)
EAU <sup>b</sup>	1 118	122	-17	2	888	(558)
Autres pays en développement	708	447	419	507	456	(440)
dont : Chine	334	167	145	164	146	(120)
Inde	126	144	112	109	110	(80)
Corée	25	44	39	51	77	(70)
Taiwan	..	..	30	37	45	(121)
Venezuela	135	32	55	52	41	10
TOTAL	13 074	7 666	7 351	5 483	8 567	(4 219)
	En pourcentage du PNB					
	1980	1985	1988	1989	1990	1991
	En pourcentage du PNB					
Pays arabes	3.26	1.28	0.85	0.54	..	..
dont : Arabie saoudite	4.87	2.91	2.52	1.36	3.71	1.44
Koweït	3.52	2.96	0.40	0.55	..	..
EAU	4.06	0.45	-0.07	0.01	2.63	(1.66)
Autres pays en développement donneurs						
dont : Chine	0.12	0.06	0.04	0.04	0.04	..
Inde	0.08	0.07	0.04	0.04	..	..
Corée	0.04	0.05	0.02	0.03	0.03	(0.03)
Taiwan	..	..	0.02	0.02	0.04	(0.07)
Venezuela	0.23	0.05	0.08	0.12	0.09	0.02

a) Estimations du Secrétariat pour 1980, 1985 et 1988; les données relatives à 1989 et à 1990 ont été établies d'après les informations fournies par des responsables de Moscou. Les chiffres en roubles ont été convertis à l'aide du taux de change commercial.

b) Les données relatives à 1985, 1988 et 1989 sont incomplètes.

activités sera probablement inférieur à celui des remboursements des prêts des anciens bénéficiaires. Si ces pays ont été contraints de réduire leur aide, c'est en raison de la situation économique difficile dans laquelle ils se trouvent, marquée en particulier par le recul de la production, la montée du chômage, les déficits budgétaires et les problèmes d'échanges et de balance des paiements. On ne peut guère espérer que ces pays retrouveront prochainement leur position de donneurs.

Dans l'ancienne URSS, la situation est d'autant plus complexe que l'Union s'est désintégrée. Au milieu de 1992, Moscou n'avait pas publié d'informations officielles sur l'aide qu'elle avait versée en 1991. Les crédits budgétaires consacrés aux prêts du secteur public ont diminué de 45 pour cent, tombant de 7.7 milliards de roubles en 1990 à 4.2 milliards en 1991. Toutefois, ces chiffres ne correspondent pas à des versements de prêts au titre de l'APD en raison des

retards pris par la mise en œuvre des projets et aussi parce que ces sommes comprennent une assistance militaire. Le montant net des versements de prêts au titre de l'APD s'est chiffré, en 1990, à 4.6 milliards de roubles, soit un montant égal à 60 pour cent des prêts du secteur public. En 1991, il est très improbable que le montant net des versements de prêts de l'URSS au titre de l'APD atteigne 60 pour cent des crédits budgétaires, en particulier parce que la situation économique se détériore rapidement et que, à la suite du coup d'état manqué du mois d'août, l'Union s'est désintégrée. Le montant net des versements de prêts au titre de l'APD en 1991 serait, d'après les estimations, plutôt de l'ordre de 1.75 milliard de roubles.

Les crédits budgétaires affectés aux dons sont tombés de 1.6 milliard de roubles en 1990 à 0.4 milliard en 1991. Si, en 1990 et au cours des années précédentes, ces dons étaient, pour l'essentiel, liés à une assistance militaire, en 1991 la situation s'est inversée. Une somme pouvant atteindre 350 millions de roubles a pu être affectée au titre de l'aide économique, dont la plus forte part, de loin, est allée à l'Afghanistan. Il n'en demeure pas moins que le montant réel des versements au titre de dons est loin d'avoir atteint le volume des crédits qui leur ont été affectés. L'Afghanistan, par exemple, a obtenu, au cours de la première moitié de 1991, des dons d'un volume beaucoup moins important que celui qui lui avait été promis. Tel a été le cas, en particulier, pour l'aide alimentaire, étant donné les pénuries de produits alimentaires que connaît l'URSS. A supposer que 200 millions de roubles aient été versés sous forme de dons, le montant net des versements d'APD aurait été de l'ordre de 1.95 milliard de roubles. Étant donné les taux de change multiples et très divergeants du rouble, il est extrêmement difficile de convertir en dollars des chiffres exprimés en roubles. Toutefois, si la conversion se fait au taux de change commercial, l'aide accordée en 1991 par l'ancienne URSS atteint quelque 1.1 milliard de dollars.

Cuba, la Mongolie et le Viet Nam, qui traditionnellement recevaient environ 70 pour cent de l'aide soviétique, ont été particulièrement touchés par les réductions de cette aide. Néanmoins, ils comptaient toujours, en 1991, parmi les principaux bénéficiaires des crédits d'aide soviétique. L'URSS a sensiblement réduit l'aide accordée au Cambodge, à l'Éthiopie, à la République démocratique populaire de Corée et au Yémen, tandis que l'aide destinée à l'Afghanistan et à l'Inde est restée importante, ce pays devenant, pour la première fois, le principal bénéficiaire, devant l'Afghanistan et Cuba. L'Égypte et la Syrie auraient aussi reçu des sommes relativement importantes.

La plupart des experts soviétiques qui ont été en poste dans les pays en développement dans le cadre d'accords d'aide sont revenus à la fin de 1990, ce qui a considérablement réduit les dépenses au titre de l'assistance technique en 1991. Au cours du premier semestre de cette année, le nombre d'experts était deux fois moins élevé qu'en 1989; la plupart d'entre eux sont employés dans le cadre de contrats commerciaux.

Après la désintégration de l'URSS, il est vraisemblable que parmi les États qui lui ont succédé, seule la Russie poursuivra la mise en œuvre d'un programme d'aide à l'intention des pays en développement, mais à une échelle beaucoup plus réduite. En janvier 1992, la Russie a fait savoir qu'elle honorera les crédits accordés pour financer plusieurs projets de centrales électriques en Inde. En dehors de cet engagement, aucune déclaration officielle n'a été faite concernant la poursuite du programme d'aide de l'ancienne Union soviétique. Les changements fréquents de ministres et de hauts fonctionnaires ne facilitent pas la définition d'une position claire sur la poursuite de l'aide. Outre l'aide accordée aux pays en développement au sens habituel, plusieurs des anciennes républiques de l'URSS sont des pays en développement, qui bénéficieront probablement de transferts financiers de la Russie. En 1990, la Russie a couvert le financement des échanges d'autres républiques de la CEI à hauteur de 10.2 milliards de dollars et, en 1991, elle a transféré dans le même but une somme de 7.5 milliards de dollars.

### 3. AIDE DES PAYS ARABES

L'aide arabe a fortement chuté, de 5.9 milliards de dollars en 1990 à 2.7 milliards de dollars en 1991 – somme légèrement supérieure, toutefois, aux niveaux enregistrés en 1988 et en 1989. Cette évolution est la conséquence du conflit du Golfe qui a beaucoup pesé sur le volume et l'orientation de l'aide arabe. A la suite de l'invasion du Koweït par l'Iraq, en août 1990, les principaux États du Golfe arabe ont versé d'importantes sommes aux pays qui ont soutenu la libération du Koweït. Une nouvelle diminution de l'aide arabe semble inévitable en 1992 parce que de nombreux versements effectués en 1991 résultent d'engagements pris en 1990. De nouveaux engagements de grande ampleur ont été pris en 1991 et au cours du premier semestre de 1992. Le Qatar n'est plus, depuis de nombreuses années, un donneur d'aide. L'Algérie ne peut pas accorder une aide d'un volume important et l'aide libyenne a été extrêmement faible la plupart du temps. Il reste encore à déterminer dans quelle mesure le Koweït et les Émirats arabes unis demeureront d'importants donateurs d'aide. Étant donné l'ampleur des sommes nécessaires pour reconstruire le Koweït, il ne serait pas surprenant que l'aide de ce pays diminue fortement ces prochaines années, faisant de l'Arabie saoudite le seul donneur important parmi les pays arabes.

Outre la réduction du volume de l'aide, la répartition géographique de l'aide arabe évolue elle aussi. Plusieurs grands bénéficiaires de l'aide des pays arabes du Golfe ont pris parti pour l'Iraq au cours de la crise du Golfe. En 1992, l'Assemblée nationale koweïtienne, dans le souci d'appliquer la politique décidée, a approuvé la proposition visant à refuser l'octroi d'une aide aux pays ayant soutenu l'invasion irakienne. L'Arabie saoudite ayant adopté la même politique, son aide est et sera, en conséquence orientée principalement vers l'Égypte, la Turquie, le Maroc et d'autres pays qui ont soutenu la libération du Koweït. En 1991, les plus importants bénéficiaires étaient, par ordre de grandeur, l'Égypte, la Turquie, le Maroc, l'Afghanistan, le Bangladesh et la Syrie. En 1991, plus de 60 pays en développement ont obtenu une aide arabe, bien que nombre d'entre eux aient reçu moins de 1 million de dollars. Un tiers environ des bénéficiaires de l'aide ont remboursé en 1991 aux donateurs arabes des sommes plus importantes que celles qu'ils ont reçues.

L'aide de l'*Arabie saoudite* a chuté de 3.7 milliards de dollars en 1990 à 1.7 milliard de dollars en 1991, soit le volume le plus bas pour la deuxième fois. Néanmoins, l'Arabie saoudite demeure l'un des principaux donateurs du monde, avec un rapport APD/PNB qui approche 1.5 pour cent. En 1991, la totalité de l'aide accordée par le gouvernement saoudien a pris la forme de dons. Près de 90 pour cent de cette aide a été octroyée sur une base bilatérale. Huit pays ont obtenu près de 99 pour cent des dons bilatéraux, qui ont principalement été consacrés au soutien de leur balance des paiements; le reste a été réparti entre 23 pays et affecté à l'aide humanitaire. La plus importante contribution multilatérale a été faite en faveur de l'Association internationale de développement (IDA) – 191 millions de dollars ont été déposés sous forme de dons. Des sommes de moindre importance ont été accordées au Fonds africain de développement, au Fonds de développement international de l'OPEP, au Programme alimentaire mondial et à quelques autres institutions.

Outre l'aide directe du gouvernement, l'Arabie saoudite accorde aussi une assistance par l'intermédiaire du Fonds saoudien pour le développement qui octroie des prêts pour financer des projets dans des pays en développement. En 1991, 35 pays se sont partagés des prêts de ce Fonds représentant 198 millions de dollars, soit nettement moins qu'en 1990, année où les versements ont atteint 274 millions de dollars. Étant donné que les remboursements, ont dépassé 198 millions de dollars en 1991, les versements nets du Fonds ont été négatifs pour la première fois depuis sa création.

Les versements d'aide du *Koweït*, qui avaient atteint un volume exceptionnellement élevé en 1990, sont revenus, en 1991, à un niveau plus conforme à ceux des années précédentes. Un nouveau déclin semble probable en 1992, du fait que la plupart des versements de 1991 résultent d'engagements pris en 1990. Comme précédemment, l'aide directe du gouvernement a été exclusivement composée de dons, accordés bilatéralement à raison de plus de 80 pour cent. En l'absence de chiffres du PNB pour le Koweït, il n'est pas possible de calculer le rapport d'APD/PNB de ce pays, mais il est probable que ce rapport comptait parmi les plus élevés de l'ensemble des donneurs en 1990 et qu'il placera encore le Koweït parmi les principaux donneurs en 1991.

Le Fonds du Koweït a poursuivi activement ses opérations à partir de ses bureaux temporaires installés à l'étranger pendant l'occupation par l'Iraq. En 1990, le Fonds a signé 16 accords de prêts représentant au total 441 millions de dollars – de loin le plus important engagement annuel depuis 1982 – dont six prêts, représentant 289 millions de dollars, après l'invasion, et dix accords de prêts en 1991 pour un montant de 384 millions de dollars. Plus de la moitié des engagements de 1991 ont été pris en faveur de la Syrie. Les autres principaux bénéficiaires sont l'Égypte, le Liban et la Chine. La plupart de ces prêts financent des projets d'infrastructure et des projets industriels. Outre les prêts, le Fonds du Koweït a accordé plusieurs dons pour effectuer des études de faisabilité et financer des activités d'assistance technique ; il a aussi versé des contributions à plusieurs organisations multilatérales. L'élément de libéralité des engagements bilatéraux, qui s'était amélioré pour atteindre 47 pour cent en 1990, est resté le même en 1991. Les versements effectués par le Fonds, qui avaient diminué en 1990 pour s'établir à 143 millions de dollars, sont passés à 191 millions de dollars en 1991. Toutefois, les remboursements, qui eux aussi avaient fléchi en 1990, se sont accrus en 1991, dépassant les versements et faisant ainsi du Fonds un bénéficiaire net de ressources.

L'aide des *Émirats arabes unis* a elle aussi diminué en 1991, s'établissant à 558 millions de dollars. Néanmoins, cette baisse n'a pas été aussi forte que la chute de l'aide provenant du Koweït et de l'Arabie saoudite. Par rapport au PNB, l'aide des EAU est tombée de 2.63 pour cent à 1.66 pour cent. Elle se compose presque exclusivement de dons bilatéraux accordés à un

Tableau VII-2. VERSEMENTS NETS D'APD DES ORGANISMES D'AIDE NATIONAUX ARABES

En millions de dollars

	1980	1985	1989	1990	1991
A. Opérations sur fonds propres					
Fonds d'Abu Dhabi	52.3	-5.5	-33.8	-31.9	-28.4
Fonds du Koweït	355.1	305.8	-11.2	11.2	-19.1
Fonds saoudien	316.4	75.2	25.2	69.1	-0.4
TOTAL	723.8	375.5	-19.8	48.4	47.9
B. Au nom de leur gouvernement					
Fonds d'Abu Dhabi	83.2	34.7	20.6	6.5	11.5
Fonds du Koweït	—	5.5	4.3	2.3	2.3
Fonds saoudien	174.9	22.5	24.7	30.5	..
TOTAL	258.1	62.7	49.6	39.3	13.8

nombre limité de pays, en particulier l'Égypte. Les contributions multilatérales des EAU n'ont atteint que 2 millions de dollars tandis que les versements de prêts ont été amplement dépassés par les remboursements. Les prêts ont été déboursés par le Fonds d'Abu Dhabi. Ce Fonds a accordé trois prêts à des conditions favorables comportant un élément de libéralité de 64 pour cent en 1991, tous destinés à l'Égypte. Ces prêts ont représenté au total 167 millions de dollars – ce qui correspond de loin aux plus importants engagements annuels depuis 1978. Le Fonds investit aussi sous forme de prises de participation.

Outre les opérations financées à l'aide de leurs fonds propres, les trois Fonds nationaux administrent au nom de leur gouvernement une aide projet. Ces dernières opérations ont été relativement importantes au cours des premières années d'activité du Fonds d'Abu Dhabi et du Fonds saoudien pour le développement, mais leur ampleur s'est réduite ces dernières années (voir tableau VII-2).

En 1991, les États du Golfe ont décidé de créer un nouveau fonds de 10 milliards de dollars (au départ, il a été envisagé de le doter d'un capital de 15 à 18 milliards de dollars), qui sera administré par l'Agence monétaire d'Arabie saoudite. Les annonces de contributions à ce fonds ont atteint 6.5 milliards de dollars de la part du Koweït, de l'Arabie saoudite et des EAU, mais on ne sait pas encore à quel moment les contributions annoncées seront versées ni à quel moment le fonds entrera en activité. L'aide accordée sera essentiellement, si ce n'est exclusivement, à des conditions non libérales. Bien que tous les pays arabes remplissent les conditions requises pour recevoir une aide de ce fonds, la priorité sera accordée à l'Égypte, au Maroc et à la Syrie.

#### 4. AIDE D'AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Le montant net des versements d'aide de la *Chine* en 1991 serait, selon les estimations, tombé à quelque 120 millions de dollars. Cette baisse résulte de la nette diminution des contributions destinées aux institutions multilatérales, qui se sont chiffrées à 12 millions de dollars contre 47 millions de dollars l'année précédente. L'aide bilatérale, qui a représenté la majeure partie du montant net estimatif des versements en 1991, a été composée d'une aide-projet, de prestations d'assistance technique (y compris des équipes médicales), de produits de base, d'une aide d'urgence et de dons en espèces. Jusqu'à présent, la Chine avait préféré remettre en état d'anciens projets plutôt que d'en entreprendre de nouveaux, mais les initiatives prises dans de nombreux pays en développement en faveur de la privatisation et du développement du secteur privé ont placé la Chine devant un dilemme, tous ses projets intéressant le secteur public. Cette situation explique peut-être pourquoi la plupart des nouveaux engagements d'aide connus en 1991 ont été pris dans le secteur du bâtiment, si l'on excepte des projets agricoles financés au Cameroun par un prêt de 10 millions de dollars. Il faut aussi souligner que la Chine a accordé au moins deux crédits cadres en faveur du développement économique à la Gambie et au Pakistan, dont une proportion non déterminée a été affectée à des équipements militaires. La Chine continue à octroyer des prêts ne portant pas intérêt, dont l'échéance et le différé d'amortissement sont l'un et l'autre de dix ans. Des dons ont été accordés principalement pour financer de petits équipements ou une aide d'urgence en faveur des réfugiés. Le programme d'aide de la Chine est principalement axé sur les pays de l'Afrique subsaharienne, mais de nouveaux bénéficiaires viendront probablement s'y ajouter. Ainsi, la Mongolie reçoit actuellement une aide de la Chine et des négociations sont en cours avec le Kazakhstan et certaines républiques d'Asie centrale de l'ancienne URSS.

Selon les estimations, le montant net des versements de l'Inde est tombé à environ 80 millions de dollars en 1991, contre 110 millions de dollars l'année précédente. Ce recul traduit la baisse sensible des contributions multilatérales. Le montant net des versements bilatéraux est resté au même niveau que l'année précédente, quelque 65 millions de dollars, dont près de 90 pour cent ont été accordés sous forme de dons. En 1991, la moitié environ de l'aide bilatérale de l'Inde est allée au Bhoutan, suivi du Népal (10 millions de dollars) et du Viet Nam (4 millions de dollars). L'aide accordée au Bhoutan et au Népal a pris en totalité la forme de dons, mais le Viet Nam n'a reçu que des prêts. Quinze millions de dollars environ ont été accordés dans le cadre du Programme de coopération technique et économique (ITEC) de l'Inde, qui fournit les services d'experts indiens, des installations de formation et divers équipements à titre de dons. Étant donné l'important volume de crédits d'aide non déboursés (environ 140 millions de dollars au taux de change de 1991), l'aide nette de l'Inde devrait quelque peu augmenter dans un avenir proche.

Le montant net de l'aide d'*Israël* s'est chiffré à 22 millions de dollars en 1991, soit deux millions de plus que l'année précédente. Cet accroissement est le fait du programme bilatéral, qui est composé en totalité d'activités d'assistance technique. Outre des bourses d'étude en Israël (1 860 en 1991), un programme relativement important dispensé sur place, et comprenant cours de formation et séminaires, a accueilli quelque 2 850 stagiaires en 1991. Cette même année, on dénombrait 300 experts israéliens en mission dans des pays en développement, en particulier en Amérique latine, mais 10 pour cent d'entre eux seulement étaient chargés de missions de longue durée. Les secteurs privilégiés de l'aide israélienne sont toujours l'agriculture, le développement communautaire, l'éducation et les coopératives.

Bien que le gouvernement de la *République de Corée* ait pris certaines décisions afin de mettre au point un programme d'aide, les versements d'aide sont, jusqu'à présent, restés modestes et ont même diminué de 10 pour cent en 1991 pour s'établir à 70 millions de dollars. Ce fléchissement correspond à la baisse des contributions destinées aux institutions multilatérales qui, avec 20 millions de dollars, représentent la moitié de leur volume de 1990. La part la plus importante de l'aide coréenne a été composée de dons bilatéraux principalement destinés à l'Égypte, à la Jordanie, à la Turquie et à d'autres pays du Moyen-Orient, dans le cadre de l'assistance financière multinationale accordée aux pays touchés par la crise du Golfe. Les autres dons bilatéraux ont financé des activités d'assistance technique qui ont bénéficié à de plus nombreux pays. Dans le but de planifier et mettre en œuvre de façon plus efficace l'assistance technique qu'elle accorde, la Corée a créé en 1991 l'Agence de coopération internationale (KOICA), placée sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères. La KOICA dispose de son propre budget, qui est passé de 25 millions de dollars en 1991 à 32 millions de dollars en 1992. Elle a pour mission de conduire les programmes d'aide qui relevaient précédemment de diverses autorités gouvernementales. Il lui appartient notamment de mettre en place des programmes de formation, d'envoyer des experts, des volontaires et du personnel médical, de fournir du matériel, une aide humanitaire et une aide en cas de catastrophe, de mener des études de faisabilité et de verser les contributions financières aux fonds et organismes multilatéraux. Trente-trois experts sont en poste dans 21 pays et 77 volontaires ont été répartis entre sept pays d'Asie et du Pacifique. Les 40 premiers jeunes volontaires ont été envoyés à l'étranger à l'automne de 1990 pour une durée de deux ans et ils ont été suivis en 1991 de 37 autres. La plupart d'entre eux sont affectés à des missions dans l'agriculture, la protection maternelle et infantile et la formation en informatique. Le gouvernement coréen a financé les études et la formation de 312 étudiants et stagiaires provenant de 84 pays en développement. Les principaux domaines d'étude sont l'administration publique, la planifica-

tion économique, l'agriculture et les pêcheries. L'Institut coréen de développement a en outre financé 188 autres stagiaires.

Le Fonds de coopération pour le développement économique accorde aux pays en développement des prêts à des conditions libérales. La Banque import-export de Corée administre ces prêts au nom du ministère des Finances. En 1991, le Fonds a signé trois accords de prêts représentant un montant total de 33 millions de dollars. Ces prêts comportent un élément de libéralité de 44 pour cent. Deux autres accords ont été signés pendant le premier semestre de 1992, ce qui porte à sept le nombre total d'accords de prêts depuis la création du Fonds en 1987, puisque deux prêts ont été signés en 1989. Le Fonds prévoit de réduire la période d'attente qui s'écoule entre la demande de prêt et l'accord de prêt, et qui atteint de deux à quatre ans. Les versements des prêts qui, selon les projections, devaient s'accroître en 1991, ont, contre toute attente diminué, tombant de 10 millions de dollars en 1990 à 7 millions. Le capital libéré du Fonds a été porté en 1991 à 164 millions de dollars et les versements de prêts devraient dépasser 25 millions de dollars en 1992.

L'aide de *Taiwan* a plus que doublé en 1991 pour atteindre 121 millions de dollars, mais elle reste néanmoins plutôt modeste par rapport au PNB (0.07). Le volume de son aide est affecté en partie par le fait que *Taiwan* est exclue de presque la totalité des institutions d'aide multilatérale et qu'un nombre restreint de pays l'a reconnue officiellement. La majeure partie de son aide demeure composée de dons bilatéraux, mais, en 1991, *Taiwan* a pour la première fois accordé aussi des prêts. La plupart des dons financent des activités d'assistance technique, qui sont administrées par le Comité de la coopération technique internationale. En 1991, 419 experts et techniciens ainsi que 22 médecins et infirmières étaient en mission dans 32 pays – ce qui correspond au plus grand nombre de pays bénéficiaires depuis 1972. La majorité des experts et techniciens sont en poste au Malawi (44) et au Swaziland (40). Les autres principaux bénéficiaires sont l'Indonésie, le Paraguay, le Costa-Rica et le Lesotho. L'assistance technique est principalement centrée sur le développement agricole, mais les pêcheries et l'artisanat en bénéficient aussi. Le personnel médical financé par *Taiwan* est affecté en République centrafricaine et en Guinée-Bissau.

L'aide apportée par *Taiwan* à la formation dans un pays est complétée par des cours de formation à *Taiwan* même. En 1991, le nombre de stagiaires est passé à 137. Ces stagiaires viennent de 31 pays, alors que, l'année précédente, 91 stagiaires venaient de 29 pays. Les fonds consacrés à l'assistance technique sont inscrits au budget du ministère des Affaires étrangères, qui finance aussi un montant croissant d'aide humanitaire. Les plus fortes sommes consacrées à cette forme d'aide sont allées à la Jordanie et aux réfugiés kurdes. En tout, plus de 30 pays ont obtenu des dons de *Taiwan* en 1991. Les contributions versées par *Taiwan* aux organisations multilatérales ont augmenté sensiblement en 1991 à la suite d'un versement de 37.5 millions de dollars à la Banque centroaméricaine d'intégration économique (BCIE).

Les prêts de *Taiwan* en faveur de l'aide au développement sont accordés par le Fonds de coopération pour le développement économique international (IECDF), qui a été créé en 1988 et doté d'un capital libéré de 385 millions de dollars. En 1991, le Fonds a signé quatre accords de prêts représentant au total 64 millions de dollars. L'élément de libéralité de ces prêts s'étale de 35 à 46 pour cent. Au cours du premier semestre de 1992, deux autres prêts ont été signés, portant le nombre d'accords de prêts à sept depuis la création du Fonds, soit au total 102 millions de dollars. Le premier prêt de l'IECDF a été signé en 1990. Au début de 1992, le Fonds a reçu, de la part de 38 pays, 92 demandes de financement de projets. Les versements des prêts ont commencé en 1991 et, à la fin de l'année, ils atteignaient 35 millions de dollars, répartis entre cinq pays. L'un de ces cinq pays a bénéficié de plus des trois quarts des versements. Les statuts du Fonds ont été révisés en 1991 pour les rendre plus conformes aux définitions et aux



critères d'APD définis par le CAD. Outre les prêts, le Fonds a accordé 4 millions de dollars sous forme de dons pour financer des études de faisabilité et des cours de formation. Au cours de l'exercice 1991/92, 465 stagiaires venant de 50 pays ont participé à ces cours.

Le montant net des versements d'aide du *Venezuela* a continué à diminuer en 1991, tombant à 10 millions de dollars, contre plus de 40 millions de dollars en 1990. Par rapport au PNB, l'aide a décliné de 0.09 pour cent à 0.02 pour cent. Ce recul tient à la baisse du montant lourd des versements et à la montée en flèche des remboursements de prêts. En 1991, les principaux bénéficiaires de l'aide vénézuélienne ont été la République dominicaine, le Honduras et le Guatemala. Les contributions multilatérales ont, elles aussi, diminué sensiblement pour la deuxième année consécutive, pour s'établir à 5 millions de dollars.

## *ANNEXE STATISTIQUE*



## TABLE DES MATIÈRES

### *Partie I .*

#### DONNÉES FONDAMENTALES SUR L'AIDE

1. L'APD des pays Membres du CAD en 1991 et au cours de ces dernières années . . . . .	A-8
2. Tendances à long terme de l'aide de toutes provenances . . . . .	A-10
3. Indicateurs de la répartition des charges . . . . .	A-12
4. Indicateurs de la répartition des charges (suite) . . . . .	A-13
5. Conditions financières des engagements d'APD . . . . .	A-14
6. Degré de liaison de l'APD pour chacun des pays Membres du CAD, 1990 . . . . .	A-15
7. Aide multilatérale et répartition géographique . . . . .	A-16
8. Versements à conditions libérales et non libérales des principales institutions multilatérales, 1990-91 . .	A-17
9. Répartition géographique de l'APD des donateurs du CAD et des organismes multilatéraux . . . . .	A-18
10. Principales utilisations de l'aide des différents donateurs du CAD et institutions multilatérales . . . . .	A-19
11. Importance relative et composition de la coopération technique . . . . .	A-20
12. Relations économiques/financières non-APD avec les pays en développement . . . . .	A-21
13. Indicateurs économiques des Membres du CAD . . . . .	A-22
14. Total des apports nets de ressources aux pays en développement . . . . .	A-23
15. Apport net de ressources aux pays en développement . . . . .	A-24
16. Transfert financier net global par région (en milliards de dollars courants) . . . . .	A-25
17. Transfert financier net global par région (en milliards de dollars aux prix et taux de change de 1990)	A-25
18. Coefficients du service de la dette par région . . . . .	A-26
19. Degré de dépendance à l'égard de l'aide et revenu par habitant des pays en développement . . . . .	A-27
20. Montant total net de l'APD de principales provenances ventilée par région et pour divers pays en développement . . . . .	A-28
21. Aide des donateurs non membres du CAD en 1991 . . . . .	A-30

### *Partie II .*

#### STATISTIQUES DE RÉFÉRENCE

##### *Section A*

##### FLUX TOTAL DES RESSOURCES

22. Les apports totaux nets en provenance des pays du CAD aux pays en développement et aux organismes multilatéraux, 1970, 1975, 1980, 1989-91 . . . . .	A-32
23. Les apports totaux nets en provenance des pays du CAD aux pays en développement et aux organismes multilatéraux, moyenne 1980-82, 1986-91 . . . . .	A-33
24. Les apports nets de capitaux privés en provenance des pays du CAD aux pays en développement et aux organismes multilatéraux, moyenne 1980-82, 1986-91 . . . . .	A-34
25. Les apports nets de l'aide publique au développement en provenance des pays du CAD aux pays en développement et aux organismes multilatéraux, moyenne 1980-82, 1986-91 . . . . .	A-35

*Section B*  
AIDE MULTILATÉRALE

26. Aide publique au développement en provenance des pays du CAD aux organismes multilatéraux, 1991	A-36
27. Souscriptions au capital des organismes multilatéraux sur une base «effets payables à vue» et «encaissement», 1980, 1988-91	A-37
28. Versements nets des apports concessionnels et non concessionnels par les organismes multilatéraux, 1970-71, 1975-76, 1980, 1985-91	A-38
29. Engagements des apports concessionnels et non concessionnels par les organismes multilatéraux, 1970, 1975, 1980, 1985, 1988-91	A-39

*Section C*  
CONDITIONS DE L'APD

30. Engagements de l'APD ventilés par principaux objets, 1990	A-40
31. Respect par les Membres du CAD de la Recommandation du CAD de 1978 sur les conditions financières de l'aide en 1990 et 1991	A-42
32. Autres conditions des paramètres	A-43
33. L'état de déliement de l'aide des pays Membres du CAD, 1990	A-44

*Section D*  
COOPÉRATION TECHNIQUE

34. Dépenses de coopération technique, 1970, 1980, 1987-91	A-45
35. Étudiants et stagiaires, 1970, 1980, 1987-91	A-46
36. Experts et volontaires, 1970, 1980, 1987-91	A-47

*Section E*  
RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

37. APD totale nette en provenance des pays du CAD, des organismes multilatéraux et des pays arabes reçue par les pays et territoires en développement	A-48
38. Ventilation par donneur des versements nets d'APD en faveur de l'Afrique subsaharienne, 1979, 1980, 1984, 1990 et 1991	A-50
39. Versements nets d'APD de toutes provenances aux pays d'Afrique subsaharienne, 1979, 1984, 1985, 1990 et 1991	A-51
40. APD en provenance des pays du CAD en faveur des pays les moins avancés, 1979-80, 1990-91	A-52
41. Distribution régionale de l'APD par donneur CAD, millions de dollars	A-53
42. Distribution régionale de l'APD par donneur CAD, pourcentages	A-54
43. Bénéficiaires principaux de l'APD totale par donneur	A-55

*Section F*  
AIDE EN PROVENANCE DES PAYS ARABES

44. Aide concessionnelle des pays arabes, 1970, 1975, 1986-1991	A-66
45. Aide concessionnelle des pays arabes en 1990 et 1991	A-67
46. Répartition géographique du total de l'APD bilatérale des pays arabes aux pays et territoires en développement, 1988-91	A-68

*Section G*  
TABLEAUX DE RÉFÉRENCE

*Données détaillées du CAD*

47. Comparaison des apports par type en 1990	A-70
48. Comparaison des apports par type en 1991 Les apports financiers aux pays en développement et aux organismes multilatéraux, par type	A-72

49. Australie, Autriche, Belgique . . . . .	A-74
50. Canada, Danemark, Finlande . . . . .	A-76
51. France, Allemagne, Irlande . . . . .	A-78
52. Italie, Japon, Pays-Bas . . . . .	A-80
53. Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède . . . . .	A-82
54. Suisse, Royaume-Uni, États-Unis . . . . .	A-84
55. Total des pays du CAD . . . . .	A-86
56. CEE . . . . .	A-88
57. Déflateurs du PNB des pays Membres du CAD, 1974 à 1991 . . . . .	A-90
58. APD des pays Membres du CAD, aux prix et taux de change de 1990, 1982-90 . . . . .	A-91
59. Produit national brut et population des pays Membres du CAD, moyenne 1981-82, 1989-91 . . . . .	A-92

#### *Indicateurs des pays en développement*

60. Niveau du PNB et de la population en 1990 et 1991 et taux de croissance du PNB réel par habitant de 1980 à 1990 . . . . .	A-93
61. Principales destinations de l'APD net du Japon, 1991 . . . . .	A-97

Les données dans ce rapport ont été soumises jusqu'au 30 septembre 1992, date à laquelle les déclarations de certains pays Membres étaient encore incomplètes. Dans la mesure du possible, le Secrétariat s'est référé à des chiffres provisoires, fournis en mai ou juin 1992, pour compléter les tableaux ; ces cas sont indiqués par ( ), ou par .. lorsqu'il y a eu défaut de notification.

Les lacunes dans les tableaux qui présentent les ressources acheminées aux pays bénéficiaires étudiés individuellement ont été comblées en supposant, pour les pays donneurs concernés, que la répartition géographique constatée en 1990 était également celle de 1991, et s'appliquait donc aux totaux effectifs ou estimés de cette dernière année. Ceci concerne tous les tableaux géographiques et en particulier le tableau 43 pour l'Allemagne, l'Irlande, et le Japon (pour lequel les données principales de 1991, qui ont été reçues après la date de clôture, sont présentées au tableau 61) et l'Espagne.

Dans certains tableaux concernant la répartition géographique et la ventilation par objet les données reproduisent la soumission des pays Membres et comprennent l'annulation de dettes nées de créances non-APD. Voir tableau 1 et la note concernant la comptabilité de l'annulation de la dette.

### SIGNES UTILISÉS

( )	Estimation du Secrétariat, en totalité ou en partie
– ou 0.00	Nul ou négligeable
..	Non disponible
...	Non disponible séparément mais compris dans le total
X	Moins de la moitié du plus petit chiffre indiqué
N.A.	Non applicable
.	Incomplet
P	Provisoire

Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des composants.

Pour des informations plus détaillées concernant l'origine et la destination des apports de ressources et de l'aide, y compris les données définitives reçues après la préparation de la présente annexe, voir le rapport qui sera publié prochainement : *Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement, 1988-91*. Un formulaire permettant de commander cette publication se trouve à la fin de cet ouvrage.

*(suite)*

L'attention du lecteur a été attirée au Chapitre V page 98 à la comptabilisation dans les statistiques du CAD concernant l'aide de l'annulation de la dette.

Le tableau 1 de l'Annexe Statistique reproduit le tableau 1 du Chapitre V ainsi que la totalité des explications nécessaires. La même méthodologie a été utilisée dans tous les tableaux de base de l'Annexe Statistique portant sur le volume de l'aide. Cependant, pour des raisons techniques, dans certains tableaux, les totaux CAD utilisés pour le calcul de la part des pays, ainsi que pour l'élaboration des données sur la répartition géographique, n'ont pu être ajustés de la manière décrite dans le tableau 1.

*Partie I*

**DONNÉES FONDAMENTALES SUR L'AIDE**



Tableau 1. L'APD DES PAYS MEMBRES DU CAD EN 1991 ET AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES

Versements nets

	Millions de dollars			Pourcentage du PNB						Pourcentage de variation			
	1991 chiffres effectifs <sup>a</sup>	1990 chiffres effectifs <sup>a</sup>	1991 aux prix et taux de change de 1990	1978/82 moyenne	1983/87 moyenne	1990/91 moyenne	1989	1990	1991	1991/90			Pourcentage annuel moyen en volume <sup>b</sup> 1985/86 1990/91
										En monnaie nationale	En dollars	En volume <sup>b</sup>	
Australie . . . . .	1 050	955	1 038	0.50	0.44	0.36	0.38	0.34	0.38	10.3	9.9	8.7	-3.2
Autriche . . . . .	548	394	542	0.28	0.24	0.29	0.23	0.25	0.34	43.0	39.3	37.8	2.9
Belgique . . . . .	831	889	824	0.56	0.52	0.44	0.46	0.46	0.42	-4.5	-6.6	-7.4	0.0
Canada . . . . .	2 604	2 470	2 490	0.45	0.48	0.45	0.44	0.44	0.45	3.6	5.4	0.8	1.2
Danemark . . . . .	1 200	1 171	1 205	0.73	0.84	0.95	0.93	0.94	0.96	6.0	2.5	2.9	3.7
Finlande . . . . .	930	846	951	0.24	0.42	0.70	0.63	0.63	0.76	16.2	9.9	12.3	13.2
France <sup>c,d</sup> . . . . .	7 484	7 194	7 526	0.50	0.59	0.61	0.60	0.60	0.62	7.8	4.0	4.6	-0.4
Allemagne . . . . .	6 890	6 320	6 778	0.44	0.44	0.41	0.41	0.42	0.41	11.9	9.0	7.3	2.2
Irlande . . . . .	72	57	73	0.20	0.23	0.18	0.17	0.16	0.19	31.2	27.3	27.4	-3.5
Italie . . . . .	3 352	3 395	3 234	0.15	0.31	0.30	0.42	0.31	0.30	2.2	-1.3	-4.8	1.4
Japon <sup>d</sup> . . . . .	10 952	9 069	9 983	0.28	0.31	0.32	0.31	0.31	0.32	12.2	20.8	10.1	7.1
Pays-Bas <sup>d</sup> . . . . .	2 517	2 538	2 502	0.97	0.97	0.90	0.94	0.92	0.88	1.8	-0.9	-1.4	1.8
Nouvelle-Zélande . . . . .	100	95	102	0.31	0.27	0.24	0.22	0.23	0.25	8.4	5.1	6.9	-2.4
Norvège . . . . .	1 178	1 205	1 202	0.92	1.08	1.15	1.05	1.17	1.14	1.2	-2.3	-0.3	2.8
Portugal . . . . .	213	148	190	0.02	0.07	0.28	0.24	0.25	0.31	45.7	43.8	28.4	41.0
Espagne . . . . .	1 177	959	1 123	0.11	0.08	0.21	0.14	0.20	0.23	25.2	22.7	17.2	35.7
Suède <sup>d</sup> . . . . .	2 116	2 007	2 011	0.88	0.85	0.91	0.96	0.91	0.92	7.7	5.5	0.2	2.9
Suisse . . . . .	863	750	847	0.23	0.31	0.34	0.30	0.32	0.36	18.8	15.1	12.9	4.6
Royaume-Uni <sup>d</sup> . . . . .	3 248	2 638	3 060	0.42	0.32	0.30	0.31	0.27	0.32	24.6	23.1	16.0	-0.1
États-Unis <sup>d</sup> . . . . .	11 262	11 394	10 860	0.24	0.23	0.20	0.15	0.21	0.20	-1.2	-1.2	-4.7	0.0
TOTAL CAD <sup>e</sup> . . . . .	56 709	52 960	54 730	0.32	0.33	0.33	0.32	0.33	0.33	7.5	7.1	3.3	1.7
Pour information :													
Moyenne non pondérée . . .	-	-	-	0.42	0.45	0.48	0.46	0.47	0.49	-	-	-	-

a) Aux prix et taux de change courants.

b) Aux prix et taux de change de 1990.

c) Y compris TOM, mais non compris DOM.

d) Y compris l'annulation de dettes nées de créances autres que l'APD :

En 1990 :

i) Crédits à l'exportation (en millions de dollars) : France 166 (y compris l'annulation de créances précédemment consolidées), Japon 15, Pays-Bas 12, Suède 5, Royaume-Uni 8.

ii) Prêts d'ajustement structurel classés en AASP : France 128 millions de dollars.

iii) Créances militaires : États-Unis 1.2 milliard de dollars.

En 1991 :

i) Crédits à l'exportation (en millions de dollars) : Japon 7, Royaume-Uni 17.

ii) Créances militaires : États-Unis 1.86 milliard de dollars.

L'omission de ces montants ferait passer le rapport APD/PNB de la France, des Pays-Bas et des États-Unis à 0.76, 0.93 et 0.19 respectivement; pour 1991, le rapport APD/PNB pour les États-Unis serait de 0.17.

e) Non compris les montants énumérés à la note<sup>d</sup>; voir la note Chapitre V se rapportant à l'examen par le CAD de la comptabilisation de l'annulation de dettes. Si ces montants étaient inclus, l'APD totale serait de 54 494 millions de dollars (0.35 pour cent du PNB) en 1990 et 58 587 millions de dollars (0.34 pour cent) en 1991.

Tableau 2. TENDANCES A LONG TERME DE L'AIDE DE TOUTES PROVENANCES

	Volume net d'APD (Millions de dollars aux prix et taux de change de 1990)				Part du total OCDE				APD en pourcentage du PNB			
	1970-71	75-76	80-81	90-91	70-71	75-76	80-81	90-91	70-71	75-76	80-81	90-91
CAD :												
États-Unis . . . . .	8 977	8 966	9 508	11 127	31.8	27.1	22.4	20.0	0.30	0.26	0.23	0.20
Membres de la CEE pris ensemble . . . .	13 210	15 412	21 097	25 912	46.8	46.7	49.8	46.6	0.42	0.44	0.45	0.43
dont : France . . . . .	4 556	4 945	6 339	7 360	16.1	15.0	14.9	13.2	0.68	0.61	0.67	0.61
Allemagne . . . . .	3 141	4 009	5 513	6 549	11.1	12.1	13.0	11.8	0.33	0.38	0.45	0.41
Italie . . . . .	856	682	1 347	3 314	3.0	2.1	3.2	6.0	0.16	0.11	0.16	0.30
Pays-Bas . . . . .	1 010	1 521	2 344	2 520	3.6	4.6	5.5	4.5	0.60	0.77	1.01	0.90
Royaume-Uni . . . . .	2 727	2 833	3 027	2 849	9.7	8.6	7.1	5.1	0.42	0.39	0.39	0.30
Danemark . . . . .	344	516	761	1 188	1.2	1.6	1.8	2.1	0.40	0.53	0.74	0.95
Belgique . . . . .	576	782	868	857	2.0	2.4	2.0	1.5	0.48	0.55	0.54	0.44
Irlande . . . . .	—	23	48	65	—	0.1	0.1	0.1	—	0.10	0.16	0.18
Espagne . . . . .	—	100	777	1 041	—	0.3	1.8	1.9	—	—	0.10	0.21
Portugal . . . . .	—	—	74	169	—	—	0.2	0.3	—	—	0.02	0.28
Japon . . . . .	2 794	3 196	5 704	9 526	9.9	9.7	13.5	17.1	0.22	0.21	0.30	0.32
Canada . . . . .	1 197	1 821	1 798	2 480	4.2	5.5	4.2	4.5	0.41	0.49	0.43	0.45
Suède . . . . .	587	1 405	1 491	2 009	2.1	4.3	3.5	3.6	0.40	0.78	0.80	0.91
Norvège . . . . .	181	465	701	1 203	0.6	1.4	1.7	2.2	0.33	0.68	0.86	1.15
Australie . . . . .	869	934	921	997	3.1	2.8	2.2	1.8	0.59	0.53	0.44	0.36
Suisse . . . . .	228	339	461	798	0.8	1.0	1.1	1.4	0.12	0.19	0.24	0.34
Finlande . . . . .	61	142	242	898	0.2	0.4	0.6	1.6	0.09	0.17	0.24	0.70
Autriche . . . . .	67	181	358	468	0.2	0.5	0.8	0.8	0.07	0.17	0.28	0.29
Nouvelle-Zélande . . . . .	65	157	112	99	0.2	0.5	0.3	0.2	0.23	0.47	0.31	0.24
TOTAL <sup>a</sup> . . . . .	28 235	33 019	42 393	53 845	100.0	100.0	100.0	99.9	0.34	0.34	0.35	0.33
Autres pays OCDE												
Grèce . . . . .	—	—	2	22	—	—	0.0	0.0	—	—	0.00	0.07
Luxembourg . . . . .	—	5	8	12	—	0.0	0.0	0.0	—	—	0.12	0.28
Islande . . . . .	—	2	3	1	—	0.0	0.0	0.0	—	—	0.06	0.04
TOTAL . . . . .	—	7	13	36	—	0.0	0.0	0.1	—	—	0.02	0.09
TOTAL DES PAYS OCDE <sup>a</sup> . . . . .	28 235	33 026	42 406	53 881	100.0	100.0	100.0	100.0	0.34	0.34	0.35	0.33
Pour mémoire :												
Pays arabes :												
Arabie Saoudite . . . . .	—	6 694	9 003	2 663	—	—	—	—	—	6.66	4.05	2.48
Koweït . . . . .	—	1975	1 853	822	—	—	—	—	—	5.81	3.58	—
Emirats Arabes Unis . . . . .	—	2 385	1 574	712	—	—	—	—	—	9.57	3.34	2.14
Autres . . . . .	—	1 582	1 841	61	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL . . . . .	—	12 636	14 271	4 258	—	—	—	—	—	7.92	4.45	3.03
Pays d'Europe centrale et orientale												
Ex-URSS . . . . .	—	2 960	3 701	1 532	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres . . . . .	—	645	840	89	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL . . . . .	—	3 605	4 541	1 621	—	—	—	—	—	—	—	—
PVD non arabes												
Chine . . . . .	—	827	385	136	—	—	—	—	—	—	0.09	0.08
Inde . . . . .	—	161	271	108	—	—	—	—	—	—	0.10	—
Corée . . . . .	—	—	30	72	—	—	—	—	—	—	0.03	0.06
Taiwan . . . . .	—	—	—	69	—	—	—	—	—	—	—	—
Vénézuela . . . . .	—	171	182	40	—	—	—	—	—	0.24	0.18	0.08
Autres . . . . .	—	1 908	225	28	—	—	—	—	—	—	0.08	—
TOTAL . . . . .	—	3 066	1 093	453	—	—	—	—	—	4.25	0.09	0.13

a) Non compris l'annulation de dettes nées de créances autres que l'APD en 1990 et 1991. Voir notes au tableau 1.

Tableau 3. INDICATEURS DE LA RÉPARTITION DES CHARGES

Moyenne 1990-91

## Versements nets

	Equivalent-don de l'APD total <sup>a</sup> % du PNB	Crédit d'APD en pourcentage du budget de l'administration centrale	APD multilatérale <sup>b</sup> % du PNB	dont : APD à l'IDA au FIDA et PNUD % du PNB	APD aux PFR <sup>c</sup>	APD aux PMA <sup>d</sup>
					% du PNB	
Australie . . . . .	0.36	1.31	0.09	0.04	0.18	0.08
Autriche . . . . .	0.27	0.57	0.06	0.04	0.18	0.06
Belgique . . . . .	0.45	(1.15)	0.09 (0.17)	0.06	0.22	0.13
Canada . . . . .	0.51	1.97	0.14	0.06	0.23	0.12
Danemark . . . . .	0.97	3.20	0.34 (0.40)	0.13	0.56	0.36
Finlande . . . . .	0.69	2.00	0.27	0.09	0.42	0.25
France . . . . .	0.61	2.30	0.06 (0.13)	0.04	0.27	0.16
Allemagne . . . . .	0.45	(2.40)	0.07 (0.13)	0.04	0.22	0.10
Irlande . . . . .	0.16	0.60	0.03 (0.10)	0.02	0.07	0.05
Italie . . . . .	0.28	0.69	0.06 (0.10)	0.02	0.14	0.06
Japon . . . . .	0.25	1.30	0.07	0.03	0.17	0.05
Pays-Bas . . . . .	0.96	(2.68)	0.18 (0.26)	0.05	0.52	0.23
Nouvelle-Zélande . . . . .	0.24	0.50	0.04	0.02	0.07	0.04
Norvège . . . . .	1.15	2.00	0.43	0.16	0.78	0.54
Portugal . . . . .	0.28	—	0.02 (0.07)	0.00	0.21	0.22
Espagne . . . . .	0.20	0.59	0.03 (0.07)	0.00	0.08	0.03
Suède . . . . .	0.91	2.75	0.29	0.12	0.56	0.36
Suisse . . . . .	0.34	3.18	0.07	0.02	0.20	0.11
Royaume-Uni . . . . .	0.31	1.15	0.06 (0.13)	0.04	0.17	0.10
États-Unis . . . . .	0.28	0.80	0.04	0.02	0.11	0.03
TOTAL . . . . .	0.35	1.70	0.07 (0.09)	0.03	0.18	0.08

a) Calculé sur une base de versements bruts.

b) Les chiffres entre parenthèses tiennent compte de la CEE. Les souscriptions du capital sont exprimées sur la base d'effets payables à vue.

c) Les pays à faible revenu (PFR) sont ceux dont le revenu par habitant en 1990 était égal ou inférieur à 1 195 dollars. Comprend l'APD multilatérale imputée. Les souscriptions au capital des organismes multilatéraux sont exprimées sur la base d'effets payables à vue.

d) Les pays les moins avancés (PMA) sont les 47 figurant en 1991 sur la liste de l'Organisation des Nations Unies. Comprend l'APD multilatérale imputée. Les souscriptions au capital des organismes multilatéraux sont exprimées sur la base d'effets payables à vue.

Note : Y compris l'annulation de dettes nées de créances autres que l'APD en 1990 et 1991.

Tableau 4. INDICATEURS DE LA RÉPARTITION DES CHARGES (suite)

	APD par tête du pays donneur Dollars de 1990		Subventions gouvernementales aux ONG <sup>a</sup>				Aide des ONG en % du PNB	
			Millions de dollars 1990		En % du PNB			
	1980/81	1990/91	1980/81	1990/91	1980/81	1990/91	1980/81	1990/91
Australie . . . . .	62	58	8.3	12.4	0.01	0.00	0.03	0.04
Autriche . . . . .	48	60	–	–	–	–	0.03	0.03
Belgique . . . . .	88	86	50.8	1.2	0.09	0.00	0.04	0.01
Canada . . . . .	74	92	103.1	226.3	0.08	0.04	0.04	0.04
Danemark . . . . .	149	231	21.6	3.6	0.07	0.00	0.02	0.02
Finlande . . . . .	51	180	3.2	6.3	0.01	0.01	0.03	0.01
France . . . . .	118	130	15.5	25.6	0.01	0.00	0.01	–
Allemagne . . . . .	89	92	305.7	185.2	0.08	0.01	0.05	0.05
Irlande . . . . .	–	37	1.3	..	0.01	..	–	0.07
Italie . . . . .	24	58	3.9	..	0.00	..	0.00	–
Japon . . . . .	49	77	48.6	71.9	0.01	0.00	0.00	0.00
Pays-Bas . . . . .	165	168	129.9	183.0	0.17	0.06	0.05	0.08
Nouvelle-Zélande . . . . .	36	29	1.7	8.4	0.01	0.02	0.03	0.03
Norvège . . . . .	171	282	19.3	95.2	0.07	0.09	0.06	0.12
Portugal . . . . .	–	16	–	–	–	–	–	0.00
Espagne . . . . .	–	27	–	–	–	–	–	0.01
Suède . . . . .	179	234	78.6	186.5	0.13	0.08	0.05	0.06
Suisse . . . . .	72	118	51.3	138.4	0.10	0.06	0.06	0.04
Royaume-Uni . . . . .	54	99	7.1	12.4	0.00	0.00	0.02	..
États-Unis . . . . .	42	44	965.2	..	0.07	..	0.04	0.05
TOTAL . . . . .	63	74	1 815.2	..	0.05	..	0.03	0.03

a) Compris dans l'APD.

Note : Y compris l'annulation de dettes nées de créances autres que l'APD.

**Tableau 5. CONDITIONS FINANCIÈRES DES ENGAGEMENTS D'APD<sup>a</sup>**  
Moyenne 1990-91

*Pourcentages*

	Elément de libéralité de l'APD totale		Part des dons dans :		Elément de libéralité des prêts de l'APD	Elément de libéralité de l'APD aux PMA <sup>c</sup>	Elément de libéralité de l'APD bilatérale aux PMA
	Norme : 86% <sup>b</sup>		l'APD bilatérale	l'APD totale			
	1981-82	1990-91					
Australie . . . . .	100.0	100.0	100.0	100.0	—	100.0	100.0
Autriche . . . . .	57.1	84.6	53.7	64.1	57.4	99.9	92.6
Belgique . . . . .	97.7	94.8	91.7	94.8	..	100.0	100.0
Canada . . . . .	97.8	96.9	95.4	96.9	..	100.0	100.0
Danemark . . . . .	95.1	100.0	100.0	100.0	—	100.0	100.0
Finlande . . . . .	95.8	98.5	95.2	96.7	66.0	100.0	99.9
France . . . . .	88.8	86.2	69.4	70.8	54.0	99.8	88.1
Allemagne . . . . .	83.1	85.3	64.9	72.2	55.6	100.0	100.0
Irlande . . . . .	100.0	100.0	100.0	100.0	—	100.0	100.0
Italie <sup>d</sup> . . . . .	90.1	89.0	64.0	75.4	65.5	100.0	97.8
Japon . . . . .	73.0	75.1	26.6	38.6	59.0	100.0	91.8
Pays-Bas . . . . .	94.1	94.1	89.9	92.0	60.2	100.0	100.0
Nouvelle-Zélande . . . . .	100.0	100.0	100.0	100.0	—	100.0	100.0
Norvège . . . . .	99.4	99.7	99.3	99.5	27.3	100.0	99.1
Portugal . . . . .	..	77.1	73.3	77.1	—	100.0	100.0
Espagne . . . . .	..	..	..	..	..	..	..
Suède . . . . .	99.4	100.0	100.0	100.0	—	100.0	100.0
Suisse . . . . .	95.8	100.0	100.0	100.0	—	100.0	100.0
Royaume-Uni . . . . .	98.4	98.9	98.2	98.9	..	100.0	100.0
États-Unis . . . . .	92.5	76.7	94.3	73.9	63.7	100.0	99.5
TOTAL CAD . . . . .	88.9	85.1	68.7	71.7	58.6	100.0	97.7

a) Non compris le réaménagement de la dette.

b) Les pays dont le rapport de l'APD au PNB est notablement inférieur à la moyenne observée pour l'ensemble des pays du CAD ne sont pas considérés comme ayant satisfait aux objectifs relatifs aux conditions de l'aide. C'est le cas de l'Autriche, de l'Irlande, de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis en 1990.

c) Y compris l'élément de libéralité multilatéral imputé. Autre norme applicable : l'élément de libéralité moyen doit être d'au moins 86 pour cent sur une période de trois ans sur chacun des pays les moins avancés. En 1991, tous les pays à l'exception de la France ont satisfait à cet objectif.

d) L'Italie n'ayant pas souscrit à la Recommandation sur les conditions financières de l'aide, ces chiffres ne sont fournis qu'à titre indicatif.

Tableau 6. DEGRÉ DE LIAISON DE L'APD POUR CHACUN DES PAYS MEMBRES DU CAD, 1990

Engagements (à l'exclusion des coûts administratifs)

Pourcentage de l'APD totale de chaque donneur

	Déliée <sup>a</sup>	APD bilatérale							APD Multilatérale	
		dont :			Partiellement déliée <sup>c</sup>	dont : Coopération technique	Liée <sup>d</sup>	dont : Coopération technique	Hors CEE	CEE
		Financière <sup>b</sup>	Coopération technique	Financement non liés des importations						
Australie . . . . .	8.5	5.9	1.5	1.1	0.0	0.0	45.3	31.1	46.2	0.0
Autriche . . . . .	30.3	15.7	11.3	3.4	2.4	2.3	45.5	5.3	21.8	0.0
Belgique . . . . .	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	25.1	13.9
Canada . . . . .	25.5	21.1	4.1	0.3	11.8	9.2	28.4	6.4	34.4	0.0
Danemark . . . . .	0.0	8.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	40.5	8.2
Finlande . . . . .	17.3	11.5	1.8	4.0	0.9	0.8	44.9	11.3	36.9	0.0
France <sup>e</sup> . . . . .	39.5	20.5	9.0	10.0	3.6	3.6	40.8	23.3	8.2	8.0
Allemagne . . . . .	19.5	4.3	2.4	12.8	0.0	0.0	38.2	19.2	14.9	11.6
Irlande . . . . .	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	20.3	42.8
Italie . . . . .	9.4	7.5	0.4	1.5	0.0	0.0	47.2	14.7	25.1	18.3
Japon <sup>e</sup> . . . . .	69.9	32.3	0.0	37.6	2.8	0.0	12.5	11.3	15.6	0.0
Pays-Bas <sup>e</sup> . . . . .	34.7	12.4	12.7	9.6	29.5	15.5	3.7	0.0	18.3	9.1
Nouvelle-Zélande . . . . .	72.4	17.2	3.0	52.2	0.0	0.0	0.0	0.0	27.6	0.0
Norvège . . . . .	36.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	23.2	0.0	40.5	0.0
Portugal . . . . .	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Espagne . . . . .	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Suède <sup>e</sup> . . . . .	53.1	44.2	2.1	6.7	0.0	0.0	14.5	7.2	32.9	0.0
Suisse . . . . .	51.9	42.5	7.9	1.5	0.0	0.0	30.5	18.4	17.6	0.0
Royaume-Uni <sup>e</sup> . . . . .	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	21.8	22.6
États-Unis <sup>e</sup> . . . . .	58.9	58.9	0.0	0.0	6.7	6.5	19.2	6.1	12.7	0.0
TOTAL CAD <sup>e</sup> . . . . .	(43.3)	(31.0)	(2.3)	(9.6)	(4.7)	(3.5)	(23.5)	(10.8)	(17.1)	(4.9)

a) Pleinement et librement utilisable dans pratiquement tous les pays.

b) Sommes ne servant pas directement à financer des importations : soutien budgétaire, soutien à la balance des paiements, financement des dépenses locales et allègement de la dette.

c) Utilisable pour des achats dans le pays donneur et la quasi-totalité des pays en développement.

d) Essentiellement devant être acheté dans le pays donneur. Inclut cependant des montants pour lesquels la liste des pays éligibles n'est pas assez étendue pour les qualifier d'aide déliée.

e) Y compris l'annulation de dettes nées de créances autres que l'APD.

Note : Les données concernant l'aide liée doivent être révisées prochainement.

Tableau 7. AIDE MULTILATÉRALE ET RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE  
Moyenne 1990-91

*Versements nets en pourcentage de l'APD totale*

	APD aux organisations multilatérales <sup>a</sup>	APD aux PFR	APD aux PMA		APD aux PRITI	APD aux PRITS	
			1980-81	1990-91			
Australie . . . . .	26.3	77.4	19.1	20.4	8.8	0.2	
Autriche . . . . .	22.1	64.1	12.3	21.0	15.2	0.6	
Belgique . . . . .	22.0	39.4	54.8	55.6	34.9	5.8	1.7
Canada . . . . .	31.4	56.4	31.7	27.5	5.6	1.0	
Danemark . . . . .	35.4	41.8	62.3	46.7	38.2	2.5	0.3
Finlande . . . . .	39.0	63.0	45.1	35.0	5.7	0.7	
France . . . . .	10.2	21.9	56.7	21.4	26.9	6.7	3.1
Allemagne . . . . .	16.3	31.5	60.9	34.3	25.2	10.8	1.9
Irlande . . . . .	17.7	59.2	41.5	20.7	32.3	3.1	0.0
Italie . . . . .	19.6	35.4	58.4	42.5	28.9	8.9	1.1
Japon . . . . .	21.8	59.3	31.2	16.4	14.2	1.1	
Pays-Bas . . . . .	20.3	29.0	62.5	33.5	28.6	3.4	2.5
Nouvelle-Zélande . . . .	16.9	35.9	15.7	17.9	7.7	0.0	
Norvège . . . . .	37.4	70.2	43.8	45.9	3.7	0.6	
Portugal . . . . .	5.5	23.8	76.5	..	68.1	0.3	..
Espagne . . . . .	12.4	34.6	49.2	..	16.2	9.7	2.9
Suède . . . . .	30.8	62.8	40.8	38.2	5.3	0.6	
Suisse . . . . .	20.8	66.5	40.2	35.1	4.6	0.6	
Royaume-Uni . . . . .	21.5	44.1	59.2	36.5	30.3	3.2	0.6
États-Unis . . . . .	21.6	62.3	20.8	16.9	3.9	0.3	
TOTAL . . . . .	20.9	27.6	60.4	29.1	24.4	7.6	1.3

a) Y compris les contributions à la CEE.

Note : Y compris l'APD multilatérale imputée. L'APD totale couvre des montants non ventilés géographiquement. Par conséquent, on n'obtient pas 100 % en additionnant les pourcentages par groupes de revenus.

Tableau 8. VERSEMENTS A CONDITIONS LIBÉRALES ET NON LIBÉRALES DES PRINCIPAUX ORGANISMES MULTILATÉRAUX, 1990-91

	Apport net	Apport brut		
	Millions de dollars	Millions de dollars	% du total (libéral ou non libéral)	% du total général
Conditions libérales				
Principales institutions financières				
IDA . . . . .	3 589	3 815	33.6	12.7
BID . . . . .	150	373	3.3	1.2
Fonds africain de développement . . . . .	548	566	5.0	1.9
Fonds asiatique de développement . . . . .	1 010	1 052	9.3	3.5
FIDA . . . . .	181	230	2.0	0.8
Autres <sup>a</sup> . . . . .	562	1 005	8.8	3.3
Sous-total . . . . .	6 040	7 041	62.0	23.4
Nations Unies				
PNUD . . . . .	1 053	1 053	9.3	3.5
PAM . . . . .	848	848	7.5	2.8
UNHCR . . . . .	478	478	4.2	1.6
UNRWA . . . . .	279	279	2.5	0.9
FISE . . . . .	542	542	4.8	1.8
UNTA <sup>b</sup> . . . . .	237	237	2.1	0.8
UNFPA . . . . .	168	168	1.5	0.6
Autres NU . . . . .	716	716	6.3	2.4
Sous-total . . . . .	4 321	4 321	38.0	14.3
TOTAL . . . . .	10 361	11 362	100.0	37.7
Conditions non libérales				
BIRD . . . . .	4 156	12 050	64.2	40.0
SFI . . . . .	886	1 410	7.5	4.7
BID . . . . .	1 159	2 161	11.5	7.2
Banque africaine de développement . . . . .	908	1 124	6.0	3.7
Banque asiatique de développement . . . . .	933	1 518	8.1	5.0
Autres <sup>c</sup> . . . . .	322	493	2.6	1.6
TOTAL . . . . .	8 364	18 756	100.0	62.3
TOTAL GÉNÉRAL . . . . .	18 725	30 118	—	100.0

a) Conseil de l'Europe, Banque de développement des Caraïbes, Fonds fiduciaire, FAS et FASR.

b) Assistance technique financée sur le budget ordinaire des Nations Unies.

c) Conseil de Europe, Banque de développement des Caraïbes.

Note : Non compris la CEE.



Tableau 9. RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'APD DES DONNEURS DU CAD ET DES ORGANISMES MULTILATÉRAUX<sup>a</sup>

Pourcentage des versements bruts

	Afrique subsaharienne			Asie du Sud			Autres pays d'Asie et d'Océanie			Afrique du Nord et Moyen-Orient <sup>b</sup>			Amérique latine et Caraïbes		
	80/81	85/86	90/91	80/81	85/86	90/91	80/81	85/86	90/91	80/81	85/86	90/91	80/81	85/86	90/91
<b>PAYS DU CAD, APD BILATÉRALE</b>															
États-Unis . . . . .	15.8	14.9	11.8	12.8	8.7	6.7	9.2	7.8	3.6	50.2	48.2	58.1	12.2	20.3	19.8
Japon . . . . .	10.0	10.4	11.5	25.8	25.0	15.3	49.1	48.0	53.2	8.3	8.3	11.7	6.9	8.3	8.3
France . . . . .	49.2	52.6	57.9	4.4	4.7	3.0	19.9	18.6	18.3	19.3	16.7	15.4	7.3	7.4	5.3
Allemagne . . . . .	29.2	31.1	43.0	20.4	18.7	10.4	9.3	14.2	11.9	29.5	22.9	24.6	11.7	13.1	10.0
Pays nordiques, total . . . . .	52.6	60.6	59.6	24.9	22.6	15.4	13.9	8.4	8.0	4.8	2.8	6.9	3.8	5.5	10.1
dont : Danemark . . . . .	51.6	60.1	58.8	31.1	26.3	22.4	8.9	6.8	4.9	6.2	4.7	7.5	2.2	2.2	6.4
Finlande . . . . .	60.6	63.8	56.4	7.5	14.9	12.0	21.0	8.7	11.5	6.6	5.5	12.0	4.1	7.2	8.0
Norvège . . . . .	54.1	64.0	63.8	30.0	25.7	19.8	6.1	3.8	4.0	6.7	1.1	1.2	3.1	5.4	11.0
Suède . . . . .	51.5	58.1	59.0	22.2	20.2	10.9	18.4	12.4	10.2	3.2	2.1	7.4	4.7	7.3	12.4
Italie . . . . .	55.2	68.2	45.0	1.7	6.1	2.4	6.5	4.0	4.2	28.5	11.8	19.6	8.1	10.0	21.1
Pays-Bas . . . . .	31.2	39.4	35.8	24.8	20.2	18.6	10.6	12.6	16.5	5.4	6.1	5.9	27.9	21.8	23.1
Royaume-Uni . . . . .	37.0	39.4	48.1	40.0	33.2	26.1	8.5	11.1	10.4	8.3	8.7	7.1	6.2	7.5	8.2
Canada . . . . .	38.6	40.3	51.7	34.8	27.5	14.8	5.8	11.5	12.5	8.0	2.8	7.8	12.8	17.8	13.2
Australie . . . . .	5.7	6.0	8.6	10.8	4.8	7.2	81.4	87.8	81.8	2.0	1.0	2.4	0.1	0.4	0.1
Nouvelle-Zélande . . . . .	2.5	1.2	1.9	2.1	0.7	0.9	94.2	97.7	96.3	..	..	0.3	1.2	0.5	0.8
Autres CAD, total . . . . .	45.7	54.9	40.9	8.8	7.6	7.4	15.6	6.8	18.6	23.5	21.5	16.9	6.3	9.2	16.1
dont : Autriche . . . . .	7.8	9.1	15.8	5.1	2.8	5.1	29.5	6.7	37.9	53.9	77.0	35.6	3.7	4.4	4.8
Belgique . . . . .	66.0	76.3	63.2	5.0	3.8	4.5	11.9	7.7	9.9	12.2	6.1	12.3	4.9	6.1	10.2
Irlande . . . . .	95.9	96.5	93.8	1.4	1.9	1.9	0.7	1.6	0.6	..	..	3.1	1.4	0.8	1.2
Portugal . . . . .	..	..	100.0	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Espagne . . . . .	..	..	22.5	..	..	4.6	..	..	22.7	..	..	16.8	..	..	33.5
Suisse . . . . .	39.8	57.1	45.7	26.7	16.2	17.1	6.5	6.1	10.9	12.0	3.5	10.4	14.9	17.2	15.9
Total CAD . . . . .	28.5	29.3	31.3	18.7	14.7	10.0	18.9	18.5	18.9	23.7	24.1	26.6	10.1	13.3	13.0
<b>ORGANISMES MULTILATÉRAUX</b>															
CEE . . . . .	60.4	65.2	58.2	17.2	9.3	7.2	5.0	5.5	4.9	12.0	12.6	19.7	5.4	7.4	10.1
IFIs <sup>c</sup> . . . . .	21.5	32.4	43.6	44.2	42.1	34.9	11.0	8.9	11.7	4.8	3.2	1.1	18.5	13.4	8.6
Organismes des Nations Unies <sup>d</sup> . . . . .	32.5	41.5	40.3	18.2	19.5	16.9	19.3	14.2	12.1	18.7	11.9	17.8	11.3	12.9	12.9
<b>APPORTS DES PAYS NON MEMBRES DU CAD, total<sup>e</sup></b>															
MEMBRES DU CAD, total <sup>e</sup> . . . . .	11.2	15.9	9.0	9.9	10.4	7.4	17.4	32.5	15.8	52.9	29.0	66.2	8.6	12.3	1.6
TOTAL GÉNÉRAL . . . . .	24.2	28.8	31.6	19.0	17.3	11.6	17.2	19.5	17.2	29.1	21.5	27.9	10.5	12.9	11.4

a) Non compris les montants non spécifiés.

b) Comprend de faibles montants versés aux pays de l'Europe du Sud.

c) Institutions financières internationales. Comprend l'IDA, les guichets concessionnels des banques régionales et le FIDA.

d) Comprend le PNUD, le FIDE, l'UNWRA, le PAM, l'UNHCR et le FNUAP.

e) Pays arabes, pays d'Europe de l'Est et la Chine.

**Tableau 10. PRINCIPALES UTILISATIONS DE L'AIDE DES DIFFÉRENTS DONNEURS DU CAD  
ET ORGANISMES MULTILATÉRAUX<sup>a</sup>**

*Pourcentage des engagements totaux*

	Infrastructure sociale et administrative		Infrastructure économique		Agriculture		Industrie et autres secteurs productifs		Aide alimentaire		Aide programme		Autres		Pour mémoire : Part de l'ADP par le canal des ONG <sup>b</sup>
	1975-76	89-90	75-76	89-90	75-76	89-90	75-76	89-90	75-76	89-90	75-76	89-90	75-76	89-90	1989-90
Australie . . . . .	17.5	42.5	7.3	14.4	4.3	15.8	1.6	3.9	9.1	6.5	43.9	5.3	16.2	11.6	5.9
Autriche . . . . .	7.0	33.9	0.7	24.2	3.3	2.5	25.2	13.7	—	1.4	—	0.0	63.7	24.3	—
Belgique . . . . .	3.8	38.4	0.9	6.3	2.1	10.0	1.3	11.3	2.2	3.0	0.9	5.6	88.9	25.4	11.4
Canada . . . . .	16.5	20.3	11.5	12.9	8.4	9.7	14.4	4.6	24.9	8.3	0.1	3.5	24.1	40.8	2.6
Danemark . . . . .	14.0	30.9	0.0	11.1	11.4	14.7	24.4	15.9	3.4	—	8.2	0.8	38.6	26.6	8.8
Finlande . . . . .	10.9	21.5	8.8	16.9	3.5	16.8	11.0	16.8	7.3	0.1	—	1.3	58.5	26.6	2.2
France . . . . .	53.7	40.8	13.0	18.6	7.0	7.4	16.6	2.5	1.1	0.5	5.1	5.5	3.6	24.7	—
Allemagne . . . . .	23.4	25.7	17.7	26.7	7.6	7.0	17.7	10.0	3.1	2.6	2.6	9.4	28.0	18.8	—
Irlande . . . . .	—	42.3	—	2.1	—	19.9	—	6.2	—	—	—	—	100.0	29.5	—
Italie . . . . .	14.0	18.4	2.0	23.1	2.9	17.5	28.4	12.1	—	4.6	—	5.0	52.6	19.2	—
Japon . . . . .	3.3	18.9	36.6	31.9	6.0	11.2	20.3	6.0	1.2	0.5	0.1	18.9	32.4	12.6	—
Pays-Bas . . . . .	36.4	27.9	10.7	13.9	20.9	15.3	10.7	7.8	3.0	2.3	0.6	13.1	17.7	19.8	—
Nouvelle-Zélande . . . . .	14.8	1.5	34.0	0.0	23.7	2.2	3.1	—	—	—	13.5	—	10.8	96.3	—
Norvège . . . . .	25.4	18.7	16.7	16.4	25.5	13.3	7.3	6.0	—	0.4	—	2.9	25.0	42.3	—
Portugal . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Espagne . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suède . . . . .	22.2	19.9	2.5	18.0	9.0	10.3	14.7	10.4	8.4	0.1	0.9	7.6	42.2	33.8	—
Suisse . . . . .	12.3	22.8	13.4	6.3	15.5	18.7	5.2	3.4	10.6	4.1	—	7.7	43.1	37.0	—
Royaume-Uni . . . . .	4.8	25.1	3.4	23.5	4.3	10.8	54.4	5.7	1.8	1.3	5.0	12.5	26.3	21.2	1.6
États-Unis <sup>c</sup> . . . . .	8.7	15.0	2.3	3.3	8.1	4.0	4.1	3.3	29.5	8.2	8.8	16.3	38.6	49.8	—
TOTAL . . . . .	20.1	23.3	10.2	17.0	8.1	8.6	13.7	5.8	13.1	3.6	5.9	11.9	28.9	29.7	0.4
Banque mondiale . . . . .	—	21.2	—	39.2	—	12.2	—	16.7	—	—	—	10.5	—	0.2	—
IDA . . . . .	—	32.1	—	25.1	—	27.2	—	7.2	—	—	—	7.0	—	1.4	—
CEE . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organismes des Nations Unies . . . . .	—	39.0	—	7.5	—	8.7	—	5.8	—	19.6	—	—	—	19.5	—
Autres organismes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL multilatéral . . . . .	—	25.2	—	33.2	—	15.4	—	13.6	—	1.6	—	8.8	—	2.1	—
TOTAL GÉNÉRAL . . . . .	20.1	23.5	10.2	25.3	8.1	11.0	13.7	9.8	13.1	2.5	5.9	10.8	28.9	17.2	0.3

<sup>a)</sup> Les engagements multilatéraux se réfèrent aux contributions de financement public du développement, donc y compris les prêts assortis non libérales ainsi que l'IDA, dont tous les prêts sont assortis de conditions libérales.

<sup>b)</sup> Sur la base des versements.

<sup>c)</sup> Y compris en 1990 l'annulation de dettes nées de créances autres que l'APD (voir tableau 1).

Tableau 11. IMPORTANCE RELATIVE ET COMPOSITION DE  
LA COOPÉRATION TECHNIQUE <sup>a</sup>

Moyenne 1989-1990

*Pourcentage du total des versements bilatéraux d'APD*

	Total <sup>a</sup>	Part de C.T. en APD totale	Etudiants		Stagiaires	Experts & enseignants	Volontaires	Autres
			Total	<i>pour mémoire :</i> Coûts imputés 1990				
Australie . . . . .	30.7	22.6	13.6	3.0	0.8	3.8	0.3	11.9
Autriche . . . . .	17.9	16.4	14.0	6.8	0.1	2.3	0.6	0.0
Belgique . . . . .	38.7	22.6	(12.0)	(5.0)	0.3	5.0	—	16.3
Canada . . . . .	14.8	12.2	4.3	2.0	1.4	4.4	1.0	3.7
Danemark . . . . .	16.3	10.0	—	—	1.4	4.5	1.6	7.7
Finlande . . . . .	18.0	10.8	0.2	—	0.6	1.3	0.1	4.2
France . . . . .	35.4	29.7	3.4	(2.1)	2.0	7.9	3.0	35.5
Allemagne . . . . .	31.2	28.9	3.5	2.8	1.3	4.1	1.1	7.3
Irlande . . . . .	53.8	21.3	—	—	—	—	—	(53.8)
Italie . . . . .	16.6	10.7	(1.8)	—	—	—	—	(16.6)
Japon . . . . .	15.4	13.7	2.0	—	3.3	4.3	0.8	5.1
Pays-Bas . . . . .	39.1	31.0	1.3	—	0.8	4.0	1.9	30.8
Nouvelle-Zélande . . . .	43.3	37.4	13.1	8.4	0.4	1.6	—	7.3
Norvège . . . . .	14.0	8.7	1.5	—	0.1	2.7	1.6	8.2
Portugal . . . . .	47.5	37.0	—	—	—	—	—	(47.5)
Espagne . . . . .	26.8	16.4	—	—	—	—	—	(26.8)
Suède . . . . .	18.6	13.0	0.1	—	0.9	8.1	—	8.9
Suisse . . . . .	6.5	4.9	—	—	—	—	—	(6.5)
Royaume-Uni . . . . .	40.8	25.2	4.7	—	—	12.0	1.4	13.9
États-Unis . . . . .	28.5	25.6	—	—	—	—	—	(28.5)
TOTAL CAD . . . . .	25.8	21.0	(3.5)	(1.2)	(1.3)	(3.8)	(0.9)	(19.8)

<sup>a</sup>) Non compris les équipements.

Tableau 12. RELATIONS ÉCONOMIQUES/FINANCIÈRES NON-APD AVEC LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Moyenne 1989-90

En pourcentage du PNB des pays déclarants

	Total des apports nets	Total des apports non-APD	dont :						Dette non-APD <sup>a</sup> des PVD
			Crédits à l'exportation	Prêts bancaires	Investissements de portefeuille non-bancaire	Investissements directs	AASF à l'exclusion des crédits à l'exportation	Agences bénévoles du secteur privé	
Australie . . . . .	0.56	0.20	0.04	0.09	0.08	-0.04	0.05	0.02	0.58
Autriche . . . . .	0.26	0.02	-0.04	-	-	0.04	0.02	0.02	4.84
Belgique . . . . .	0.45	-0.01	0.02	-0.36	0.05	0.06	0.16	0.02	1.03
Canada . . . . .	0.54	0.10	0.09	-0.04	0.01	0.00	0.08	0.05	0.93
Danemark . . . . .	0.88	-0.06	-0.20	-	-0.16	0.07	-0.05	0.02	0.50
Finlande . . . . .	0.78	0.15	0.06	-	0.02	0.08	-	0.02	0.37
France . . . . .	0.54	-0.06	-0.05	-0.31	0.11	0.14	0.10	0.02	1.63
Allemagne . . . . .	0.95	0.53	0.09	-0.06	0.18	0.13	0.12	0.05	1.11
Irlande . . . . .	0.42	0.26	0.16	=	-	-	=	0.08	-
Italie . . . . .	0.46	0.10	-0.04	-	-0.04	0.03	0.12	0.00	1.04
Japon . . . . .	0.73	0.42	-0.03	=	0.01	0.33	0.06	0.00	0.49
Pays-Bas . . . . .	1.29	0.36	-0.02	-0.13	0.31	0.34	0.01	0.09	0.39
Nouvelle-Zélande . . . . .	0.26	0.03	=	=	=	-	=	0.03	-
Norvège . . . . .	1.10	-0.01	-0.11	-	-	0.02	0.00	0.09	0.69
Portugal . . . . .	0.54	0.30	0.28	=	=	0.01	0.12	-	0.78
Espagne . . . . .	0.16	-0.01	-0.02	-	=	=	-	0.01	1.12
Suède . . . . .	1.26	0.33	0.18	=	0.08	0.09	0.00	0.03	2.85
Suisse . . . . .	1.72	1.41	-0.23	-	-0.04	1.49	0.00	0.05	1.03
Royaume-Uni . . . . .	-0.06	-0.35	0.25	-1.03	-0.05	0.37	0.06	0.03	2.12
États-Unis . . . . .	0.26	0.08	0.01	-	0.00	0.14	-0.01	0.04	0.88
TOTAL CAD . . . . .	0.51	0.18	0.02	-0.09	0.03	0.19	0.04	0.03	1.01
Pour mémoire :									
Membres de la CEE . . . .	0.53	0.10	0.04	-0.26	0.06	0.15	0.09	0.03	1.30

a) Encours des crédits à l'exportation, moyenne 1989-90.

Tableau 13. INDICATEURS ÉCONOMIQUES DES PAYS MEMBRES DU CAD

	PNB par habitant dollars de 1991	PIB <sup>a</sup> taux de croissance annuel 1988-91	Inflation <sup>b</sup> taux moyen annuel 1988-91	Taux de chômage en 1991	Solde budgétaire 1990 Excédent (+) ou déficit (-) en % du PIB	Solde extérieur courant en % du PIB 1991	Dépenses gouvernementales en % du PIB 1990
Australie . . . . .	16 100	1.9	5.8	9.5	1.4	-3.5	34.3
Autriche . . . . .	20 800	3.8	2.7	3.7	-2.1	-0.1	46.4
Belgique . . . . .	20 000	3.5	2.6	7.7	-5.3	2.0	48.9
Canada . . . . .	20 900	1.5	4.4	10.2	-3.8	-3.9	40.1
Danemark . . . . .	24 400	1.2	3.4	10.4	-1.4	1.7	57.9
Finlande . . . . .	24 300	1.2	5.2	7.5	1.4	-4.6	39.8
France . . . . .	21 100	3.0	3.1	9.4	-1.4	-0.5	46.4
Allemagne . . . . .	21 200	3.8	2.7	4.3	-1.8	-1.3	45.0
Irlande . . . . .	10 900	4.5	3.0	15.8	-2.0	4.8	40.1
Italie . . . . .	19 700	2.7	6.3	9.9	-10.9	-1.8	41.1
Japon . . . . .	24 000	5.2	1.8	2.1	3.1	2.1	33.4
Pays-Bas . . . . .	19 900	3.2	2.1	7.0	-5.3	4.1	49.9
Nouvelle-Zélande . . . . .	11 800	0.1	5.9	10.3	..	-1.1	..
Norvège . . . . .	24 300	0.8	4.6	5.5	2.6	5.0	54.9
Portugal . . . . .	6 500	3.9	12.0	4.1	..	-1.0	..
Espagne . . . . .	13 400	4.0	6.1	16.0	-4.0	-2.9	36.2
Suède . . . . .	25 800	1.0	8.2	2.7	4.1	-0.9	64.2
Suisse . . . . .	34 900	2.1	4.3	1.3	..	4.0	34.1
Royaume-Uni . . . . .	17 500	1.3	5.9	8.9	-0.7	-0.8	40.2
États-Unis . . . . .	22 500	1.7	4.5	6.6	-2.5	-0.2	31.8
TOTAL CAD . . . . .	23 500	2.8	4.3	6.8	-1.7	-0.1	37.2

a) A prix constants.

b) Déflateur implicite du PNB.

Source : OCDE, Perspectives économiques juin 1992, et mémorandums des pays du CAD.

Tableau 14. TOTAL DES APPORTS NETS DE RESSOURCES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

	1970	1975	1980	1988	1989	1990	1991 <sup>p</sup>	1970	1975	1980	1988	1989	1990	1991 <sup>p</sup>
	Milliards de dollars courants							Pourcentage du total						
I. FINANCEMENT PUBLIC DU DÉVELOPPEMENT (FPD) . . . . .	8.9	18.3	34.3	61.8	60.7	69.9	72.8	44.7	39.2	29.3	60.4	51.9	54.9	55.4
1. Aide publique au développement (APD) . . . . .	7.9	14.9	27.3	47.9	48.2	52.7	55.8	39.7	31.9	23.3	46.8	41.2	41.4	42.5
<i>dont</i> : bilatéral . . . . .	6.8	11.1	19.5	36.6	36.5	39.2	41.8	34.2	23.8	16.7	35.8	31.2	30.8	31.8
multilatéral . . . . .	1.1	3.8	7.8	11.3	11.7	13.5	14.0	5.5	8.1	6.7	11.0	10.0	10.6	10.7
2. Autres FPD . . . . .	1.0	3.4	7.0	13.9	12.5	17.2	17.0	5.0	7.3	6.0	13.6	10.7	13.5	12.9
<i>dont</i> : bilatéral . . . . .	0.3	0.8	2.2	7.4	5.6	7.0	7.0	1.5	1.7	1.9	7.2	4.8	5.5	5.3
multilatéral . . . . .	0.7	2.6	4.8	6.5	6.9	10.2	10.0	3.5	5.6	4.1	6.4	5.9	8.0	7.6
II. TOTAL DES CRÉDITS À L'EXPORTATION . . . . .	2.7	5.6	17.2	-2.5	9.4	4.7	3.1	13.6	12.0	14.7	-2.4	8.0	3.7	2.4
<i>dont</i> : à long terme . . . . .	2.7	5.6	14.3	-4.5	4.7	0.1	3.0	13.6	12.0	12.2	-4.4	4.0	0.1	2.3
à court terme . . . . .	..	..	1.8	2.0	4.8	4.5	..	..	..	1.5	2.0	4.1	3.5	..
III. APPORTS PRIVÉS . . . . .	8.3	22.8	65.5	43.0	46.8	52.7	55.4	41.7	48.8	56.0	42.0	40.0	41.4	42.2
1. Investissements directs (OCDE) . . . . .	3.7	11.4	11.2	24.7	29.3	26.9	28.4	18.6	24.4	9.6	24.1	25.1	21.1	21.6
<i>dont</i> : centres financiers offshore . . . . .	4.1	3.7	3.0	11.4	8.0	8.5	..	20.6	7.9	2.6	11.1	6.8	6.7	..
2. Prêts bancaires internationaux <sup>a</sup> . . . . .	3.0	8.5	49.0	7.8	10.5	18.5	7.0	15.1	18.2	41.9	7.6	9.0	14.5	5.3
<i>dont</i> : à court terme . . . . .	..	..	26.0	4.0	8.0	9.0	7.0	..	..	22.2	3.9	6.8	7.1	..
3. Prêts obligataires . . . . .	0.3	0.4	1.1	1.3	-0.3	-3.2	9.0	1.5	0.9	0.9	1.3	-0.3	-2.5	6.9
4. Autres apports privés . . . . .	0.4	1.2	1.8	5.0	3.3	5.6	6.0	2.0	2.6	1.5	4.9	2.8	4.4	4.6
5. Dons des ONG . . . . .	0.9	1.3	2.4	4.2	4.0	4.9	5.2	4.5	2.8	2.1	4.1	3.4	3.8	3.8
TOTAL DES APPORTS DE RESSOURCES (I + II + III) <sup>b</sup> . . . . .	19.9	46.7	117.0	102.3	116.9	127.3	131.5	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Pour mémoire :														
1. Opérations des PVD en capital recensées nettes . . . . .	..	-11.8	-37.6	-19.9	-18.8	-29.3	-30.2							
2. Intérêts et dividendes payés par les PED, montants bruts . . . . .	..	18.8	63.5	93.4	95.7	93.3	96.1							
3. Apports entre pays en développement <sup>c</sup> . . . . .	1.0	7.5	10.0	2.2	1.6	6.1	2.9							
<i>dont</i> : APD en provenance des pays arabes . . . . .	0.4	4.9	8.8	1.9	1.4	5.8	2.4							
	Aux prix et taux de change de 1990													
Total des apports nets de ressources . . . . .	87.4	115.6	184.8	113.0	130.3	127.3	127.2							
Total du FPD . . . . .	39.1	45.3	54.2	68.3	67.7	69.9	70.4							
Recettes d'APD de toutes provenances . . . . .	34.7	36.9	43.1	52.9	53.7	52.7	54.0							
Total APD du CAD (bilatérale et multilatérale) <sup>d</sup> . . . . .	29.4	32.9	41.1	51.9	50.9	53.0	54.7							

a) Non compris les crédits financiers garantis; compris dans II ci-dessus.

b) Y compris les apports en provenance des pays non-OCDE et non-PED.

c) Flux non compris dans le total des apports nets de ressources.

d) À l'exclusion de l'annulation de dettes non issues de l'APD pour les années 1990 et 1991. Voir les notes du tableau 1.

p) Chiffres provisoires.

Tableau 15. APPORT NET DE RESSOURCES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT<sup>a</sup>

Aux prix et taux de change de 1990

En milliards de dollars

		1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991 <sup>p</sup>
Afrique subsaharienne . . . . .	APD	12	16	17	17	17	19	19	19
	Total	24	23	25	25	24	25	23	23
dont : PFR . . . . .	APD	10	13	13	13	14	14	15	15
	Total	16	14	18	18	17	17	17	17
Afrique du Nord et Moyen-Orient . . . .	APD	7	9	8	7	6	6	8	8
	Total	17	15	12	8	11	20	9	9
PFR d'Asie . . . . .	APD	13	15	16	15	17	16	15	16
	Total	22	36	30	32	34	31	41	31
dont : Inde/Chine . . . . .	APD	4	5	5	4	5	5	4	5
	Total	7	20	16	18	19	14	19	17
Autres pays d'Asie . . . . .	APD	2	3	2	2	2	2	2	2
	Total	16	10	4	0	6	11	18	26
Hémisphère occidental . . . . .	APD	5	8	7	8	7	8	7	7
	Total	89	38	24	26	25	32	20	31
Autres pays et apports non ventilés <sup>b</sup> . .	APD	3	3	4	4	4	3	2	2
	Total	17	12	9	14	13	11	16	8
Total des pays en développement . . . .	APD	43	55	53	52	53	54	53	54
	Total	185	133	104	105	113	130	127	127
TOTAL PFR . . . . .	APD	30	36	36	35	37	38	38	39
	Total	48	63	60	61	65	65	69	60
dont : PMA . . . . .	APD	11	17	17	16	17	17	17	16
	Total	16	20	18	18	19	19	19	18
TOTAL PRITI . . . . .	APD	4	9	9	9	9	9	9	8
	Total	19	18	15	17	18	24	23	23

<sup>a</sup>) Non compris les transactions entre les pays en développement.<sup>b</sup>) Y compris l'Europe et l'Océanie.<sup>p</sup>) Provisoire.

Note : Y compris des estimations établies par le Secrétariat pour répartir des montants élevés d'APD et d'investissements directs notifiés comme «non ventilés».

Tableau 16. TRANSFERT FINANCIER NET GLOBAL PAR RÉGIONS<sup>a</sup>

En milliards de dollars courants

	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991 <sup>p</sup>
Afrique subsaharienne . . . . .	10	7	13	15	14	15	17	15
Afrique du Nord et Moyen-Orient . . . . .	-6	-7	-5	-7	-5	1	-7	-2
PFR d'Asie . . . . .	7	9	11	16	16	12	24	17
Autres pays d'Asie . . . . .	3	-6	-7	-9	-5	-3	6	18
Hémisphère occidental . . . . .	34	-17	-16	-4	-13	-2	-10	3
Autres <sup>b</sup> . . . . .	7	0	1	5	3	-1	4	-16
Ensemble des PVD <sup>c</sup> . . . . .	54	-13	-3	16	9	21	34	35
Pour référence :								
Pays les moins avancés . . . . .	9	9	11	13	14	14	16	16

Tableau 17. TRANSFERT FINANCIER NET PAR RÉGIONS<sup>a</sup>

En milliards de dollars aux prix et taux de change de 1990

	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991 <sup>p</sup>
Afrique subsaharienne . . . . .	15	12	17	18	15	16	17	15
Afrique du Nord & Moyen-Orient . . . . .	-10	-12	-7	-8	-6	2	-7	-2
PFR d'Asie . . . . .	10	15	15	18	18	13	24	17
Autres pays d'Asie . . . . .	5	-10	-9	-11	-6	-3	6	18
Hémisphère occidental . . . . .	53	-28	-21	-5	-15	-3	-10	3
Autres <sup>b</sup> . . . . .	10	1	1	6	3	-1	4	-16
Ensemble des PVD <sup>c</sup> . . . . .	85	-22	-4	18	10	24	34	34
Pour référence :								
Pays les moins avancés . . . . .	15	16	14	15	16	16	16	16

a) Les transferts financiers nets sont définis comme le total net des apports de ressources moins les paiements d'intérêts et de dividendes par les pays en développement. Le total net des apports comprend les dons publics et privés (y compris l'assistance technique), l'investissement direct ainsi que le total des prêts à court et à long terme moins les remboursements en principal. Des explications sur les transferts financiers nets sont fournies dans l'étude 1991 «Financement et dette extérieure des pays en développement», OCDE, Paris 1992.

b) PVD d'Europe, Océanie.

c) A l'exclusion de Taïwan.

Note : Non compris les transactions entre les pays en développement.



Tableau 18. COÉFFICIENTS DU SERVICE DE LA DETTE<sup>a</sup> PAR RÉGIONS

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
AFRIQUE SUBSAHARIENNE . . . . .	27	31	35	29	35	33	26
<i>dont</i> : PMA . . . . .	25	27	33	25	27	29	29
Nigéria . . . . .	24	32	28	21	44	37	17
Autres pays . . . . .	30	38	41	39	41	35	32
AMÉRIQUE LATINE ET CARAIBES . . .	36	41	45	33	40	30	26
<i>dont</i> : Argentine . . . . .	33	61	69	67	41	43	34
Brésil . . . . .	48	43	49	30	45	29	21
Jamaïque . . . . .	28	38	46	41	33	31	28
Mexique . . . . .	46	54	57	41	46	38	30
Pérou . . . . .	36	42	37	21	12	12	12
ASIE <sup>b</sup> . . . . .	15	23	21	21	17	16	14
<i>dont</i> : Chine . . . . .	5	8	8	10	11	12	12
Inde . . . . .	17	26	30	30	30	31	29
Indonésie . . . . .	20	30	33	34	41	35	31
Corée . . . . .	24	32	27	33	16	13	12
Malaisie . . . . .	12	31	21	18	21	16	12
Pakistan . . . . .	19	24	26	25	25	31	22
Philippines . . . . .	34	42	34	37	34	26	22
Thaïlande . . . . .	28	32	30	22	19	16	14
AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT <sup>c</sup> . . . . .	15	16	18	15	19	19	15
<i>dont</i> : Algérie . . . . .	36	37	54	40	71	69	54
Égypte . . . . .	35	38	39	24	38	41	26
Maroc . . . . .	29	37	39	30	32	37	25
Tunisie . . . . .	25	29	26	25	23	24	26
TOTAL GÉNÉRAL . . . . .	22	26	27	24	24	21	18
<i>dont</i> : Principaux pays débiteurs <sup>d</sup> . . . .	37	41	42	34	38	30	24
PMA . . . . .	25	24	30	24	26	28	26

a) Intérêts à long et court terme, plus remboursements de principal (y compris au FMI), en pourcentage des exportations de biens et services (y compris les transferts privés).

b) Non compris Hong-Kong et Taïwan.

c) Non compris Irak.

d) Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Côte d'Ivoire, Équateur, Mexique, Maroc, Nigéria, Pérou, Philippines, Uruguay, Vénézuéla, ex-Yougoslavie.

**Tableau 19. DEGRÉ DE DÉPENDANCE A L'ÉGARD DE L'AIDE  
ET REVENU PAR HABITANT DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT**

*Pays classés par ordre décroissant du rapport APD/PNB*

Régions et bénéficiaires principaux	APD en pourcentage du PNB 1990-91	Revenu par habitant 1991 \$	Régions et bénéficiaires principaux	APD en pourcentage du PNB 1990-91	Revenu par habitant 1991 \$
<b>AFRIQUE SUBSAHARIENNE</b>	10.8	320	<b>ASIE</b>	1.0	560
PFR	11.0	300	PFR	1.3	380
<i>dont</i> : Mozambique	98.2	70	<i>dont</i> : Nepal PMA	13.1	180
Tanzanie PMA	40.0	100	Bangladesh PMA	11.4	220
Somalie PMA	33.8	150 <sup>a</sup>	Sri Lanka	10.5	500
Sahel Group PMA	20.3	380	Indochine	4.9	230
Lesotho PMA	17.4	580	Pakistan	3.1	400
Madagascar	17.0	210	Philippines	3.0	740
Ethiopie PMA	15.9	120	Indonésie	2.0	610
Zambie	14.0	420 <sup>a</sup>	Inde	0.6	330
Rwanda PMA	13.6	260	Chine	0.5	370
Uganda PMA	13.5	160	PRITI	1.3	1 800
Kenya	13.4	340	<i>dont</i> : Malaisie	1.4	2 490
Ghana	12.8	400	Thaïlande	1.2	1 580
Congo	8.8	1 120	AUTRES	0.0	7 480
Zaire	7.2	160			
Côte d'Ivoire	6.9	690	<b>Océanie</b>	12.1	960
Soudan PMA	6.7	470 <sup>a</sup>	PFR	14.3	820
Zimbabwe	6.3	610	<i>dont</i> : Papouasie		
Cameroun	4.4	940	Nouv.-Guinée	11.0	820
Nigéria	1.0	290	PRITI	4.3	1 830
PRITI	4.7	1 700			
PRITS	4.7	3 780	<b>AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT</b>	1.0	1 410
AUTRES	10.3	5 110	PFR	8.0	770
<b>AMÉRIQUE LATINE</b>	0.5	2 340	<i>dont</i> : Egypte	12.6	620
PFR	2.6	980	Yemen PMA	3.4	540
<i>dont</i> : Bolivie	13.3	650	Maroc	3.2	1 030
Honduras	8.9	570	PRITI	0.3	2 100
Haïti PMA	8.4	370	<i>dont</i> : Jordanie	11.3	1 120
El Salvador	5.7	1 070	Tunisie	3.0	1 510
Guatemala	2.4	930	Algérie	0.6	2 020
Equateur	1.9	1 020	AUTRES	0.7	7 100
Rép. Dominicaine	1.8	950	<i>dont</i> : Israël	3.1	10 970 <sup>a</sup>
Pérou	1.6	1 020			
Colombie	0.3	1 280			
Nicaragua	0.0	340			
PRITI	0.9	2 490			
<i>dont</i> : Jamaïque	7.9	1 380			
Costa Rica	4.6	1 930			
Argentine	0.3	2 780			
PRITS	0.1	2 880			
<i>dont</i> : Mexique	0.1	2 870			
Brésil	0.0	2 920			
AUTRES	0.2	8 550			
<i>dont</i> : Suriname	3.8	3 610			

a) 1990 PNB par tête.

*Note* : APD nette provenant des Membres du CAD et des organismes multilatéraux financés par les Membres du CAD.  
Les totaux et moyennes de groupe sont calculés sur la base des données disponibles.  
PMA : Pays les moins avancés.

Tableau 20. MONTANT TOTAL NET DE L'APD PAR RÉGIONS ET POUR DIVERS PAYS EN DÉVELOPPEMENT

	Pourcentage de l'APD totale			APD bilatérale du CAD 1991 % du total	Part dans la population totale 1990 %	Recettes de l'APD		APD en pourcentage du PNB des bénéficiaires		PNB par habitant 1991 \$
	1980-81	1985-86	1990-91			Milliards de dollars 1991	Variation annuelle 1981-91 %	1985-86	1990-91	
AFRIQUE SUBSAHARIENNE . . .	30.8	33.8	36.8	30.7	12.2	16.4	9.6	5.0	10.8	320
<i>dont</i> : Sahel <sup>a</sup> . . . . .	5.5	6.7	6.3	5.3	1.0	2.8	8.4	19.0	20.3	380
Tanzanie . . . . .	3.0	2.1	2.5	2.2	0.7	1.0	4.8	9.8	40.0	100
Mozambique . . . . .	0.7	1.3	2.3	2.3	0.4	1.1	22.4	9.8	98.2	70
Kenya . . . . .	2.0	1.6	2.4	1.8	0.6	0.9	7.6	6.6	13.4	340
Ethiopie . . . . .	1.0	2.5	2.0	1.4	1.2	0.9	15.4	13.4	15.9	120
Soudan . . . . .	2.2	3.1	1.8	1.1	0.6	0.8	5.3	10.9	6.7	470 <sup>c</sup>
Ghana . . . . .	0.7	1.1	1.5	1.0	0.4	0.7	19.4	5.6	12.8	400
Zaire . . . . .	1.9	1.4	1.5	1.0	0.9	0.5	3.0	5.0	7.2	160
Côte d'Ivoire . . . . .	0.8	0.5	1.4	1.3	0.3	0.6	17.0	2.0	6.9	690
Ouganda . . . . .	0.6	0.7	1.4	0.8	0.4	0.6	16.9	5.1	13.5	160
Zambie . . . . .	1.2	1.5	1.2	1.5	0.2	0.6	10.2	22.9	14.0	420 <sup>c</sup>
Cameroun . . . . .	1.0	0.7	1.1	1.1	0.3	0.5	9.8	2.1	4.4	940
Madagascar . . . . .	0.8	0.9	0.9	0.8	0.3	0.4	8.6	8.6	17.0	210
Zimbabwe . . . . .	0.8	0.9	0.8	1.0	0.2	0.4	6.4	5.2	6.3	610
Somalie . . . . .	1.4	1.6	0.8	0.4	0.2	0.3	-0.8	48.8	33.8	150 <sup>c</sup>
Rwanda . . . . .	0.7	0.7	0.7	0.7	0.2	0.3	8.5	10.3	13.6	260
Nigéria . . . . .	0.2	0.2	0.6	0.6	2.9	0.3	21.8	0.1	1.0	290
Congo . . . . .	0.3	0.3	0.4	0.4	0.1	0.1	7.2	5.1	8.8	1 120
ASIE . . . . .	35.6	30.9	29.6	26.6	68.4	13.6	5.9	0.8	1.0	560
<i>dont</i> : Bangladesh . . . . .	5.2	4.6	4.9	3.1	2.9	2.3	8.3	7.8	11.4	220
Chine . . . . .	1.3	3.7	4.7	4.5	28.2	2.1	16.1	0.3	0.5	370
Indonésie . . . . .	4.4	2.4	3.8	4.6	4.6	1.7	6.1	0.8	2.0	610
Inde . . . . .	9.7	6.6	3.5	2.7	21.3	1.7	-1.7	0.8	0.6	330
Philippines . . . . .	1.6	2.6	2.8	3.1	1.6	1.2	12.7	2.2	3.0	740
Pakistan . . . . .	3.5	3.3	2.7	1.7	2.8	1.3	5.2	2.8	3.1	400
Thaïlande . . . . .	1.9	1.7	1.7	2.0	1.4	0.7	6.6	1.1	1.2	1 580
Sri Lanka . . . . .	1.8	1.9	1.6	1.2	0.4	0.7	7.2	8.0	10.5	500
Indochine <sup>b</sup> . . . . .	2.2	0.7	0.9	0.7	1.8	0.4	1.2	1.4	4.9	230
OCÉANIE . . . . .	4.6	3.7	2.9	3.5	0.1	1.3	3.1	15.1	12.1	960
AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT . . . . .	15.4	18.3	17.1	22.6	5.9	8.5	10.1	0.8	1.0	3 780 <sup>c</sup>
<i>dont</i> : Egypte . . . . .	6.3	6.4	8.2	11.4	1.3	4.1	12.2	5.4	12.6	620
Israël . . . . .	3.9	7.3	3.0	4.0	0.1	1.4	5.9	7.0	3.1	10 970 <sup>c</sup>
Maroc . . . . .	1.2	1.2	1.5	1.9	0.6	0.7	10.4	2.3	3.2	1 030
Jordanie . . . . .	0.6	0.4	1.2	1.4	0.1	0.7	17.3	2.1	11.3	1 120
Tunisie . . . . .	0.9	0.6	0.6	0.7	0.2	0.3	4.5	2.1	3.0	1 510
Yémen . . . . .	0.7	0.7	0.6	0.5	0.3	0.2	4.8	3.3	3.4	540
Syrie . . . . .	0.4	0.2	0.2	0.2	0.3	0.1	0.3	0.4	0.0	1 110
AMÉRIQUE LATINE . . . . .	10.2	12.1	11.0	12.5	11.0	5.1	8.3	0.5	0.5	2 340
<i>dont</i> : Bolivie . . . . .	0.8	1.0	1.2	1.2	0.2	0.6	13.0	8.6	13.3	650
Honduras . . . . .	0.5	1.0	0.9	0.8	0.1	0.3	12.1	8.0	8.9	570
Pérou . . . . .	1.0	1.1	0.8	0.8	0.5	0.3	3.8	1.5	1.6	1 020
El Salvador . . . . .	0.6	1.3	0.7	0.7	0.1	0.3	5.7	9.0	5.7	1 070
Costa Rica . . . . .	0.3	0.9	0.5	0.5	0.1	0.2	13.4	6.1	4.6	1 930
Mexique . . . . .	0.4	0.7	0.4	0.5	2.2	0.2	6.3	0.1	0.1	2 870
EUROPE DU SUD . . . . .	3.4	1.2	2.6	4.2	2.4	1.7	9.8	0.2	0.5	2 630
<i>dont</i> : Turquie . . . . .	3.0	0.9	1.9	2.7	1.4	1.1	7.5	0.4	1.2	1 820
Chypre . . . . .	0.2	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	-0.3	1.2	0.9	8 640
TOTAL GÉNÉRAL . . . . .	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	46.6	8.1	1.0	1.3	840

<sup>a)</sup> Burkina Faso, Cap-Vert, Tchad, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal.

<sup>b)</sup> Kampuchea, Laos et Viêt-Nam.

<sup>c)</sup> 1990 PNB par habitant.

Note : APD nette provenant des Membres du CAD et des organismes multilatéraux financés par les Membres du CAD.

Les totaux et les moyennes des groupes sont calculées sur la base des données disponibles.

Non compris les montants non ventilés par régions.

Tableau 21. VERSEMENTS NETS DES DONNEURS NON MEMBRES DE L'OCDE  
AU TITRE DE L'APD EN 1991

		<i>dont :</i>			APD/PNB %	PNB par habitant dollars
		APD multilatérale Millions de dollars		APD bilatérale Millions de dollars		
		(a)	(b)			
Europe centrale et orientale . . .	..	..	..	..	..	..
<i>dont :</i> Ex-URSS . . . . .	(1 100)	..	—	..		
Pays arabes . . . . .	(2 679)	285	23	(2 371)	..	..
<i>dont :</i> Arabie saoudite . . .	1 704	205	10	1 489	1.44	7 740
Koweït . . . . .	(387)	57	3	(327)	..	..
EAU . . . . .	(558)	1	3	(554)	(1.66)	20 650
Autres PED donateurs . . . . .	440	103	5	(332)	..	..
<i>dont :</i> Chine . . . . .	(120)	12	—	(108)	..	370
Inde . . . . .	(80)	15	—	(65)	..	330
Corée (Rép.) . . . . .	(70)	20	—	(50)	(0.03)	6 360
Taiwan . . . . .	121	38	—	83	0.07	8 815
Vénézuëla . . . . .	10	2	2	6	0.02	2 610
TOTAL GÉNÉRAL . . . . .	(4 219)	388	28	..	..	..

a) Contributions aux programmes des Nations Unies, au groupe de la Banque mondiale et aux banques régionales de développement.

b) Contributions aux organisations multilatérales arabes ou des pays de l'OPEP.

*Partie II*

**STATISTIQUES DE RÉFÉRENCE**

**Tableau 22. LES APPORTS TOTAUX NETS EN PROVENANCE DES PAYS DU CAD AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AUX ORGANISMES MULTILATÉRAUX**

*Versements nets aux prix et aux taux de change courants*

	Millions de dollars						Pourcentage du total					
	1970	1975	1980	1989	1990 <sup>a</sup>	1991 <sup>a</sup>	1970	1975	1980	1989	1990	1991
I. Aide publique au développement .....	6 949	13 867	27 463	45 741	52 960	56 709	44	31	36	54	77	..
1. Dons bilatéraux et contributions assimilables												
à des dons .....	3 321	6 269	14 135	25 857	30 770	34 646	21	14	19	31	45	..
dont : Coopération technique .....	1 524	2 922	5 472	9 627	11 390	12 374	10	7	7	11	17	..
2. Prêts bilatéraux .....	2 351	3 540	3 985	7 103	6 377	6 654	15	8	5	8	9	..
3. Contributions aux organismes multilatéraux .....	1 277	4 046	9 177	12 782	15 814	15 410	8	9	12	15	23	..
dont : Nations Unies .....	371	1 199	2 176	3 430	4 046	4 366	2	3	3	4	6	..
CEE .....	158	675	1 587	2 762	3 233	4 374	1	2	2	3	5	..
IDA .....	582	1 319	3 106	3 319	4 222	4 663	4	3	4	4	6	..
Banque régionale de développement .....	4	20	1 717	2 103	2 766	825	0	0	2	2	4	..
II. Autres apports publics .....	1 122	3 912	5 270	5 780	8 944	..	7	9	7	7	13	..
1. Bilatéral .....	845	3 833	5 376	4 825	8 702	..	5	9	7	6	12	..
2. Multilatéral .....	276	79	-106	955	242	..	2	0	0	1	0	..
III. Autres apports publics .....	7 018	25 705	40 403	28 813	1 386	..	44	57	54	34	2	..
1. Investissements directs .....	3 690	10 344	10 127	30 095	26 779	..	23	23	13	36	39	..
2. Investissements de portefeuille bilatéral .....	697	9 291	17 318	-7170	-27 794	..	4	21	23	-8	-41	..
3. Investissements de portefeuille multilatéral .....	=	=	1 469	199	2 561	..	-	-	2	0	4	..
4. Crédits à l'exportation .....	2 157	3 518	11 489	5 689	-395	..	14	8	15	7	-1	..
IV. Dons des organismes privés bénévoles .....	860	1 346	2 386	4 040	5 075	..	5	3	3	5	7	..
Total des apports .....	15 948	44 817	75 356	84 374	68 365	..	100	100	100	100	100	..
Total des apports aux prix et aux taux de change de 1990 <sup>b</sup> .....	70 043	110 961	119 034	94 022	68 365	..	..	..	..	..	..	..

a) Non compris l'annulation de dettes nées de créances autres que l'APD.

b) Déflaté par les déflateurs total CAD.

**Tableau 23. LES APPORTS TOTAUX NETS EN PROVENANCE DES PAYS DU CAD  
AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AUX ORGANISMES MULTILATÉRAUX**

*Versements nets*

*En millions de dollars et en pourcentage du PNB*

	Moyenne 1981-83		1986		1987		1988		1989		1990 <sup>a</sup>		1991 <sup>a</sup>	
	Millions de \$	En % du PNB	Millions de \$	En % du PNB	Millions de \$	En % du PNB	Millions de \$	En % du PNB	Millions de \$	En % du PNB	Millions de \$	En % du PNB	Millions de \$	En % du PNB
Australie . . . . .	1 001	0.64	1 052	0.65	920	0.49	3 584	1.50	1 547	0.57	1 548	0.55	-2 141	-0.77
Autriche . . . . .	193	0.29	134	0.14	247	0.21	303	0.24	152	0.12	575	0.36	725	0.45
Belgique . . . . .	1 419	1.60	-808	-0.70	-309	-0.22	1 781	1.17	1 467	0.96	100	0.05	1 537	0.77
Canada . . . . .	3 420	1.16	1 557	0.44	2 482	0.62	2 684	0.57	2 718	0.51	3 201	0.57	4 009	0.70
Danemark . . . . .	950	1.74	473	0.60	852	0.87	728	0.70	904	0.90	1 065	0.86	1 080	0.86
Finlande . . . . .	206	0.42	434	0.63	580	0.66	755	0.73	941	0.83	992	0.74	1 037	0.85
France . . . . .	11 463	2.10	9 176	1.27	8 671	0.99	5 813	0.61	5 617	0.59	6 080	0.51	..	..
Allemagne . . . . .	7 351	1.10	7 889	0.88	8 843	0.79	11 811	0.98	12 147	1.01	13 563	0.90	13 095	0.77
Irlande . . . . .	36	0.21	114	0.52	77	0.29	57	0.20	105	0.36	168	0.47	180	0.47
Italie . . . . .	3 935	0.96	2 566	0.43	2 019	0.27	5 085	0.62	5 752	0.67	3 223	0.30	7 518	0.66
Japon . . . . .	9 672	0.86	14 579	0.74	20 349	0.85	21 423	0.75	24 133	0.84	18 731	0.63	24 961	0.74
Pays-Bas . . . . .	2 299	1.68	2 815	1.63	3 217	1.50	2 675	1.18	2 460	1.10	3 971	1.43	4 415	1.54
Nouvelle-Zélande . . . . .	111	0.48	109	0.43	121	0.37	142	0.37	100	0.25	108	0.26	113	0.28
Norvège . . . . .	746	1.37	735	1.07	912	1.12	906	1.04	902	1.03	1 194	1.16	1 385	1.34
Portugal . . . . .	..	..	..	..	..	..	..	..	237	0.53	329	0.55	327	0.48
Espagne . . . . .	..	..	248	0.11	1 214	0.42	-183	-0.05	430	0.11	971	0.20	..	..
Suède . . . . .	1 496	1.51	1 706	1.33	1 756	1.13	2 340	1.31	2 343	1.25	2 809	1.27	1 832	0.80
Suisse . . . . .	2 909	2.89	1 386	0.98	-1 528	-0.86	2 111	1.09	2 660	1.43	4 606	1.96	822	0.34
Royaume-Uni . . . . .	8 076	1.66	6 684	1.2	3 492	0.51	4 289	0.52	3 377	0.41	-4 427	-0.46	..	..
Etats-Unis . . . . .	26 523	0.85	18 231	0.43	13 821	0.31	17 505	0.36	16 382	0.32	11 093	0.20	..	..
TOTAL CAD . . . . .	81 806	1.06	69 081	0.65	67 738	0.55	83 807	0.61	84 374	0.59	68 365	0.44	..	..

a) Y compris l'annulation de dettes nées de créances autre que l'APD, à l'exception du total CAD. Voir notes du tableau 1.

Tableau 24. LES APPORTS NETS DE CAPITAUX PRIVÉS<sup>a</sup> EN PROVENANCE DES PAYS DU CAD  
AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AUX ORGANISMES MULTILATÉRAUX

Versements nets

En millions de dollars et en pourcentage du PNB

	Moyenne 1981-83		1986		1987		1988		1989		1990		1991	
	Millions de \$	En % du PNB	Millions de \$	En % du PNB	Millions de \$	En % du PNB	Millions de \$	En % du PNB	Millions de \$	En % du PNB	Millions de \$	En % du PNB	Millions de \$	En % du PNB
Australie . . . . .	139	0.09	226	0.14	311	0.17	2 390	1.00	306	0.11	442	0.16	-3 499	-1.25
Autriche . . . . .	-8	-0.01	-148	-0.16	-61	-0.05	..	..	-111	-0.09	50	0.03	-25	-0.02
Belgique . . . . .	784	0.89	-1 415	-1.23	-1 358	-0.95	744	0.49	377	0.25	-1 074	-0.55	510	0.25
Canada . . . . .	1 663	0.57	-114	-0.03	185	0.05	51	0.01	-208	-0.04	-44	-0.01	-34	-0.01
Danemark . . . . .	354	0.65	-103	-0.13	47	0.05	-70	-0.07	46	0.05	-165	-0.13	-172	-0.14
Finlande . . . . .	48	0.10	83	0.12	125	0.14	112	0.11	221	0.20	110	0.08	93	0.08
France . . . . .	6 972	1.28	3 031	0.42	-65	-0.01	-783	-0.08	-1 630	-0.17	-2 287	-0.19	..	..
Allemagne . . . . .	3 199	0.48	2 378	0.26	2 357	0.21	5 091	0.42	5 495	0.46	4 377	0.29	3 575	0.21
Irlande . . . . .	..	..	32	0.14	..	..	-23	-0.08	30	0.11	84	0.24	83	0.22
Italie . . . . .	2 578	0.63	-620	-0.10	-1 913	-0.25	1 400	0.17	974	0.11	-1 468	-0.14	3 299	0.29
Japon . . . . .	3 697	0.33	9 586	0.49	14 723	0.62	12 822	0.45	13 502	0.47	6 191	0.21	11 142	0.33
Pays-Bas . . . . .	785	0.57	929	0.54	947	0.44	260	0.11	169	0.08	1 143	0.41	1 629	0.57
Nouvelle-Zélande . . . . .	39	0.17	26	0.10	26	0.08	29	0.08	..	..	..	..	..	..
Norvège . . . . .	126	0.23	-128	-0.19	-40	-0.05	-123	-0.14	-43	-0.05	-129	-0.13	61	0.06
Portugal . . . . .	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	181	0.30	83	0.12
Espagne . . . . .	-17	-0.01	45	0.02	999	0.35	-414	-0.12	-138	-0.04	-57	-0.01	..	..
Suède . . . . .	328	0.33	145	0.11	273	0.18	686	0.38	412	0.22	660	0.30	-423	-0.18
Suisse . . . . .	2 576	2.56	905	0.64	-2 158	-1.21	1 413	0.73	2 018	1.08	3 749	1.60	-168	-0.07
Royaume-Uni . . . . .	5 878	1.21	4 434	0.80	1 136	0.17	1 082	0.13	69	0.01	-8 020	-0.83	..	..
États-Unis . . . . .	17 112	0.55	7 473	0.18	4 395	0.10	3 203	0.07	7 325	0.14	-2 356	-0.04	..	..
TOTAL CAD . . . . .	46 254	0.60	26 766	0.25	19 929	0.16	27 870	0.20	28 813	0.20	1 386	0.01	..	..

a) A l'exclusion des dons des organismes bénévoles.



**Tableau 25. LES APPORTS NETS DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EN PROVENANCE DES PAYS DU CAD  
AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AUX ORGANISMES MULTILATÉRAUX**

*Versements nets*

*En millions de dollars et en pourcentage du PNB*

	Moyenne 1981-83		1986		1987		1988		1989		1990 <sup>a</sup>		1991 <sup>a</sup>	
	Millions de \$	En % du PNB	Millions de \$	En % du PNB	Millions de \$	En % du PNB	Millions de \$	En % du PNB	Millions de \$	En % du PNB	Millions de \$	En % du PNB	Millions de \$	En % du PNB
Australie . . . . .	762	0.49	752	0.47	627	0.34	1 101	0.46	1 020	0.38	955	0.34	1 050	0.38
Autriche . . . . .	204	0.31	198	0.21	201	0.17	301	0.24	282	0.23	394	0.25	548	0.34
Belgique . . . . .	518	0.59	547	0.48	687	0.48	601	0.39	703	0.46	889	0.46	831	0.42
Canada . . . . .	1 272	0.43	1 695	0.48	1 885	0.47	2 347	0.50	2 320	0.44	2 470	0.44	2 604	0.45
Danemark . . . . .	404	0.74	695	0.89	859	0.88	922	0.89	937	0.93	1 171	0.94	1 200	0.96
Finlande . . . . .	144	0.29	313	0.45	433	0.49	608	0.59	706	0.63	846	0.63	930	0.76
France . . . . .	4 009	0.73	5 105	0.70	6 525	0.74	5 463	0.58	5 835	0.61	7 194	0.60	7 484	0.62
Allemagne . . . . .	3 170	0.48	3 832	0.43	4 391	0.39	4 731	0.39	4 948	0.41	6 320	0.42	6 890	0.41
Irlande . . . . .	36	0.21	62	0.28	51	0.19	57	0.20	49	0.17	57	0.16	72	0.19
Italie . . . . .	770	0.19	2 403	0.40	2 615	0.35	3 193	0.39	3 613	0.42	3 395	0.31	3 352	0.30
Japon . . . . .	3 318	0.30	5 634	0.29	7 342	0.31	9 134	0.32	8 965	0.31	9 069	0.31	10 952	0.32
Pays-Bas . . . . .	1 392	1.02	1 740	1.01	2 094	0.98	2 231	0.98	2 094	0.94	2 538	0.92	2 517	0.88
Nouvelle-Zélande . . . . .	65	0.28	75	0.30	87	0.26	104	0.27	87	0.22	95	0.23	100	0.25
Norvège . . . . .	537	0.99	798	1.17	890	1.09	985	1.13	917	1.05	1 205	1.17	1 178	1.14
Portugal . . . . .	7	0.03	22	0.08	40	0.11	84	0.21	107	0.24	148	0.25	213	0.31
Espagne . . . . .	181	0.11	203	0.09	215	0.08	231	0.07	537	0.14	959	0.20	1 177	0.23
Suède . . . . .	887	0.89	1 090	0.85	1 375	0.88	1 534	0.86	1 799	0.96	2 007	0.91	2 116	0.92
Suisse . . . . .	270	0.27	422	0.30	547	0.31	617	0.32	558	0.30	750	0.32	863	0.36
Royaume-Uni . . . . .	1 867	0.38	1 737	0.31	1 871	0.28	2 645	0.32	2 587	0.31	2 638	0.27	3 248	0.32
États-Unis . . . . .	7 355	0.23	9 564	0.23	9 115	0.20	10 141	0.21	7 676	0.15	11 394	0.21	11 262	0.20
TOTAL CAD . . . . .	27 167	0.35	36 888	0.35	41 850	0.34	47 027	0.34	45 741	0.32	52 960	0.33	56 709	0.33

<sup>a)</sup> Y compris l'annulation de dettes nées de créances autre que l'APD, à l'exception du total CAD. Voir notes au tableau 1.

**Tableau 26. AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EN PROVENANCE DES PAYS DU CAD  
AUX ORGANISMES MULTILATÉRAUX, 1991**

*Versements nets*

*Millions de dollars*

	Groupe de la Banque Mondiale			BID			Banque asiatique de développement			Fonds africain de développement <sup>a</sup>	CEE		Organismes des Nations Unies			Autres	Total
	BIRD <sup>a</sup>	IDA	Total	Capital ordinaire	Fonds spécial	Total	Capital ordinaire	Fonds spécial	Total		Total	dont : FED	Total	dont :			
														PNUD	PAM		
Australie . . . . .	0	199	199	0	0	0	0	0	0	0	0	0	102	15	41	25	326
Autriche . . . . .	0	46	46	0	0	0	0	0	0	13	0	0	28	11	4	27	114
Belgique . . . . .	7	90	97	1	0	1	0	0	0	1	178	74	39	18	2	21	336
Canada . . . . .	16	276	292	7	3	10	0	74	74	5	0	0	337	60	197	97	815
Danemark . . . . .	7	75	81	0	0	0	0	0	0	2	83	39	243	83	33	104	514
Finlande . . . . .	3	63	66	0	0	0	0	0	0	1	0	0	208	57	57	70	345
France . . . . .	0	436	436	3	0	3	0	0	0	5	951	440	146	52	5	127	1 668
Allemagne . . . . .	0	524	524	2	11	13	92	0	92	96	1 225	412	360	80	28	5	2 315
Irlande . . . . .	2	5	6	0	0	0	0	0	0	0	31	9	4	1	0	2	43
Italie . . . . .	19	0	19	3	0	3	0	0	0	3	632	236	314	73	16	134	1 107
Japon . . . . .	171	997	1 168	0	0	0	455	0	455	8	0	0	649	92	79	=188	2 092
Pays-Bas . . . . .	29	151	179	0	1	1	2	34	36	20	248	106	242	85	38	35	761
Nouvelle-Zélande . . . .	0	6	6	0	0	0	0	1	1	0	0	0	5	2	0	7	19
Norvège . . . . .	22	75	98	0	0	0	0	0	0	48	0	0	278	83	31	20	443
Portugal . . . . .	4	0	4	0	0	0	0	0	0	3	38	17	2	0	0	0	47
Espagne . . . . .	0	0	0	2	30	32	12	0	12	52	245	106	24	8	2	22	386
Suède . . . . .	4	155	159	0	2	2	0	0	0	4	0	0	391	109	71	84	640
Suisse . . . . .	0	0	0	0	0	1	0	15	15	2	0	0	109	46	16	9	136
Royaume-Uni . . . . .	21	363	384	1	7	8	1	0	1	3	743	309	232	50	25	59	1 430
États-Unis . . . . .	2	1 032	1 034	1	0	1	0	2	2	2	0	0	655	106	139	181	1 875
TOTAL CAD . . . . .	306	4 490	4 797	22	55	76	562	126	688	269	4 374	1 747	4 366	1 032	784	841	15 410

a) Y compris SFI et AMGL

b) Y compris les contributions à la Banque africaine de développement

**Tableau 27. SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL DES ORGANISMES MULTILATÉRAUX<sup>a)</sup>**  
**EFFETS PAYABLES A VUE ET ENCAISSEMENTS**

*Versements nets*

*Millions de dollars*

	Effets payables à vue					Encaissements				
	1980	1988	1989	1990	1991	1980	1988	1989	1990	1991
Australie . . . . .	113	349	201	91	199	35	77	129	122	148
Autriche . . . . .	5	117	53	68	82	16	57	..	64	76
Belgique . . . . .	11	23	223	140	109	38	..	..	..	..
Canada . . . . .	240	400	417	453	429	91	349	296	427	354
Danemark . . . . .	62	115	94	112	85	20	..	70	103	103
Finlande . . . . .	29	84	85	146	84	13	..	..	..	63
France . . . . .	239	494	493	453	472	..	..	..	..	..
Allemagne . . . . .	595	561	801	741	699	276	474	767	718	680
Irlande . . . . .	4	13	6	7	0	2	6	..	..	..
Italie . . . . .	393	186	745	490	34	200	334	305	265	330
Japon . . . . .	1 089	2 294	1 646	1 758	1 396	295	..	..	..	..
Pays-Bas . . . . .	104	268	212	241	238	67	183	185	66	..
Nouvelle-Zélande . . . . .	6	4	8	5	7	4	..	..	..	..
Norvège . . . . .	62	152	127	156	149	30	105	102	..	..
Portugal . . . . .	0	2	8	10	7	..	..	..	..	7
Espagne . . . . .	0	13	138	98	0	..	..	..	..	..
Suède . . . . .	25	194	202	199	197	65	..	..	..	..
Suisse . . . . .	26	62	36	63	18	26	31	..	..	..
Royaume-Uni . . . . .	116	489	381	352	403	202	448	361	..	..
États-Unis . . . . .	1 844	2 467	65	2 094	1 041	796	1 314	1 173	1 304	1 467
TOTAL CAD . . . . .	4 963	8 288	5 941	7 674	5 750	..	..	..	..	..

a) Banque mondiale, IDA, BID, Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement et Banque Caraïbe de développement.

**Tableau 28. VERSEMENTS NETS DES APPORTS CONCESSIONNELS ET NON CONCESSIONNELS  
PAR LES ORGANISMES MULTILATÉRAUX**

<i>Versements nets</i>	<i>Millions de dollars</i>									
	1970-71	1975-76	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
<b>Apport assortis de conditions libérales</b>										
Principales institutions financières										
IDA . . . . .	225	1 198	1 543	2 599	3 327	3 530	3 567	3 266	3 912	4 323
BIRD . . . . .	—	8	107	34	4	x	—	—	—	..
BID . . . . .	219	299	326	351	283	121	134	144	155	..
Fonds africain de développement . . . . .	—	7	96	210	272	374	351	493	603	..
Fonds asiatique de développement . . . . .	3	72	149	393	416	540	707	919	1 101	..
FIDA . . . . .	—	—	54	270	286	366	102	117	245	..
Total partiel . . . . .	447	1 584	2 274	3 857	4 588	4 930	4 861	4 939	6 016	..
Nations Unies										
PAM . . . . .	125	350	539	779	649	720	878	762	933	..
PNUD . . . . .	219	378	660	635	769	786	914	976	1 130	..
UNHCR . . . . .	8	81	465	418	387	398	477	489	466	..
UNWRA . . . . .	45	99	157	187	187	207	231	265	293	..
FISE . . . . .	47	114	247	279	326	365	400	501	584	..
ATNU . . . . .	49	73	35	295	254	314	268	244	230	..
UNFPA . . . . .	—	—	150	127	101	107	129	157	179	..
Autres NU . . . . .	36	259	235	327	380	426	479	749	683	..
Total partiel . . . . .	529	1 355	2 487	3 047	3 052	3 322	3 776	3 879	4 496	..
FMI <sup>a</sup> . . . . .	—	—	1 636	—298	—537	—190	—124	719	321	972
Autres institutions <sup>b</sup> . . . . .	x	14	46	29	29	38	45	44	39	..
Total ci-dessus . . . . .	976	2 953	6 443	6 635	7 132	8 100	8 558	9 845	10 872	..
CEE . . . . .	208	611	1 061	1 287	1 407	1 659	2 508	2 473	2 843	3 478
Fonds arabes . . . . .	—	288	286	133	144	73	60	139	75	..
Total des apports assortis de conditions libérales . . . . .	1 184	3 852	7 790	8 055	8 683	9 832	11 126	12 457	13 790	..
<b>Apports assortis de conditions non libérales</b>										
Principales institutions financières										
BIRD . . . . .	585	1 768	3 166	5 041	5 418	4 395	3 417	3 302	5 009	..
SFI . . . . .	62	180	295	94	156	208	356	388	1 385	..
BID . . . . .	104	247	567	1 398	1 224	928	1 093	1 258	1 060	..
Banque africaine de développement . . . . .	4	44	97	235	282	416	625	815	1 001	..
Banque asiatique de développement . . . . .	29	245	328	400	364	253	598	669	1 197	1 497
Autres . . . . .	—	8	10	306	290	431	458	406	237	..
Total partiel . . . . .	785	2 492	4 463	7 474	7 733	6 631	6 546	6 838	9 889	..
CEE . . . . .	34	42	257	152	190	140	56	121	299	154
Fonds arabes . . . . .	—	96	128	286	—137	—101	—84	—25	5	..
Total des apports assortis de conditions non libérales . . . . .	819	2 630	4 848	7 912	7 786	6 670	6 518	6 934	10 193	..

<sup>a)</sup> Fonds fiduciaire du FMI, FAS et FASR.

<sup>b)</sup> Banque caraïbe de développement et Conseil de l'Europe (Prêts sociaux).

Tableau 29. ENGAGEMENTS DES APPORTS AUX CONDITIONS LIBÉRALES ET NON LIBÉRALES  
PAR LES ORGANISMES MULTILATÉRAUX

Engagements

Millions de dollars

	Conditions libérales								Conditions non libérales							
	1970	1975	1980	1985	1988	1989	1990	1991	1970	1975	1980	1985	1988	1989	1990	1991
BIRD . . . . .	=	=	=	=	=	=	=	=	1 508	3 938	8 282	12 844	14 471	17 064	13 546	
IDA . . . . .	594	1 651	3 784	3 541	4 352	4 923	6 247	7 127	=	=	=	=	=	=	=	=
SFI . . . . .	=	=	=	=	=	=	=	=	113	158	745	550	1 220	1 220	1 344	
BID . . . . .	440	580	824	251	120	287	477		192	635	1 424	2 735	1 433	2 210	3 286	
Banque Afr. de D. . . . .	=	=	=	=	=	=	=	=	11	105	297	709	1 405	1 865	2 158	
Fonds Afr. de D. . . . .	=	101	273	439	763	992	1 123		=	=	=	=	=	=	=	
Banque et F. As. D. . . . .	40	166	477	765	1 094	1 408	1 521	1 376	212	494	958	1 271	2 062	2 260	2 443	3 636
Banque Car. D. . . . .	=	22	27	27	61	33	33		=	14	14	23	13	43	..	
Conseil de l'Europe . . . . .	=	=	=	9	13	7	3		=	=	=	328	558	568	368	
CEE/BEI . . . . .	93	486	1 570	1 249	4 435	3 107	2 690		(2)	58	517	247	615	535	579	
dont : Dons . . . . .	92	433	1 117	1 193	4 572	3 185	..		=	=	=	=	=	=	=	
Nations Unies (dons) . . . . .	499	1 457	2 487	3 048	3 776	3 879	4 496		=	=	=	=	=	=	=	
FIDA . . . . .	=	=	396	149	250	281	338		=	=	=	=	=	=	=	
Fonds arabes . . . . .	=	259	421	288	579	816	..	..	=	84	531	755	666	588	..	
TOTAL . . . . .	1 666	4 722	10 259	9 766	15 443	15 997	16 928		2 038	5 486	12 768	19 462	22 443	25 765	23 816	
dont : Dons . . . . .	591	1 897	3 632	4 279	8 392	7 214	..		=	=	=	=	=	=	=	

Tableau 30. ENGAGEMENTS DE L'APD VENTILÉS PAR PRINCIPAUX OBJETS, 1990

<i>Engagements</i>	<i>Pourcentage du total</i>											
	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Irlande	Italie	Japon	Pays-Bas
Infrastructure sociale et administrative . . . . .	48.7	42.8	34.0	18.3	37.7	12.3	42.4	24.7	40.5	21.7	20.1	29.4
Enseignement <sup>a</sup> . . . . .	36.2	21.5	17.1	11.2	1.3	1.6	28.1	14.2	—	6.9	6.9	12.7
Santé et population . . . . .	1.3	8.0	11.6	2.3	5.4	6.1	6.1	1.3	7.3	5.2	2.1	4.0
Planification et administration publique . . . . .	7.9	0.3	4.4	1.6	0.2	1.0	5.6	2.8	7.4	0.4	1.2	0.9
Autres (y compris distribution d'eau) . . . . .	3.3	13.1	1.0	3.2	30.9	3.6	2.7	6.3	7.7	9.2	9.9	11.7
Infrastructure économique . . . . .	9.2	9.6	6.1	13.4	8.6	11.1	16.9	22.8	2.0	19.5	32.0	8.7
Transport et communication . . . . .	7.9	6.6	5.3	9.2	4.8	8.5	5.7	10.9	2.0	5.5	24.4	6.7
Energie . . . . .	0.9	2.6	0.8	2.2	3.9	2.6	7.3	11.4	—	13.5	5.3	1.7
Autres . . . . .	0.5	0.3	—	2.0	—	0.0	3.8	0.6	—	0.5	2.3	0.2
Production . . . . .	18.4	8.2	15.9	12.0	14.3	43.3	10.1	15.8	25.1	20.3	17.4	21.4
Agriculture . . . . .	13.4	2.7	9.5	8.1	7.6	20.3	7.8	7.3	19.1	15.6	12.1	12.1
Industrie manufacturière, industrie extractive et construction . . . . .	4.0	5.1	2.2	3.6	6.7	19.8	1.7	5.9	—	4.7	5.1	8.6
Commerce, banque, tourisme . . . . .	1.0	0.3	4.2	0.3	—	3.2	0.1	2.6	—	0.1	0.2	0.6
Autres . . . . .	—	—	—	—	—	—	0.5	—	0.1	—	—	—
Destination pluri-sectorielle . . . . .	0.8	6.8	21.2	0.9	6.6	11.0	12.7	1.2	2.8	7.6	0.7	3.6
Aide programme . . . . .	7.1	—	9.3	6.2	1.2	0.1	5.2	13.0	—	3.3	17.7	12.6
Allègement de la dette <sup>b</sup> . . . . .	—	13.2	—	0.2	—	1.8	4.3	8.1	—	11.7	4.3	5.9
Aide alimentaire . . . . .	5.8	2.0	3.1	9.6	—	0.0	0.2	2.4	—	4.9	0.4	2.3
Secours d'urgence (autre que l'aide alimentaire) . . . . .	1.5	13.1	0.8	2.5	8.6	12.5	—	0.8	9.1	5.0	2.4	2.9
Coûts administratifs . . . . .	5.7	2.7	6.2	9.7	6.1	4.1	1.6	2.8	12.0	5.6	3.0	4.0
Non spécifié (Concours fournis aux organismes privés bénévoles) . . . . .	2.9	1.6	3.4	27.1	16.9	3.7	6.5	8.4	8.4	0.4	2.1	9.3
TOTAL . . . . .	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

a) Y compris les étudiants et les stagiaires

b) Y compris l'annulation des dettes nées de créances autres que l'APD.

Tableau 30. ENGAGEMENTS DE L'APD VENTILÉS PAR PRINCIPAUX OBJETS, 1990 (suite)

Engagements

Pourcentage du total

	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Royaume-Uni	États-Unis	Total CAD	Financement multilatéral (FPD)			
										Total	CEE	Banque mondiale	Agences des Nations Unies
Infrastructure sociale et administrative	4.2	17.5	—	—	23.9	24.3	23.3	12.0	22.0	28.5	—	28.5	—
Enseignement <sup>a</sup>	1.6	4.6	—	—	5.6	9.2	11.6	2.2	9.8	7.2	—	7.2	—
Santé et population	—	3.0	—	—	7.9	7.0	4.7	3.5	3.7	4.3	—	4.3	—
Planification et administration publique	—	0.3	—	—	6.0	0.1	3.5	3.5	3.0	4.2	—	4.2	—
Autres (y compris distribution d'eau)	2.6	9.6	—	—	4.4	8.0	3.5	2.8	5.5	12.8	—	12.8	—
Infrastructure économique	0.1	22.2	—	—	13.7	3.5	24.1	2.8	14.6	33.4	—	33.4	—
Transport et communication	—	15.0	—	—	9.3	2.6	12.1	1.3	8.5	12.6	—	12.6	—
Energie	—	7.3	—	—	3.7	0.7	10.5	1.5	4.9	14.8	—	14.8	—
Autres	0.1	—	—	—	0.6	0.2	1.4	—	1.2	6.1	—	6.1	—
Production	6.2	16.6	—	—	24.8	20.0	19.1	4.5	12.2	25.1	—	25.1	—
Agriculture	6.2	9.3	—	—	11.4	16.6	12.5	2.3	7.5	15.8	—	15.8	—
Industrie manufacturière, industrie extractive et construction	—	3.9	—	—	11.0	1.5	6.4	0.4	3.4	6.6	—	6.6	—
Commerce, banque, tourisme	—	3.4	—	—	2.3	1.9	0.2	1.7	1.2	2.7	—	2.7	—
Autres	—	—	—	—	0.2	—	—	—	0.1	—	—	—	—
Destination pluri-sectorielle	—	4.8	—	—	1.4	8.8	—	0.4	3.2	0.8	—	0.8	—
Aide programme	—	1.7	—	—	4.0	7.6	9.1	12.3	10.9	12.2	—	12.2	—
Allègement de la dette <sup>b</sup>	—	—	—	—	1.9	—	4.5	57.1	23.3	—	—	—	—
Aide alimentaire	—	0.4	—	—	—	3.9	1.1	6.3	3.3	—	—	—	—
Secours d'urgence (autre que l'aide alimentaire)	—	14.3	—	—	9.2	13.3	1.9	0.6	2.0	—	—	—	—
Coûts administratifs	—	6.4	—	—	5.2	—	5.0	2.8	3.3	—	—	—	—
Non spécifié (Concours fournis aux organismes privés bénévoles)	89.5	15.9	—	—	15.9	18.6	11.9	1.2	5.3	—	—	—	—
TOTAL	100.0	100.0	—	—	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	—	100.0	—

<sup>a</sup> Y compris les étudiants et stagiaires.<sup>b</sup> Y compris l'annulation des dettes nées de créances autres que l'APD.

**Tableau 31. RESPECT PAR LES MEMBRES DU CAD EN 1990 ET 1991 DE LA RECOMMANDATION DU CAD DE 1978  
SUR LES CONDITIONS FINANCIÈRES DE L'AIDE**

	Engagements d'APD <sup>a</sup> En millions de \$		Elément de libéralité des engagements d'APD Norme : 86% <sup>a</sup>		Critère de volume : engagements d'APD <sup>a</sup> en % du PNB		Elément de libéralité des engagements <sup>a</sup> en faveur des PMA		
	1990	1991	1990	1991	1990	1991	Annuel pour les PMA Norme : 90%	Moyenne sur 3 ans pour chaque PMA Norme : 86%	
					0.28	..			
	1990	1991	1990	1991	1990	1991	1990	1991	1989-1991 <sup>c</sup>
Australie . . . . .	904	749	100.0	100.0	0.32	0.27	100.0	100.0	c
Autriche . . . . .	382	643	89.4	82.5	0.24	0.40	91.5	95.3	e
Belgique . . . . .	908	..	100.0	..	0.47	..	100.0	..	e
Canada . . . . .	2 656	2 654	100.0	100.0	0.47	0.46	100.0	100.0	c
Danemark . . . . .	1 128	1 104	100.0	100.0	0.91	0.88	100.0	100.0	e
Finlande . . . . .	941	1 009	99.6	98.6	0.71	0.83	100.0	99.8	e
France . . . . .	9 397	..	89.6	59.2	0.79	..	88.2	71.1	n
Allemagne . . . . .	7 445	7 218	89.1	90.7	0.49	0.43	100.0	0.0	e
Irlande . . . . .	57	..	100.0	..	0.16	..	100.0	..	c
Italie <sup>b</sup> . . . . .	3 361	4 825	95.3	91.1	0.31	0.43	100.0	95.4	c
Japon . . . . .	11 925	15 667	77.1	73.8	0.40	0.46	92.9	73.2	c
Pays-Bas . . . . .	2 829	2 237	97.5	100.0	1.02	0.78	100.0	100.0	c
Nouvelle-Zélande . . . . .	67	115	100.0	100.0	0.16	0.28	100.0	100.0	c
Norvège . . . . .	1 014	1 104	99.7	99.6	0.98	1.07	98.2	99.4	c
Portugal . . . . .	..	63	..	100.0	..	0.09	..	100.0	c
Espagne . . . . .	..	..	..	..	..	..	..	..	
Suède . . . . .	1 963	2 073	100.0	100.0	0.89	0.90	100.0	100.0	c
Suisse . . . . .	744	1 108	100.0	100.0	0.32	0.46	100.0	100.0	c
Royaume-Uni . . . . .	3 359	3 863	99.9	100.0	0.35	0.38	99.5	100.0	c
États-Unis . . . . .	11 738	10 875	99.1	98.9	0.22	0.19	98.8	99.9	c
TOTAL CAD . . . . .	60 818	..	93.3	(89.8)	0.38	..	96.8	(99.0)	-

a) A l'exclusion de l'aménagement de la dette.

b) L'Italie n'ayant pas souscrit à la Recommandation, ces chiffres sont purement indicatifs.

c) c = conformité, n = non conformité.



Tableau 32. AUTRES PARAMÈTRES<sup>a)</sup>

## Engagements

	Pourcentage de dons par rapport à l'APD		Prêts d'APD bilatéraux							
			Elément de libéralité		Échéance		Délai de franchise		Taux d'intérêt	
	Pourcentage		Années		Années		Années		Pourcentage	
	1990	1991	1990	1991	1990	1991	1990	1991	1990	1991
Australie . . . . .	100.0	100.0	—	—	—	—	—	—	—	—
Autriche . . . . .	68.1	61.7	68.0	50.0	31	24	10	8	1.9	3.3
Belgique . . . . .	94.8	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada . . . . .	95.3	98.5	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark . . . . .	100.0	100.0	—	—	—	—	—	—	—	—
Finlande . . . . .	99.1	94.4	68.6	65.1	24	23	7	6	0.7	1.1
France . . . . .	74.5	0.0	50.9	58.7	24	29	9	10	3.2	2.7
Allemagne . . . . .	75.5	76.1	54.4	57.0	25	24	9	10	2.7	2.3
Irlande . . . . .	100.0	100.0	—	—	—	—	—	—	—	—
Italie . . . . .	87.2	73.4	63.0	66.3	21	23	9	10	1.5	1.4
Japon . . . . .	39.3	38.1	59.5	58.6	29	27	9	9	2.6	2.5
Payx-Bas . . . . .	92.6	93.4	60.2	0.0	30	—	8	—	2.5	..
Nouvelle-Zélande . . . . .	100.0	100.0	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège . . . . .	99.6	99.4	29.9	25.8	10	10	3	3	3.4	3.9
Portugal . . . . .	..	98.4	..	..	..	..	..	..	..	..
Espagne . . . . .	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Suède . . . . .	100.0	100.0	—	—	—	—	—	—	—	—
Suisse . . . . .	100.0	100.0	—	—	—	—	—	—	—	—
Royaume-Uni . . . . .	98.7	99.1	27.9	..	16	..	11	..	6.0	..
États-Unis . . . . .	94.7	96.6	67.7	60.2	37	30	9	7	2.7	2.6
TOTAL CAD . . . . .	78.5	..	57.8	(59.0)	27	(27)	9	(9)	2.7	(2.4)

a) A l'exclusion de l'aménagement de la dette.

Tableau 33. L'ÉTAT DE DÉLIEMENT DE L'AIDE DES PAYS MEMBRES DU CAD, 1990

Engagements (à l'exclusion des coûts administratifs)

En millions de dollars

APD bilatérale								APD multilatérale		APD total	
Déliée <sup>a</sup>	dont :			Partiellement déliée <sup>c</sup>	dont : Coopération technique	Liée <sup>d</sup>	dont : Coopération technique	Hors CEE déliée	Total CEE		
	Financière <sup>b</sup>	Coopération technique	Financement non liés des importations								
Australie . . . . .	74	51	13	10	0	0	398	272	405	0	877
Autriche . . . . .	127	65	47	14	10	10	190	22	91	0	418
Belgique . . . . .	..	..	..	..	..	..	..	..	220	121	876
Canada . . . . .	632	522	101	8	292	229	704	160	854	0	2 481
Danemark . . . . .	..	94	..	..	..	..	..	..	444	90	1 097
Finlande . . . . .	160	107	17	37	8	7	416	105	342	0	927
France <sup>e</sup> . . . . .	3 796	1 970	861	965	344	344	3 921	2 239	787	764	9 612
Allemagne . . . . .	1 509	332	185	992	0	0	2 960	1 489	1 158	901	7 755
Irlande . . . . .	..	..	..	..	..	..	..	..	11	23	55
Italie . . . . .	328	262	14	52	0	0	1 648	512	875	639	3 490
Japon <sup>e</sup> . . . . .	8 226	3 797	0	4 430	332	0	1 466	1 329	1 839	0	11 767
Pays-Bas <sup>e</sup> . . . . .	998	357	365	276	846	446	107	0	525	263	2 872
Nouvelle-Zélande . . . . .	48	12	2	35	0	0	0	0	18	0	67
Norvège . . . . .	358	0	0	0	0	0	226	0	394	0	974
Portugal . . . . .	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Espagne . . . . .	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Suède <sup>e</sup> . . . . .	1 009	841	40	128	0	0	276	138	625	0	1 901
Suisse . . . . .	378	310	57	11	0	0	222	134	128	0	728
Royaume-Uni <sup>e</sup> . . . . .	..	..	..	..	..	..	..	..	731	756	3 348
États-Unis <sup>e</sup> . . . . .	13 804	13 804	0	0	1 561	1 520	4 507	1 424	2 973	0	23 419
TOTAL CAD <sup>e</sup> . . . . .	(31 446)	(22 523)	(1 703)	(6 956)	(3 393)	(2 557)	(17 040)	(7 823)	(12 421)	(3 558)	(72 663)

a) Pleinement et librement utilisable dans pratiquement tous les pays.

b) Sommes ne servant pas directement à financer des importations : soutien budgétaire, soutien à la balance des paiements, financement des dépenses locales et allègement de la dette.

c) Utilisable pour des achats dans le pays donneur et la quasi-totalité des pays en développement.

d) Essentiellement devant être acheté dans le pays donneur. Inclut cependant des montants pour lesquels la liste des pays éligibles n'est pas assez étendue pour les qualifier d'aide déliée.

e) Y compris l'annulation de dettes nées de créances autres que l' APD.

Note : Les données concernant l'aide déliée doivent être révisées prochainement.

Tableau 34. DÉPENSES DE COOPÉRATION TECHNIQUE

<i>Versements nets</i>	<i>Millions de dollars aux prix et taux de change de 1990</i>						
	1970	1980	1987	1988	1989	1990	1991
Australie . . . . .	55	78	246	227	217	235	248
Autriche . . . . .	17	52	62	61	54	66	76
Belgique . . . . .	233	304	197	198	186	208	170
Canada . . . . .	139	163	395	314	257	337	615
Danemark . . . . .	63	169	80	110	123	109	135
Finlande . . . . .	3	63	29	31	78	102	166
France . . . . .	2 423	2 962	2 856	2 815	2 182	2 053	2 208
Allemagne . . . . .	955	1 485	1 840	1 841	1 746	1 805	1 705
Irlande . . . . .	—	9	16	14	13	11	..
Italie . . . . .	79	104	526	355	433	397	318
Japon . . . . .	130	499	773	1 006	1 106	1 334	1 252
Pays-Bas . . . . .	200	449	635	709	771	790	956
Nouvelle-Zélande . . . . .	15	43	18	50	34	35	34
Norvège . . . . .	21	62	104	100	100	98	111
Portugal . . . . .	—	—	—	—	58	49	33
Espagne . . . . .	—	—	68	54	111	156	..
Suède . . . . .	91	165	249	253	377	178	194
Suisse . . . . .	17	61	91	119	79	..	..
Royaume-Uni . . . . .	572	747	607	728	700	709	786
États-Unis . . . . .	1 655	1 107	1 961	2 306	2 247	2 717	2 808
TOTAL CAD . . . . .	6 667	8 522	10 753	11 289	10 872	11 390	(11 818)

Tableau 35. ÉTUDIANTS ET STAGIAIRES

*Nombre de personnes*

	1970	1980	1987	1988	1989	1990	1991
Australie . . . . .	2 769	3 393	19 794	18 538	17 999	14 343	12 236
Autriche . . . . .	367	5 351	..	..	7 125	8 978	..
Belgique . . . . .	3 258	3 258	2 672	..	..	1 496	..
Canada . . . . .	2 757	1 723	8 724	10 470	12 052	15 572	..
Danemark . . . . .	383	556	444	633	733	1 283	518
Finlande . . . . .	66	394	420	455	742	..	..
France . . . . .	14 191	..	16 060	17 162	19 050	18 411	..
Allemagne . . . . .	19 646	38 414	15 179	16 403	18 597	16 387	..
Irlande . . . . .	..	..	—	—	—	—	..
Italie . . . . .	1 512	2 077	6 390	5 402	..	..	..
Japon . . . . .	3 675	9 342	19 165	20 702	22 677	39 737	..
Pays-Bas . . . . .	1 209	1 256	1 457	1 388	1 504	1 505	..
Nouvelle-Zélande . . . . .	992	1 058	893	1 093	—	1 055	1 261
Norvège . . . . .	276	1 260	966	1 682	1 037	1 115	1 288
Portugal . . . . .	1 315	..	..	..	..	..	2 849
Espagne . . . . .	..	..	..	..	..	..	..
Suède . . . . .	1 315	..	167	146	892	1 042	..
Suisse . . . . .	743	832	..	..	..	..	..
Royaume-Uni . . . . .	12 056	15 507	6 808	7 169	7 706	7 580	..
États-Unis . . . . .	18 272	6 854	20 225	..	..	..	..
TOTAL CAD . . . . .	18 495	(105 800)	(126 560)	(130 400)	(134 200)	(140 000)	..

Tableau 36. EXPERTS ET VOLONTAIRES  
 Personnel de coopération technique financé par le secteur public par donneurs

	<i>Nombre de personnes</i>						
	1970	1980	1987	1988	1989	1990	1991
Australie . . . . .	1 024	1 356	522	846	832	1 007	1 015
Autriche . . . . .	288	555	..	..	341	477	..
Belgique . . . . .	3 199	3 022	3 220	..	..	347	..
Canada . . . . .	3 080	2 057	4 403	4 210	4 562	4 517	..
Danemark . . . . .	774	1 045	1 118	1 143	1 035	910	1 461
Finlande . . . . .	98	117	114	133	157	..	..
France . . . . .	33 122	..	14 035	12 970	12 573	11 526	..
Allemagne . . . . .	6 344	5 850	7 117	7 510	7 870	7 017	..
Irlande . . . . .	..	..	..	..	..	..	..
Italie . . . . .	1 507	1 597	3 374	3 221	..	..	..
Japon . . . . .	2 629	8 215	15 370	16 462	17 150	18 805	..
Pays-Bas . . . . .	1 177	2 963	2 976	3 174	3 267	3 581	..
Nouvelle-Zélande . . . . .	..	608	286	237	..	38	466
Norvège . . . . .	505	433	550	520	496	437	385
Portugal . . . . .	658	(510)	..	..	..	..	446
Espagne . . . . .	729	1 060	..	..	..	..	..
Suède . . . . .	17 354	7 614	726	413	494	650	..
Suisse . . . . .							
Royaume-Uni . . . . .	17 354	7 614	3 162	2 944	3 082	2 880	..
États-Unis . . . . .	22 417	11 447	21 093	..	..	..	..
TOTAL CAD . . . . .	99 905	(68 700)	(70 720)	(79 400)	(76 900)	(78 600)	..

Tableau 37. APD TOTALE EN PROVENANCE DES MEMBRES DU CAD, DES ORGANISMES MULI

Versements Nets

	1988	1989	1990	1991	
<b>EUROPE</b>					<b>AMÉRIQUE N. &amp; C.</b>
Albanie . . . . .	6	10	11	303	Aruba . . . . .
Chypre . . . . .	44	41	42	50	Bahamas . . . . .
Gibraltar . . . . .	16	0	1	3	Barbade . . . . .
Grèce . . . . .	37	31	35	36	Bélize . . . . .
Malte . . . . .	-3	-5	4	21	Bermudes . . . . .
Turquie . . . . .	270	144	1225	1640	Costa Rica . . . . .
Yougoslavie . . . . .	44	43	48	130	Cuba . . . . .
Non Ventilé . . . . .	109	95	96	59	Dominicaine, Rép. . . . .
<b>TOTAL</b> . . . . .	<b>523</b>	<b>359</b>	<b>1461</b>	<b>2241</b>	Salvador . . . . .
<b>NORD DU SAHARA</b>					Guatémala . . . . .
Algérie . . . . .	172	159	274	351	Haïti . . . . .
Egypte . . . . .	1539	1568	5463	4638	Honduras . . . . .
Libye . . . . .	6	17	20	19	Jamaïque . . . . .
Maroc . . . . .	482	464	1035	1203	Mexique . . . . .
Tunisie . . . . .	317	286	401	312	Antilles Néerland. . . . .
Non Ventilé . . . . .	16	25	10	5	Nicaragua . . . . .
<b>TOTAL</b> . . . . .	<b>2532</b>	<b>2518</b>	<b>7203</b>	<b>6528</b>	Panama . . . . .
<b>SUD DU SAHARA</b>					St-Pierre et Miquelon . . . . .
Angola . . . . .	159	171	235	250	Trinité et Tobago . . . . .
Bénin . . . . .	162	263	263	270	Anguilla . . . . .
Botswana . . . . .	151	160	149	131	Antigua et Barbuda . . . . .
Bourkina . . . . .	298	272	329	379	Caïmanes, Iles . . . . .
Burundi . . . . .	189	199	265	249	Dominique . . . . .
Cameroun . . . . .	284	459	499	507	Grenade . . . . .
Cap-Vert . . . . .	88	89	105	107	Montserrat . . . . .
Centrafricaine, Rép. . . . .	196	191	234	225	St-Kitts et Nièves . . . . .
Tchad . . . . .	264	244	321	269	Ste-Lucie . . . . .
Comores . . . . .	52	45	43	53	St-Vincent et Gr. . . . .
Congo . . . . .	90	93	214	134	Turks & Caïques,Iles . . . . .
Côte d'Ivoire . . . . .	439	403	690	597	Virgées, Iles . . . . .
Djibouti . . . . .	93	75	195	102	Indes Occ.Non Ventil. . . . .
Guinée Equatoriale . . . . .	44	58	62	60	Non Ventilé . . . . .
Ethiopie . . . . .	970	753	965	951	<b>TOTAL</b> . . . . .
Gabon . . . . .	106	133	140	142	<b>AMÉRIQUE DU SUD</b>
Gambie . . . . .	82	92	92	95	Argentine . . . . .
Ghana . . . . .	474	552	501	603	Bolivie . . . . .
Guinée . . . . .	262	346	295	331	Brésil . . . . .
Guinée-Bissau . . . . .	103	115	138	123	Chili . . . . .
Kenya . . . . .	809	967	1083	884	Colombie . . . . .
Lesotho . . . . .	108	132	137	125	Equateur . . . . .
Libéria . . . . .	65	59	115	143	Falkland, Iles . . . . .
Madagascar . . . . .	304	320	396	358	Guyana . . . . .
Malawi . . . . .	366	412	479	494	Paraguay . . . . .
Mali . . . . .	427	454	473	408	Pérou . . . . .
Mauritanie . . . . .	188	244	215	208	Suriname . . . . .
Maurice . . . . .	59	60	87	95	Uruguay . . . . .
Mayotte . . . . .	43	43	59	72	Vénézuéla . . . . .
Mozambique . . . . .	894	805	1004	1022	Non Ventilé . . . . .
Namibie . . . . .	23	59	57	179	<b>TOTAL</b> . . . . .
Niger . . . . .	371	296	364	418	Amerique Non Specifie . . . . .
Nigéria . . . . .	120	345	234	293	<b>AMÉRIQUE, TOTAL</b> . . . . .
Rwanda . . . . .	252	233	290	328	
Ste-Hélène . . . . .	27	47	23	15	<b>MOYEN ORIENT</b>
Sao Tomé et Principe . . . . .	25	45	55	48	Bahreïn . . . . .
Sénégal . . . . .	569	650	791	769	Iran . . . . .
Seychelles . . . . .	21	20	36	20	Irak . . . . .
Sierra Léone . . . . .	102	100	71	108	Israël . . . . .
Somalie . . . . .	433	427	489	282	Jordanie . . . . .
Soudan . . . . .	938	773	807	836	Koweït . . . . .
Swaziland . . . . .	38	29	55	48	Liban . . . . .
Tanzanie . . . . .	982	924	1157	1038	Oman . . . . .
Togo . . . . .	199	183	208	201	Qatar . . . . .
Ouganda . . . . .	363	447	553	566	Arabie Saoudite . . . . .
Zaire . . . . .	578	636	904	505	Syrie . . . . .
Zambie . . . . .	478	392	494	587	Emirats Arabes Unis . . . . .
Zimbabwe . . . . .	273	265	348	376	Yémen . . . . .
Com. Afrique Orientale . . . . .	1	-	-	-	Non Ventilé . . . . .
Non Ventilé . . . . .	648	708	742	591	<b>TOTAL</b> . . . . .
<b>TOTAL</b> . . . . .	<b>14211</b>	<b>14787</b>	<b>17460</b>	<b>16592</b>	
Afrique Non Specifié . . . . .	365	540	491	595	
<b>AFRIQUE, TOTAL</b> . . . . .					
	<b>17109</b>	<b>17844</b>	<b>25155</b>	<b>23715</b>	

ATÉRAUX ET DES PAYS ARABES VERS LES PAYS ET TERRITOIRES EN DÉVELOPPEMENT

Millions de dollars

1988	1989	1990	1991		1988	1989	1990	1991
19	24	29	25	<b>ASIE DU SUD</b>				
4	4	5	3	Afghanistan . . . . .	72	167	142	521
3	2	3	4	Bangladesh . . . . .	1592	1801	2095	2142
25	29	29	28	Bhoutan . . . . .	41	42	46	55
0	0	42	42	Myanmar (Birmanie) . . . . .	451	184	168	167
188	227	230	193	Inde . . . . .	2097	1913	1603	1657
20	56	51	42	Maldives . . . . .	27	28	22	28
118	143	94	95	Népal . . . . .	399	494	428	403
420	446	350	290	Pakistan . . . . .	1408	1130	1147	1183
235	262	200	189	Sri Lanka . . . . .	598	547	662	651
147	200	183	197	Asie du Sud Non Vent. . . . .	32	23	17	9
325	254	454	332	<b>TOTAL</b> . . . . .	6719	6328	6328	6815
193	262	280	197					
174	99	159	183	<b>EXTRÊME ORIENT</b>				
53	61	57	83	Brunéi . . . . .	5	5	4	4
220	245	339	680	Chine . . . . .	2008	2156	2166	2166
22	19	98	112	Hong-Kong . . . . .	22	41	38	34
36	33	30	28	Indonésie . . . . .	1632	1839	1748	1733
9	6	10	9	Cambodge (Kampuchea) . . . . .	19	30	42	62
4	6	6	7	Corée . . . . .	10	52	52	64
9	4	4	7	Corée, Dém. . . . .	10	9	8	8
12	1	4	1	Laos . . . . .	77	139	151	161
17	23	20	19	Macao . . . . .	0	0	0	0
21	15	14	17	Malaisie . . . . .	104	140	469	459
6	7	8	9	Mongolie . . . . .	3	6	13	18
14	13	8	7	Philippines . . . . .	855	845	1280	1231
18	18	13	20	Singapour . . . . .	22	95	-3	-18
17	15	14	16	Taiwan . . . . .	-7	2	36	5
8	9	10	18	Thaïlande . . . . .	563	739	801	738
2	6	5	6	Timor . . . . .	0	-	-	1
78	78	77	48	Viet Nam . . . . .	148	129	190	218
85	45	60	53	Extrême-Orient Non V. . . . .	71	68	113	92
2501	2613	2887	2961	<b>TOTAL</b> . . . . .	5540	6295	7110	6975
				Asie Non Spécifié . . . . .	255	157	363	332
				<b>ASIE, TOTAL</b> . . . . .	14957	15098	18155	17747
153	212	184	255					
400	445	511	540	<b>Océanie</b>				
210	207	165	196	Cook, Iles . . . . .	12	13	12	13
45	62	100	122	Fidji . . . . .	54	43	49	46
63	68	94	143	Kiribati . . . . .	16	17	21	22
172	161	161	208	Nauru . . . . .	0	0	0	0
8	6	2	4	Nouvelle-Calédonie . . . . .	261	282	301	327
27	44	109	125	Niue . . . . .	5	6	7	9
75	93	57	111	Pacif., Iles (Tr.tutl.) . . . . .	152	159	63	16
276	310	399	339	Papouasie N.-Guinée . . . . .	380	339	376	381
21	51	58	40	Polynésie Franç. . . . .	331	289	261	311
41	39	53	59	Salomon, Iles . . . . .	58	49	44	40
23	60	79	81	Tokelau . . . . .	4	5	5	4
34	65	52	16	Tonga . . . . .	19	25	31	27
1548	1823	2024	2239	Tuvalu . . . . .	14	7	5	5
267	362	360	410	Vanuatu . . . . .	39	40	49	48
4315	4798	5271	5610	Wallis et Futuna . . . . .	1	0	0	2
				Samoa Occidental . . . . .	31	31	50	52
-3	-3	137	46	Non Ventilé . . . . .	58	58	73	68
82	96	103	81	<b>TOTAL</b> . . . . .	1436	1362	1347	1372
10	12	64	417					
1241	1192	1374	1365	PVD Non Spécifié . . . . .	6690	6600	6535	6507
417	273	885	668	<b>TOTAL, PVD</b> . . . . .	45030	46061	57924	57192
6	4	7	4					
141	119	249	138					
1	18	66	15					
2	4	2	2					
19	36	44	43					
191	127	677	219					
-12	-6	5	6					
304	371	405	244					
45	76	336	376					
2443	2319	4354	3624					

Tableau 38. VENTILATION PAR DONNEUR DES VERSEMENTS NETS D'APD EN FAVEUR DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

	En millions de dollars, aux prix et taux de change de 1990						En pourcentage des programmes des donateurs					
	1980	1981	1985	1986	1990	1991	1980	1981	1985	1986	1990	1991
<b>CAD BILATERAL</b>												
Australie . . . . .	31	48	52	40	72	46	4.3	6.6	6.2	5.1	9.6	6.5
Autriche . . . . .	15	40	31	18	66	61	6.0	13.0	8.6	8.5	22.1	14.3
Belgique . . . . .	381	376	379	374	298	208	62.2	62.6	67.3	70.2	54.4	42.4
Canada . . . . .	326	341	474	407	427	415	30.1	29.8	33.6	27.6	25.3	24.3
Danemark . . . . .	198	176	236	309	296	312	46.2	46.8	49.6	55.8	42.6	45.3
Finlande . . . . .	68	78	148	170	237	275	53.8	50.0	54.7	54.3	47.6	45.9
France . . . . .	1 491	1 689	2 150	2 164	3 129	2 973	47.6	44.1	46.0	48.7	55.4	50.8
Allemagne . . . . .	967	1 132	1 218	1 140	1 394	1 371	27.8	28.3	29.8	29.2	31.1	31.1
Irlande . . . . .	11	12	20	19	15	15	70.0	70.0	64.7	56.0	65.2	65.2
Italie . . . . .	100	187	982	1 495	1 090	589	63.1	51.2	57.5	63.6	51.6	27.2
Japon . . . . .	420	370	487	548	830	757	11.6	9.6	10.9	11.7	12.2	12.2
Pays-Bas . . . . .	510	511	480	616	619	416	30.3	27.5	32.9	37.3	33.8	23.8
Nouvelle Zelande . . . . .	2	2	2	0	1	1	1.9	2.0	2.3	0.0	1.2	1.2
Norvège . . . . .	186	187	296	385	375	383	44.7	47.5	54.9	55.9	49.6	51.1
Portugal . . . . .	0	0	0	0	105	148	0.0	0.0	0.0	0.0	96.3	100.0
Espagne . . . . .	0	0	0	0	122	116	0.0	0.0	0.0	0.0	20.1	20.1
Suède . . . . .	437	438	535	619	621	626	40.3	43.9	44.7	49.9	45.0	44.6
Suisse . . . . .	93	99	202	240	219	228	29.4	30.7	41.7	49.5	39.7	31.9
Royaume-Uni . . . . .	657	623	574	499	534	710	33.6	31.0	35.1	30.4	36.2	41.5
États-Unis . . . . .	891	954	1 566	1 022	1 002	935	13.4	15.8	16.1	11.6	12.0	10.3
<b>TOTAL . . . . .</b>	<b>7 157</b>	<b>7 330</b>	<b>9 355</b>	<b>9 534</b>	<b>11 453</b>	<b>10 479</b>	<b>26.9</b>	<b>26.3</b>	<b>26.4</b>	<b>27.9</b>	<b>29.6</b>	<b>26.5</b>
<b>AGENCES MULTILATÉRALES</b>												
B.I.R.D. . . . .	62	38	10	1	0	0	36.4	26.1	17.6	25.0	0.0	0.0
I.D.A. . . . .	663	850	1 439	1 861	1 902	1 839	27.2	27.1	33.1	41.3	48.6	48.6
F.Af.D. . . . .	152	149	344	355	592	573	100.0	100.0	98.1	96.3	98.2	98.2
F.E.D. . . . .	990	1 200	1 183	1 090	1 555	1 557	60.1	51.7	53.6	54.6	54.7	46.3
F.I.D.A. . . . .	6	23	129	127	92	89	7.4	18.7	28.5	32.8	37.6	37.6
P.N.U.D. . . . .	306	467	376	351	384	371	29.4	36.1	35.4	33.7	34.0	34.0
A.T.N.U. . . . .	14	51	82	64	55	53	25.7	14.8	16.6	18.5	23.9	23.9
F.I.S.E. . . . .	90	100	169	152	210	203	23.1	28.5	36.2	34.4	36.0	36.0
P.A.M. . . . .	276	329	590	304	435	421	32.5	37.1	45.3	34.5	46.6	46.6
U.N.H.C.R. . . . .	251	247	349	245	212	205	34.3	34.6	50.0	46.8	45.5	45.5
Autres O.N.U. . . . .	133	169	167	145	169	163	15.5	15.7	15.6	16.0	14.6	14.6
Agences Arabes . . . . .	235	283	84	117	3	15	52.1	42.5	39.4	60.1	4.0	-60.0
Autres agences multilatérales . . . . .	613	7	-167	-159	439	472	18.0	0.4	-21.1	-60.9	27.2	21.5
<b>TOTAL . . . . .</b>	<b>3 792</b>	<b>3 911</b>	<b>4 753</b>	<b>4 654</b>	<b>6 048</b>	<b>5 961</b>	<b>30.9</b>	<b>30.2</b>	<b>35.2</b>	<b>39.2</b>	<b>43.9</b>	<b>41.2</b>
Pays Arabes . . . . .	1 090	996	1 003	603	399	78	7.8	8.0	20.2	11.5	6.9	3.4
Autres . . . . .	284	326	550	638	127	0	6.0	6.7	8.8	10.0	5.6	0.0
<b>TOTAL GÉNÉRAL . . . . .</b>	<b>12 322</b>	<b>12 565</b>	<b>15 663</b>	<b>15 429</b>	<b>18 026</b>	<b>16 517</b>	<b>21.4</b>	<b>21.6</b>	<b>26.0</b>	<b>26.7</b>	<b>29.8</b>	<b>29.4</b>

Note : Les versements bilatéraux du CAD ont été déflatés par l'indice de chaque pays donneur. L'aide multilatérale, arabe et autres (pays de l'Europe de l'Est et Chine) a été déflatée par l'indice global des pays du CAD.



**Tableau 39. VERSEMENTS NETS D'APD DE TOUTES PROVENANCES  
AUX PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE**

*Millions de dollars, aux prix et aux taux de change de 1990*

	1980	1981	1985	1986	1990	1991
<b>PFR</b>						
Kenya . . . . .	627	735	722	614	1 225	901
Tanzanie . . . . .	1 076	1 151	841	919	1 189	1 004
Mozambique . . . . .	275	260	618	775	1 022	1 029
Ethiopie . . . . .	425	554	1 407	1 063	1 017	919
Zaïre . . . . .	676	645	506	580	899	488
Sénégal . . . . .	425	652	490	782	818	800
Soudan . . . . .	1 024	1 050	1 907	1 292	807	809
Côte d'Ivoire . . . . .	332	203	197	237	685	577
Ouganda . . . . .	178	223	308	262	631	623
Ghana . . . . .	303	233	323	484	563	737
Malawi . . . . .	226	226	189	264	503	497
Mali . . . . .	447	401	652	507	501	395
Cameroun . . . . .	419	321	256	294	498	490
Zambie . . . . .	502	396	547	617	490	568
Somalie . . . . .	700	616	595	691	489	273
Madagascar . . . . .	412	449	326	435	411	363
Niger . . . . .	270	319	528	426	374	404
Zimbabwe . . . . .	259	347	413	320	361	364
Tchad . . . . .	55	97	303	222	329	260
Burkina Faso . . . . .	343	355	328	386	329	375
Rwanda . . . . .	245	252	308	282	289	329
Guinée . . . . .	100	144	187	240	282	332
Burundi . . . . .	205	203	231	259	268	247
Bénin . . . . .	148	139	159	192	263	274
Centrafricaine Rép. . . . .	175	167	182	186	243	218
Mauritanie . . . . .	286	350	348	362	235	201
Angola . . . . .	85	129	162	195	235	242
Nigéria . . . . .	55	66	53	80	234	283
Togo . . . . .	145	105	189	235	228	194
Congo . . . . .	142	126	99	134	217	130
Djibouti . . . . .	115	106	135	156	195	99
Botswana . . . . .	167	159	165	141	149	127
Lesotho . . . . .	148	170	157	118	141	124
Guinée-Bissau . . . . .	125	110	99	100	139	119
Libéria . . . . .	155	179	159	133	115	138
Cap-Vert . . . . .	103	85	125	152	106	103
Gambie . . . . .	93	120	84	140	100	97
Sierra Leone . . . . .	147	102	124	131	78	104
Guinée équatoriale . . . . .	14	16	33	34	64	65
St. Thomas-et-Prince . . . . .	9	13	22	23	55	46
Swaziland . . . . .	79	61	42	46	55	46
Comores . . . . .	68	77	80	64	43	53
<b>TOTAL . . . . .</b>	<b>11 786</b>	<b>12 113</b>	<b>14 596</b>	<b>14 574</b>	<b>16 877</b>	<b>15 440</b>
<b>PRITI</b>						
Maurice . . . . .	52	95	50	84	91	92
Namibie . . . . .	0	0	10	22	57	173
<b>TOTAL . . . . .</b>	<b>52</b>	<b>95</b>	<b>60</b>	<b>106</b>	<b>148</b>	<b>265</b>
<b>PRITS total . . . . .</b>	<b>92</b>	<b>74</b>	<b>105</b>	<b>113</b>	<b>141</b>	<b>137</b>
<b>Autres et non ventilés . . . . .</b>	<b>392</b>	<b>280</b>	<b>901</b>	<b>636</b>	<b>861</b>	<b>675</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL . . . . .</b>	<b>12 322</b>	<b>12 565</b>	<b>15 663</b>	<b>15 429</b>	<b>18 026</b>	<b>16 517</b>

Tableau 40. APD DES PAYS DU CAD EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS AVANCÉS<sup>a</sup>

Versements nets									
	1980/81			1990			1991 <sup>b</sup>		
	Millions de \$	En % du total du donneur	En % du PNB du donneur	Millions de \$	En % du total du donneur	En % du PNB du donneur	Millions de \$	En % du total du donneur	En % du PNB du donneur
Australie . . . . .	126	19	0.09	172	18	0.06	237	23	0.08
Autriche . . . . .	25	12	0.03	103	26	0.07	95	17	0.06
Belgique . . . . .	326	56	0.30	348	39	0.18	253	30	0.13
Canada . . . . .	359	32	0.14	695	28	0.12	699	27	0.12
Danemark . . . . .	207	47	0.34	460	39	0.37	446	37	0.36
Finlande . . . . .	56	45	0.11	313	37	0.23	309	33	0.25
France . . . . .	891	21	0.14	2 022	28	0.17	1 922	26	0.16
Allemagne . . . . .	1 158	34	0.15	1 664	26	0.11	1 667	24	0.10
Irlande . . . . .	6	21	0.03	21	37	0.06	21	29	0.05
Italie . . . . .	287	42	0.07	1 278	38	0.12	671	20	0.06
Japon . . . . .	1 017	31	0.09	1 639	18	0.06	1 639	15	0.05
Pays-Bas . . . . .	526	34	0.34	791	31	0.29	654	26	0.23
Nouvelle-Zélande . . . . .	11	16	0.05	18	19	0.04	17	17	0.04
Norvège . . . . .	209	44	0.38	537	45	0.52	557	47	0.54
Portugal . . . . .	0	0	0.00	93	63	0.16	153	72	0.22
Espagne . . . . .	0	0	0.00	173	18	0.04	174	15	0.03
Suède . . . . .	384	41	0.33	752	37	0.34	823	39	0.36
Suisse . . . . .	99	40	0.10	304	41	0.13	262	30	0.11
Royaume-Uni . . . . .	739	37	0.14	821	31	0.09	961	30	0.10
États-Unis . . . . .	1 342	21	0.05	2 110	19	0.04	1 723	15	0.03
TOTAL . . . . .	7 762	29	0.10	14 314	26	0.09	13 283	23	0.08

a) Y compris la quote-part des apports acheminés par l'intermédiaire d'organisations multilatérales, calculée en fonction de la répartition géographique des versements de ces dernières.

b) Coefficients de 1990.

Tableau 41. DISTRIBUTION RÉGIONALE DE L'APD PAR DONNEUR CAD<sup>a</sup>

Versements nets

Millions de dollars

	Afrique subsaharienne		Asie du Sud		Autre Asie et Océanie		Afrique du Nord et Moyen-Orient		Amérique latine et Caraïbes	
	1980/81	1990/91	1980/81	1990/91	1980/81	1990/91	1980/81	1990/91	1980/81	1990/91
Australie . . . . .	58	140	109	126	423	600	18	29	6	14
Autriche . . . . .	26	107	25	39	62	148	107	108	9	24
Belgique . . . . .	339	349	58	54	59	54	63	56	29	55
Canada . . . . .	328	722	328	352	76	245	71	148	108	227
Danemark . . . . .	187	453	112	180	41	59	30	67	23	63
Finlande . . . . .	53	357	22	115	19	83	7	75	7	60
France . . . . .	1 348	3 514	269	324	474	1 087	441	839	195	354
Allemagne . . . . .	1 103	2 028	602	700	310	630	730	1 123	387	652
Irlande . . . . .	7	23	0	3	0	1	0	1	0	1
Italie . . . . .	285	1 159	172	162	39	140	63	401	40	461
Japon . . . . .	475	1 445	1 072	1 376	1 121	3 465	237	744	208	637
Pays-Bas . . . . .	501	747	371	380	154	287	97	112	317	362
Nouvelle-Zélande . . . . .	4	5	5	4	47	59	1	1	2	1
Norvège . . . . .	199	541	122	186	43	63	34	38	23	96
Portugal . . . . .	0	142	0	1	0	1	0	1	0	1
Espagne . . . . .	0	236	0	38	0	130	0	101	0	212
Suède . . . . .	375	852	188	230	141	171	42	135	48	180
Suisse . . . . .	79	284	46	110	18	70	18	66	28	92
Royaume-Uni . . . . .	715	1 039	625	497	155	189	152	137	122	172
États-Unis . . . . .	1 108	1 782	1 071	988	516	560	2 075	4 489	682	1 506
TOTAL . . . . .	7 184	15 922	5 191	5 860	3 695	8 040	4 183	8 667	2 231	5 169

a) Y compris la quote-part des apports acheminés par l'intermédiaire d'organisations multilatérales calculée en fonction de la répartition géographique des versements de ces dernières. Non compris les montants non ventilés.

Tableau 42. DISTRIBUTION RÉGIONALE DE L'APD PAR DONNEUR CAD<sup>a)</sup>

Versements nets

Pourcentages

	Afrique subsaharienne		Asie du Sud		Autre Asie et Océanie		Afrique du Nord et Moyen-Orient		Amérique latine et Caraïbes	
	1980/81	1990/91	1980/81	1990/91	1980/81	1990/91	1980/81	1990/91	1980/81	1990/91
Australie . . . . .	9.4	15.4	17.8	13.9	68.9	66.0	2.9	3.1	0.9	1.5
Autriche . . . . .	11.4	24.9	10.9	9.0	27.1	34.5	46.8	25.3	3.9	5.6
Belgique . . . . .	62.1	61.5	10.5	9.5	10.8	9.4	11.5	9.8	5.2	9.7
Canada . . . . .	36.0	42.6	36.0	20.8	8.4	14.5	7.8	8.7	11.8	13.4
Danemark . . . . .	47.6	55.3	28.6	22.0	10.3	7.1	7.5	8.2	5.9	7.6
Finlande . . . . .	49.5	51.9	20.3	16.6	17.5	12.0	6.6	10.8	6.1	8.6
France . . . . .	49.4	57.4	9.9	5.3	17.4	17.8	16.2	13.7	7.1	5.8
Allemagne . . . . .	35.2	39.5	19.2	13.6	9.9	12.3	23.3	21.9	12.4	12.7
Irlande . . . . .	93.3	74.2	0	9.7	0	3.2	0	3.2	0	3.2
Italie . . . . .	47.7	46.9	28.8	6.6	6.4	5.7	10.5	16.2	6.6	18.7
Japon . . . . .	15.3	18.8	34.4	17.9	36.0	45.2	7.6	9.7	6.7	8.3
Pays-Bas . . . . .	34.8	39.6	25.8	20.1	10.7	15.2	6.7	5.9	22.0	19.1
Nouvelle-Zélande . . . . .	6.1	7.1	7.9	5	81.6	84.3	1.8	1.4	3.5	1.4
Norvège . . . . .	47.3	58.5	28.9	20.1	10.2	6.8	8.1	4.1	5.5	10.4
Portugal . . . . .	0.0	97.6	0.0	0.7	0.0	0.3	0.0	0.3	0.0	0.7
Espagne . . . . .	0.0	32.9	0.0	5.2	0.0	18.1	0.0	14.1	0.0	29.6
Suède . . . . .	47.2	54.4	23.6	14.6	17.7	10.9	5.3	8.6	6.0	11.5
Suisse . . . . .	42.0	45.7	24.2	17.6	9.3	11.3	9.6	10.6	14.9	14.8
Royaume-Uni . . . . .	40.4	51.1	35.3	24.4	8.7	9.3	8.6	6.7	6.9	8.5
États-Unis . . . . .	20.3	19.1	19.6	10.6	9.5	6.0	38.1	48.1	12.5	16.1
TOTAL . . . . .	31.9	36.3	23.1	13.4	16.4	18.3	18.6	19.8	9.9	11.8

a) Y compris la quote-part des apports acheminés par l'intermédiaire d'organisations multilatérales calculée en fonction de la répartition géographique des versements de ces dernières. Non compris les montants non ventilés.

Tableau 43. DESTINATAIRES PRINCIPAUX DE L'AIDE DES PAYS MEMBRES INDIVIDUELS DU CAD

<i>Versements bruts</i>	<b>Australie</b>		<i>Pourcentage du total de l'APD</i>		
1970-71	1980-81	1990-91			
Papouasie N.-Guinée . . . . .	66.9	Papouasie N.-Guinée . . . . .	42.9	Papouasie N.-Guinée . . . . .	26.2
Indonésie . . . . .	8.2	Indonésie . . . . .	7.0	Indonésie . . . . .	7.5
Inde . . . . .	2.2	Bangladesh . . . . .	3.0	Chine . . . . .	3.6
Thaïlande . . . . .	2.0	Philippines . . . . .	1.9	Philippines . . . . .	3.3
Malaisie . . . . .	1.6	Pakistan . . . . .	1.8	Thaïlande . . . . .	3.0
Viet Nam . . . . .	1.5	Fidji . . . . .	1.7	Malaisie . . . . .	2.5
Pakistan . . . . .	0.8	Myanmar (Birmanie) . . . . .	1.6	Fidji . . . . .	2.0
Laos . . . . .	0.6	Thaïlande . . . . .	1.3	Inde . . . . .	1.8
Cambodge (Kampuchea) . . . . .	0.6	Egypte . . . . .	1.3	Bangladesh . . . . .	1.2
Sri Lanka . . . . .	0.6	Malaisie . . . . .	1.2	Egypte . . . . .	1.2
Fidji . . . . .	0.5	Sri Lanka . . . . .	1.0	Ethiopie . . . . .	1.1
Myanmar (Birmanie) . . . . .	0.4	Tanzanie . . . . .	1.0	Salomon, Iles . . . . .	1.0
Népal . . . . .	0.4	Salomon, Iles . . . . .	0.9	Vanuatu . . . . .	1.0
Singapour . . . . .	0.3	Tonga . . . . .	0.7	Samoa Occidental . . . . .	0.9
Bangladesh . . . . .	0.3	Kenya . . . . .	0.6	Tonga . . . . .	0.8
Nigéria . . . . .	0.1	Cambodge (Kampuchea) . . . . .	0.6	Mozambique . . . . .	0.8
Corée . . . . .	0.1	Soudan . . . . .	0.6	Zimbabwe . . . . .	0.7
Samoa Occidental . . . . .	0.1	Vanuatu . . . . .	0.5	Laos . . . . .	0.7
Zambie . . . . .	0.1	Samoa Occidental . . . . .	0.5	Pakistan . . . . .	0.7
Philippines . . . . .	0.1	Inde . . . . .	0.4	Tanzanie . . . . .	0.5
Tonga . . . . .	0.1	Kiribati . . . . .	0.4	Cambodge (Kampuchea) . . . . .	0.5
Ghana . . . . .	0.1	Ethiopie . . . . .	0.4	Sri Lanka . . . . .	0.4
Maurice . . . . .	0.1	Maurice . . . . .	0.4	Malawi . . . . .	0.4
Malawi . . . . .	0.1	Ouganda . . . . .	0.4	Hong-Kong . . . . .	0.4
Ouganda . . . . .	0.1	Zimbabwe . . . . .	0.4	Kiribati . . . . .	0.3
Total ci-dessus . . . . .	87.8	Total ci-dessus . . . . .	72.6	Total ci-dessus . . . . .	62.6
APD multilatérale . . . . .	10.9	APD multilatérale . . . . .	21.3	APD multilatérale . . . . .	26.3
Non ventilé . . . . .	0.8	Non ventilé . . . . .	4.1	Non ventilé . . . . .	7.0
Total APD millions de \$ . . . .	214	Total APD millions de \$ . . . .	662	Total APD millions de \$ . . . .	1002

<b>Autriche</b>		<i>Pourcentage du total de l'APD</i>	
1970-71	1980-81	1990-91	
Thaïlande . . . . .	13.8	Indonésie . . . . .	17.7
Pakistan . . . . .	11.3	Algérie . . . . .	15.3
Inde . . . . .	11.1	Turquie . . . . .	10.1
Algérie . . . . .	7.3	Liban . . . . .	6.8
Soudan . . . . .	5.0	Malaisie . . . . .	6.8
Israël . . . . .	2.4	Jordanie . . . . .	4.7
Brésil . . . . .	1.5	Inde . . . . .	4.4
Tunisie . . . . .	0.8	Chypre . . . . .	3.6
Turquie . . . . .	0.8	Tunisie . . . . .	2.9
Kenya . . . . .	0.6	Egypte . . . . .	2.1
Nigéria . . . . .	0.6	Iran . . . . .	2.1
Bolivie . . . . .	0.4	Philippines . . . . .	1.8
Mexique . . . . .	0.3	Nigéria . . . . .	1.7
Bourkina . . . . .	0.3	Tanzanie . . . . .	1.6
Guatémala . . . . .	0.2	Grèce . . . . .	1.4
Iran . . . . .	0.2	Yougoslavie . . . . .	1.0
Costa Rica . . . . .	0.2	Zambie . . . . .	0.8
Zaire . . . . .	0.2	Guatémala . . . . .	0.6
Ethiopie . . . . .	0.1	Cuba . . . . .	0.5
Afghanistan . . . . .	0.1	Mozambique . . . . .	0.5
Tanzanie . . . . .	0.1	Brésil . . . . .	0.4
Pérou . . . . .	0.1	Mexique . . . . .	0.4
Madagascar . . . . .	0.0	Cap-Vert . . . . .	0.4
Congo . . . . .	0.0	Viet Nam . . . . .	0.4
Singapour . . . . .	0.0	Taïwan . . . . .	0.4
Total ci-dessus . . . . .	57.4	Total ci-dessus . . . . .	88.4
APD multilatérale . . . . .	29.0	APD multilatérale . . . . .	23.8
Non ventilé . . . . .	13.4	Non ventilé . . . . .	-18.1
Total APD millions de \$ . . . .	21	Total APD millions de \$ . . . .	209
		Total APD millions de \$ . . . .	527

Tableau 43. DESTINATAIRES PRINCIPAUX DE L'AIDE DES PAYS MEMBRES INDIVIDUELS DU CAD

<i>Versements bruts</i>		<b>Belgique</b>		<i>Pourcentage du total de l'APD</i>	
1970-71		1980-81		1990-91	
Zaïre . . . . .	39.9	Zaïre . . . . .	25.0	Zaïre . . . . .	7.2
Rwanda . . . . .	9.0	Rwanda . . . . .	5.5	Rwanda . . . . .	5.6
Burundi . . . . .	7.4	Burundi . . . . .	4.3	Burundi . . . . .	3.7
Indonésie . . . . .	3.5	Indonésie . . . . .	3.0	Indonésie . . . . .	2.8
Inde . . . . .	3.3	Maroc . . . . .	2.5	Algérie . . . . .	1.9
Tunisie . . . . .	2.5	Tunisie . . . . .	2.1	Tanzanie . . . . .	1.5
Pakistan . . . . .	1.6	Niger . . . . .	1.9	Kenya . . . . .	1.4
Turquie . . . . .	1.6	Inde . . . . .	1.9	Tunisie . . . . .	1.2
Maroc . . . . .	1.2	Philippines . . . . .	1.6	Sénégal . . . . .	0.9
Chili . . . . .	1.0	Chine . . . . .	1.6	Bangladesh . . . . .	0.8
Pérou . . . . .	0.5	Turquie . . . . .	1.6	Turquie . . . . .	0.8
Philippines . . . . .	0.4	Côte d'Ivoire . . . . .	1.3	Ouganda . . . . .	0.6
Sénégal . . . . .	0.3	Sénégal . . . . .	1.0	Bolivie . . . . .	0.6
Argentine . . . . .	0.3	Bangladesh . . . . .	0.9	Cap-Vert . . . . .	0.6
Brésil . . . . .	0.2	Tanzanie . . . . .	0.8	Inde . . . . .	0.6
Cameroun . . . . .	0.2	Pérou . . . . .	0.8	Thaïlande . . . . .	0.6
Côte d'Ivoire . . . . .	0.2	Algérie . . . . .	0.8	Maroc . . . . .	0.6
Algérie . . . . .	0.2	Cameroun . . . . .	0.7	Cameroun . . . . .	0.6
Colombie . . . . .	0.2	Soudan . . . . .	0.5	Somalie . . . . .	0.5
Bolivie . . . . .	0.1	Pakistan . . . . .	0.5	Philippines . . . . .	0.5
Iran . . . . .	0.1	Egypte . . . . .	0.5	Pakistan . . . . .	0.5
Egypte . . . . .	0.1	Bolivie . . . . .	0.4	Equateur . . . . .	0.5
Niger . . . . .	0.1	Viet Nam . . . . .	0.4	Côte d'Ivoire . . . . .	0.5
Bénin . . . . .	0.1	Malaisie . . . . .	0.3	Suriname . . . . .	0.4
Mexique . . . . .	0.1	Liban . . . . .	0.3	Niger . . . . .	0.4
Total ci-dessus . . . . .	74.3	Total ci-dessus . . . . .	60.1	Total ci-dessus . . . . .	35.5
APD multilatérale . . . . .	23.7	APD multilatérale . . . . .	29.4	APD multilatérale . . . . .	38.5
Non ventilé . . . . .	0.9	Non ventilé . . . . .	4.7	Non ventilé . . . . .	17.2
Total APD millions de \$ . . . .	134	Total APD millions de \$ . . . .	590	Total APD millions de \$ . . . .	880

		<b>Canada</b>		<i>Pourcentage du total de l'APD</i>	
1970-71		1980-81		1990-91	
Inde . . . . .	29.0	Bangladesh . . . . .	5.0	Bangladesh . . . . .	3.4
Pakistan . . . . .	11.0	Inde . . . . .	4.2	Cameroun . . . . .	3.2
Nigéria . . . . .	2.7	Pakistan . . . . .	3.7	Ghana . . . . .	2.4
Sri Lanka . . . . .	1.9	Sri Lanka . . . . .	2.7	Kenya . . . . .	2.2
Ghana . . . . .	1.9	Tanzanie . . . . .	2.0	Zambie . . . . .	1.9
Algérie . . . . .	1.5	Kenya . . . . .	2.0	Chine . . . . .	1.9
Tunisie . . . . .	1.5	Egypte . . . . .	1.8	Indonésie . . . . .	1.7
Niger . . . . .	1.3	Indonésie . . . . .	1.6	Pakistan . . . . .	1.6
Turquie . . . . .	1.2	Cameroun . . . . .	1.5	Côte d'Ivoire . . . . .	1.6
Maroc . . . . .	1.2	Mali . . . . .	1.1	Inde . . . . .	1.3
Tanzanie . . . . .	1.1	Zambie . . . . .	1.0	Zimbabwe . . . . .	1.2
Cameroun . . . . .	1.0	Ghana . . . . .	1.0	Egypte . . . . .	1.2
Sénégal . . . . .	0.9	Zaïre . . . . .	0.9	Mozambique . . . . .	1.1
Colombie . . . . .	0.9	Sénégal . . . . .	0.9	Tanzanie . . . . .	1.1
Jamaïque . . . . .	0.9	Jamaïque . . . . .	0.9	Sénégal . . . . .	1.1
Guyana . . . . .	0.9	Turquie . . . . .	0.9	Ethiopie . . . . .	1.1
Malaisie . . . . .	0.8	Malawi . . . . .	0.8	Jamaïque . . . . .	1.0
Indonésie . . . . .	0.7	Tunisie . . . . .	0.7	Thaïlande . . . . .	1.0
Kenya . . . . .	0.6	Bourkina . . . . .	0.7	Zaïre . . . . .	0.9
Viet Nam . . . . .	0.6	Thaïlande . . . . .	0.6	Philippines . . . . .	0.9
Myanmar (Birmanie) . . . . .	0.6	Madagascar . . . . .	0.6	Maroc . . . . .	0.9
Côte d'Ivoire . . . . .	0.5	Haïti . . . . .	0.6	Jordanie . . . . .	0.8
Chili . . . . .	0.5	Rwanda . . . . .	0.5	Mali . . . . .	0.7
Trinité et Tobago . . . . .	0.5	Népal . . . . .	0.5	Nigéria . . . . .	0.7
Ouganda . . . . .	0.5	Ethiopie . . . . .	0.5	Rwanda . . . . .	0.6
Total ci-dessus . . . . .	64.0	Total ci-dessus . . . . .	36.6	Total ci-dessus . . . . .	35.4
APD multilatérale . . . . .	22.6	APD multilatérale . . . . .	37.6	APD multilatérale . . . . .	27.8
Non ventilé . . . . .	8.4	Non ventilé . . . . .	17.7	Non ventilé . . . . .	26.1
Total APD millions de \$ . . . .	363	Total APD millions de \$ . . . .	1143	Total APD millions de \$ . . . .	2865

Tableau 43. DESTINATAIRES PRINCIPAUX DE L'AIDE DES PAYS MEMBRES INDIVIDUELS DU CAD

<i>Versements bruts</i>		<b>Danemark</b>		<i>Pourcentage du total de l'APD</i>	
1970-71		1980-81		1990-91	
Tanzanie . . . . .	5.5	Tanzanie . . . . .	7.1	Tanzanie . . . . .	6.9
Inde . . . . .	4.7	Bangladesh . . . . .	5.5	Bangladesh . . . . .	4.6
Egypte . . . . .	4.2	Inde . . . . .	4.7	Inde . . . . .	3.3
Kenya . . . . .	3.5	Kenya . . . . .	3.8	Kenya . . . . .	3.0
Zaïre . . . . .	3.0	Soudan . . . . .	3.0	Ouganda . . . . .	2.4
Ouganda . . . . .	2.8	Mozambique . . . . .	2.3	Mozambique . . . . .	2.4
Zambie . . . . .	2.4	Myanmar (Birmanie) . . . . .	1.9	Egypte . . . . .	1.7
Pakistan . . . . .	2.0	Egypte . . . . .	1.8	Zambie . . . . .	1.6
Tunisie . . . . .	2.0	Viet Nam . . . . .	1.5	Nicaragua . . . . .	1.5
Cambodge (Kampuchea) . . . . .	1.9	Philippines . . . . .	1.4	Zimbabwe . . . . .	1.1
Malaisie . . . . .	1.8	Sri Lanka . . . . .	1.0	Yémen . . . . .	1.1
Pérou . . . . .	1.7	Pakistan . . . . .	0.9	Bourkina . . . . .	0.9
Malawi . . . . .	1.5	Botswana . . . . .	0.9	Soudan . . . . .	0.9
Côte d'Ivoire . . . . .	1.3	Malawi . . . . .	0.8	Chine . . . . .	0.8
Indonésie . . . . .	1.2	Angola . . . . .	0.8	Népal . . . . .	0.7
Colombie . . . . .	1.1	Jordanie . . . . .	0.8	Maroc . . . . .	0.6
Bolivie . . . . .	1.0	Togo . . . . .	0.8	Lesotho . . . . .	0.5
Thaïlande . . . . .	0.8	Zambie . . . . .	0.8	Sri Lanka . . . . .	0.5
Chili . . . . .	0.7	Indonésie . . . . .	0.7	Niger . . . . .	0.5
Turquie . . . . .	0.7	Zimbabwe . . . . .	0.7	Malawi . . . . .	0.4
Jordanie . . . . .	0.6	Népal . . . . .	0.5	Chili . . . . .	0.4
Corée . . . . .	0.6	Bourkina . . . . .	0.4	Thaïlande . . . . .	0.4
Maroc . . . . .	0.6	Bolivia . . . . .	0.4	Botswana . . . . .	0.4
Sri Lanka . . . . .	0.6	Afghanistan . . . . .	0.3	Bolivia . . . . .	0.4
Ghana . . . . .	0.5	Gambie . . . . .	0.3	Indonésie . . . . .	0.4
Total ci-dessus . . . . .	46.4	Total ci-dessus . . . . .	43.1	Total ci-dessus . . . . .	37.4
APD multilatérale . . . . .	44.3	APD multilatérale . . . . .	45.7	APD multilatérale . . . . .	40.9
Non ventilé . . . . .	7.0	Non ventilé . . . . .	7.2	Non ventilé . . . . .	16.8
Total APD millions de \$ . . . .	67	Total APD millions de \$ . . . .	455	Total APD millions de \$ . . . .	1211

		<b>Finlande</b>		<i>Pourcentage du total de l'APD</i>	
1970-71		1980-81		1990-91	
Tanzanie . . . . .	4.7	Tanzanie . . . . .	13.7	Tanzanie . . . . .	5.1
Inde . . . . .	3.6	Viet Nam . . . . .	8.7	Kenya . . . . .	3.6
Kenya . . . . .	1.1	Zambie . . . . .	6.0	Mozambique . . . . .	2.9
Pakistan . . . . .	1.0	Mozambique . . . . .	2.7	Zambie . . . . .	2.8
Ethiopie . . . . .	0.9	Kenya . . . . .	2.7	Egypte . . . . .	2.6
Tunisie . . . . .	0.5	Egypte . . . . .	2.1	Ethiopie . . . . .	2.2
Jordanie . . . . .	0.2	Bangladesh . . . . .	1.8	Nicaragua . . . . .	2.1
Zambie . . . . .	0.2	Pérou . . . . .	1.1	Somalie . . . . .	2.1
Ouganda . . . . .	0.2	Somalie . . . . .	1.0	Viet Nam . . . . .	1.9
Nigéria . . . . .	0.2	Sri Lanka . . . . .	1.0	Népal . . . . .	1.9
Turquie . . . . .	0.2	Turquie . . . . .	0.9	Chine . . . . .	1.6
Yémen . . . . .	0.1	Myanmar (Birmanie) . . . . .	0.7	Bangladesh . . . . .	1.6
Liban . . . . .	0.1	Soudan . . . . .	0.7	Soudan . . . . .	1.6
Syrie . . . . .	0.1	Ouganda . . . . .	0.6	Sri Lanka . . . . .	1.5
Pérou . . . . .	0.1	Libéria . . . . .	0.5	Namibie . . . . .	1.3
Thaïlande . . . . .	0.1	Philippines . . . . .	0.5	Zimbabwe . . . . .	1.3
Chili . . . . .	0.1	Ethiopie . . . . .	0.4	Turquie . . . . .	0.8
Egypte . . . . .	0.0	Indonésie . . . . .	0.3	Pérou . . . . .	0.6
Algérie . . . . .	0.0	Honduras . . . . .	0.3	Malaisie . . . . .	0.6
Ghana . . . . .	0.0	Thaïlande . . . . .	0.3	Yougoslavie . . . . .	0.5
		Cambodge (Kampuchea) . . . . .	0.3	Thaïlande . . . . .	0.5
		Nicaragua . . . . .	0.2	Iran . . . . .	0.5
		Chine . . . . .	0.2	Chili . . . . .	0.4
		Zimbabwe . . . . .	0.2	Inde . . . . .	0.4
		Colombie . . . . .	0.1	Irak . . . . .	0.3
Total ci-dessus . . . . .	13.7	Total ci-dessus . . . . .	47.0	Total ci-dessus . . . . .	40.7
APD multilatérale . . . . .	78.0	APD multilatérale . . . . .	41.2	APD multilatérale . . . . .	38.9
Non ventilé . . . . .	8.3	Non ventilé . . . . .	10.1	Non ventilé . . . . .	16.2
Total APD millions de \$ . . . .	10	Total APD millions de \$ . . . .	123	Total APD millions de \$ . . . .	891

Tableau 43. DESTINATAIRES PRINCIPAUX DE L'AIDE DES PAYS MEMBRES INDIVIDUELS DU CAD

<i>Versements bruts</i>		<b>France</b>		<i>Pourcentage du total de l'APD</i>	
1970-71		1980-81		1990-91	
Algérie . . . . .	11.6	Nouvelle-Calédonie . . . . .	5.8	Côte d'Ivoire . . . . .	5.5
Nouvelle-Calédonie . . . . .	3.9	Polynésie Franç. . . . .	5.0	Nouvelle-Calédonie . . . . .	4.2
Maroc . . . . .	3.6	Maroc . . . . .	4.6	Polynésie Franç. . . . .	3.8
Côte d'Ivoire . . . . .	3.4	Sénégal . . . . .	3.8	Maroc . . . . .	3.6
Tunisie . . . . .	2.9	Côte d'Ivoire . . . . .	3.3	Sénégal . . . . .	3.4
Madagascar . . . . .	2.9	Cameroun . . . . .	2.9	Cameroun . . . . .	2.5
Indonésie . . . . .	2.7	Algérie . . . . .	2.6	Madagascar . . . . .	2.0
Polynésie Franç. . . . .	2.5	Tunisie . . . . .	2.3	Egypte . . . . .	2.0
Sénégal . . . . .	2.4	Centrafricaine, Rép. . . . .	2.2	Algérie . . . . .	2.0
Inde . . . . .	2.4	Bourkina . . . . .	2.1	Congo . . . . .	1.8
Gabon . . . . .	2.1	Brésil . . . . .	2.1	Indonésie . . . . .	1.8
Cameroun . . . . .	2.0	Niger . . . . .	1.8	Zaïre . . . . .	1.7
Tchad . . . . .	2.0	Mali . . . . .	1.8	Gabon . . . . .	1.7
Niger . . . . .	1.9	Madagascar . . . . .	1.7	Mali . . . . .	1.5
Bourkina . . . . .	1.4	Egypte . . . . .	1.7	Chine . . . . .	1.5
Djibouti . . . . .	1.3	Indonésie . . . . .	1.6	Bourkina . . . . .	1.4
Iran . . . . .	1.2	Congo . . . . .	1.5	Tchad . . . . .	1.4
Congo . . . . .	1.1	Gabon . . . . .	1.3	Niger . . . . .	1.4
Egypte . . . . .	1.0	Mexique . . . . .	1.1	Guinée . . . . .	1.2
Centrafricaine, Rép. . . . .	1.0	Zaïre . . . . .	1.1	Tunisie . . . . .	1.2
Bénin . . . . .	0.9	Inde . . . . .	1.0	Thaïlande . . . . .	1.2
Mali . . . . .	0.9	Bangladesh . . . . .	0.9	Togo . . . . .	1.1
Comores . . . . .	0.9	Djibouti . . . . .	0.9	Mozambique . . . . .	1.1
Mexique . . . . .	0.8	Turquie . . . . .	0.9	Bénin . . . . .	1.0
Pérou . . . . .	0.8	St-Pierre et Miquelon . . . . .	0.9	Inde . . . . .	1.0
Total ci-dessus . . . . .	57.8	Total ci-dessus . . . . .	54.6	Total ci-dessus . . . . .	51.0
APD multilatérale . . . . .	13.5	APD multilatérale . . . . .	21.1	APD multilatérale . . . . .	20.6
Non ventilé . . . . .	22.4	Non ventilé . . . . .	9.6	Non ventilé . . . . .	11.6
Total APD millions de \$ . . . .	857	Total APD millions de \$ . . . .	3162	Total APD millions de \$ . . . .	7799

		<b>Allemagne</b>		<i>Pourcentage du total de l'APD</i>	
1970-71		1980-81		1990-91	
Inde . . . . .	10.7	Turquie . . . . .	8.5	Kenya . . . . .	6.1
Pakistan . . . . .	7.3	Bangladesh . . . . .	6.9	Turquie . . . . .	5.1
Israël . . . . .	5.1	Inde . . . . .	4.1	Egypte . . . . .	4.2
Indonésie . . . . .	5.0	Soudan . . . . .	3.3	Zambie . . . . .	4.0
Turquie . . . . .	4.2	Indonésie . . . . .	3.2	Ghana . . . . .	3.5
Brésil . . . . .	3.8	Tanzanie . . . . .	3.1	Inde . . . . .	3.4
Maroc . . . . .	3.1	Egypte . . . . .	2.2	Chine . . . . .	3.3
Tunisie . . . . .	1.9	Israël . . . . .	1.9	Sénégal . . . . .	2.8
Afghanistan . . . . .	1.8	Brésil . . . . .	1.8	Indonésie . . . . .	2.5
Nigéria . . . . .	1.7	Yémen . . . . .	1.4	Pakistan . . . . .	2.1
Chili . . . . .	1.6	Pérou . . . . .	1.4	Jordanie . . . . .	2.1
Argentine . . . . .	1.6	Pakistan . . . . .	1.4	Madagascar . . . . .	1.8
Egypte . . . . .	1.2	Thaïlande . . . . .	1.3	Israël . . . . .	1.6
Pérou . . . . .	1.1	Tunisie . . . . .	1.2	Zaïre . . . . .	1.4
Viet Nam . . . . .	1.1	Somalie . . . . .	1.0	Thaïlande . . . . .	0.9
Iran . . . . .	0.9	Kenya . . . . .	0.9	Bangladesh . . . . .	0.9
Côte d'Ivoire . . . . .	0.9	Zaïre . . . . .	0.9	Maroc . . . . .	0.8
Ghana . . . . .	0.9	Ghana . . . . .	0.8	Vénézuéla . . . . .	0.7
Colombie . . . . .	0.9	Bourkina . . . . .	0.8	Tanzanie . . . . .	0.7
Yémen . . . . .	0.8	Syrie . . . . .	0.8	Tunisie . . . . .	0.7
Kenya . . . . .	0.8	Myanmar (Birmanie) . . . . .	0.8	Pérou . . . . .	0.7
Thaïlande . . . . .	0.7	Mali . . . . .	0.7	Bolivie . . . . .	0.7
Myanmar (Birmanie) . . . . .	0.7	Niger . . . . .	0.7	Iran . . . . .	0.7
Tanzanie . . . . .	0.7	Colombie . . . . .	0.7	Brésil . . . . .	0.6
Togo . . . . .	0.7	Maroc . . . . .	0.6	Zimbabwe . . . . .	0.6
Total ci-dessus . . . . .	59.2	Total ci-dessus . . . . .	50.2	Total ci-dessus . . . . .	52.0
APD multilatérale . . . . .	22.0	APD multilatérale . . . . .	25.9	APD multilatérale . . . . .	21.9
Non ventilé . . . . .	4.9	Non ventilé . . . . .	6.7	Non ventilé . . . . .	7.9
Total APD millions de \$ . . . .	766	Total APD millions de \$ . . . .	4226	Total APD millions de \$ . . . .	8460



Tableau 43. DESTINATAIRES PRINCIPAUX DE L'AIDE DES PAYS MEMBRES INDIVIDUELS DU CAD

<i>Versements bruts</i>		<b>Irlande</b>		<i>Pourcentage du total de l'APD</i>	
1970-71		1980-81		1990-91	
		Lesotho . . . . .	11.6	Tanzanie . . . . .	6.8
		Soudan . . . . .	3.0	Lesotho . . . . .	5.9
		Tanzanie . . . . .	2.6	Zambie . . . . .	5.7
		Zambie . . . . .	2.2	Soudan . . . . .	2.8
		Swaziland . . . . .	0.6	Ethiopie . . . . .	1.5
		Kenya . . . . .	0.4	Zimbabwe . . . . .	0.9
		Rwanda . . . . .	0.4	Kenya . . . . .	0.6
		Burundi . . . . .	0.3	Jordanie . . . . .	0.5
		Bangladesh . . . . .	0.2	Iran . . . . .	0.4
		Nigéria . . . . .	0.1	Nigéria . . . . .	0.3
		Libéria . . . . .	0.1	Mozambique . . . . .	0.2
		Thaïlande . . . . .	0.1	Pérou . . . . .	0.2
		Maurice . . . . .	0.1	Ouganda . . . . .	0.2
		Inde . . . . .	0.1	Malawi . . . . .	0.2
		Gambie . . . . .	0.1	Burundi . . . . .	0.2
		Sierra Léone . . . . .	0.1	Bangladesh . . . . .	0.1
		Cameroun . . . . .	0.1	Sierra Léone . . . . .	0.1
		Zimbabwe . . . . .	0.1	Rwanda . . . . .	0.1
		Pérou . . . . .	0.1	Angola . . . . .	0.1
		Yémen . . . . .	0.1	Swaziland . . . . .	0.1
		Paraguay . . . . .	0.0	Libéria . . . . .	0.1
		Argentine . . . . .	0.0	Bhoutan . . . . .	0.1
		Equateur . . . . .	0.0	Afghanistan . . . . .	0.1
		Bourkina . . . . .	0.0	Philippines . . . . .	0.1
		Papouasie N.-Guinée . . . . .	0.0	Colombie . . . . .	0.1
Total ci-dessus . . . . .	—	Total ci-dessus . . . . .	22.5	Total ci-dessus . . . . .	27.3
APD multilatérale . . . . .	—	APD multilatérale . . . . .	65.5	APD multilatérale . . . . .	60.0
Non ventilé . . . . .	—	Non ventilé . . . . .	11.9	Non ventilé . . . . .	12.2
Total APD millions de \$ . . .	—	Total APD millions de \$ . . .	29	Total APD millions de \$ . . .	57

Italie				Pourcentage du total de l'APD	
1970-71		1980-81		1990-91	
Indonésie . . . . .	15.1	Somalie . . . . .	3.9	Ethiopie . . . . .	3.9
Egypte . . . . .	9.6	Malte . . . . .	2.8	Argentine . . . . .	3.6
Yougoslavie . . . . .	8.7	Ethiopie . . . . .	1.7	Tunisie . . . . .	2.7
Turquie . . . . .	7.4	Tanzanie . . . . .	0.9	Egypte . . . . .	2.6
Somalie . . . . .	4.0	Mozambique . . . . .	0.8	Mozambique . . . . .	2.5
Pakistan . . . . .	3.7	Indonésie . . . . .	0.7	Somalie . . . . .	2.5
Ethiopie . . . . .	2.8	Egypte . . . . .	0.6	Zaïre . . . . .	2.4
Mexique . . . . .	2.7	Libye . . . . .	0.5	Tanzanie . . . . .	2.4
Tanzanie . . . . .	2.3	Zimbabwe . . . . .	0.5	Maroc . . . . .	1.6
Algérie . . . . .	2.2	Nicaragua . . . . .	0.4	Chine . . . . .	1.6
Guinée . . . . .	2.0	Zaïre . . . . .	0.4	Pérou . . . . .	1.5
Tunisie . . . . .	1.3	Algérie . . . . .	0.4	Yougoslavie . . . . .	1.3
Inde . . . . .	1.2	Yougoslavie . . . . .	0.3	Sénégal . . . . .	1.2
Kenya . . . . .	1.2	Viet Nam . . . . .	0.3	Angola . . . . .	1.2
Sri Lanka . . . . .	0.9	Zambie . . . . .	0.3	Kenya . . . . .	1.1
Madagascar . . . . .	0.7	Guinée . . . . .	0.3	Ouganda . . . . .	0.9
Syrie . . . . .	0.6	Maroc . . . . .	0.2	Paraguay . . . . .	0.9
Maroc . . . . .	0.6	Liban . . . . .	0.2	Inde . . . . .	0.8
Bénin . . . . .	0.5	Tunisie . . . . .	0.2	Zambie . . . . .	0.8
Cameroun . . . . .	0.4	Thaïlande . . . . .	0.2	Turquie . . . . .	0.8
Chili . . . . .	0.4	Brésil . . . . .	0.2	Bolivie . . . . .	0.7
Libye . . . . .	0.3	Soudan . . . . .	0.2	Sierra Léone . . . . .	0.7
Cambodge (Kampuchea) . . . . .	0.2	Pakistan . . . . .	0.2	Colombie . . . . .	0.7
Yémen . . . . .	0.2	Pérou . . . . .	0.1	Soudan . . . . .	0.6
Soudan . . . . .	0.1	Mexique . . . . .	0.1	Djibouti . . . . .	0.6
Total ci-dessus . . . . .	69.0	Total ci-dessus . . . . .	16.2	Total ci-dessus . . . . .	40.0
APD multilatérale . . . . .	28.3	APD multilatérale . . . . .	76.7	APD multilatérale . . . . .	36.4
Non ventilé . . . . .	1.7	Non ventilé . . . . .	4.7	Non ventilé . . . . .	10.4
Total APD millions de \$ . . . . .	230	Total APD millions de \$ . . . . .	713	Total APD millions de \$ . . . . .	3286

Tableau 43. DESTINATAIRES PRINCIPAUX DE L'AIDE DES PAYS MEMBRES INDIVIDUELS DU CAD

<i>Versements bruts</i>		<b>Japon</b>		<i>Pourcentage du total de l'APD</i>	
1970-71		1980-81		1990-91	
Indonésie . . . . .	22.9	Indonésie . . . . .	11.2	Indonésie . . . . .	10.8
Corée . . . . .	19.8	Corée . . . . .	6.9	Philippines . . . . .	7.4
Inde . . . . .	10.2	Thaïlande . . . . .	5.9	Chine . . . . .	7.1
Pakistan . . . . .	7.9	Bangladesh . . . . .	5.0	Thaïlande . . . . .	4.8
Philippines . . . . .	4.4	Philippines . . . . .	4.7	Malaisie . . . . .	4.5
Myanmar (Birmanie) . . . . .	3.5	Myanmar (Birmanie) . . . . .	4.1	Bangladesh . . . . .	4.0
Thaïlande . . . . .	2.9	Pakistan . . . . .	3.6	Turquie . . . . .	3.3
Taiwan . . . . .	2.5	Egypte . . . . .	2.7	Pakistan . . . . .	2.4
Iran . . . . .	1.4	Malaisie . . . . .	2.3	Corée . . . . .	2.3
Sri Lanka . . . . .	1.3	Inde . . . . .	2.2	Sri Lanka . . . . .	1.9
Malaisie . . . . .	1.3	Sri Lanka . . . . .	1.4	Inde . . . . .	1.8
Singapour . . . . .	1.1	Zaïre . . . . .	1.3	Egypte . . . . .	1.6
Nigéria . . . . .	1.1	Tanzanie . . . . .	1.1	Jordanie . . . . .	1.6
Cambodge (Kampuchea) . . . . .	0.9	Turquie . . . . .	0.9	Maroc . . . . .	1.1
Viet Nam . . . . .	0.9	Népal . . . . .	0.8	Bolivie . . . . .	1.1
Laos . . . . .	0.9	Brésil . . . . .	0.8	Kenya . . . . .	1.0
Kenya . . . . .	0.3	Kenya . . . . .	0.8	Honduras . . . . .	0.8
Tanzanie . . . . .	0.2	Bolivie . . . . .	0.7	Nigéria . . . . .	0.8
Afghanistan . . . . .	0.1	Paraguay . . . . .	0.6	Sénégal . . . . .	0.8
Pérou . . . . .	0.1	Pérou . . . . .	0.6	Brésil . . . . .	0.8
Ouganda . . . . .	0.1	Chine . . . . .	0.4	Ghana . . . . .	0.7
Brésil . . . . .	0.1	Zambie . . . . .	0.4	Zaïre . . . . .	0.7
Bolivie . . . . .	0.1	Madagascar . . . . .	0.4	Jamaïque . . . . .	0.6
Népal . . . . .	0.1	Tunisie . . . . .	0.4	Myanmar (Birmanie) . . . . .	0.6
Ethiopie . . . . .	0.1	Yémen . . . . .	0.4	Népal . . . . .	0.5
Total ci-dessus . . . . .	84.1	Total ci-dessus . . . . .	59.7	Total ci-dessus . . . . .	62.8
APD multilatérale . . . . .	14.9	APD multilatérale . . . . .	31.5	APD multilatérale . . . . .	21.8
Non ventilé . . . . .	0.3	Non ventilé . . . . .	2.2	Non ventilé . . . . .	5.4
Total APD millions de \$ . . . .	555	Total APD millions de \$ . . . .	3592	Total APD millions de \$ . . . .	10462

		<b>Pays-Bas</b>		<i>Pourcentage du total de l'APD</i>	
1970-71		1980-81		1990-91	
Indonésie . . . . .	22.1	Inde . . . . .	9.6	Indonésie . . . . .	7.5
Suriname . . . . .	11.9	Suriname . . . . .	6.6	Inde . . . . .	5.8
Antilles Néerland. . . . .	11.0	Indonésie . . . . .	5.1	Tanzanie . . . . .	2.9
Inde . . . . .	6.7	Antilles Néerland. . . . .	5.0	Antilles Néerland. . . . .	2.5
Pakistan . . . . .	1.5	Tanzanie . . . . .	5.0	Bangladesh . . . . .	2.5
Nigéria . . . . .	1.3	Bangladesh . . . . .	3.4	Soudan . . . . .	2.0
Kenya . . . . .	1.3	Kenya . . . . .	2.6	Kenya . . . . .	2.0
Chili . . . . .	0.9	Soudan . . . . .	2.6	Mozambique . . . . .	1.9
Tanzanie . . . . .	0.7	Sri Lanka . . . . .	2.2	Zambie . . . . .	1.6
Colombie . . . . .	0.7	Pakistan . . . . .	1.7	Pakistan . . . . .	1.4
Tunisie . . . . .	0.6	Pérou . . . . .	1.6	Suriname . . . . .	1.3
Cameroun . . . . .	0.6	Zambie . . . . .	1.4	Bolivie . . . . .	1.2
Bangladesh . . . . .	0.6	Jamaïque . . . . .	1.3	Pérou . . . . .	1.2
Turquie . . . . .	0.6	Yémen . . . . .	1.2	Mali . . . . .	1.2
Pérou . . . . .	0.6	Bourkina . . . . .	1.2	Bourkina . . . . .	1.2
Viet Nam . . . . .	0.5	Egypte . . . . .	1.2	Egypte . . . . .	1.1
Uruguay . . . . .	0.4	Mozambique . . . . .	1.1	Yémen . . . . .	1.0
Thaïlande . . . . .	0.4	Nicaragua . . . . .	0.9	Aruba . . . . .	1.0
Côte d'Ivoire . . . . .	0.3	Guinée-Bissau . . . . .	0.8	Nicaragua . . . . .	1.0
Rwanda . . . . .	0.3	Ouganda . . . . .	0.8	Ethiopie . . . . .	0.9
Ouganda . . . . .	0.3	Colombie . . . . .	0.7	Sri Lanka . . . . .	0.9
Brésil . . . . .	0.3	Viet Nam . . . . .	0.7	Jamaïque . . . . .	0.8
Philippines . . . . .	0.3	Mali . . . . .	0.6	Zimbabwe . . . . .	0.8
Zambie . . . . .	0.3	Cap-Vert . . . . .	0.6	Ghana . . . . .	0.7
Corée . . . . .	0.3	Zimbabwe . . . . .	0.5	Philippines . . . . .	0.7
Total ci-dessus . . . . .	64.2	Total ci-dessus . . . . .	58.5	Total ci-dessus . . . . .	45.0
APD multilatérale . . . . .	25.3	APD multilatérale . . . . .	23.6	APD multilatérale . . . . .	26.8
Non ventilé . . . . .	8.3	Non ventilé . . . . .	8.1	Non ventilé . . . . .	15.4
Total APD millions de \$ . . . .	209	Total APD millions de \$ . . . .	1631	Total APD millions de \$ . . . .	2737

Tableau 43. DESTINATAIRES PRINCIPAUX DE L'AIDE DES PAYS MEMBRES INDIVIDUELS DU CAD

<i>Versements bruts</i>		<b>Nouvelle Zélande</b>		<i>Pourcentage du total de l'APD</i>	
1970-71		1980-81		1990-91	
		Cook, Iles . . . . .	12.6	Cook, Iles . . . . .	8.8
		Samoa Occidental . . . . .	5.6	Niue . . . . .	7.4
		Indonésie . . . . .	5.4	Samoa Occidental . . . . .	5.1
		Fidji . . . . .	5.4	Fidji . . . . .	4.6
		Niue . . . . .	4.8	Tokelau . . . . .	4.3
		Papouasie N.-Guinée . . . . .	3.8	Tonga . . . . .	3.3
		Tonga . . . . .	3.7	Papouasie N.-Guinée . . . . .	3.0
		Thaïlande . . . . .	2.5	Indonésie . . . . .	2.8
		Tokelau . . . . .	2.3	Vanuatu . . . . .	2.2
		Philippines . . . . .	1.8	Kiribati . . . . .	2.0
		Tanzanie . . . . .	1.3	Salomon, Iles . . . . .	1.9
		Salomon, Iles . . . . .	0.9	Malaisie . . . . .	1.7
		Malaisie . . . . .	0.8	Philippines . . . . .	1.6
		Népal . . . . .	0.6	Tuvalu . . . . .	1.3
		Pérou . . . . .	0.6	Thaïlande . . . . .	1.0
		Tuvalu . . . . .	0.5	Chine . . . . .	0.7
		Kiribati . . . . .	0.5	Singapour . . . . .	0.5
		Vanuatu . . . . .	0.5	Kenya . . . . .	0.4
		Inde . . . . .	0.4	Cambodge (Kampuchea) . . . . .	0.2
		Zimbabwe . . . . .	0.3	Viet Nam . . . . .	0.2
		Bangladesh . . . . .	0.2	Zimbabwe . . . . .	0.2
		Singapour . . . . .	0.2	Tanzanie . . . . .	0.1
		Jamaïque . . . . .	0.1	Inde . . . . .	0.1
		Corée . . . . .	0.1	Pacif., Iles (Tr.tut.) . . . . .	0.1
		Sri Lanka . . . . .	0.1	Nouvelle-Calédonie . . . . .	0.1
Total ci-dessus . . . . .	—	Total ci-dessus . . . . .	54.7	Total ci-dessus . . . . .	53.7
APD multilatérale . . . . .	21.4	APD multilatérale . . . . .	26.5	APD multilatérale . . . . .	16.9
Non ventilé . . . . .	78.6	Non ventilé . . . . .	18.4	Non ventilé . . . . .	28.1
Total APD millions de \$ . . . .	15	Total APD millions de \$ . . . .	70	Total APD millions de \$ . . . .	98

		<b>Norvège</b>		<i>Pourcentage du total de l'APD</i>	
1970-71		1980-81		1990-91	
Inde . . . . .	9.4	Tanzanie . . . . .	8.8	Tanzanie . . . . .	7.9
Kenya . . . . .	7.0	Inde . . . . .	4.4	Mozambique . . . . .	5.1
Tanzanie . . . . .	5.4	Bangladesh . . . . .	4.4	Zambie . . . . .	4.5
Pakistan . . . . .	4.1	Kenya . . . . .	4.4	Bangladesh . . . . .	3.6
Bangladesh . . . . .	3.3	Pakistan . . . . .	3.1	Nicaragua . . . . .	2.6
Ouganda . . . . .	2.7	Mozambique . . . . .	2.4	Ethiopie . . . . .	2.2
Zambie . . . . .	2.1	Botswana . . . . .	2.3	Botswana . . . . .	2.0
Nigéria . . . . .	1.1	Sri Lanka . . . . .	2.0	Inde . . . . .	2.0
Madagascar . . . . .	1.0	Zambie . . . . .	2.0	Zimbabwe . . . . .	1.9
Turquie . . . . .	0.7	Soudan . . . . .	1.7	Sri Lanka . . . . .	1.5
Tunisie . . . . .	0.4	Zimbabwe . . . . .	1.2	Kenya . . . . .	1.2
Ghana . . . . .	0.4	Turquie . . . . .	1.1	Pakistan . . . . .	1.1
Ethiopie . . . . .	0.4	Viet Nam . . . . .	1.0	Namibie . . . . .	1.0
Zaire . . . . .	0.3	Madagascar . . . . .	0.9	Mali . . . . .	0.8
Corée . . . . .	0.3	Jamaïque . . . . .	0.8	Soudan . . . . .	0.8
Sri Lanka . . . . .	0.2	Papouasie N.-Guinée . . . . .	0.6	Chine . . . . .	0.7
Egypte . . . . .	0.2	Myanmar (Birmanie) . . . . .	0.6	Népal . . . . .	0.7
Iran . . . . .	0.2	Indonésie . . . . .	0.5	Chili . . . . .	0.6
Algérie . . . . .	0.2	Philippines . . . . .	0.4	Angola . . . . .	0.6
Sierra Léone . . . . .	0.1	Ethiopie . . . . .	0.3	Ghana . . . . .	0.6
Burundi . . . . .	0.1	Bénin . . . . .	0.3	Ouganda . . . . .	0.5
Thaïlande . . . . .	0.1	Cameroun . . . . .	0.3	Afghanistan . . . . .	0.5
Botswana . . . . .	0.1	Thaïlande . . . . .	0.2	Thaïlande . . . . .	0.4
Indonésie . . . . .	0.1	Rwanda . . . . .	0.2	Bhoutan . . . . .	0.4
Philippines . . . . .	0.1	Bourkina . . . . .	0.2	Philippines . . . . .	0.4
Total ci-dessus . . . . .	39.7	Total ci-dessus . . . . .	44.2	Total ci-dessus . . . . .	43.5
APD multilatérale . . . . .	58.5	APD multilatérale . . . . .	42.4	APD multilatérale . . . . .	37.4
Non ventilé . . . . .	1.5	Non ventilé . . . . .	10.7	Non ventilé . . . . .	14.5
Total APD millions de \$ . . . .	40	Total APD millions de \$ . . . .	477	Total APD millions de \$ . . . .	1194

Tableau 43. DESTINATAIRES PRINCIPAUX DE L'AIDE DES PAYS MEMBRES INDIVIDUELS DU CAD

<i>Versements bruts</i>		<b>Portugal</b>	<i>Pourcentage du total de l'APD</i>		
1970-71		1980-81	1990-91		
			Mozambique . . . . .	40.6	
			Guinée-Bissau . . . . .	8.9	
			Cap-Vert . . . . .	8.8	
			Sao Tomé et Príncipe . . . . .	7.5	
			Angola . . . . .	6.9	
			Namibie . . . . .	0.0	
			Zaire . . . . .	0.0	
Total ci-dessus . . . . .	—	Total ci-dessus . . . . .	—	Total ci-dessus . . . . .	72.8
APD multilatérale . . . . .	—	APD multilatérale . . . . .	—	APD multilatérale . . . . .	23.8
Non ventilé . . . . .	—	Non ventilé . . . . .	—	Non ventilé . . . . .	3.4
Total APD millions de \$ . . . .	—	Total APD millions de \$ . . . .	—	Total APD millions de \$ . . . .	180

Espagne		Pourcentage du total de l'APD	
1970-71	1980-81	1990-91	
		Chine . . . . .	9.8
		Algérie . . . . .	4.8
		Maroc . . . . .	3.5
		Inde . . . . .	2.6
		Guinée Equatoriale . . . . .	2.4
		Indonésie . . . . .	2.4
		Bolivie . . . . .	2.1
		Mexique . . . . .	2.0
		Cuba . . . . .	2.0
		Cameroun . . . . .	1.8
		Mozambique . . . . .	1.7
		Nicaragua . . . . .	1.5
		Argentine . . . . .	1.3
		Angola . . . . .	1.0
		Somalie . . . . .	1.0
		Colombie . . . . .	0.9
		Vénézuëla . . . . .	0.9
		Equateur . . . . .	0.8
		Uruguay . . . . .	0.7
		Tanzanie . . . . .	0.7
		Ethiopie . . . . .	0.7
		Pérou . . . . .	0.6
		Honduras . . . . .	0.6
		Panama . . . . .	0.6
		Chili . . . . .	0.6
Total ci-dessus . . . . .	—	Total ci-dessus . . . . .	46.7
APD multilatérale . . . . .	—	APD multilatérale . . . . .	36.3
Non ventilé . . . . .	—	Non ventilé . . . . .	11.4
Total APD millions de \$ . . . .	—	Total APD millions de \$ . . . .	976

Tableau 43. DESTINATAIRES PRINCIPAUX DE L'AIDE DES PAYS MEMBRES INDIVIDUELS DU CAD

<i>Versements bruts</i>		<b>Suède</b>		<i>Pourcentage du total de l'APD</i>	
1970-71		1980-81		1990-91	
Pakistan . . . . .	6.9	Viet Nam . . . . .	8.7	Tanzanie . . . . .	7.1
Inde . . . . .	6.5	Tanzanie . . . . .	8.2	Mozambique . . . . .	6.6
Tanzanie . . . . .	6.4	Inde . . . . .	6.2	Zambie . . . . .	3.1
Ethiopie . . . . .	4.9	Mozambique . . . . .	3.6	Inde . . . . .	3.0
Kenya . . . . .	2.3	Zambie . . . . .	3.2	Viet Nam . . . . .	2.7
Tunisie . . . . .	2.2	Bangladesh . . . . .	2.8	Ethiopie . . . . .	2.2
Viet Nam . . . . .	1.7	Ethiopie . . . . .	2.7	Nicaragua . . . . .	2.2
Turquie . . . . .	1.2	Sri Lanka . . . . .	2.4	Zimbabwe . . . . .	1.8
Brésil . . . . .	0.9	Kenya . . . . .	2.3	Angola . . . . .	1.7
Sri Lanka . . . . .	0.6	Angola . . . . .	2.0	Bangladesh . . . . .	1.5
Zambie . . . . .	0.5	Botswana . . . . .	1.5	Kenya . . . . .	1.4
Afghanistan . . . . .	0.4	Guinée-Bissau . . . . .	1.2	Ouganda . . . . .	1.2
Soudan . . . . .	0.4	Pakistan . . . . .	1.2	Chine . . . . .	1.0
Nigéria . . . . .	0.4	Zimbabwe . . . . .	1.2	Botswana . . . . .	0.9
Corée . . . . .	0.3	Laos . . . . .	1.2	Laos . . . . .	0.8
Botswana . . . . .	0.3	Cap-Vert . . . . .	0.8	Guinée-Bissau . . . . .	0.7
Cuba . . . . .	0.2	Turquie . . . . .	0.6	Tunisie . . . . .	0.6
Swaziland . . . . .	0.1	Nicaragua . . . . .	0.6	Sri Lanka . . . . .	0.6
Lesotho . . . . .	0.1	Cambodge (Kampuchea) . . . . .	0.6	Chili . . . . .	0.6
Jordanie . . . . .	0.1	Somalie . . . . .	0.6	Algérie . . . . .	0.5
Sierra Léone . . . . .	0.1	Tunisie . . . . .	0.5	Afghanistan . . . . .	0.5
Burundi . . . . .	0.1	Lesotho . . . . .	0.4	Cap-Vert . . . . .	0.5
Libéria . . . . .	0.1	Ouganda . . . . .	0.3	Soudan . . . . .	0.5
Malaisie . . . . .	0.1	Swaziland . . . . .	0.3	Costa Rica . . . . .	0.4
Zaïre . . . . .	0.1	Cuba . . . . .	0.2	Lesotho . . . . .	0.4
Total ci-dessus . . . . .	36.8	Total ci-dessus . . . . .	53.3	Total ci-dessus . . . . .	42.4
APD multilatérale . . . . .	52.6	APD multilatérale . . . . .	29.9	APD multilatérale . . . . .	30.8
Non ventilé . . . . .	10.4	Non ventilé . . . . .	14.9	Non ventilé . . . . .	21.1
Total APD millions de \$ . . . .	138	Total APD millions de \$ . . . .	941	Total APD millions de \$ . . . .	2062

		<b>Suisse</b>		<i>Pourcentage du total de l'APD</i>	
1970-71		1980-81		1990-91	
Inde . . . . .	14.6	Inde . . . . .	4.5	Inde . . . . .	3.5
Bangladesh . . . . .	5.0	Bangladesh . . . . .	4.3	Mozambique . . . . .	3.3
Nigéria . . . . .	4.4	Tanzanie . . . . .	4.0	Madagascar . . . . .	2.9
Rwanda . . . . .	2.7	Népal . . . . .	3.6	Indonésie . . . . .	2.1
Pakistan . . . . .	2.1	Turquie . . . . .	2.9	Bolivie . . . . .	2.0
Cameroun . . . . .	1.9	Rwanda . . . . .	2.6	Tanzanie . . . . .	2.0
Pérou . . . . .	1.7	Mali . . . . .	1.6	Pérou . . . . .	1.9
Turquie . . . . .	1.7	Honduras . . . . .	1.3	Mali . . . . .	1.9
Equateur . . . . .	1.6	Indonésie . . . . .	1.3	Chine . . . . .	1.7
Brésil . . . . .	1.5	Sénégal . . . . .	1.1	Népal . . . . .	1.7
Jordanie . . . . .	1.3	Pérou . . . . .	1.1	Rwanda . . . . .	1.7
Paraguay . . . . .	1.2	Madagascar . . . . .	1.1	Nicaragua . . . . .	1.6
Népal . . . . .	1.2	Thaïlande . . . . .	1.0	Sénégal . . . . .	1.5
Tunisie . . . . .	1.1	Bolivie . . . . .	1.0	Pakistan . . . . .	1.5
Tanzanie . . . . .	1.0	Egypte . . . . .	0.9	Bangladesh . . . . .	1.5
Madagascar . . . . .	0.9	Bourkina . . . . .	0.8	Egypte . . . . .	1.4
Bénin . . . . .	0.7	Soudan . . . . .	0.8	Ethiopie . . . . .	1.2
Kenya . . . . .	0.6	Cambodge (Kampuchea) . . . . .	0.8	Ouganda . . . . .	1.2
Israël . . . . .	0.6	Kenya . . . . .	0.8	Bénin . . . . .	1.1
Indonésie . . . . .	0.6	Somalie . . . . .	0.7	Niger . . . . .	1.1
Colombie . . . . .	0.5	Niger . . . . .	0.7	Thaïlande . . . . .	1.1
Burundi . . . . .	0.5	Mozambique . . . . .	0.7	Zimbabwe . . . . .	1.0
Tchad . . . . .	0.5	Pakistan . . . . .	0.7	Ghana . . . . .	0.9
Bolivie . . . . .	0.5	Cameroun . . . . .	0.7	Cameroun . . . . .	0.9
Laos . . . . .	0.5	Paraguay . . . . .	0.6	Philippines . . . . .	0.9
Total ci-dessus . . . . .	48.8	Total ci-dessus . . . . .	39.6	Total ci-dessus . . . . .	41.7
APD multilatérale . . . . .	34.3	APD multilatérale . . . . .	30.4	APD multilatérale . . . . .	20.7
Non ventilé . . . . .	9.4	Non ventilé . . . . .	20.7	Non ventilé . . . . .	21.4
Total APD millions de \$ . . . .	30	Total APD millions de \$ . . . .	247	Total APD millions de \$ . . . .	809

Tableau 43. DESTINATAIRES PRINCIPAUX DE L'AIDE DES PAYS MEMBRES INDIVIDUELS DU CAD

<i>Versements bruts</i>		<b>Royaume-Uni</b>		<i>Pourcentage du total de l'APD</i>	
1970-71		1980-81		1990-91	
Inde . . . . .	20.5	Inde . . . . .	12.1	Inde . . . . .	5.1
Kenya . . . . .	4.0	Bangladesh . . . . .	5.0	Bangladesh . . . . .	3.2
Pakistan . . . . .	3.6	Tanzanie . . . . .	2.9	Kenya . . . . .	2.4
Nigéria . . . . .	3.5	Sri Lanka . . . . .	2.9	Malawi . . . . .	1.8
Malawi . . . . .	3.4	Kenya . . . . .	2.7	Zambie . . . . .	1.8
Malte . . . . .	3.2	Soudan . . . . .	2.6	Pakistan . . . . .	1.8
Singapour . . . . .	3.0	Zimbabwe . . . . .	2.6	Zimbabwe . . . . .	1.7
Malaisie . . . . .	2.4	Pakistan . . . . .	2.3	Tanzanie . . . . .	1.6
Ghana . . . . .	2.4	Zambie . . . . .	1.9	Nigéria . . . . .	1.5
Turquie . . . . .	2.2	Turquie . . . . .	1.7	Ghana . . . . .	1.4
Sri Lanka . . . . .	2.0	Malawi . . . . .	1.3	Ouganda . . . . .	1.4
Ouganda . . . . .	1.7	Ghana . . . . .	1.2	Soudan . . . . .	1.4
Indonésie . . . . .	1.6	Egypte . . . . .	1.0	Mozambique . . . . .	1.4
Zambie . . . . .	1.5	Indonésie . . . . .	0.9	Ethiopie . . . . .	1.2
Botswana . . . . .	1.4	Salomon, Iles . . . . .	0.9	Indonésie . . . . .	1.1
Salomon, Iles . . . . .	1.2	Ouganda . . . . .	0.8	Chine . . . . .	1.1
Guyana . . . . .	1.1	Botswana . . . . .	0.8	Malaisie . . . . .	1.0
Fidji . . . . .	1.1	Népal . . . . .	0.7	Népal . . . . .	1.0
Seychelles . . . . .	0.9	Malaisie . . . . .	0.7	Irak . . . . .	0.9
Jamaïque . . . . .	0.9	Vanuatu . . . . .	0.7	Sri Lanka . . . . .	0.8
Tanzanie . . . . .	0.8	Myanmar (Birmanie) . . . . .	0.6	Egypte . . . . .	0.7
Bélize . . . . .	0.8	Jamaïque . . . . .	0.6	Ste-Hélène . . . . .	0.6
Jordanie . . . . .	0.8	Maroc . . . . .	0.6	Turquie . . . . .	0.5
Lesotho . . . . .	0.7	Jordanie . . . . .	0.6	Botswana . . . . .	0.5
Swaziland . . . . .	0.7	Swaziland . . . . .	0.5	Guyana . . . . .	0.4
Total ci-dessus . . . . .	65.6	Total ci-dessus . . . . .	48.5	Total ci-dessus . . . . .	36.1
APD multilatérale . . . . .	18.0	APD multilatérale . . . . .	31.2	APD multilatérale . . . . .	42.0
Non ventilé . . . . .	8.4	Non ventilé . . . . .	9.9	Non ventilé . . . . .	13.5
Total APD millions de \$ . . . .	629	Total APD millions de \$ . . . .	2232	Total APD millions de \$ . . . .	3088

		<b>Etats-Unis</b>		<i>Pourcentage du total de l'APD</i>	
1970-71		1980-81		1990-91	
Inde . . . . .	13.9	Egypte . . . . .	12.6	Egypte . . . . .	32.1
Viet Nam . . . . .	10.5	Israël . . . . .	11.5	Israël . . . . .	8.3
Indonésie . . . . .	7.8	Inde . . . . .	3.3	Honduras . . . . .	2.4
Pakistan . . . . .	5.0	Turquie . . . . .	2.8	Nicaragua . . . . .	2.2
Corée . . . . .	4.5	Bangladesh . . . . .	2.2	Jamaïque . . . . .	2.1
Brésil . . . . .	3.6	Indonésie . . . . .	2.1	Bangladesh . . . . .	1.9
Turquie . . . . .	3.6	Pacif., Iles (Tr.tutl.) . . . . .	1.7	Bolivie . . . . .	1.8
Colombie . . . . .	3.0	Pakistan . . . . .	1.4	Philippines . . . . .	1.6
Israël . . . . .	1.7	Salvador . . . . .	1.0	Pakistan . . . . .	1.4
Laos . . . . .	1.6	Pérou . . . . .	0.9	Salvador . . . . .	1.4
Pacif., Iles (Tr.tutl.) . . . . .	1.5	Soudan . . . . .	0.9	Kenya . . . . .	1.1
Maroc . . . . .	1.4	Somalie . . . . .	0.9	Turquie . . . . .	1.1
Nigéria . . . . .	1.3	Kenya . . . . .	0.8	Irak . . . . .	1.1
Tunisie . . . . .	1.3	Philippines . . . . .	0.8	Inde . . . . .	0.8
Thaïlande . . . . .	1.1	Libéria . . . . .	0.7	Soudan . . . . .	0.7
Philippines . . . . .	1.0	Jordanie . . . . .	0.7	Tanzanie . . . . .	0.7
Dominicaïne, Rép. . . . .	0.9	Nicaragua . . . . .	0.7	Haïti . . . . .	0.6
Chili . . . . .	0.9	Sri Lanka . . . . .	0.7	Panama . . . . .	0.6
Jordanie . . . . .	0.7	Corée . . . . .	0.6	Indonésie . . . . .	0.6
Bolivie . . . . .	0.7	Jamaïque . . . . .	0.6	Pérou . . . . .	0.6
Ghana . . . . .	0.7	Dominicaïne, Rép. . . . .	0.6	Ghana . . . . .	0.6
Pérou . . . . .	0.5	Haïti . . . . .	0.5	Sri Lanka . . . . .	0.5
Panama . . . . .	0.5	Sénégal . . . . .	0.5	Mozambique . . . . .	0.5
Ethiopie . . . . .	0.5	Maroc . . . . .	0.5	Guatémala . . . . .	0.5
Nicaragua . . . . .	0.5	Bolivie . . . . .	0.5	Costa Rica . . . . .	0.5
Total ci-dessus . . . . .	68.6	Total ci-dessus . . . . .	49.6	Total ci-dessus . . . . .	65.4
APD multilatérale . . . . .	11.4	APD multilatérale . . . . .	30.4	APD multilatérale . . . . .	15.4
Non ventilé . . . . .	11.3	Non ventilé . . . . .	11.4	Non ventilé . . . . .	10.2
Total APD millions de \$ . . . .	3328	Total APD millions de \$ . . . .	6973	Total APD millions de \$ . . . .	15984

Tableau 43. DESTINATAIRES PRINCIPAUX DE L'AIDE DES PAYS MEMBRES DU CAD

<i>Versements bruts</i>		<b>Total CAD</b>		<i>Pourcentage du total de l'APD</i>	
1970-71		1980-81		1990-91	
Inde . . . . .	11.9	Egypte . . . . .	4.4	Egypte . . . . .	9.4
Indonésie . . . . .	7.4	Inde . . . . .	4.1	Indonésie . . . . .	3.2
Viet Nam . . . . .	4.9	Bangladesh . . . . .	3.6	Chine . . . . .	2.5
Pakistan . . . . .	4.8	Indonésie . . . . .	3.5	Israël . . . . .	2.3
Corée . . . . .	3.5	Israël . . . . .	3.2	Bangladesh . . . . .	2.0
Turquie . . . . .	2.6	Turquie . . . . .	2.6	Inde . . . . .	2.0
Brésil . . . . .	2.1	Tanzanie . . . . .	2.1	Philippines . . . . .	1.9
Papouasie N.-Guinée . . . . .	1.9	Pakistan . . . . .	1.7	Kenya . . . . .	1.9
Colombie . . . . .	1.5	Soudan . . . . .	1.3	Turquie . . . . .	1.7
Algérie . . . . .	1.5	Kenya . . . . .	1.2	Tanzanie . . . . .	1.4
Maroc . . . . .	1.4	Thaïlande . . . . .	1.2	Pakistan . . . . .	1.3
Tunisie . . . . .	1.3	Corée . . . . .	1.2	Thaïlande . . . . .	1.3
Nigéria . . . . .	1.3	Zaïre . . . . .	1.1	Mozambique . . . . .	1.3
Israël . . . . .	1.2	Sri Lanka . . . . .	1.1	Zambie . . . . .	1.2
Zaïre . . . . .	1.0	Papouasie N.-Guinée . . . . .	1.1	Sénégal . . . . .	1.2
Laos . . . . .	0.9	Philippines . . . . .	1.1	Maroc . . . . .	1.0
Thaïlande . . . . .	0.9	Maroc . . . . .	0.9	Ghana . . . . .	1.0
Philippines . . . . .	0.8	Myanmar (Birmanie) . . . . .	0.8	Bolivie . . . . .	0.9
Egypte . . . . .	0.8	Zambie . . . . .	0.8	Côte d'Ivoire . . . . .	0.9
Kenya . . . . .	0.8	Sénégal . . . . .	0.7	Nicaragua . . . . .	0.9
Ghana . . . . .	0.7	Pérou . . . . .	0.7	Malaisie . . . . .	0.9
Chili . . . . .	0.7	Tunisie . . . . .	0.7	Zaïre . . . . .	0.9
Pacif., Iles (Tr.tutl.) . . . . .	0.7	Brésil . . . . .	0.7	Honduras . . . . .	0.8
Sri Lanka . . . . .	0.6	Nouvelle-Calédonie . . . . .	0.7	Ethiopie . . . . .	0.8
Tanzanie . . . . .	0.6	Bourkina . . . . .	0.6	Jamaïque . . . . .	0.7
Total ci-dessus . . . . .	55.9	Total ci-dessus . . . . .	41.2	Total ci-dessus . . . . .	43.3
APD multilatérale . . . . .	16.7	APD multilatérale . . . . .	30.2	APD multilatérale . . . . .	24.0
Non ventilé . . . . .	9.9	Non ventilé . . . . .	8.6	Non ventilé . . . . .	11.2
Total APD millions de \$ . . . .	7607	Total APD millions de \$ . . . .	27475	Total APD millions de \$ . . . .	64569
		<b>CEE</b>		<i>Pourcentage du total de l'APD</i>	
1970-71		1980-81		1990-91	
Cameroun . . . . .	9.0	Inde . . . . .	9.6	Egypte . . . . .	5.5
Zaïre . . . . .	8.4	Soudan . . . . .	4.1	Côte d'Ivoire . . . . .	4.3
Sénégal . . . . .	8.2	Egypte . . . . .	3.6	Cameroun . . . . .	4.2
Madagascar . . . . .	6.1	Bangladesh . . . . .	3.5	Turquie . . . . .	3.6
Côte d'Ivoire . . . . .	4.9	Sénégal . . . . .	3.4	Ethiopie . . . . .	3.4
Bourkina . . . . .	4.2	Somalie . . . . .	3.1	Soudan . . . . .	3.3
Inde . . . . .	3.7	Ethiopie . . . . .	3.0	Jordanie . . . . .	3.1
Niger . . . . .	3.5	Zaïre . . . . .	2.8	Mozambique . . . . .	3.0
Mali . . . . .	3.3	Mali . . . . .	2.7	Bangladesh . . . . .	2.6
Gabon . . . . .	3.0	Tanzanie . . . . .	2.6	Inde . . . . .	2.3
Tchad . . . . .	2.9	Kenya . . . . .	2.4	Tanzanie . . . . .	1.5
Turquie . . . . .	2.8	Zambie . . . . .	1.9	Mali . . . . .	1.5
Togo . . . . .	2.7	Madagascar . . . . .	1.9	Burundi . . . . .	1.5
Algérie . . . . .	2.2	Guinée . . . . .	1.7	Malawi . . . . .	1.4
Bénin . . . . .	2.2	Rwanda . . . . .	1.6	Guinée . . . . .	1.3
Mexique . . . . .	2.0	Maroc . . . . .	1.6	Kenya . . . . .	1.3
Pakistan . . . . .	2.0	Côte d'Ivoire . . . . .	1.6	Tunisie . . . . .	1.2
Congo . . . . .	1.9	Turquie . . . . .	1.5	Namibie . . . . .	1.2
Egypte . . . . .	1.9	Burundi . . . . .	1.5	Zaïre . . . . .	1.2
Burundi . . . . .	1.8	Pakistan . . . . .	1.5	Angola . . . . .	1.2
Somalie . . . . .	1.8	Ouganda . . . . .	1.4	Mauritanie . . . . .	1.1
Antilles Néerland. . . . .	1.8	Malawi . . . . .	1.4	Somalie . . . . .	1.1
Rwanda . . . . .	1.5	Indonésie . . . . .	1.3	Niger . . . . .	1.1
Bangladesh . . . . .	1.5	Bourkina . . . . .	1.2	Chine . . . . .	1.1
Centrafricaine, Rép. . . . .	1.4	Mauritanie . . . . .	1.2	Zambie . . . . .	1.0
Total ci-dessus . . . . .	84.5	Total ci-dessus . . . . .	62.1	Total ci-dessus . . . . .	53.9
APD multilatérale . . . . .	0.0	APD multilatérale . . . . .	0.0	APD multilatérale . . . . .	0.0
Non ventilé . . . . .	3.6	Non ventilé . . . . .	10.3	Non ventilé . . . . .	20.1
Total APD millions de \$ . . . .	203	Total APD millions de \$ . . . .	1244	Total APD millions de \$ . . . .	3213

Tableau 44. AIDE AUX CONDITIONS LIBÉRALES DES PAYS ARABES

Versements nets

Millions de dollars

	1970		1975		1980		1986		1987		1988		1989		1990		1991	
	En million de \$	En % du PNB	En million de \$	En % du PNB	En million de \$	En % du PNB	En million de \$	En % du PNB	En million de \$	En % du PNB	En million de \$	En % du PNB	En million de \$	En % du PNB	En million de \$	En % du PNB	En million de \$	En % du PNB
Algérie . . . . .	1	0.02	31	0.22	81	0.20	114	0.19	39	0.06	13	0.02	42	0.07	7	0.01	5	0.01
Irak . . . . .	0	=	265	2.01	864	2.36	-21	(-0.08)	-35	(-0.08)	-21	(-0.05)	33	0.05	53	..	0	..
Koweït . . . . .	148	6.19	910	6.91	1 140	3.52	715	2.89	316	1.20	108	0.40	170	0.55	1 295	..	387	..
Libye . . . . .	64	1.89	275	2.43	376	1.16	68	0.33	67	0.25	129	0.52	176	0.81	41	0.15	25	0.09
Qatar . . . . .	=	=	307	14.17	277	4.16	18	0.47	0	0.00	4	0.08	-2	-0.04	-3	-0.03	1	0.01
Arabie Saoudite . . . .	172	5.57	2 699	7.60	5 682	4.87	3 517	4.67	2 888	3.88	2 048	2.64	1 170	1.36	3 652	3.71	1 704	1.44
Émirats Arabes Unis	0	=	929	10.38	1 118	4.06	87	0.40	15	0.06	-17	-0.07	2	0.01	888	2.63	558	1.66
TOTAL . . . . .	385	2.19	5 417	5.49	9 539	3.26	4 498	1.81	3 290	1.24	2 263	0.85	1 590	0.54	5 933	..	2 679	..



Tableau 45. AIDE AUX CONDITIONS LIBÉRALES DES PAYS ARABES

*Millions de dollars*

Pays donateurs	Engagements						Versements nets					
	Bilatéraux		Multilatéraux		Total		Bilatéraux		Multilatéraux		Total	
	1990	1991	1990	1991	1990	1991	1990	1991	1990	1991	1990	1991
Algérie . . . . .	0.9	—	18.5	3.6	19.4	3.6	—0.2	—	6.9	5.0	6.7	5.0
Irak . . . . .	100.0	—	—	—	100.0	—	52.5	—	0.1	0.1	52.6	0.1
Koweït . . . . .	1 820.2	1 295.1	23.3	18.0	1 833.5	1 313.1	1 282.2	326.7	13.2	60.0	1 295.3	386.7
Libye . . . . .	10.0	1.5	—	33.2	10.0	34.7	37.5	1.5	3.6	23.2	41.1	24.7
Qatar . . . . .	—	—	0.1	—	0.1	—	—3.0	—	0.5	0.8	—2.5	0.8
Arabie saoudite . . . . .	4 532.7	1 725.6	45.5	115.0	4 578.2	1 840.6	3 517.7	1 489.0	134.3	215.4	3 652.0	1 704.4
Emirats arabes unis . . . . .	1 144.6	780.9	0.3	1.3	1 144.9	782.2	884.8	553.6	2.9	4.1	887.7	557.7
TOTAL . . . . .	7 598.4	3 803.1	87.7	171.3	7 686.1	3 974.4	5 771.5	2 370.7	161.5	308.6	5 933.5	2 679.4

**Tableau 46. RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'APD BILATÉRALE DES PAYS ARABES AUX PAYS ET TERRITOIRES EN DÉVELOPPEMENT**

Versements nets

Millions de dollars

	1988	1989	1990	1991 <sup>a</sup>		1988	1989	1990	1991 <sup>a</sup>
<b>EUROPE</b>					<b>MOYEN-ORIENT</b>				
Chypre . . . . .	5.5	4.5	4.9	7.8	Bahrein . . . . .	-4.6	-8.6	132.7	43.8
Malte . . . . .	-3.6	-3.7	4.0	13.4	Iran . . . . .	=	0.0	34.3	10.0
Grèce . . . . .	=	=	=	0.1	Irak . . . . .	9.1	0.0	55.3	=
Turquie . . . . .	-42.7	-42.5	630.6	508.3	Jordanie . . . . .	283.0	125.2	425.9	4.4
Yougoslavie . . . . .	0.3	=	=	=	Liban . . . . .	11.2	3.7	148.2	60.2
Europe non spécifiée . . . . .	0.0	=	=	=	Oman . . . . .	-14.8	-4.8	47.6	-2.1
<b>TOTAL</b> . . . . .	<b>-40.5</b>	<b>-41.7</b>	<b>636.5</b>	<b>529.6</b>	Syrie . . . . .	-13.5	-14.9	579.6	122.1
					Yémen . . . . .	25.7	46.3	134.2	4.7
<b>NORD DU SAHARA</b>					<b>TOTAL</b> . . . . .	<b>296.0</b>	<b>147.0</b>	<b>1 557.9</b>	<b>243.1</b>
Algérie . . . . .	27.2	22.2	0.0	1.9					
Egypte . . . . .	-16.8	-15.1	2 185.2	510.1	<b>ASIE DU SUD</b>				
Maroc . . . . .	20.3	-2.4	365.2	476.2	Afghanistan . . . . .	-0.6	-1.7	-1.4	375.3
Tunisie . . . . .	3.4	44.6	101.2	8.6	Bangladesh . . . . .	-13.7	-15.2	-9.4	140.2
<b>TOTAL</b> . . . . .	<b>34.1</b>	<b>49.4</b>	<b>2 659.6</b>	<b>996.8</b>	Bhoutan . . . . .	3.1	-0.5	-0.8	=
					Myanmar (Birmanie) . . . . .	=	0.0	=	=
<b>SUD DU SAHARA</b>					Inde . . . . .	-20.3	1.1	2.5	-8.8
Angola . . . . .	2.6	2.5	1.8	1.7	Maldives . . . . .	-0.7	-1.5	-0.6	3.7
Bénin . . . . .	1.0	5.0	-0.4	-2.4	Népal . . . . .	4.3	2.3	2.3	-1.0
Botswana . . . . .	0.8	-2.2	-1.8	1.0	Pakistan . . . . .	-18.1	-24.4	-19.4	81.9
Burkina faso . . . . .	2.4	0.1	11.3	10.4	Sri Lanka . . . . .	6.4	-2.8	-3.6	-2.4
Burundi . . . . .	3.5	4.3	0.2	-2.7	<b>TOTAL</b> . . . . .	<b>-39.8</b>	<b>-42.6</b>	<b>-30.3</b>	<b>588.9</b>
Cameroun . . . . .	-4.0	-0.1	-2.6	-1.7					
Cap-Vert . . . . .	1.2	0.5	0.3	0.3	<b>EXTRÊME-ORIENT</b>				
Centre Africaine Rép. . . . .	2.3	-0.6	2.3	2.7	Chine . . . . .	8.8	2.3	-5.2	3.4
Tchad . . . . .	0.0	=	2.3	2.2	Indonésie . . . . .	9.1	1.9	23.0	9.0
Comores . . . . .	0.1	0.2	0.2	=	Corée . . . . .	-1.9	-1.1	-5.7	0.7
Djibouti . . . . .	3.4	1.1	88.1	2.8	Malaysia . . . . .	-5.2	-5.8	-3.5	-4.1
Guinée équatoriale . . . . .	=	0.2	0.1	6.2	Philippines . . . . .	-0.1	0.3	0.4	-0.7
Ethiopie . . . . .	-1.3	-1.8	67.7	0.9	Singapour . . . . .	=	=	=	0.1
Gabon . . . . .	-1.6	-0.9	=	=	Taiwan . . . . .	-8.8	=	30.0	=
Gambie . . . . .	-2.0	-1.3	0.5	2.2	Thaïlande . . . . .	-6.8	-6.8	-4.5	-5.6
Ghana . . . . .	13.3	2.2	1.1	8.9	Viet-Nam . . . . .	-0.7	7.2	0.1	=
Guinée . . . . .	13.6	18.0	4.2	-0.9	<b>TOTAL</b> . . . . .	<b>-5.5</b>	<b>-2.0</b>	<b>34.5</b>	<b>2.8</b>
Guinée-Bissau . . . . .	6.0	2.3	0.0	0.9	Asie non spécifiée . . . . .	0.3	=	104.8	=
Kenya . . . . .	3.4	-0.4	4.5	3.0	<b>ASIE TOTAL</b> . . . . .	<b>251.0</b>	<b>102.4</b>	<b>1 666.9</b>	<b>834.8</b>
Lesotho . . . . .	-0.7	-0.3	-0.4	-0.5					
Libéria . . . . .	0.0	=	=	=	<b>Océanie</b>				
Madagascar . . . . .	-1.5	-2.2	-1.2	-0.2	Papouasie Nouvelle-Guinée . . . . .	-0.2	-0.2	-0.1	-0.4
Malawi . . . . .	0.2	=	=	=	Salomon, Îles . . . . .	0.0	-0.4	-0.2	-0.6
Mali . . . . .	5.4	2.8	15.4	4.5	Samoa occidentale . . . . .	0.5	0.9	0.2	=
Mauritanie . . . . .	-3.6	-4.5	-1.5	-2.2	<b>TOTAL</b> . . . . .	<b>0.3</b>	<b>0.3</b>	<b>-0.1</b>	<b>-0.9</b>
Maurice . . . . .	3.2	-1.2	0.7	-1.5	Pays arabes non spécifiés . . . . .	70.1	176.9	380.0	220.0
Mozambique . . . . .	3.1	3.3	0.1	0.3	PVD non spécifiés . . . . .	1 370.3	987.0	30.1	-291.2
Namibie . . . . .	=	=	=	0.3	<b>TOTAL, PVD</b> . . . . .	<b>1 888.4</b>	<b>1 420.6</b>	<b>5 771.5</b>	<b>2 370.7</b>
Niger . . . . .	5.7	2.3	3.5	4.4					
Nigéria . . . . .	0.1	=	=	=	PMA . . . . .	176.9	161.0	498.2	572.8
Rwanda . . . . .	2.7	6.0	10.3	3.7	AUTRES PFR . . . . .	10.9	-32.8	3 143.7	1 223.1
Sénégal . . . . .	24.0	11.6	2.4	21.9	PRITI . . . . .	262.4	136.8	1 192.5	522.7
Seychelles . . . . .	0.4	0.0	-0.2	0.1	PRITS . . . . .	-8.9	-11.5	413.9	124.0
Sierra Leone . . . . .	10.1	0.3	0.1	=	NON VENTILÉ . . . . .	1 447.1	1 167.1	523.2	-71.9
Somalie . . . . .	4.1	0.8	82.0	=					
Soudan . . . . .	103.4	25.2	7.7	15.7					
Tanzanie . . . . .	0.3	1.0	3.2	0.2					
Togo . . . . .	-1.5	-0.7	-0.6	-0.6					
Ouganda . . . . .	-0.1	71.2	2.6	1.0					
Zaire . . . . .	=	=	77.2	0.0					
Zimbabwe . . . . .	-3.2	-1.6	9.1	-1.1					
Sud du Sahara non spécifié . . . . .	=	=	8.5	=					
<b>TOTAL</b> . . . . .	<b>196.7</b>	<b>142.9</b>	<b>398.7</b>	<b>81.2</b>					
Afrique non spécifiée . . . . .	6.4	3.2	=	=					
<b>TOTAL DE L'AFRIQUE</b> . . . . .	<b>237.2</b>	<b>195.5</b>	<b>3 058.3</b>	<b>1 078.0</b>					
<b>AMÉRIQUE CENTRALE</b>									
Jamaïque . . . . .	0.4	0.9	-0.2	0.5					
<b>TOTAL</b> . . . . .	<b>0.4</b>	<b>0.9</b>	<b>-0.2</b>	<b>0.5</b>					
<b>AMÉRIQUE DU SUD</b>									
Brésil . . . . .	-0.3	-0.7	=	=					
<b>TOTAL</b> . . . . .	<b>-0.3</b>	<b>-0.7</b>	<b>=</b>	<b>=</b>					
<b>AMÉRIQUE TOTAL</b> . . . . .	<b>0.1</b>	<b>0.2</b>	<b>-0.2</b>	<b>0.5</b>					

A-68

A-69

Tableau 47. COMPARAISON DES APPORTS PAR TYPE EN 1990

Millions de dollars

	Total des pays du CAD <sup>c</sup>	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Irlande	Italie	Japon	Pays-Bas	Nlle- Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Royaume- Uni	Etats-Unis
<i>VERSEMENTS NETS</i>																					
<b>I. Aide Publique au Développement (APD) (A + B) . . . . .</b>	<b>52960</b>	<b>955</b>	<b>394</b>	<b>889</b>	<b>2470</b>	<b>1171</b>	<b>846</b>	<b>7194</b>	<b>6320</b>	<b>57</b>	<b>3395</b>	<b>9069</b>	<b>2538</b>	<b>95</b>	<b>1205</b>	<b>148</b>	<b>959</b>	<b>2007</b>	<b>750</b>	<b>2638</b>	<b>11394</b>
APD en pourcentage du PNB . . . . .	0.33	0.34	0.25	0.46	0.44	0.94	0.63	0.60	0.42	0.16	0.31	0.31	0.92	0.23	1.17	0.25	0.20	0.91	0.32	0.27	0.21
A. Aide Publique au Développement bilatérale (1 + 2) . . . . .	37147	753	299	548	1690	695	498	5643	4479	23	2112	6786	1833	81	756	109	605	1379	551	1474	8367
1. Dons et contributions assimilables à des dons . . . . .	30770	753	161	519	2250	708	456	3745	4525	23	1298	3014	1707	81	758	73	227	1379	533	1567	8529
dont: Coopération technique . . . . .	11390	235	66	208	337	109	102	2053	1805	11	397	1334	790	35	98	49	156	178	—	709	2717
Dépenses administratives . . . . .	1924	33	9	32	175	38	28	135	162	3	117	305	83	3	40	—	—	71	17	99	575
2. Prêts de développement et capital . . . . .	6377	—	138	29	-560	-13	42	1898	-46	—	814	3772	126	—	-2	36	378	—	18	-92	-162
dont: Prêts nouveaux de développement . . . . .	7856	—	138	28	-560	-13	43	1630	-114	—	594	5166	309	—	-2	36	392	—	18	11	182
B. Contributions aux organismes multilatéraux (1 + 2 + 3) . . . . .	15813	202	94	342	780	476	348	1551	1841	34	1283	2282	705	14	449	39	354	628	199	1164	3027
1. Dons . . . . .	8161	111	27	202	327	365	202	1099	1111	28	793	524	464	9	293	29	255	429	136	814	942
dont: Aux institutions des Nations Unies . . . . .	4046	76	25	68	270	227	201	145	284	4	261	484	262	8	271	2	23	367	117	196	755
CEE . . . . .	3233	—	—	121	—	68	—	764	784	23	435	—	192	—	—	28	230	—	—	587	—
2. Souscriptions versées au capital . . . . .	7674	91	68	140	453	112	146	453	741	7	490	1758	241	5	156	10	98	199	63	352	2094
dont: AID . . . . .	4222	—	47	87	237	77	41	268	524	5	291	997	173	5	79	—	—	121	—	310	961
Banques régionales de développement . . . . .	2386	80	14	29	147	30	67	127	203	—	150	465	47	0	44	7	97	65	63	41	711
3. Prêts concessionnels . . . . .	-22	—	—	—	—	—	—	—	-11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	-2	-9
<b>II. Autres Apports du Secteur Public (AASP) net (A + B) . . . . .</b>	<b>8944</b>	<b>96</b>	<b>102</b>	<b>225</b>	<b>520</b>	<b>30</b>	—	<b>987</b>	<b>2110</b>	—	<b>1297</b>	<b>3367</b>	<b>50</b>	—	<b>-14</b>	—	—	<b>2</b>	<b>-6</b>	<b>628</b>	<b>-450</b>
A. Autres apports publics bilatéraux (1 + 2) . . . . .	8702	176	102	228	520	4	—	987	2112	—	1272	3077	50	—	-1	—	—	2	-6	628	-450
1. Crédits publics à l'exportation <sup>a</sup> . . . . .	-263	176	102	45	520	—	—	—	85	—	287	-1025	—	—	—	—	—	—	-6	467	-915
2. Participations et autres éléments d'actifs bilatéraux . . . . .	8964	0	—	183	—	4	—	987	2026	—	985	4102	50	—	-1	—	—	2	—	162	465
B. Organismes multilatéraux . . . . .	242	-80	—	-4	—	27	—	—	-2	—	24	290	—	—	-13	—	—	—	—	—	—
<b>III. Dons des organismes du secteur privé . . . . .</b>	<b>5075</b>	<b>55</b>	<b>29</b>	<b>60</b>	<b>254</b>	<b>29</b>	<b>36</b>	<b>187</b>	<b>757</b>	<b>26</b>	—	<b>103</b>	<b>240</b>	<b>12</b>	<b>132</b>	—	<b>70</b>	<b>140</b>	<b>114</b>	<b>327</b>	<b>2505</b>
<b>IV. Apports privés aux conditions du marché (1 à 4) . . . . .</b>	<b>1386</b>	<b>442</b>	<b>50</b>	<b>-1074</b>	<b>-44</b>	<b>-165</b>	<b>110</b>	<b>-2287</b>	<b>4377</b>	<b>84</b>	<b>-1468</b>	<b>6191</b>	<b>1143</b>	—	<b>-129</b>	<b>181</b>	<b>-57</b>	<b>660</b>	<b>3749</b>	<b>-8020</b>	<b>-2356</b>
1. Investissements directs . . . . .	26779	16	101	-123	-76	65	57	1462	1115	—	45	8144	1141	—	29	10	—	253	4088	2664	7788
2. Investissements de portefeuille et autres (bilatéral) . . . . .	-27794	545	—	-769	-149	35	—	-3205	987	—	215	-2677	-294	—	—	—	—	—	—	-10835	-11648
3. Investissements de portefeuille multilatéral . . . . .	1850	—	—	—	19	—	—	-14	702	—	—	-171	—	—	—	—	—	—	237	—	1077
4. Crédits privés à l'exportation . . . . .	-395	-119	-51	-182	162	-265	53	-530	1573	—	-1729	12	467	—	-158	171	-57	407	-576	—	427
<b>V. Apport total de ressources (long terme) (I à IV) . . . . .</b>	<b>68365</b>	<b>1548</b>	<b>575</b>	<b>100</b>	<b>3201</b>	<b>1065</b>	<b>992</b>	<b>6080</b>	<b>13563</b>	<b>168</b>	<b>3223</b>	<b>18731</b>	<b>3971</b>	<b>108</b>	<b>1194</b>	<b>329</b>	<b>971</b>	<b>2809</b>	<b>4606</b>	<b>-4427</b>	<b>11093</b>
Total en pourcentage du PNB . . . . .	0.44	0.55	0.36	0.05	0.57	0.86	0.74	0.51	0.90	0.47	0.30	0.63	1.43	0.26	1.16	0.55	0.20	1.27	1.96	-0.46	0.20
<i>Pour référence</i>																					
<i>VERSEMENTS BRUTS</i>																					
Aide Publique au Développement <sup>b</sup> . . . . .	60680	955	464	907	3085	1204	847	7675	8462	57	3469	10462	2735	95	1211	148	973	2007	751	2776	12395
Prêts nouveaux de développement . . . . .	11073	—	208	46	54	20	43	1974	1967	—	643	5166	309	—	4	36	392	—	20	11	182
APD, Réaménagement de la dette . . . . .	5116	—	3	—	575	20	10	937	1558	—	246	137	127	—	—	—	—	30	—	49	1425
Aide alimentaire . . . . .	3158	91	8	46	308	38	46	29	311	—	216	31	135	—	31	0	28	36	24	165	1614
Autres Apports du Secteur Public . . . . .	19793	418	113	317	992	58	—	1739	3558	—	1639	6949	85	—	24	—	—	2	—	696	3204
Crédits publics à l'exportation . . . . .	4984	216	113	45	992	—	—	—	855	—	600	1011	—	—	—	—	—	—	—	464	686
Crédits privés à l'exportation . . . . .	16998	622	97	744	288	56	54	77	4390	—	1486	1437	794	—	42	171	549	1044	423	—	4725
<i>ENGAGEMENTS</i>																					
Aide Publique au Développement, Total <sup>b</sup> . . . . .	73993	904	427	908	2656	1133	952	9747	7917	57	3607	12072	2958	67	1014	—	—	1965	744	3447	23419
Dons bilatéraux, Total . . . . .	44102	499	214	519	1678	599	602	5449	3826	23	1418	2998	1961	48	616	—	—	1340	616	1923	19771
Annulation de dette . . . . .	12314	—	44	—	—	5	11	—	257	—	0	147	129	—	—	—	—	1	—	88	11632
Prêts bilatéraux, Total . . . . .	13912	—	122	47	124	—	8	2747	2032	—	674	7235	209	—	4	—	—	—	—	37	675
Refinancement et Rééchelonnement . . . . .	259	—	—	—	—	—	—	—	—	—	246	—	13	—	—	—	—	—	—	0	—
Multilatérale . . . . .	15979	405	91	342	854	534	342	1551	2059	34	1514	1839	788	18	394	—	—	625	128	1487	2973
Autres apports publics . . . . .	20945	320	486	317	741	20	—	3497	1589	—	4264	6249	116	—	—	—	—	—	—	717	2630
<i>POUR MÉMOIRE</i>																					
Intérêts reçus sur l'Aide Publique au Développement . . . . .	-207	—	-54	-4	-3	—	—	—	—	—	-49	—	-97	—	-1	—	—	—	—	—	—
Intérêts reçus sur les autres apports publics . . . . .	-1358	-47	-12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	-18	—	-3	—	—	—	—	—	-1278

Pour les notes, voir les pages suivant le tableau 56

Tableau 48. COMPARAIS ES APPORTS PAR TYPE EN 1991

Millions de dollars

	Total des pays du CAD <sup>a</sup>	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Irlande	Italie	Japon	Pays-Bas	Nlle- Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Royaume- Uni	Etats-Unis
<b>VERSEMENTS NETS</b>																					
<b>I. Aide Publique au Développement (APD) (A + B) . . . . .</b>	<b>56709</b>	<b>1050</b>	<b>548</b>	<b>831</b>	<b>2604</b>	<b>1200</b>	<b>930</b>	<b>7484</b>	<b>6890</b>	<b>72</b>	<b>3352</b>	<b>10952</b>	<b>2517</b>	<b>100</b>	<b>1178</b>	<b>213</b>	<b>1177</b>	<b>2116</b>	<b>863</b>	<b>3248</b>	<b>11262</b>
APD en pourcentage du PNB . . . . .	0.33	0.38	0.34	0.42	0.45	0.96	0.76	0.62	0.41	0.19	0.30	0.32	0.88	0.25	1.14	0.31	0.23	0.92	0.36	0.32	0.20
A. Aide Publique au Développement bilatérale (1 + 2) . . . . .	41299	724	435	495	1789	686	586	5816	4575	30	2245	8860	1756	81	734	166	791	1476	727	1818	9387
1. Dons et contributions assimilables à des dons . . . . .	34645	724	246	433	1814	694	568	4105	3923	30	1485	3383	1823	81	730	82	244	1469	718	1929	12043
dont: Coopération technique . . . . .	12371	250	77	172	644	135	163	2195	1733	11	330	1374	962	34	109	37	195	204	—	835	2912
Dépenses administratives . . . . .	2163	45	11	23	167	44	25	198	212	3	121	376	86	8	41	2	—	82	19	101	598
2. Prêts de développement et capital . . . . .	6654	—	189	62	-25	-7	18	1711	652	—	760	5477	-67	—	4	84	547	7	9	-110	-2656
dont: Prêts nouveaux de développement . . . . .	10335	—	189	61	-25	-7	23	1670	577	—	706	6914	143	—	4	—	—	—	9	-93	165
B. Contributions aux organismes multilatéraux (1 + 2 + 3) . . . . .	15410	326	114	336	815	514	345	1668	2315	43	1107	2092	761	19	443	47	386	640	136	1430	1875
1. Dons . . . . .	9394	127	31	227	386	428	261	1197	1627	35	1073	696	523	11	294	40	—	443	118	1029	846
dont: Aux institutions des Nations Unies . . . . .	4366	102	28	39	337	243	208	146	360	4	314	649	242	5	278	2	24	391	109	232	655
CEE . . . . .	4374	—	—	178	—	83	—	951	1225	31	632	—	248	—	—	38	245	—	—	743	—
2. Souscriptions versées au capital . . . . .	5656	199	82	109	429	85	84	472	699	8	34	1396	238	7	149	7	—	197	18	403	1041
dont: AID . . . . .	4663	199	46	90	276	75	63	436	575	6	—	1073	151	6	75	—	42	155	—	364	1032
Banques régionales de développement . . . . .	612	—	13	2	99	—	1	36	111	—	11	126	59	1	51	3	38	21	18	17	6
3. Prêts concessionnels . . . . .	-26	—	—	—	—	—	—	—	-11	—	0	—	—	—	—	—	—	—	—	-2	-12
<b>II. Autres Apports du Secteur Public (AASP) net (A + B) . . . . .</b>	<b>7014</b>	<b>207</b>	<b>154</b>	<b>167</b>	<b>529</b>	<b>24</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>1868</b>	<b>—</b>	<b>868</b>	<b>2582</b>	<b>45</b>	<b>—</b>	<b>19</b>	<b>30</b>	<b>—</b>	<b>8</b>	<b>-3</b>	<b>516</b>	<b>—</b>
A. Autres apports publics bilatéraux (1 + 2) . . . . .	6969	246	154	173	529	45	—	—	1866	—	833	2527	45	—	0	30	—	8	-3	516	—
1. Crédits publics à l'exportation <sup>b</sup> . . . . .	1712	246	154	35	529	53	—	—	379	—	468	-491	—	—	—	—	—	—	—	339	—
2. Participations et autres éléments d'actifs bilatéraux . . . . .	5257	—	—	137	—	-7	—	—	1487	—	364	3018	45	—	0	30	—	8	-3	178	—
B. Organismes multilatéraux . . . . .	45	-38	—	-5	—	-21	—	—	2	—	35	54	—	—	18	—	—	—	—	—	—
<b>III. Dons des organismes du secteur privé . . . . .</b>	<b>..</b>	<b>101</b>	<b>48</b>	<b>28</b>	<b>270</b>	<b>28</b>	<b>14</b>	<b>—</b>	<b>763</b>	<b>25</b>	<b>—</b>	<b>168</b>	<b>225</b>	<b>13</b>	<b>128</b>	<b>1</b>	<b>35</b>	<b>130</b>	<b>131</b>	<b>—</b>	<b>2690</b>
<b>IV. Apports privés aux conditions du marché (1 à 4) . . . . .</b>	<b>..</b>	<b>-3499</b>	<b>-25</b>	<b>510</b>	<b>606</b>	<b>-172</b>	<b>93</b>	<b>—</b>	<b>3575</b>	<b>—</b>	<b>3299</b>	<b>11182</b>	<b>1629</b>	<b>—</b>	<b>61</b>	<b>83</b>	<b>—</b>	<b>-423</b>	<b>-168</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
1. Investissements directs . . . . .	..	-2896	24	1724	811	9	34	—	109	—	532	4818	1870	—	37	18	—	8	—	—	—
2. Investissements de portefeuille et autres (bilatéral) . . . . .	..	-393	—	-1190	-158	—	—	—	3111	—	658	6437	331	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Investissements de portefeuille multilatéral . . . . .	..	—	—	—	-13	—	—	—	-1338	—	—	—	-558	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Crédits privés à l'exportation . . . . .	..	-210	-49	-24	-34	-181	59	—	1694	—	2109	616	-13	—	23	66	—	-430	-168	—	—
<b>V. Apport total de ressources (long terme) (I à IV) . . . . .</b>	<b>..</b>	<b>-2141</b>	<b>725</b>	<b>1537</b>	<b>4009</b>	<b>1080</b>	<b>1037</b>	<b>—</b>	<b>13095</b>	<b>97</b>	<b>7518</b>	<b>24883</b>	<b>4415</b>	<b>113</b>	<b>1385</b>	<b>327</b>	<b>—</b>	<b>1832</b>	<b>822</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
Total en pourcentage du PNB . . . . .	..	-0.77	0.45	0.77	0.70	0.86	0.85	..	0.77	0.25	0.66	0.74	1.54	0.28	1.34	0.48	..	0.80	0.34	..	..
<b>Pour référence</b>																					
<b>VERSEMENTS BRUTS</b>																					
Aide Publique au Développement <sup>b</sup> . . . . .	69613	1050	597	852	2646	1220	936	7923	8203	72	3399	12391	2739	100	1180	213	—	2116	867	3401	19710
Prêts nouveaux de développement . . . . .	12085	—	237	81	17	11	23	1886	1826	—	749	6914	143	—	6	—	—	—	13	14	165
APD, Réaménagement de la dette . . . . .	11406	—	4	2	—	6	7	895	561	—	57	167	172	—	12	86	—	7	133	55	9241
Aide alimentaire . . . . .	3488	77	10	50	371	48	57	40	345	5	197	44	110	—	11	7	—	33	31	192	1861
Autres Apports du Secteur Public . . . . .	13569	386	158	277	1079	197	—	—	3415	—	1283	6018	86	—	20	31	—	9	—	610	—
Crédits publics à l'exportation . . . . .	5038	284	158	35	1079	165	—	—	1003	—	741	1234	—	—	—	—	—	—	—	339	—
Crédits privés à l'exportation . . . . .	13472	152	95	711	143	133	62	—	4649	—	3888	2567	37	—	30	80	—	361	564	—	—
<b>ENGAGEMENTS</b>																					
Aide Publique au Développement, Total <sup>b</sup> . . . . .	64277	749	644	—	2654	1110	1037	—	7906	72	4882	15878	2445	115	1116	99	—	2076	1240	3991	18261
Dons bilatéraux, Total . . . . .	30218	485	259	—	1731	657	712	—	3326	30	1627	3485	1479	96	725	25	—	1479	828	2318	10956
Annulation de dette . . . . .	3615	—	1	—	—	6	28	—	373	—	—	211	158	—	12	22	—	4	133	129	2536
Prêts bilatéraux, Total . . . . .	18881	—	246	—	41	—	57	—	2027	—	1337	9695	196	—	6	14	—	—	—	36	5225
Refinancement et Rééchelonnement . . . . .	4978	—	—	—	—	0	—	—	—	—	57	55	50	—	—	70	—	—	—	—	4746
Multilatérale . . . . .	15178	264	140	—	881	453	268	—	2553	43	1918	2697	769	19	385	59	—	597	412	1637	2080
Autres apports publics . . . . .	13714	228	39	—	878	53	—	—	1182	—	4066	6558	76	—	—	31	—	9	—	594	—
<b>POUR MÉMOIRE</b>																					
Intérêts reçus sur l'Aide Publique au Développement . . . . .	-662	—	-57	-4	—	—	—	—	-512	—	-48	—	—	—	-1	0	—	—	—	-39	—
Intérêts reçus sur les autres apports publics . . . . .	-616	-43	-16	—	—	-2	—	—	-555	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Pour les notes, voir les pages suivant le tableau 56

**Tableaux de référence**  
**Tableau 49. LES APPORTS FINANCIERS AUX PAYS DÉVELOPPEMENT ET AUX ORGANISMES MULTILATÉRAUX**

<i>Versements</i>	AUSTRALIE					AUTRICHE					BELGIQUE					<i>Millions \$ des EU</i>
	1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991	1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991	1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991	
<b>VERSEMENTS NETS</b>																
<b>I. Aide Publique au Développement (APD) (A + B)</b>	<b>733</b>	<b>1101</b>	<b>1020</b>	<b>955</b>	<b>1050</b>	<b>211</b>	<b>301</b>	<b>282</b>	<b>394</b>	<b>548</b>	<b>556</b>	<b>601</b>	<b>703</b>	<b>889</b>	<b>831</b>	
APD en pourcentage du PNB	0.49	0.46	0.38	0.34	0.38	0.30	0.24	0.23	0.25	0.34	0.55	0.39	0.46	0.46	0.42	
A. Aide Publique au Développement bilatérale (1 + 2)	533	622	706	753	724	159	162	201	299	435	372	415	356	548	495	
1. Dons et contributions assimilables à des dons	537	622	706	753	724	49	89	105	161	246	297	367	319	519	433	
dont: Coopération technique	71	203	212	235	250	34	53	45	66	77	190	167	153	208	172	
Dépenses administratives	12	27	46	33	45	5	6	6	9	11	12	28	32	32	23	
2. Prêts de développement et capital	-4	-	-	-	-	110	74	96	138	189	75	48	37	29	62	
dont: Prêts nouveaux de développement	-4	-	-	-	-	110	74	96	138	189	73	48	33	28	61	
B. Contributions aux organismes multilatéraux (1 + 2 + 3)	200	479	314	202	326	52	139	82	94	114	184	185	347	342	336	
1. Dons	72	129	113	111	127	17	22	29	27	31	131	162	124	202	227	
dont: Aux institutions des Nations Unies	54	108	86	76	102	13	21	22	25	28	31	29	13	68	39	
CEE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	88	134	111	121	178	
2. Souscriptions versées au capital	128	349	201	91	199	38	117	53	68	82	53	23	223	140	109	
dont: AID	72	175	89	-	199	21	73	31	47	46	31	3	148	87	90	
Banques régionales de développement	32	161	81	80	-	7	26	21	14	13	10	10	39	29	2	
3. Prêts concessionnels	-	0	-	-	-	-2	-	-	-	-	0	-	-	-	-	
<b>II. Autres Apports du Secteur Public (AASP) net (A + B)</b>	<b>33</b>	<b>49</b>	<b>172</b>	<b>96</b>	<b>207</b>	<b>-31</b>	<b>-23</b>	<b>-45</b>	<b>102</b>	<b>154</b>	<b>128</b>	<b>420</b>	<b>375</b>	<b>225</b>	<b>167</b>	
A. Autres apports publics bilatéraux (1 + 2)	33	35	125	176	246	-31	-23	-45	102	154	124	368	340	228	173	
1. Crédits publics à l'exportation <sup>a</sup>	32	35	125	176	246	-31	-23	-45	102	154	-	-	44	45	35	
2. Participations et autres éléments d'actifs bilatéraux	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	124	368	296	183	137	
B. Organismes multilatéraux	0	13	48	-80	-38	-	-	-	-	-	4	51	35	-4	-5	
<b>III. Dons des organismes du secteur privé</b>	<b>36</b>	<b>44</b>	<b>48</b>	<b>55</b>	<b>101</b>	<b>20</b>	<b>25</b>	<b>26</b>	<b>29</b>	<b>48</b>	<b>38</b>	<b>17</b>	<b>11</b>	<b>60</b>	<b>28</b>	
<b>IV. Apports privés aux conditions du marché (1 à 4)</b>	<b>176</b>	<b>2390</b>	<b>306</b>	<b>442</b>	<b>-3499</b>	<b>33</b>	<b>0</b>	<b>-111</b>	<b>50</b>	<b>-25</b>	<b>1407</b>	<b>744</b>	<b>377</b>	<b>-1074</b>	<b>510</b>	
1. Investissements directs	150	2152	-252	16	-2896	29	38	21	101	24	132	743	346	-123	1724	
2. Investissements de portefeuille et autres (bilatéral)	25	193	518	545	-393	5	-	-	-	-	855	332	-124	-769	-1190	
3. Investissements de portefeuille multilatéral	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-5	-82	-	-	-	
4. Crédits privés à l'exportation	1	45	40	-119	-210	-1	-38	-132	-51	-49	425	-250	156	-182	-24	
<b>V. Apport total de ressources (long terme) (I à IV)</b>	<b>978</b>	<b>3584</b>	<b>1547</b>	<b>1548</b>	<b>-2141</b>	<b>233</b>	<b>303</b>	<b>152</b>	<b>575</b>	<b>725</b>	<b>2129</b>	<b>1781</b>	<b>1467</b>	<b>100</b>	<b>1537</b>	
Total en pourcentage du PNB	0.65	1.50	0.57	0.55	-0.77	0.34	0.24	0.12	0.36	0.45	2.11	1.17	0.96	0.05	0.77	
<b>Pour référence</b>																
<b>VERSEMENTS BRUTS</b>																
Aide Publique au Développement <sup>b</sup>	737	1102	1020	955	1050	222	345	334	464	597	561	624	713	907	852	
Prêts nouveaux de développement	-	-	-	-	-	113	113	146	208	237	76	70	43	46	81	
APD, Réaménagement de la dette	-	-	-	-	-	0	0	-	3	4	2	-	-	-	2	
Aide alimentaire	89	93	96	91	77	10	2	7	8	10	41	37	37	46	50	
Autres Apports du Secteur Public	56	288	397	418	386	2	17	2	113	158	173	444	398	317	277	
Crédits publics à l'exportation	48	70	152	216	284	2	17	2	113	158	-	-	44	45	35	
Crédits privés à l'exportation	231	482	662	622	152	141	161	17	97	95	1062	599	817	744	711	
<b>ENGAGEMENTS</b>																
Aide Publique au Développement, Total <sup>b</sup>	785	1232	806	904	749	321	484	509	427	644	673	741	713	908	-	
Dons bilatéraux, Total	552	927	478	499	485	40	93	107	214	259	345	352	319	519	-	
Annulation de dette	-	-	-	-	-	-	-	-	44	1	-	-	-	-	-	
Prêts bilatéraux, Total	-	-	-	-	-	192	248	300	122	246	77	96	47	47	-	
Refinancement et Rééchelonnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Multilatérale	232	305	328	405	264	89	143	101	91	140	251	293	347	342	-	
Autres apports publics	112	278	488	320	228	2	-	-	486	39	112	312	398	317	-	
<b>POUR MÉMOIRE</b>																
Intérêts reçus sur l'Aide Publique au Développement	1	-	-	-	-	-	-	51	-54	-57	3	4	1	-4	-4	
Intérêts reçus sur les autres apports publics	13	30	35	-47	-43	-	-	9	-12	-16	-	-	-	-	-	

Pour les notes, voir les pages suivant le tableau 56

**Tableaux de référence**  
**Tableau 50. LES APPORTS FINANCIERS AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AUX ORGANISMES MULTILATÉRAUX**

Versements	CANADA					DANEMARK					FINLANDE				
	1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991	1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991	1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991
<i>VERSEMENTS NETS</i>															
<b>I. Aide Publique au Développement (APD) (A + B)</b>	<b>1153</b>	<b>2347</b>	<b>2320</b>	<b>2470</b>	<b>2604</b>	<b>433</b>	<b>922</b>	<b>937</b>	<b>1171</b>	<b>1200</b>	<b>130</b>	<b>608</b>	<b>706</b>	<b>846</b>	<b>930</b>
APD en pourcentage du PNB	0.43	0.50	0.44	0.44	0.45	0.75	0.89	0.93	0.94	0.96	0.26	0.59	0.63	0.63	0.76
A. Aide Publique au Développement bilatérale (1 + 2)	743	1583	1581	1690	1789	228	478	522	695	686	77	380	435	498	586
1. Dons et contributions assimilables à des dons	518	1651	1597	2250	1814	154	424	521	708	694	70	334	386	456	568
dont: Coopération technique	120	275	246	337	644	99	95	102	109	135	38	25	66	102	163
Dépenses administratives	48	143	184	175	167	12	21	27	38	44	5	17	17	28	25
2. Prêts de développement et capital	225	-67	-16	-560	-25	74	54	1	-13	-7	7	45	49	42	18
dont: Prêts nouveaux de développement	219	-67	-16	-560	-25	73	54	42	-13	-7	7	45	49	43	23
B. Contributions aux organismes multilatéraux (1 + 2 + 3)	410	763	739	780	815	205	444	415	476	514	53	228	271	348	345
1. Dons	194	364	322	327	386	144	329	321	365	428	20	144	186	202	261
dont: Aux institutions des Nations Unies	164	315	274	270	337	107	188	186	227	243	20	123	142	201	208
CEE	-	-	-	-	-	33	61	62	68	83	-	-	-	-	-
2. Souscriptions versées au capital	216	400	417	453	429	61	115	94	112	85	33	84	85	146	84
dont: AID	135	189	169	237	276	36	60	55	77	75	18	37	36	41	63
Banques régionales de développement	70	192	208	147	99	1	0	35	30	-	9	23	29	67	1
3. Prêts concessionnels	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II. Autres Apports du Secteur Public (AASP) net (A + B)</b>	<b>502</b>	<b>68</b>	<b>367</b>	<b>520</b>	<b>529</b>	<b>162</b>	<b>-143</b>	<b>-102</b>	<b>30</b>	<b>24</b>	<b>1</b>	<b>20</b>	-	-	-
A. Autres apports publics bilatéraux (1 + 2)	509	79	367	520	529	161	-115	-120	4	45	-	0	-	-	-
1. Crédits publics à l'exportation <sup>a</sup>	474	79	367	520	529	154	-125	-123	-	53	-	0	-	-	-
2. Participations et autres éléments d'actifs bilatéraux	35	-	-	-	-	6	9	3	4	-7	-	-	-	-	-
B. Organismes multilatéraux	-7	-11	-	-	-	1	-27	17	27	-21	1	19	-	-	-
<b>III. Dons des organismes du secteur privé</b>	<b>109</b>	<b>218</b>	<b>238</b>	<b>254</b>	<b>270</b>	<b>11</b>	<b>19</b>	<b>23</b>	<b>29</b>	<b>28</b>	<b>14</b>	<b>15</b>	<b>14</b>	<b>36</b>	<b>14</b>
<b>IV. Apports privés aux conditions du marché (1 à 4)</b>	<b>1872</b>	<b>51</b>	<b>-208</b>	<b>-44</b>	<b>606</b>	<b>252</b>	<b>-70</b>	<b>46</b>	<b>-165</b>	<b>-172</b>	<b>60</b>	<b>112</b>	<b>221</b>	<b>110</b>	<b>93</b>
1. Investissements directs	167	53	41	-76	811	56	41	102	65	9	21	74	128	57	34
2. Investissements de portefeuille et autres (bilatéral)	1756	-165	-202	-149	-158	-	-	-	35	-	-	-	-	-	-
3. Investissements de portefeuille multilatéral	-1	119	-	19	-13	66	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Crédits privés à l'exportation	-50	44	-47	162	-34	130	-111	-56	-265	-181	38	39	93	53	59
<b>V. Apport total de ressources (long terme) (I à IV)</b>	<b>3636</b>	<b>2684</b>	<b>2718</b>	<b>3201</b>	<b>4009</b>	<b>857</b>	<b>728</b>	<b>904</b>	<b>1065</b>	<b>1080</b>	<b>205</b>	<b>755</b>	<b>941</b>	<b>992</b>	<b>1037</b>
Total en pourcentage du PNB	1.34	0.57	0.51	0.57	0.70	1.48	0.70	0.90	0.86	0.86	0.41	0.73	0.83	0.74	0.85
<i>Pour référence</i>															
<i>VERSEMENTS BRUTS</i>															
Aide Publique au Développement <sup>b</sup>	1165	2436	2362	3085	2646	444	939	979	1204	1220	130	610	707	847	936
Prêts nouveaux de développement	231	22	25	54	17	84	71	42	20	11	8	48	49	43	23
APD, Réaménagement de la dette	1	55	-	575	-	4	9	33	20	6	0	43	20	10	7
Aide alimentaire	181	420	276	308	371	38	32	30	38	48	6	36	43	46	57
Autres Apports du Secteur Public	922	528	753	992	1079	212	127	75	58	197	2	20	-	-	-
Crédits publics à l'exportation	885	528	753	992	1079	195	75	51	-	165	-	0	-	-	-
Crédits privés à l'exportation	56	143	182	288	143	181	37	51	56	133	80	78	129	54	62
<i>ENGAGEMENTS</i>															
Aide Publique au Développement, Total <sup>b</sup>	1326	3033	2700	2656	2654	477	1054	920	1133	1110	180	640	895	952	1037
Dons bilatéraux, Total	544	1786	1875	1678	1731	145	617	492	599	657	93	345	603	602	712
Annulation de dette	-	55	-	-	-	-	9	-	5	6	0	43	22	11	28
Prêts bilatéraux, Total	233	125	-	124	41	111	25	-	-	-	22	68	13	8	57
Refinancement et Rééchelonnement	1	-	-	-	-	1	-	-	-	0	-	-	-	-	-
Multilatérale	550	1122	824	854	881	222	413	429	534	453	65	226	279	342	268
Autres apports publics	1152	1139	1316	741	878	367	116	91	20	53	-	0	-	-	-
<i>POUR MÉMOIRE</i>															
Intérêts reçus sur l'Aide Publique au Développement	4	2	5	-3	-	-	-	48	-	-	0	1	1	-	-
Intérêts reçus sur les autres apports publics	241	-	-	-	-	26	92	75	-	-2	-	-	-	-	-

Pour les notes, voir les pages suivant le tableau 56

**Tableaux de référence**  
**Tableau 51. LES APPORTS FINANCIERS AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AUX ORGANISMES MULTILATÉRAUX**

<i>Versements</i>	FRANCE					ALLEMAGNE					IRLANDE				
	1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991	1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991	1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991
<i>VERSEMENTS NETS</i>															
<b>I. Aide Publique au Développement (APD) (A + B) . . . . .</b>	<b>4124</b>	<b>5463</b>	<b>5835</b>	<b>7194</b>	<b>7484</b>	<b>3300</b>	<b>4731</b>	<b>4948</b>	<b>6320</b>	<b>6890</b>	<b>35</b>	<b>57</b>	<b>49</b>	<b>57</b>	<b>72</b>
<i>APD en pourcentage du PNB . . . . .</i>	<i>0.69</i>	<i>0.58</i>	<i>0.61</i>	<i>0.60</i>	<i>0.62</i>	<i>0.46</i>	<i>0.39</i>	<i>0.41</i>	<i>0.42</i>	<i>0.41</i>	<i>0.20</i>	<i>0.20</i>	<i>0.17</i>	<i>0.16</i>	<i>0.19</i>
A. Aide Publique au Développement bilatérale (1 + 2) . . . . .	3439	4199	4520	5643	5816	2278	3172	3175	4479	4575	11	22	19	23	30
1. Dons et contributions assimilables à des dons . . . . .	2815	2758	3122	3745	4105	1645	2305	2317	4525	3923	11	22	19	23	30
<i>dont:</i> Coopération technique . . . . .	1610	1854	1811	2053	2195	913	1594	1451	1805	1733	5	13	11	11	11
Dépenses administratives . . . . .	100	189	204	135	198	45	66	127	162	212	1	3	2	3	3
2. Prêts de développement et capital . . . . .	624	1441	1398	1898	1711	633	867	857	-46	652	-	-	-	-	-
<i>dont:</i> Prêts nouveaux de développement . . . . .	604	1324	1305	1630	1670	517	806	790	-114	577	-	-	-	-	-
B. Contributions aux organismes multilatéraux (1 + 2 + 3) . . . . .	685	1265	1315	1551	1668	1022	1559	1773	1841	2315	24	35	30	34	43
1. Dons . . . . .	436	770	821	1099	1197	595	1007	982	1111	1627	17	21	24	28	35
<i>dont:</i> Aux institutions des Nations Unies . . . . .	61	113	113	145	146	148	231	217	284	360	5	3	4	4	4
CEE . . . . .	376	605	628	764	951	427	752	734	784	1225	12	18	20	23	31
2. Souscriptions versées au capital . . . . .	248	494	493	453	472	424	561	801	741	699	8	13	6	7	8
<i>dont:</i> AID . . . . .	154	262	306	268	436	316	506	503	524	575	4	5	5	5	6
Banques régionales de développement . . . . .	30	194	141	127	36	52	36	168	203	111	-	-	-	-	-
3. Prêts concessionnels . . . . .	0	-	-	-	-	3	-9	-9	-11	-11	-	-	-	-	-
<b>II. Autres Apports du Secteur Public (AASP) net (A + B) . . . . .</b>	<b>524</b>	<b>1028</b>	<b>1254</b>	<b>987</b>	<b>-</b>	<b>613</b>	<b>1294</b>	<b>1025</b>	<b>2110</b>	<b>1868</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
A. Autres apports publics bilatéraux (1 + 2) . . . . .	524	1028	1254	987	-	621	1293	1029	2112	1866	-	-	-	-	-
1. Crédits publics à l'exportation <sup>a</sup> . . . . .	-	571	481	-	-	415	29	-25	85	379	-	-	-	-	-
2. Participations et autres éléments d'actifs bilatéraux . . . . .	524	457	773	987	-	205	1265	1053	2026	1487	-	-	-	-	-
B. Organismes multilatéraux . . . . .	-	-	-	-	-	-7	1	-3	-2	2	-	-	-	-	-
<b>III. Dons des organismes du secteur privé . . . . .</b>	<b>33</b>	<b>106</b>	<b>159</b>	<b>187</b>	<b>-</b>	<b>394</b>	<b>695</b>	<b>679</b>	<b>757</b>	<b>763</b>	<b>-</b>	<b>23</b>	<b>26</b>	<b>26</b>	<b>25</b>
<b>IV. Apports privés aux conditions du marché (1 à 4) . . . . .</b>	<b>7548</b>	<b>-783</b>	<b>-1630</b>	<b>-2287</b>	<b>-</b>	<b>4252</b>	<b>5091</b>	<b>5495</b>	<b>4377</b>	<b>3575</b>	<b>-</b>	<b>-23</b>	<b>30</b>	<b>84</b>	<b>-</b>
1. Investissements directs . . . . .	991	663	1479	1462	-	1308	1235	2508	1115	109	-	-	-	-	-
2. Investissements de portefeuille et autres (bilatéral) . . . . .	3441	-481	-2015	-3205	-	1420	2858	1755	987	3111	-	-23	-76	-	-
3. Investissements de portefeuille multilatéral . . . . .	84	687	-12	-14	-	692	450	489	702	-1338	-	-	-	-	-
4. Crédits privés à l'exportation . . . . .	3031	-1652	-1082	-530	-	832	548	743	1573	1694	-	-	106	-	-
<b>V. Apport total de ressources (long terme) (I à IV) . . . . .</b>	<b>12229</b>	<b>5813</b>	<b>5617</b>	<b>6080</b>	<b>-</b>	<b>8560</b>	<b>11811</b>	<b>12147</b>	<b>13563</b>	<b>13095</b>	<b>35</b>	<b>57</b>	<b>105</b>	<b>168</b>	<b>97</b>
<i>Total en pourcentage du PNB . . . . .</i>	<i>2.06</i>	<i>0.61</i>	<i>0.59</i>	<i>0.51</i>	<i>..</i>	<i>1.19</i>	<i>0.98</i>	<i>1.01</i>	<i>0.90</i>	<i>0.77</i>	<i>0.20</i>	<i>0.20</i>	<i>0.36</i>	<i>0.47</i>	<i>0.25</i>
<i>Pour référence</i>															
<i>VERSEMENTS BRUTS</i>															
Aide Publique au Développement <sup>b</sup> . . . . .	4976	5663	6115	7675	7923	3980	5434	5617	8462	8203	35	57	49	57	72
Prêts nouveaux de développement . . . . .	798	1496	1532	1974	1886	1189	1483	1444	1967	1826	-	-	-	-	-
APD, Réaménagement de la dette . . . . .	57	145	424	937	895	384	54	141	1558	561	-	-	-	-	-
Aide alimentaire . . . . .	144	198	71	29	40	239	325	289	311	345	-	-	-	-	5
Autres Apports du Secteur Public . . . . .	754	1590	1892	1739	-	1335	3898	3164	3558	3415	-	-	-	-	-
Crédits publics à l'exportation . . . . .	-	967	787	-	-	684	751	998	855	1003	-	-	-	-	-
Crédits privés à l'exportation . . . . .	6219	-	-	77	-	2499	3345	3376	4390	4649	-	-	106	-	-
<i>ENGAGEMENTS</i>															
Aide Publique au Développement, Total <sup>b</sup> . . . . .	5288	7631	8487	9747	-	4876	6718	6133	7917	7906	35	57	49	57	72
Dons bilatéraux, Total . . . . .	3507	4351	4615	5449	-	2042	2742	2679	3826	3326	11	22	19	23	30
Annulation de dette . . . . .	39	-	-	-	-	361	3	92	257	373	-	-	-	-	-
Prêts bilatéraux, Total . . . . .	1011	2016	2557	2747	-	1573	2100	1918	2032	2027	-	-	-	-	-
Refinancement et Rééchelonnement . . . . .	-	-	-	-	-	89	140	153	-	-	-	-	-	-	-
Multilatérale . . . . .	770	1265	1315	1551	-	1260	1876	1536	2059	2553	24	35	30	34	43
Autres apports publics . . . . .	906	2456	3925	3497	-	1422	2469	2575	1589	1182	-	-	-	-	-
<i>POUR MÉMOIRE</i>															
Intérêts reçus sur l'Aide Publique au Développement . . . . .	-	-	-	-	-	234	443	392	-	-512	-	-	-	-	-
Intérêts reçus sur les autres apports publics . . . . .	-	-	-	-	-	53	274	583	-	-555	-	-	-	-	-

Pour les notes, voir les pages suivant le tableau 56

**Tableaux de référence**  
**Tableau 52. LES APPORTS FINANCIERS AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AUX ORGANISMES MULTILATÉRAUX**

<i>Versements</i>	ITALIE					JAPON					PAYS-BAS				
	1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991	1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991	1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991
<i>VERSEMENTS NETS</i>															
<b>I. Aide Publique au Développement (APD) (A + B)</b>	<b>720</b>	<b>3193</b>	<b>3613</b>	<b>3395</b>	<b>3352</b>	<b>3182</b>	<b>9134</b>	<b>8965</b>	<b>9069</b>	<b>10952</b>	<b>1537</b>	<b>2231</b>	<b>2094</b>	<b>2538</b>	<b>2517</b>
APD en pourcentage du PNB	0.17	0.39	0.42	0.31	0.30	0.29	0.32	0.31	0.31	0.32	1.03	0.98	0.94	0.92	0.88
A. Aide Publique au Développement bilatérale (1 + 2)	188	2408	2189	2112	2245	2213	6422	6779	6786	8860	1145	1552	1511	1833	1756
1. Dons et contributions assimilables à des dons	179	1604	1529	1298	1485	773	2908	3037	3014	3383	848	1393	1371	1707	1823
dont: Coopération technique	79	286	352	397	330	323	1093	1137	1334	1374	327	631	643	790	962
Dépenses administratives	14	82	87	117	121	43	266	269	305	376	46	72	69	83	86
2. Prêts de développement et capital	9	804	660	814	760	1440	3514	3741	3772	5477	297	159	140	126	-67
dont: Prêts nouveaux de développement	6	633	659	594	706	1178	3514	3741	5166	6914	291	145	255	309	143
B. Contributions aux organismes multilatéraux (1 + 2 + 3)	532	785	1424	1283	1107	970	2712	2186	2282	2092	392	679	582	705	761
1. Dons	267	599	679	793	1073	260	418	541	524	696	275	411	371	464	523
dont: Aux institutions des Nations Unies	62	213	241	261	314	245	378	501	484	649	158	229	197	262	242
CEE	188	329	407	435	632	-	-	-	-	-	115	182	173	192	248
2. Souscriptions versées au capital	264	186	745	490	34	716	2294	1646	1758	1396	117	268	212	241	238
dont: AID	173	-	508	291	-	357	1340	778	997	1073	92	208	148	173	151
Banques régionales de développement	54	141	204	150	11	281	704	687	465	126	20	26	28	47	59
3. Prêts concessionnels	1	-	-	-	0	-6	-	-	-	-	1	-	-	-	-
<b>II. Autres Apports du Secteur Public (AASP) net (A + B)</b>	<b>553</b>	<b>473</b>	<b>1123</b>	<b>1297</b>	<b>868</b>	<b>2471</b>	<b>-639</b>	<b>1544</b>	<b>3367</b>	<b>2582</b>	<b>22</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>50</b>	<b>45</b>
A. Autres apports publics bilatéraux (1 + 2)	555	472	1140	1272	833	2478	-428	647	3077	2527	22	4	0	50	45
1. Crédits publics à l'exportation <sup>a</sup>	138	185	403	287	468	1028	-1839	-1245	-1025	-491	-	-	-	-	-
2. Participations et autres éléments d'actifs bilatéraux	417	287	737	985	364	1450	1410	1892	4102	3018	22	4	0	50	45
B. Organismes multilatéraux	-2	1	-17	24	35	-7	-211	897	290	54	-	-	-	-	-
<b>III. Dons des organismes du secteur privé</b>	<b>3</b>	<b>19</b>	<b>42</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>26</b>	<b>107</b>	<b>122</b>	<b>103</b>	<b>168</b>	<b>91</b>	<b>180</b>	<b>198</b>	<b>240</b>	<b>225</b>
<b>IV. Apports privés aux conditions du marché (I à 4)</b>	<b>2955</b>	<b>1400</b>	<b>974</b>	<b>-1468</b>	<b>3299</b>	<b>3632</b>	<b>12822</b>	<b>13502</b>	<b>6191</b>	<b>11182</b>	<b>712</b>	<b>260</b>	<b>169</b>	<b>1143</b>	<b>1629</b>
1. Investissements directs	231	1053	571	45	532	1232	8190	11290	8144	4818	233	472	539	1141	1870
2. Investissements de portefeuille et autres (bilatéral)	51	0	149	215	658	1577	2830	1289	-2677	6437	-77	573	468	-294	331
3. Investissements de portefeuille multilatéral	-	-	-	-	-	1149	1583	236	-	-	284	-222	-254	-171	-558
4. Crédits privés à l'exportation	2673	347	254	-1729	2109	-325	219	687	12	616	271	-563	-585	467	-13
<b>V. Apport total de ressources (long terme) (I à IV)</b>	<b>4230</b>	<b>5085</b>	<b>5752</b>	<b>3223</b>	<b>7518</b>	<b>9312</b>	<b>21423</b>	<b>24133</b>	<b>18731</b>	<b>24883</b>	<b>2362</b>	<b>2675</b>	<b>2460</b>	<b>3971</b>	<b>4415</b>
Total en pourcentage du PNB	1.00	1.18	0.67	0.30	0.66	0.86	0.75	0.83	0.63	0.74	1.58	1.18	1.10	1.43	1.54
<i>Pour référence</i>															
<i>VERSEMENTS BRUTS</i>															
Aide Publique au Développement <sup>b</sup>	754	3240	3761	3469	3399	3529	10350	10077	10462	12391	1588	2356	2223	2735	2739
Prêts nouveaux de développement	40	680	801	643	749	1499	4731	4853	5166	6914	342	270	255	309	143
APD, Réaménagement de la dette	11	172	7	246	57	13	90	105	137	167	42	27	25	127	172
Aide alimentaire	112	298	237	216	197	269	137	59	31	44	96	132	102	135	110
Autres Apports du Secteur Public	881	667	1398	1639	1283	4692	4973	5343	6949	6018	25	37	31	85	86
Crédits publics à l'exportation	432	311	511	600	741	2295	1339	887	1011	1234	-	-	-	-	-
Crédits privés à l'exportation	3907	1941	3279	1486	3888	3494	2165	2770	1437	2567	610	514	220	794	37
<i>ENGAGEMENTS</i>															
Aide Publique au Développement, Total <sup>b</sup>	1566	4586	3544	3607	4882	4452	13747	10229	12072	15878	1658	2531	2422	2958	2445
Dons bilatéraux, Total	248	2052	1255	1418	1627	853	3540	2980	2998	3485	918	1461	1502	1961	1479
Annulation de dette	7	1	0	0	-	-	90	128	147	211	32	27	24	129	158
Prêts bilatéraux, Total	172	988	1054	674	1337	2623	8786	4890	7235	9695	279	347	262	209	196
Refinancement et Rééchelonnement	-	171	6	246	57	-	247	156	-	55	3	3	11	13	50
Multilatérale	1146	1546	1235	1514	1918	976	1422	2360	1839	2697	461	723	657	788	769
Autres apports publics	4168	2485	4119	4264	4066	4873	9160	9040	6249	6558	23	26	31	116	76
<i>POUR MÉMOIRE</i>															
Intérêts reçus sur l'Aide Publique au Développement	12	28	128	-49	-48	338	1096	-	-	-	43	75	76	-97	-
Intérêts reçus sur les autres apports publics	-	-	-	-	-	46	-	-	-	-	6	15	14	-18	-

Pour les notes, voir les pages suivant le tableau 56



**Tableaux de référence**  
**Tableau 53. LES APPORTS FINANCIERS AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AUX ORGANISMES MULTILATÉRAUX**

Versements	NOUVELLE ZÉLANDE					NORVÈGE					PORTUGAL				
	1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991	1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991	1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991
<i>Millions \$ des EU</i>															
<b>VERSEMENTS NETS</b>															
<b>I. Aide Publique au Développement (APD) (A + B)</b>	<b>68</b>	<b>104</b>	<b>87</b>	<b>95</b>	<b>100</b>	<b>504</b>	<b>985</b>	<b>917</b>	<b>1205</b>	<b>1178</b>	<b>5</b>	<b>84</b>	<b>107</b>	<b>148</b>	<b>213</b>
APD en pourcentage du PNB	0.30	0.27	0.22	0.23	0.25	0.91	1.13	1.05	1.17	1.14	0.02	0.21	0.24	0.25	0.31
A. Aide Publique au Développement bilatérale (1 + 2)	51	93	76	81	81	292	572	555	756	734	—	70	81	109	166
1. Dons et contributions assimilables à des dons	51	93	76	81	81	289	570	556	758	730	—	—	62	73	82
dont: Coopération technique	19	49	33	35	34	43	86	86	98	109	—	—	46	49	37
Dépenses administratives	1	5	—	3	8	14	35	35	40	41	—	—	—	—	2
2. Prêts de développement et capital	0	—	—	—	—	2	1	-1	-2	4	—	—	19	36	84
dont: Prêts nouveaux de développement	0	—	—	—	—	2	1	-1	-2	4	—	—	28	36	—
B. Contributions aux organismes multilatéraux (1 + 2 + 3)	18	10	11	14	19	212	413	363	449	443	—	14	26	39	47
1. Dons	9	6	3	9	11	151	261	235	293	294	—	12	18	29	40
dont: Aux institutions des Nations Unies	5	4	3	8	5	137	220	227	271	278	—	1	1	2	2
CEE	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	17	28	38
2. Souscriptions versées au capital	8	4	8	5	7	61	152	127	156	149	—	2	8	10	7
dont: AID	4	3	5	5	6	42	79	64	79	75	—	—	—	—	—
Banques régionales de développement	3	1	—	0	1	17	51	40	44	51	—	1	4	7	3
3. Prêts concessionnels	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>II. Autres Apports du Secteur Public (AASP) net (A + B)</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>40</b>	<b>-12</b>	<b>-21</b>	<b>-14</b>	<b>19</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>130</b>	<b>—</b>	<b>30</b>
A. Autres apports publics bilatéraux (1 + 2)	1	1	—	—	—	24	1	2	-1	0	—	—	130	—	30
1. Crédits publics à l'exportation <sup>a</sup>	0	1	—	—	—	15	—	—	—	—	—	—	121	—	—
2. Participations et autres éléments d'actifs bilatéraux	1	—	—	—	—	9	1	2	-1	0	—	—	8	—	30
B. Organismes multilatéraux	—	1	2	—	—	16	-12	-22	-13	18	—	—	—	—	—
<b>III. Dons des organismes du secteur privé</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>13</b>	<b>36</b>	<b>56</b>	<b>48</b>	<b>132</b>	<b>128</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>1</b>
<b>IV. Apports privés aux conditions du marché (1 à 4)</b>	<b>29</b>	<b>29</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>208</b>	<b>-123</b>	<b>-43</b>	<b>-129</b>	<b>61</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>181</b>	<b>83</b>
1. Investissements directs	23	28	—	—	—	27	28	16	29	37	—	—	—	10	18
2. Investissements de portefeuille et autres (bilatéral)	—	—	—	—	—	24	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Investissements de portefeuille multilatéral	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Crédits privés à l'exportation	6	1	—	—	—	156	-151	-59	-158	23	—	—	—	171	66
<b>V. Apport total de ressources (long terme) (I à IV)</b>	<b>105</b>	<b>142</b>	<b>100</b>	<b>108</b>	<b>113</b>	<b>788</b>	<b>906</b>	<b>902</b>	<b>1194</b>	<b>1385</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>237</b>	<b>329</b>	<b>327</b>
Total en pourcentage du PNB	0.46	0.37	..	0.26	0.28	1.43	1.04	1.03	1.16	1.34	..	..	..	0.55	0.48
<b>Pour référence</b>															
<b>VERSEMENTS BRUTS</b>															
Aide Publique au Développement <sup>b</sup>	68	104	87	95	100	504	988	921	1211	1180	1	84	115	148	213
Prêts nouveaux de développement	0	—	—	—	—	2	5	2	4	6	—	—	28	36	—
APD, Réaménagement de la dette	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	—	—	—	—	86
Aide alimentaire	1	—	—	—	—	25	25	14	31	11	—	—	0	0	7
Autres Apports du Secteur Public	2	2	2	—	—	53	37	15	24	20	—	—	162	—	31
Crédits publics à l'exportation	1	1	—	—	—	15	—	—	—	—	—	—	154	—	—
Crédits privés à l'exportation	6	1	—	—	—	241	21	63	42	30	—	—	—	171	80
<b>ENGAGEMENTS</b>															
Aide Publique au Développement, Total <sup>b</sup>	65	87	98	67	115	485	732	778	1014	1116	—	—	—	—	99
Dons bilatéraux, Total	51	78	89	48	96	270	311	425	616	725	—	—	—	—	25
Annulation de dette	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	—	—	—	—	22
Prêts bilatéraux, Total	0	—	—	—	—	3	2	2	4	6	—	—	—	—	14
Refinancement et Rééchelonnement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	70
Multilatérale	14	9	9	18	19	213	418	351	394	385	—	—	—	—	59
Autres apports publics	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
<b>POUR MÉMOIRE</b>															
Intérêts reçus sur l'Aide Publique au Développement	—	—	—	—	—	—	1	1	-1	-1	—	—	—	—	0
Intérêts reçus sur les autres apports publics	—	—	—	—	—	3	5	3	-3	—	—	—	—	—	—

Pour les notes, voir les pages suivant le tableau 56

**Tableaux de référence**  
**Tableau 54. LES APPORTS FINANCIERS AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AUX ORGANISMES MULTILATÉRAUX**

<i>Versements</i>	ESPAGNE					SUÈDE					SUISSE					<i>Millions \$ des EU</i>
	1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991	1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991	1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991	
<b>VERSEMENTS NETS</b>																
<b>I. Aide Publique au Développement (APD) (A + B) . . . . .</b>	<b>212</b>	<b>231</b>	<b>537</b>	<b>959</b>	<b>1177</b>	<b>956</b>	<b>1534</b>	<b>1799</b>	<b>2007</b>	<b>2116</b>	<b>247</b>	<b>617</b>	<b>558</b>	<b>750</b>	<b>863</b>	
APD en pourcentage du PNB . . . . .	0.11	0.07	0.14	0.20	0.23	0.87	0.86	0.96	0.91	0.92	0.24	0.32	0.30	0.32	0.36	
A. Aide Publique au Développement bilatérale (1 + 2) . . . . .	—	140	265	605	791	635	1034	1275	1379	1476	174	445	423	551	727	
1. Dons et contributions assimilables à des dons . . . . .	—	59	122	227	244	627	1038	1279	1379	1469	166	414	392	533	718	
dont: Coopération technique . . . . .	—	40	89	156	195	110	207	316	178	204	37	103	64	—	—	
Dépenses administratives . . . . .	—	—	—	—	—	34	51	61	71	82	6	13	13	17	19	
2. Prêts de développement et capital . . . . .	—	81	143	378	547	7	—4	—3	—	7	9	31	31	18	9	
dont: Prêts nouveaux de développement . . . . .	—	81	177	392	—	7	—4	—	—	—	9	31	31	18	9	
B. Contributions aux organismes multilatéraux (1 + 2 + 3) . . . . .	—	90	272	354	386	322	500	524	628	640	73	172	134	199	136	
1. Dons . . . . .	—	77	134	255	—	208	310	322	429	443	44	110	98	136	118	
dont: Aux institutions des Nations Unies . . . . .	—	12	23	23	24	196	281	289	367	391	44	95	91	117	109	
CEE . . . . .	—	64	110	230	245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Souscriptions versées au capital . . . . .	—	13	138	98	—	114	194	202	199	197	24	62	36	63	18	
dont: AID . . . . .	—	—	62	—	42	85	131	124	121	155	—	—	—	—	—	
Banques régionales de développement . . . . .	—	5	29	97	38	25	59	57	65	21	21	62	36	63	18	
3. Prêts concessionnels . . . . .	—	—	—	—	—	—	—3	0	—	—	4	—	—	—	—	
<b>II. Autres Apports du Secteur Public (AASP) net (A + B) . . . . .</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>126</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>2</b>	<b>8</b>	<b>11</b>	<b>-7</b>	<b>-6</b>	<b>-6</b>	<b>-3</b>	
A. Autres apports publics bilatéraux (1 + 2) . . . . .	—	—	—	—	—	122	—	—	2	8	11	-7	-6	-6	-3	
1. Crédits publics à l'exportation <sup>a</sup> . . . . .	—	—	—	—	—	122	—	—	—	—	—	-7	-6	-6	—	
2. Participations et autres éléments d'actifs bilatéraux . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	2	8	11	—	—	—	-3	
B. Organismes multilatéraux . . . . .	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
<b>III. Dons des organismes du secteur privé . . . . .</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>32</b>	<b>70</b>	<b>35</b>	<b>59</b>	<b>120</b>	<b>132</b>	<b>140</b>	<b>130</b>	<b>55</b>	<b>89</b>	<b>91</b>	<b>114</b>	<b>131</b>	
<b>IV. Apports privés aux conditions du marché (1 à 4) . . . . .</b>	<b>—</b>	<b>-414</b>	<b>-138</b>	<b>-57</b>	<b>—</b>	<b>541</b>	<b>686</b>	<b>412</b>	<b>660</b>	<b>-423</b>	<b>2412</b>	<b>1413</b>	<b>2018</b>	<b>3749</b>	<b>-168</b>	
1. Investissements directs . . . . .	—	—	—	—	—	110	145	98	253	8	300	2208	2188	4088	—	
2. Investissements de portefeuille et autres (bilatéral) . . . . .	—	—	—	—	—	9	—	—	—	—	1201	-77	—	—	—	
3. Investissements de portefeuille multilatéral . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	869	-128	196	237	—	
4. Crédits privés à l'exportation . . . . .	—	-414	-138	-57	—	422	541	312	407	-430	43	-591	-367	-576	-168	
<b>V. Apport total de ressources (long terme) (I à IV) . . . . .</b>	<b>—</b>	<b>-183</b>	<b>430</b>	<b>971</b>	<b>—</b>	<b>1683</b>	<b>2340</b>	<b>2343</b>	<b>2809</b>	<b>1832</b>	<b>2726</b>	<b>2111</b>	<b>2660</b>	<b>4606</b>	<b>822</b>	
Total en pourcentage du PNB . . . . .	..	..	0.11	0.20	..	1.52	1.31	1.25	1.27	0.80	2.68	1.09	1.43	1.96	0.34	
<b>Pour référence</b>																
<b>VERSEMENTS BRUTS</b>																
Aide Publique au Développement <sup>b</sup> . . . . .	79	231	571	973	—	957	1542	1803	2007	2116	249	621	559	751	867	
Prêts nouveaux de développement . . . . .	—	81	177	392	—	8	—	—	—	—	11	35	33	20	13	
APD, Réaménagement de la dette . . . . .	—	—	—	—	—	—	19	0	30	7	—	—	—	—	133	
Aide alimentaire . . . . .	—	19	16	28	—	42	29	2	36	33	24	39	38	24	31	
Autres Apports du Secteur Public . . . . .	—	—	—	—	—	146	—	—	2	9	14	—	—	—	—	
Crédits publics à l'exportation . . . . .	—	—	—	—	—	142	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Crédits privés à l'exportation . . . . .	—	399	261	549	—	614	997	853	1044	361	870	442	410	423	564	
<b>ENGAGEMENTS</b>																
Aide Publique au Développement, Total <sup>b</sup> . . . . .	—	—	—	—	—	900	1557	1805	1965	2076	262	706	592	744	1240	
Dons bilatéraux, Total . . . . .	—	—	—	—	—	562	1078	1275	1340	1479	179	519	509	616	828	
Annulation de dette . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	—	—	—	—	133	
Prêts bilatéraux, Total . . . . .	—	—	—	—	—	8	—	—	—	—	20	—	—	—	—	
Refinancement et Rééchelonnement . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Multilatérale . . . . .	—	—	—	—	—	331	479	530	625	597	62	188	83	128	412	
Autres apports publics . . . . .	—	—	—	—	—	145	—	—	—	9	3	—	—	—	—	
<b>POUR MÉMOIRE</b>																
Intérêts reçus sur l'Aide Publique au Développement . . . . .	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	1	1	1	—	—	
Intérêts reçus sur les autres apports publics . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	

Pour les notes, voir les pages suivant le tableau 56

**Tableaux de référence**  
**Tableau 55. LES APPORTS FINANCIERS AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AUX ORGANISMES MULTILATÉRAUX**

<i>Versements</i>	ROYAUME-UNI					ÉTATS-UNIS					TOTAL CAD				
	1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991	1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991	1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991
<i>VERSEMENTS NETS</i>															
<b>I. Aide Publique au Développement (APD) (A + B) . . . . .</b>	<b>1949</b>	<b>2645</b>	<b>2587</b>	<b>2638</b>	<b>3248</b>	<b>7041</b>	<b>10141</b>	<b>7676</b>	<b>11394</b>	<b>11262</b>	<b>27097</b>	<b>47027</b>	<b>45741</b>	<b>52960</b>	<b>56709</b>
<i>APD en pourcentage du PNB . . . . .</i>	<i>0.38</i>	<i>0.32</i>	<i>0.31</i>	<i>0.27</i>	<i>0.32</i>	<i>0.24</i>	<i>0.21</i>	<i>0.15</i>	<i>0.21</i>	<i>0.20</i>	<i>0.34</i>	<i>0.34</i>	<i>0.32</i>	<i>0.33</i>	<i>0.33</i>
A. Aide Publique au Développement bilatérale (1 + 2) . . . . .	1204	1430	1463	1474	1818	4515	6765	6827	8367	9387	18257	31964	32960	37147	41299
1. Dons et contributions assimilables à des dons . . . . .	1243	1528	1548	1567	1929	3310	6472	6791	8529	12043	13583	24651	25857	30770	34645
<i>dont: Coopération technique . . . . .</i>	<i>435</i>	<i>642</i>	<i>608</i>	<i>709</i>	<i>835</i>	<i>918</i>	<i>2127</i>	<i>2157</i>	<i>2717</i>	<i>2912</i>	<i>5371</i>	<i>9542</i>	<i>9627</i>	<i>11390</i>	<i>12371</i>
<i>Dépenses administratives . . . . .</i>	<i>64</i>	<i>82</i>	<i>79</i>	<i>99</i>	<i>101</i>	<i>353</i>	<i>505</i>	<i>561</i>	<i>575</i>	<i>598</i>	<i>816</i>	<i>1611</i>	<i>1818</i>	<i>1924</i>	<i>2163</i>
2. Prêts de développement et capital . . . . .	-39	-98	-86	-92	-110	1205	293	36	-162	-2656	4674	7243	7103	6377	6654
<i>dont: Prêts nouveaux de développement . . . . .</i>	<i>-45</i>	<i>-128</i>	<i>22</i>	<i>11</i>	<i>-93</i>	<i>467</i>	<i>286</i>	<i>318</i>	<i>182</i>	<i>165</i>	<i>3515</i>	<i>6842</i>	<i>7528</i>	<i>7856</i>	<i>10335</i>
B. Contributions aux organismes multilatéraux (1 + 2 + 3) . . . . .	744	1215	1124	1164	1430	2526	3376	850	3027	1875	8624	15063	12782	15813	15410
1. Dons . . . . .	425	725	744	814	1029	852	913	788	942	846	4118	6792	6855	8161	9394
<i>dont: Aux institutions des Nations Unies . . . . .</i>	<i>102</i>	<i>192</i>	<i>190</i>	<i>196</i>	<i>232</i>	<i>674</i>	<i>726</i>	<i>610</i>	<i>755</i>	<i>655</i>	<i>2225</i>	<i>3481</i>	<i>3430</i>	<i>4046</i>	<i>4366</i>
<i>CEE . . . . .</i>	<i>302</i>	<i>488</i>	<i>499</i>	<i>587</i>	<i>743</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>1540</i>	<i>2644</i>	<i>2762</i>	<i>3233</i>	<i>4374</i>
2. Souscriptions versées au capital . . . . .	319	489	381	352	403	1650	2467	65	2094	1041	4482	8288	5941	7674	5656
<i>dont: AID . . . . .</i>	<i>234</i>	<i>311</i>	<i>286</i>	<i>310</i>	<i>364</i>	<i>997</i>	<i>1910</i>	<i>-</i>	<i>961</i>	<i>1032</i>	<i>2771</i>	<i>5293</i>	<i>3319</i>	<i>4222</i>	<i>4663</i>
<i>Banques régionales de développement . . . . .</i>	<i>82</i>	<i>50</i>	<i>88</i>	<i>41</i>	<i>17</i>	<i>530</i>	<i>397</i>	<i>65</i>	<i>711</i>	<i>6</i>	<i>1244</i>	<i>2139</i>	<i>1960</i>	<i>2386</i>	<i>612</i>
3. Prêts concessionnels . . . . .	1	-	-1	-2	-2	23	-4	-3	-9	-12	25	-16	-14	-22	-26
<b>II. Autres Apports du Secteur Public (AASP) net (A + B) . . . . .</b>	<b>113</b>	<b>323</b>	<b>459</b>	<b>628</b>	<b>516</b>	<b>1202</b>	<b>1906</b>	<b>-496</b>	<b>-450</b>	<b>-</b>	<b>6471</b>	<b>4761</b>	<b>5780</b>	<b>8944</b>	<b>7014</b>
A. Autres apports publics bilatéraux (1 + 2) . . . . .	113	323	459	628	516	1202	1906	-496	-450	-	6469	4936	4825	8702	6969
1. Crédits publics à l'exportation <sup>a</sup> . . . . .	-601	196	342	467	339	690	-865	-839	-915	-	2437	-1764	-400	-263	1712
2. Participations et autres éléments d'actifs bilatéraux . . . . .	714	127	117	162	178	512	2771	343	465	-	4032	6700	5225	8964	5257
B. Organismes multilatéraux . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-175	955	242	45
<b>III. Dons des organismes du secteur privé . . . . .</b>	<b>105</b>	<b>239</b>	<b>262</b>	<b>327</b>	<b>-</b>	<b>1200</b>	<b>2255</b>	<b>1877</b>	<b>2505</b>	<b>2690</b>	<b>2236</b>	<b>4234</b>	<b>4040</b>	<b>5075</b>	<b>..</b>
<b>IV. Apports privés aux conditions du marché (1 à 4) . . . . .</b>	<b>7948</b>	<b>1082</b>	<b>69</b>	<b>-8020</b>	<b>-</b>	<b>14019</b>	<b>3203</b>	<b>7325</b>	<b>-2356</b>	<b>-</b>	<b>48056</b>	<b>27870</b>	<b>28813</b>	<b>1386</b>	<b>..</b>
1. Investissements directs . . . . .	1848	3831	3945	2664	-	5098	4205	7075	7788	-	11956	25158	30095	26779	..
2. Investissements de portefeuille et autres (bilatéral) . . . . .	4676	-1425	-7542	-10835	-	7851	-1619	-1390	-11648	-	22817	2996	-7170	-27794	..
3. Investissements de portefeuille multilatéral . . . . .	-	-	-	-	-	357	-1009	-458	1077	-	3494	1399	199	1850	..
4. Crédits privés à l'exportation . . . . .	1424	-1324	3666	-	-	713	1626	2098	427	-	9789	-1683	5689	-395	..
<b>V. Apport total de ressources (long terme) (I à IV) . . . . .</b>	<b>10115</b>	<b>4289</b>	<b>3377</b>	<b>-4427</b>	<b>-</b>	<b>23462</b>	<b>17505</b>	<b>16382</b>	<b>11093</b>	<b>-</b>	<b>83645</b>	<b>83807</b>	<b>84374</b>	<b>68365</b>	<b>..</b>
<i>Total en pourcentage du PNB . . . . .</i>	<i>1.98</i>	<i>0.52</i>	<i>0.41</i>	<i>-0.46</i>	<i>..</i>	<i>0.81</i>	<i>0.36</i>	<i>0.32</i>	<i>0.20</i>	<i>..</i>	<i>1.10</i>	<i>0.61</i>	<i>0.59</i>	<i>0.44</i>	<i>..</i>
<i>Pour référence</i>															
<i>VERSEMENTS BRUTS</i>															
Aide Publique au Développement <sup>b</sup> . . . . .	2136	2795	2734	2776	3401	7724	10948	8573	12395	19710	29839	50469	49318	60680	69613
Prêts nouveaux de développement . . . . .	141	21	22	11	14	995	286	318	182	165	5537	9411	9770	11073	12085
APD, Réaménagement de la dette . . . . .	93	44	39	49	55	68	78	37	1425	9241	675	735	832	5116	11406
Aide alimentaire . . . . .	147	172	179	165	192	1234	1823	1742	1614	1861	2698	3817	3239	3158	3488
Autres Apports du Secteur Public . . . . .	746	370	552	696	610	3274	3940	1466	3204	-	13289	16937	15649	19793	13569
Crédits publics à l'exportation . . . . .	-	196	342	464	339	2254	483	480	686	-	6953	4738	5162	4984	5038
Crédits privés à l'exportation . . . . .	4843	1937	8655	-	-	2661	4225	6251	4725	-	27715	17485	28103	16998	13472
<i>ENGAGEMENTS</i>															
Aide Publique au Développement, Total <sup>b</sup> . . . . .	2137	2948	2947	3447	3991	7299	11176	8808	23419	18261	32786	59660	52434	73993	64277
Dons bilatéraux, Total . . . . .	1076	1653	1679	1923	2318	4046	6818	7505	19771	10956	15482	28744	28406	44102	30218
Annulation de dette . . . . .	88	43	46	88	129	-	-	469	11632	2536	528	270	781	12314	3615
Prêts bilatéraux, Total . . . . .	114	39	59	37	36	1496	1111	366	675	5225	7933	15951	11468	13912	18881
Refinancement et Rééchelonnement . . . . .	-	-	2	0	-	70	-	-	-	4746	164	560	327	259	4978
Multilatérale . . . . .	947	1256	1209	1487	1637	1757	3247	937	2973	2080	9371	14965	12560	15979	15178
Autres apports publics . . . . .	817	442	601	717	594	3484	3720	1353	2630	-	17586	22604	23938	20945	13714
<i>POUR MÉMOIRE</i>															
Intérêts reçus sur l'Aide Publique au Développement . . . . .	68	63	44	-	-39	521	756	692	-	-	1227	2471	1440	-207	-662
Intérêts reçus sur les autres apports publics . . . . .	44	75	82	-	-	948	1120	876	-1278	-	1381	1613	1677	-1358	-616

Pour les notes, voir les pages suivant le tableau 56

# Tableaux de référence

Tableau 56. LES APPORTS FINANCIERS AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT  
ET AUX ORGANISMES MULTILATÉRAUX

<i>Versements</i>		<i>Millions \$ des EU</i>				
		CEE				
		1980-1982 moyenne	1988	1989	1990	1991
<i>VERSEMENTS NETS</i>						
<b>I. Aide Publique au Développement (APD) (A + B)</b>		<b>1436</b>	<b>2915</b>	<b>2690</b>	<b>2862</b>	<b>3818</b>
APD en pourcentage du PNB		..	..	..	..	..
A. Aide Publique au Développement bilatérale (1 + 2)		1215	2587	2473	2618	3594
1. Dons et contributions assimilables à des dons		1012	2511	2403	2551	3513
dont: Coopération technique		..	393	—	30	38
Dépenses administratives		43	104	63	—	—
2. Prêts de développement et capital		202	76	70	67	81
dont: Prêts nouveaux de développement		134	76	70	67	81
B. Contributions aux organismes multilatéraux (1 + 2 + 3)		222	328	217	244	224
1. Dons		222	322	217	244	224
dont: Aux institutions des Nations Unies		149	214	191	244	224
CEE		—	—	—	—	—
2. Souscriptions versées au capital		—	—	—	—	—
dont: AID		—	—	—	—	—
Banques régionales de développement		—	—	—	—	—
3. Prêts concessionnels		—	—	—	—	—
<b>II. Autres Apports du Secteur Public (AASP) net (A + B)</b>		<b>272</b>	<b>56</b>	<b>121</b>	<b>264</b>	<b>154</b>
A. Autres apports publics bilatéraux (1 + 2)		272	56	121	264	154
1. Crédits publics à l'exportation <sup>a</sup>		—	—	—	—	—
2. Participations et autres éléments d'actifs bilatéraux		272	56	121	264	154
B. Organismes multilatéraux		—	—	—	—	—
<b>III. Dons des organismes du secteur privé</b>		—	—	—	—	—
<b>IV. Apports privés aux conditions du marché (1 à 4)</b>		—	—	—	—	—
1. Investissements directs		—	—	—	—	—
2. Investissements de portefeuille et autres (bilatéral)		—	—	—	—	—
3. Investissements de portefeuille multilatéral		—	—	—	—	—
4. Crédits privés à l'exportation		—	—	—	—	—
<b>V. Apport total de ressources (long terme) (I à IV)</b>		<b>1709</b>	<b>2971</b>	<b>2811</b>	<b>3237</b>	<b>3972</b>
Total en pourcentage du PNB		..	..	..	..	..
<i>Pour référence</i>						
<i>VERSEMENTS BRUTS</i>						
Aide Publique au Développement <sup>b</sup>		1450	2955	2731	2915	3883
Prêts nouveaux de développement		149	116	111	120	146
APD, Réaménagement de la dette		—	—	—	—	—
Aide alimentaire		536	687	614	616	802
Autres Apports du Secteur Public		323	286	364	494	352
Crédits publics à l'exportation		—	—	—	—	—
Crédits privés à l'exportation		—	—	—	—	—
<i>ENGAGEMENTS</i>						
Aide Publique au Développement, Total <sup>b</sup>		1841	4785	3366	2981	4548
Dons bilatéraux, Total		1280	4222	2968	2663	4129
Annulation de dette		—	—	—	—	—
Prêts bilatéraux, Total		342	213	139	56	164
Refinancement et Rééchelonnement		—	—	—	—	—
Multilatérale		219	350	259	262	255
Autres apports publics		457	615	535	576	616
<i>POUR MÉMOIRE</i>						
Intérêts reçus sur l'Aide Publique au Développement		11	—	28	-34	-34
Intérêts reçus sur les autres apports publics		64	—	211	-192	-185

Pour les notes, voir les pages suivant le tableau 56

## **NOTES AUX TABLEAUX 47 A 56**

- a)* Y compris le montant des fonds publics de soutien aux crédits privés à l'exportation.
- b)* Y compris le réaménagement de la dette.
- c)* Non compris l'annulation de dettes nées de créances autres que l'APD en 1990 et 1991. Voir notes au Tableau 1.

Tableau 57. DÉFLATEURS DU PNB DES PAYS MEMBRES DU CAD<sup>a)</sup>

1990 = 100.00

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1991
Australie . . . . .	46.07	48.59	51.56	50.96	56.67	60.30	68.37	75.04	74.07	71.26	74.30	63.16	64.95	73.31	89.58	97.53	101.13
Autriche . . . . .	30.82	35.28	36.11	41.29	49.47	56.11	60.67	51.96	51.81	51.03	48.00	47.80	67.43	83.58	87.04	83.56	101.11
Belgique . . . . .	38.00	45.39	46.42	53.65	63.69	71.09	74.32	61.37	53.98	51.11	47.72	48.87	67.41	82.22	84.46	82.35	100.86
Canada . . . . .	42.85	45.72	51.60	51.25	50.83	54.68	60.70	65.11	70.01	73.93	72.32	70.73	71.54	78.20	87.76	95.65	104.57
Danemark . . . . .	33.49	39.96	41.39	45.36	54.43	61.42	62.08	53.92	50.97	49.95	46.57	47.83	65.35	81.25	86.26	82.86	99.60
Finlande . . . . .	28.38	33.44	35.97	37.87	39.87	45.32	51.75	49.85	48.68	45.95	45.82	47.34	60.09	72.49	81.44	84.65	97.85
France . . . . .	33.89	43.18	42.55	45.17	53.83	62.88	70.69	61.52	56.96	53.77	50.22	51.72	70.24	82.94	86.03	83.00	99.44
Allemagne . . . . .	36.21	40.69	41.18	46.33	55.57	63.23	66.73	56.01	54.69	53.60	49.04	48.45	67.69	83.41	86.61	83.08	101.65
Irlande . . . . .	29.51	34.40	33.85	37.01	44.95	54.57	62.87	58.44	59.55	56.65	52.55	54.81	74.06	84.25	88.35	86.19	99.90
Italie . . . . .	26.76	31.33	28.95	32.58	38.54	45.57	53.25	47.15	46.55	47.80	45.74	45.74	63.29	76.86	80.53	81.24	103.65
Japon . . . . .	28.91	34.18	36.41	42.57	56.77	55.92	55.70	58.84	53.15	56.13	56.47	57.09	82.37	95.78	108.56	102.77	109.71
Pays-Bas . . . . .	36.41	42.99	44.76	51.27	61.14	68.69	73.01	61.50	60.89	58.09	53.01	52.32	71.45	85.51	89.05	83.42	100.60
Nouvelle-Zélande . . . .	38.99	38.07	37.52	41.45	49.62	57.84	61.34	63.49	61.41	56.55	53.46	51.91	63.39	82.74	98.91	95.44	98.29
Norvège . . . . .	36.71	42.51	43.84	48.70	52.70	57.96	68.42	67.56	66.62	63.16	60.53	60.72	69.55	80.95	86.38	86.76	97.99
Portugal . . . . .	30.35	35.37	36.33	39.72	46.72	51.78	5.53	8.03	12.69	21.95	36.44	51.61	53.42	56.50	64.26	79.21	112.00
Espagne . . . . .	30.74	35.83	36.80	40.23	47.33	52.45	20.94	30.52	41.14	60.05	75.12	86.37	78.90	73.66	74.19	80.24	104.76
Suède . . . . .	32.64	39.92	43.66	47.04	51.36	58.17	65.87	60.49	52.74	47.15	47.15	48.38	62.65	74.15	81.81	83.93	105.23
Suisse . . . . .	24.54	30.24	33.47	35.77	49.77	54.67	55.77	50.60	52.22	52.17	47.96	47.00	66.64	82.38	86.46	80.62	101.92
Royaume-Uni . . . . .	27.10	32.74	30.47	33.60	40.90	52.06	67.88	65.98	61.32	55.86	51.37	52.61	61.58	76.15	88.24	86.78	106.16
États-Unis . . . . .	42.34	46.35	48.69	51.56	55.42	59.96	65.40	71.37	75.61	78.48	81.46	84.16	86.34	89.19	92.22	96.01	103.70
TOTAL CAD . . . . .	34.79	40.39	41.62	45.41	53.15	58.71	63.31	61.06	59.74	59.90	58.91	59.83	73.77	84.59	90.54	89.74	103.40

a) Compte tenu de l'effet des variations des taux de change de sorte qu'il s'agit de déflateurs s'appliquant uniquement à des chiffres exprimés en dollars des États-Unis.

Tableau 58. APD DES PAYS MEMBRES DU CAD

Aux prix et taux de change de 1990

En millions de dollars

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Australie . . . . .	1 191	1 057	1 045	1 185	1 158	856	1 229	1 045	955	1 038
Autriche . . . . .	455	309	377	520	293	241	346	338	394	542
Belgique . . . . .	925	938	935	901	811	836	711	854	889	824
Canada . . . . .	1 709	1 934	2 247	2 306	2 370	2 411	2 674	2 426	2 470	2 490
Danemark . . . . .	814	791	964	919	1 064	1 058	1 068	1 131	1 171	1 205
Finlande . . . . .	297	334	388	445	520	597	746	835	846	951
France . . . . .	7 082	7 095	7 544	7 724	7 269	7 867	6 350	7 030	7 194	7 526
Allemagne . . . . .	5 762	5 926	5 673	6 072	5 660	5 264	5 462	5 956	6 320	6 778
Irlande . . . . .	78	58	66	72	84	61	64	57	57	73
Italie . . . . .	1 742	1 744	2 477	2 400	3 798	3 403	3 965	4 448	3 395	3 234
Japon . . . . .	5 688	6 701	7 648	6 651	6 840	7 665	8 413	8 723	9 069	9 983
Pays-Bas . . . . .	2 417	2 058	2 392	2 171	2 436	2 449	2 505	2 510	2 538	2 502
Nouvelle-Zélande . . . . .	106	108	102	104	119	105	105	91	95	102
Norvège . . . . .	840	924	893	946	1 147	1 100	1 140	1 057	1 205	1 202
Portugal . . . . .	32	55	22	19	41	71	131	135	148	190
Espagne . . . . .	574	115	180	195	258	292	311	669	959	1 123
Suède . . . . .	1 872	1 599	1 572	1 736	1 740	1 854	1 875	2 144	2 007	2 011
Suisse . . . . .	483	613	595	644	633	664	714	692	750	847
Royaume-Uni . . . . .	2 936	2 883	2 783	2 908	2 821	2 457	2 997	2 981	2 638	3 060
États-Unis . . . . .	10 848	10 297	10 693	11 173	11 077	10 219	10 996	7 995	11 394	10 860
TOTAL CAD . . . . .	45 850	45 536	48 595	49 092	50 137	49 468	51 803	51 115	52 960 <sup>a</sup>	54 730 <sup>a</sup>
<i>Pour mémoire :</i>										
Total CAD aux prix et aux taux de change courants . . . . .	28 017	27 673	28 885	29 608	36 888	41 850	47 027	45 740	52 960 <sup>a</sup>	56 709 <sup>a</sup>

a) Non compris l'annulation des dettes nées de créances autres que l'APD en 1990 et 1991. Voir tableau 1.

Tableau 59. PRODUIT NATIONAL BRUT ET POPULATION DES PAYS MEMBRES DU CAD

	Produit national brut (milliards de dollars)				Population (milliers)			
	1981-82 Moyenne	1989	1990	1991	1981-82 Moyenne	1989	1990	1991
Australie . . . . .	157.7	271.1	280.8	279.7	15 050	16 833	17 086	17 335
Autriche . . . . .	66.0	125.5	157.9	162.4	7 539	7 624	7 712	7 810
Belgique . . . . .	91.8	153.5	195.1	200.0	9 856	9 938	9 948	9 979
Canada . . . . .	282.7	528.9	560.1	572.5	24 512	26 254	26 620	27 400
Danemark . . . . .	54.7	100.3	124.0	125.5	5 120	5 132	5 135	5 146
Finlande . . . . .	49.7	113.0	133.4	122.0	4 813	4 964	4 986	5 014
France . . . . .	560.4	958.1	1 190.6	1 199.1	54 091	56 160	56 437	57 050
Allemagne . . . . .	670.6	1 201.5	1 514.6	1 690.1	61 660	61 990	63 074	79 819
Irlande . . . . .	17.5	28.9	35.8	38.4	–	3 515	3 503	3 520
Italie . . . . .	407.4	858.1	1 081.3	1 134.4	56 570	57 525	57 647	56 411
Japon . . . . .	1 102.9	2 889.9	2 960.4	3 391.5	118 050	123 116	123 610	124 040
Pays-Bas . . . . .	139.1	223.6	276.9	287.0	14 278	14 849	14 944	15 065
Nouvelle-Zélande . . . . .	23.4	39.9	41.3	40.4	3 141	3 343	3 429	3 435
Norvège . . . . .	54.8	87.7	103.2	103.2	4 108	4 227	4 249	4 274
Portugal . . . . .	22.3	44.6	59.6	68.9	–	10 340	10 430	10 600
Espagne . . . . .	180.1	380.0	485.6	522.0	–	38 880	38 970	38 900
Suède . . . . .	104.2	187.5	221.2	230.3	8 326	8 493	8 559	8 621
Suisse . . . . .	99.9	186.6	234.8	238.2	6 448	6 723	6 751	6 832
Royaume-Uni . . . . .	499.8	829.1	963.7	1 008.8	56 341	57 236	57 408	57 411
États-Unis . . . . .	3 039.2	5 132.0	5 440.9	5 685.8	231 164	248 762	249 000	253 000
TOTAL CAD . . . . .	7 624.2	14 339.7	16 061.1	17 100.5	681 071	765 904	769 498	791 662



Tableau 60. NIVEAU DU PNB ET DE LA POPULATION EN 1990 ET TAUX DE CROISSANCE  
DU PNB RÉEL PAR HABITANT DE 1980 A 1990

	1991	1990	1980-90		PNB 1990 aux prix courants
	PNB par tête US \$	Population Millions	Croissance en (%) PNB par tête PNB		Millions de \$
PMA <sup>a</sup>					
Afghanistan . . . . .	..	..	..	..	..
Bangladesh . . . . .	220	113.19	1.0	3.7	22 579
Bénin . . . . .	380	4.74	1.0	2.2	1 716
Bhoutan . . . . .	180	1.43	7.4	9.7	273
Botswana . . . . .	2 590	1.25	6.3	9.9	2 561
Burkina-Faso . . . . .	350	9.02	1.4	4.1	2 955
Burundi . . . . .	210	5.47	1.3	2.9	1 151
Cap-Vert . . . . .	750	0.37	3.1	5.7	331
Centrafricaine, République . . . . .	390	3.04	-1.3	1.4	1 194
Tchad . . . . .	220	5.68	3.3	5.8	1 074
Comores . . . . .	500	0.48	-0.8	2.8	227
Djibouti . . . . .	..	0.43	..	..	..
Guinée équatoriale . . . . .	330	0.42	..	..	136
Ethiopie . . . . .	120	51.18	-3.5	1.9	6 041
Gambie . . . . .	360	0.88	-0.3	3.0	229
Guinée . . . . .	450	5.72	..	..	2 756
Guinée-Bissau . . . . .	190	0.98	1.7	3.7	176
Haïti . . . . .	370	6.49	-2.3	-0.4	2 400
Kampuchea . . . . .	200	..	..	..	..
Kiribati . . . . .	750	0.07	1.7	3.6	54
Laos . . . . .	230	4.19	0.7	3.7	848
Lesotho . . . . .	580	1.77	-0.9	1.8	832
Libéria . . . . .	..	2.56	-5.2	..	..
Madagascar . . . . .	210	11.62	-2.3	0.5	2 710
Malawi . . . . .	230	8.50	-0.1	3.3	1 662
Maldives . . . . .	460	0.22	6.6	10.0	96
Mali . . . . .	280	8.46	1.2	3.8	2 292
Mauritanie . . . . .	500	1.97	-1.8	0.6	987
Mozambique . . . . .	70	15.78	-4.1	-1.5	1 208
Myanmar . . . . .	..	41.61	..	..	..
Népal . . . . .	180	19.10	1.8	4.5	3 289
Niger . . . . .	300	7.67	-4.5	-1.3	2 365
Rwanda . . . . .	260	7.11	-2.2	1.0	2 214
St. Thomas-&-Prince . . . . .	350	0.12	-4.2	-1.5	47
Sierra Leone . . . . .	210	4.14	-1.5	0.9	981
Salomon, Iles . . . . .	560	0.32	3.4	7.0	187
Somalie . . . . .	150	6.28	-1.8	1.1	946
Soudan . . . . .	470	25.19	..	..	..
Tanzanie . . . . .	100	24.52	-0.7	2.3	2 779
Togo . . . . .	410	3.64	-1.7	1.8	1 474
Tuvalu . . . . .	..	..	..	..	..
Ouganda . . . . .	160	17.36	0.8	4.1	3 814
Vanuatu . . . . .	1 120	0.16	-0.5	2.4	167
Samoa occidentale . . . . .	930	0.16	1.2	2.0	165
Yémen . . . . .	540	11.61	..	..	..
Zaire . . . . .	160	35.56	-1.5	1.6	8 117
Zambie . . . . .	420	8.12	-2.9	0.7	3 391
TOTAL . . . . .	220	478.58	-0.5	2.7	86 424

Tableau 60. NIVEAU DU PNB ET DE LA POPULATION EN 1990 ET TAUX DE CROISSANCE  
DU PNB RÉEL PAR HABITANT DE 1980 A 1990 (suite)

	1991	1990	1980-90		PNB 1990 aux prix courants
	PNB par tête US \$	Population Millions	Croissance en (%) PNB par tête PNB		Millions de \$
AUTRES PFR <sup>b</sup>					
Albanie . . . . .	..	3.26	..	..	..
Angola . . . . .	620	10.01	6.1	2.6	5 996
Bolivie . . . . .	650	7.31	-2.6	..	4 526
Cameroun . . . . .	940	11.94	-0.3	2.9	11 233
Chine . . . . .	370	1 133.70	7.9	9.5	415 884
Colombie . . . . .	1 280	32.84	1.1	3.1	40 805
Congo . . . . .	1 120	2.28	-0.2	3.2	2 296
Côte d'Ivoire . . . . .	690	12.23	-3.7	0.2	8 920
Dominicaine, République . . . . .	950	7.14	-0.4	2.3	5 847
Équateur . . . . .	1 020	10.56	-0.8	1.9	10 112
Égypte . . . . .	620	52.06	2.1	4.7	31 381
El Salvador . . . . .	1 070	5.26	-0.6	0.8	5 767
Ghana . . . . .	400	14.87	-0.6	2.8	5 824
Guatemala . . . . .	930	9.20	-2.1	0.7	8 309
Guyane . . . . .	290	0.80	-3.2	-2.7	293
Honduras . . . . .	570	5.12	-1.2	2.2	3 023
Inde . . . . .	330	849.51	3.2	5.4	294 816
Indonésie . . . . .	610	181.58	4.1	6.3	101 151
Kenya . . . . .	340	24.37	0.3	4.2	8 958
Maroc . . . . .	1 030	25.09	1.6	4.3	23 788
Nicaragua . . . . .	340	3.85	..	..	..
Nigéria . . . . .	290	117.51	-3.0	-0.2	31 285
Pakistan . . . . .	400	113.69	2.9	6.3	42 649
Papouasie Nlle-Guinée . . . . .	820	3.92	-0.5	1.9	3 372
Paraguay . . . . .	1 210	4.31	-1.3	1.9	4 796
Pérou . . . . .	1 020	21.66	-2.0	0.2	25 149
Philippines . . . . .	740	61.36	-1.5	0.9	43 954
Sénégal . . . . .	720	7.43	..	3.0	5 260
Sri Lanka . . . . .	500	17.00	2.4	3.9	7 971
Swaziland . . . . .	1 060	0.79	1.1	4.5	645
Syrie . . . . .	1 110	12.53	-2.1	1.4	12 404
Tonga . . . . .	1 100	0.10	1.5	2.1	100
Viet Nam . . . . .	..	66.47	..	..	..
Zimbabwe . . . . .	610	9.81	-0.8	2.6	6 313
TOTAL . . . . .	430	2 839.56	4.4	6.1	1 172 827
PRITI <sup>c</sup>					
Algérie . . . . .	2 020	25.06	-0.3	2.7	51 585
Argentine . . . . .	2 780	32.29	-1.8	-0.5	76 491
Bélize . . . . .	2 050	0.19	2.5	5.3	373
Chili . . . . .	2 160	13.18	1.1	2.8	25 504
Costa Rica . . . . .	1 930	2.80	0.6	3.0	5 342
Cuba . . . . .	..	10.63	..	..	..
Dominique . . . . .	2 440	0.08	3.0	4.3	160
Fidji . . . . .	1 830	0.75	-0.4	1.3	1 326
Grenade . . . . .	2 180	0.09	5.1	5.8	199
Iran . . . . .	2 320	56.92	-0.8	2.7	139 120

Tableau 60. NIVEAU DU PNB ET DE LA POPULATION EN 1990 ET TAUX DE CROISSANCE  
DU PNB RÉEL PAR HABITANT DE 1980 A 1990 (suite)

	1991	1990	1980-90		PNB 1990 aux prix courants
	PNB par tête US \$	Population Millions	Croissance en (%) PNB par tête PNB		Millions de \$
Jamaïque . . . . .	1 380	2.39	-0.4	0.7	3 606
Jordanie . . . . .	1 120	3.15	-3.9	-0.4	3 924
Corée, dém. . . . .	..	21.58	..	..	..
Malaisie . . . . .	2 490	17.75	2.5	5.1	41 524
Maurice . . . . .	2 420	1.07	5.4	6.4	2 422
Mongolie . . . . .	..	2.12	..	..	..
Namibie . . . . .	1 120	1.78	..	..	..
Nauru . . . . .	..	..	..	..	..
Panama . . . . .	2 180	2.42	-2.0	0.1	4 414
Ste-Lucie . . . . .	2 500	0.15	4.2	6.3	286
St. Vincent et Grenadines . . . . .	1 730	0.11	5.7	6.9	184
Thaïlande . . . . .	1 580	55.80	5.6	7.6	79 044
Tunisie . . . . .	1 510	8.18	0.9	3.4	11 592
Turquie . . . . .	1 820	56.28	3.0	5.5	91 742
TOTAL . . . . .	2 040	314.77	1.4	3.6	538 838
PRITS <sup>d</sup>					
Brésil . . . . .	2 920	150.20	0.6	2.7	402 788
Gabon . . . . .	3 780	1.14	-2.6	0.8	3 654
Mexique . . . . .	2 870	86.16	-0.9	1.1	214 500
St-Kitts et Nevis . . . . .	3 960	0.04	-5.0	4.3	133
Suriname . . . . .	3 610	0.45	-6.0	-2.6	1 365
Trinidad & Tobago . . . . .	3 620	1.28	-0.9	-4.3	4 458
Uruguay . . . . .	2 860	3.09	-2.0	-0.3	7 929
Venezuela . . . . .	2 610	19.74	-0.9	0.7	50 574
Ex-Yougoslavie . . . . .	3 060	23.80	-0.1	-0.2	72 860
TOTAL . . . . .	2 890	285.90	-0.1	1.7	758 261
PRE <sup>e</sup>					
Antigua et Barbuda . . . . .	4 770	0.08	4.7	5.2	363
Aruba . . . . .	6 000	0.06	..	..	..
Bahamas . . . . .	11 730	0.25	1.7	3.6	2 913
Bahrein . . . . .	7 100	0.50	-4.2	-0.1	3 120
Barbades . . . . .	6 630	0.26	1.4	1.7	1 680
Brunéi . . . . .	6 000	0.26	..	..	..
Chypre . . . . .	8 640	0.70	4.9	6.0	5 633
Grèce . . . . .	6 500	10.05	0.8	1.2	60 245
Irak . . . . .	..	18.91	..	..	..
Israël . . . . .	10 970	4.64	1.5	3.2	50 866
Corée . . . . .	6 360	42.79	8.9	10.1	231 132
Koweït . . . . .	16 160	2.14	-2.2	2.2	33 089
Liban . . . . .	..	..	..	..	..
Libye . . . . .	5 310	4.55	-9.2	-5.4	23 333
Malte . . . . .	7 310	0.35	3.6	3.1	2 342
Oman . . . . .	5 220	1.55	7.1	8.6	7 756
Qatar . . . . .	15 860	0.44	-11.4	-6.6	6 962
Arabie saoudite . . . . .	6 020	14.90	-5.6	-0.8	86 898
Seychelles . . . . .	5 110	0.07	2.5	3.2	318

Tableau 60. NIVEAU DU PNB ET DE LA POPULATION EN 1990 ET TAUX DE CROISSANCE  
DU PNB RÉEL PAR HABITANT DE 1980 A 1990 (*suite*)

	1991	1990	1980-90		PNB 1990 aux prix courants
	PNB par tête US \$	Population Millions	Croissance en (%) PNB par tête      PNB		Millions de \$
Singapour . . . . .	12 890	2.72	5.7	7.0	33 512
Taiwan . . . . .	8 800	..	..	..	..
Emirats arabes unis . . . . .	19 860	1.59	-7.2	-3.1	31 613
TOTAL . . . . .	6 750	106.81	2.6	4.6	581 775
AUTRES . . . . .	..	(7.22)	..	..	..
TOTAL D'ENSEMBLE . . . . .	820	4 032.84	3.2	4.3	3 206 135

Source : Banque mondiale. Les totaux par groupe sont calculés sur la base des données disponibles.

Définition des catégories de pays par groupe :

- a) Les pays les moins avancés sont les 47 pays figurant actuellement sur la liste de l'Organisation des Nations Unies.
- b) Les pays à faible revenu sont les pays les moins avancés et tous les autres pays dont le revenu par habitant en 1990 était égal ou inférieur à 1 995 dollars.
- c) Les pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRITI), comprennent les pays bénéficiaires dont le revenu par habitant en 1990 se situait dans la fourchette de 1 195 à 2 465 dollars.
- d) Les pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS) comprennent tous les pays bénéficiaires dont le revenu par habitant en 1990 se situait dans la fourchette de 2 465 à 4 300 dollars.
- e) Les pays à revenu élevé (PRE) comprennent les pays dont le revenu dépasse 4 300 dollars par tête.

Tableau 61. PRINCIPALES DESTINATIONS DE L'APD (NET) DU JAPON (1991) <sup>a</sup>*En millions de dollars*

Europe	428	Asie du Sud	1 627
<i>dont</i> : Yougoslavie	425	<i>dont</i> : Bangladesh	115
Afrique, Nord du Sahara	671	Inde	891
<i>dont</i> : Egypte	620	Myanmar	85
Afrique, Sud du Sahara	967	Népal	128
<i>dont</i> : Ghana	116	Pakistan	127
Kenya	198	Sri Lanka	256
Soudan	51	Extrême-Orient	2 855
Tanzanie	57	<i>dont</i> : Chine	585
Zambie	83	Indonésie	1 066
Amérique, Nord et Centrale	270	Malaisie	200
Amérique du Sud	576	Philippines	459
<i>dont</i> : Bolivie	55	Thaïlande	406
Paraguay	50	Océanie	111
Pérou	353	Multilatérale	2 092
Moyen-Orient	660	<i>dont</i> : NU	649
<i>dont</i> : Jordanie	431	Banque mondiale/IDA	1 186
Syrie	115	Banques régionales	126
Yémen	100		

a) Les données ci-dessus suppléent celles présentées ailleurs dans cette annexe et permettent au lecteur d'opérer des ajustements approximatifs en se référant aux données du Japon du tableau 43, dans la colonne 1990/91, lesquelles portent en réalité sur la seule année 1990 (voir la note générale après la table des matières).



## NOTES ET DÉFINITIONS

COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT (CAD) – Membres : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Communautés européennes. Observateurs : Banque mondiale et FMI.

AIDE : le terme « aide » désigne uniquement les apports qui sont considérés comme une « *aide publique au développement* » (APD), c'est-à-dire les dons ou les prêts :

- accordés par le secteur public ;
- dans le but essentiel d'améliorer le développement économique et le niveau de vie ;
- assortis de conditions financières libérales (dans le cas des prêts, 25 pour cent au moins d'élément de libéralité).

Outre les apports financiers, l'aide couvre la coopération technique. Celle-ci se compose presque entièrement de dons qui sont, soit consentis à des ressortissants de pays en développement qui suivent un enseignement ou reçoivent une formation dans leur pays ou à l'étranger, soit destinés à financer le coût des enseignants, administrateurs, conseillers et personnel analogue en poste dans les pays en développement.

FINANCEMENT PUBLIC DU DÉVELOPPEMENT (FPD) : S'agissant de mesurer les apports de ressources aux pays en développement, ce concept recouvre les dons et les prêts consentis par des institutions financières multilatérales, l'APD bilatérale, et les autres apports du secteur public destinés à promouvoir le développement mais dont l'élément don est trop faible pour qu'ils puissent être assimilés à une APD, par exemple le montant net des achats effectués par le secteur public de titres émis par les banques multilatérales de développement aux conditions du marché. Certains prêts de refinancement qui ne peuvent être classés avec l'APD sont également couverts.

APPORT TOTAL : Pour mesurer l'apport de ressources aux pays en développement (voir tableau 4), il convient d'*inclure*, outre le FPD, les crédits à l'exportation du secteur public et du secteur privé, les opérations privées à long terme et à court terme (y compris les prêts bancaires) et les dons des organismes privés bénévoles. Pour mesurer les ressources accordées par les pays donateurs, il convient d'*exclure* les dons, les prêts et les crédits consentis à des fins militaires ainsi que les prêts et crédits ayant une échéance inférieure à un an.

Les apports *bilatéraux* sont fournis directement par un pays donneur à un pays en développement. Les apports *multilatéraux* sont acheminés par le biais d'une organisation internationale s'occupant de développement (Banque mondiale, PNUD, par exemple).

ENREGISTREMENT DES CONTRIBUTIONS AUX ORGANISMES MULTILATÉRAUX : Les effets et instruments analogues établis à l'ordre d'institutions multilatérales et payables à vue sont enregistrés dans les statistiques du CAD à la date du dépôt ou de l'émission. En général, ces transactions sont en nombre limité et portent chacune sur une somme importante, l'instrument financier correspondant étant émis à l'issue du processus d'approbation parlementaire et des procédures d'autorisation ministérielle qui lui font suite. Ainsi, même lorsque des effets sont émis pendant le cours de chaque exercice budgétaire (ce qui n'est pas toujours le cas : les retards ne sont pas rares), les chiffres fournis par un pays

pour une année civile peuvent comprendre les émissions correspondant à deux exercices budgétaires (ou plus) – ou au contraire n'en enregistrer aucune. De ce fait, les données relatives à un pays donné, ou à l'ensemble des Membres, peuvent présenter des fluctuations erratiques certaines années, alors même que la tendance sous-jacente est beaucoup plus régulière.

**ÉLÉMENT DE LIBÉRALITÉ** : Reflète les *conditions financières* d'une opération : taux d'intérêt, durée du remboursement (délai jusqu'au remboursement final) et différé d'amortissement (délai jusqu'au premier remboursement du capital). Il mesure la libéralité d'un prêt en en donnant la valeur actualisée sur la base d'un taux d'intérêt inférieur à celui du marché pendant toute la durée du prêt. Le taux du marché est conventionnellement fixé à 10 pour cent. Par conséquent, l'élément de libéralité d'un prêt à 10 pour cent est nul : il est de 100 pour cent dans le cas d'un don ; et il se situe entre ces deux extrêmes pour un prêt libéral. De façon générale, l'élément de libéralité d'un prêt remboursable en moins de 10 ans ne pourra dépasser 25 pour cent à moins que le taux d'intérêt ne soit très inférieur à 5 pour cent. En multipliant la valeur nominale d'un prêt par son élément de libéralité, on obtient *l'équivalent don* de ce prêt.

**PAYS (et territoires) EN DÉVELOPPEMENT** : La liste utilisée par le CAD est actuellement en cours de révision. Celle utilisée dans ce rapport comprend tous les pays et territoires d'Afrique, sauf l'Afrique du Sud ; d'Amérique, sauf le Canada et les États-Unis ; d'Asie, sauf le Japon ; et d'Océanie, sauf l'Australie et la Nouvelle-Zélande ; en ce qui concerne l'Europe, elle comprend l'Albanie, Chypre, Gibraltar, la Grèce, Malte, la Turquie et la Yougoslavie.



## ÉGALEMENT DISPONIBLES

**MANUEL DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT : PRINCIPES DU CAD POUR UNE AIDE EFFICACE** (1992) est destiné à orienter l'action des Membres du Comité d'aide au développement, et constitue un manuel indispensable pour tous ceux qui, pour des motifs professionnels, s'intéressent à la gestion de l'aide. Ces principes, qui sont le fruit de plusieurs années de concertation entre les organismes d'aide des Membres du CAD, ont aussi bénéficié des concours de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et du Programme des Nations Unies pour le développement. Ce recueil porte sur tous les aspects de l'aide au développement : coordination de l'aide avec les pays en développement, examen préalable des projets, nouvelles orientations pour la coopération technique, aide-programme, participation des femmes au développement, évaluation de l'impact exercé sur l'environnement par les projets de développement, bonnes pratiques de passation des marchés pour l'aide publique au développement, nouvelles mesures dans le domaine de l'aide liée, et évaluation de l'aide au développement.

(43 92 06 2) ISBN 92-64-23779-8 FF75 £12.00 US\$19.00 DM31

**DÉVELOPPEMENT ET DÉMOCRATIE : LES POLITIQUES D'AIDE EN AMÉRIQUE LATINE** (1992) explore les enjeux complexes du développement que fait naître la transition économique et politique en Amérique latine, les moyens dont disposent les donateurs pour étayer ce processus et les enseignements à en tirer pour les politiques d'aide concernant d'autres régions.

(43 92 02 2) ISBN 92-64-23770-4 FF110 £19.00 US\$30.00 DM45

**RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES RESSOURCES FINANCIÈRES ALLOUÉES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT. Versements-Engagements-Indicateurs économiques 1987-1990** (1992) bilingue

(43 92 01 3) ISBN 92-64-03526-5 FF285 £36.00 US\$66.00 DM108

**FINANCEMENT ET DETTE EXTÉRIEURE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, ÉTUDE 1991**, (1992) présente les données les plus récentes sur les flux de ressources financières vers les pays en développement et sur l'endettement extérieur de ces derniers. Les présentations statistiques contiennent des tableaux agrégés des ressources financières et de l'endettement pour les principaux groupes de revenus et de continents jusqu'en 1991, ainsi qu'une information détaillée sur la dette et le service de la dette de chaque pays en développement durant la période 1983-90.

(43 91 02 2) ISBN 92-64-23494-2 FF 165 £24.00 US\$43.00 DM68

**LA GESTION DU PROGRÈS TECHNOLOGIQUE DANS LES PAYS LES MOINS AVANCÉS** (1991) s'appuie sur les conclusions d'une réunion de donateurs d'aide et d'experts indépendants, et montre combien il est essentiel de définir des priorités technologiques s'articulant étroitement avec les stratégies économiques et la valorisation des ressources humaines, dans le cadre spécifique des pays en développement. On peut y parvenir en encourageant l'interaction entre les principaux groupes intéressés – hommes politiques, économistes, techniciens et chercheurs, administrateurs, agriculteurs, chefs de petites et de grandes entreprises et banquiers.

(43 91 03 2) ISBN 92-64-23750-1 FF70 £10.00 US\$17.00 DM29



# **MAIN SALES OUTLETS OF OECD PUBLICATIONS** **PRINCIPAUX POINTS DE VENTE DES PUBLICATIONS DE L'OCDE**

## **ARGENTINA – ARGENTINE**

Carlos Hirsch S.R.L.  
 Galería Güemes, Florida 165, 4° Piso  
 1333 Buenos Aires Tel. (1) 331.1787 y 331.2391  
 Telefax: (1) 331.1787

## **AUSTRALIA – AUSTRALIE**

D.A. Book (Aust.) Pty. Ltd.  
 648 Whitehorse Road, P.O.B 163  
 Mitcham, Victoria 3132 Tel. (03) 873.4411  
 Telefax: (03) 873.5679

## **AUSTRIA – AUTRICHE**

Gerold & Co.  
 Graben 31  
 Wien I Tel. (0222) 533.50.14

## **BELGIUM – BELGIQUE**

Jean De Lamoy  
 Avenue du Roi 202  
 B-1060 Bruxelles Tel. (02) 538.51.69/538.08.41  
 Telefax: (02) 538.08.41

## **CANADA**

Renouf Publishing Company Ltd.  
 1294 Algoma Road  
 Ottawa, ON K1B 3W8 Tel. (613) 741.4333  
 Telefax: (613) 741.5439

Stores:  
 61 Sparks Street  
 Ottawa, ON K1P 5R1 Tel. (613) 238.8985  
 211 Yonge Street  
 Toronto, ON M5B 1M4 Tel. (416) 363.3171  
 Les Éditions La Liberté Inc.  
 3020 Chemin Sainte-Foy  
 Sainte-Foy, PQ G1X 3V6 Tel. (418) 658.3763  
 Telefax: (418) 658.3763

Federal Publications  
 165 University Avenue  
 Toronto, ON M5H 3B8 Tel. (416) 581.1552  
 Telefax: (416) 581.1743

## **CHINA – CHINE**

China National Publications Import  
 Export Corporation (CNPIEC)  
 16 Gongti E. Road, Chaoyang District  
 P.O. Box 88 or 50  
 Beijing 100704 PR Tel. (01) 506.6688  
 Telefax: (01) 506.3101

## **DENMARK – DANEMARK**

Munksgaard Export and Subscription Service  
 35, Nørre Søgade, P.O. Box 2148  
 DK-1016 København K Tel. (33) 12.85.70  
 Telefax: (33) 12.93.87

## **FINLAND – FINLANDE**

Akateeminen Kirjakauppa  
 Keskuskatu 1, P.O. Box 128  
 00100 Helsinki Tel. (358 0) 12141  
 Telefax: (358 0) 121.4441

## **FRANCE**

OECD/OCDE  
 Mail Orders/Commandes par correspondance:  
 2, rue André-Pascal  
 75775 Paris Cedex 16 Tel. (33-1) 45.24.82.00  
 Telefax: (33-1) 45.24.85.00 or (33-1) 45.24.81.76  
 Tel. 640048 OCDE  
 OECD Bookshop/Librairie de l'OCDE :  
 33, rue Octave-Feuillet  
 75016 Paris Tel. (33-1) 45.24.81.67  
 (33-1) 45.24.81.81

Documentation Française  
 29, quai Voltaire  
 75007 Paris Tel. 40.15.70.00  
 Gibert Jeune (Droit-Économie)  
 6, place Saint-Michel  
 75006 Paris Tel. 43.25.91.19

Librairie du Commerce International  
 10, avenue d'Iéna  
 75016 Paris Tel. 40.73.34.60  
 Librairie Dunod  
 Université Paris-Dauphine  
 Place du Maréchal de Lattre de Tassigny  
 75016 Paris Tel. 47.27.18.56  
 Librairie Lavoisier  
 11, rue Lavoisier  
 75008 Paris Tel. 42.65.39.95  
 Librairie L.G.D.J. - Montchrestien  
 20, rue Soufflot  
 75005 Paris Tel. 46.33.89.85  
 Librairie des Sciences Politiques  
 30, rue Saint-Guillaume  
 75007 Paris Tel. 45.48.36.02  
 P.U.F.  
 49, boulevard Saint-Michel  
 75005 Paris Tel. 43.25.83.40  
 Librairie de l'Université  
 12a, rue Nazareth  
 13100 Aix-en-Provence Tel. (16) 42.26.18.08  
 Documentation Française  
 165, rue Garibaldi  
 69003 Lyon Tel. (16) 78.63.32.23  
 Librairie Decitre  
 29, place Bellecour  
 69002 Lyon Tel. (16) 72.40.54.54

## **GERMANY – ALLEMAGNE**

OECD Publications and Information Centre  
 Schedesstrasse 7  
 D-W 5300 Bonn 1 Tel. (0228) 21.60.45  
 Telefax: (0228) 26.11.04

## **GREECE – GRÈCE**

Librairie Kauffmann  
 Mavrokordatou 9  
 106 78 Athens Tel. 322.21.60  
 Telefax: 363.39.67

## **HONG-KONG**

Swindon Book Co. Ltd.  
 13-15 Lock Road  
 Kowloon, Hong Kong Tel. 366.80.31  
 Telefax: 739.49.75

## **ICELAND – ISLANDE**

Mál Mog Menning  
 Laugavegi 18, Pósthólf 392  
 121 Reykjavik Tel. 162.35.23

## **INDIA – INDE**

Oxford Book and Stationery Co.  
 Scindia House  
 New Delhi 110001 Tel.(11) 331.5896/5308  
 Telefax: (11) 332.5993  
 17 Park Street  
 Calcutta 700016 Tel. 240832

## **INDONESIA – INDONÉSIE**

Pdii-Lipi  
 P.O. Box 269/JKSMG/88  
 Jakarta 12790 Tel. 583467  
 Telex: 62 875

## **IRELAND – IRLANDE**

TDC Publishers – Library Suppliers  
 12 North Frederick Street  
 Dublin 1 Tel. 74.48.35/74.96.77  
 Telefax: 74.84.16

## **ISRAEL**

Electronic Publications only  
 Publications électroniques seulement  
 Sophist Systems Ltd.  
 71 Allenby Street  
 Tel-Aviv 65134 Tel. 3-29.00.21  
 Telefax: 3-29.92.39

## **ITALY – ITALIE**

Libreria Commissionaria Sansoni  
 Via Duca di Calabria 1/1  
 50125 Firenze Tel. (055) 64.54.15  
 Telefax: (055) 64.12.57  
 Via Bartolini 29  
 20155 Milano Tel. (02) 36.50.83  
 Editrice e Libreria Herder  
 Piazza Montecitorio 120  
 00186 Roma Tel. 679.46.28  
 Telefax: 678.47.51  
 Libreria Hoepli  
 Via Hoepli 5  
 20121 Milano Tel. (02) 86.54.46  
 Telefax: (02) 805.28.86  
 Libreria Scientifica  
 Dott. Lucio de Biasio 'Aeoui'  
 Via Coronelli, 6  
 20146 Milano Tel. (02) 48.95.45.52  
 Telefax: (02) 48.95.45.48

## **JAPAN – JAPON**

OECD Publications and Information Centre  
 Landic Akasaka Building  
 2-3-4 Akasaka, Minato-ku  
 Tokyo 107 Tel. (81.3) 3586.2016  
 Telefax: (81.3) 3584.7929

## **KOREA – CORÉE**

Kyobo Book Centre Co. Ltd.  
 Kyobo 1658, Kwang Hwa Moon  
 Seoul Tel. 730.78.91  
 Telefax: 735.00.30

## **MALAYSIA – MALAISIE**

Co-operative Bookshop Ltd.  
 University of Malaya  
 P.O. Box 1127, Jalan Pantai Baru  
 59700 Kuala Lumpur  
 Malaysia Tel. 756.5000/756.5425  
 Telefax: 757.3661

## **NETHERLANDS – PAYS-BAS**

SDU Uitgeverij  
 Christoffel Plantijnstraat 2  
 Postbus 20014  
 2500 EA's-Gravenhage Tel. (070 3) 78.99.11  
 P.O. Box 6125 Voor bestellingen: Tel. (070 3) 78.98.80  
 Telefax: (070 3) 47.63.51

## **NEW ZEALAND NOUVELLE-ZÉLANDE**

Legislation Services  
 P.O. Box 12418  
 Thorndon, Wellington Tel. (04) 496.5652  
 Telefax: (04) 496.5698

## **NORWAY – NORVÈGE**

Narvesen Info Center – NIC  
 Bertrand Narvesens vei 2  
 P.O. Box 6125 Etterstad  
 0602 Oslo 6 Tel. (02) 57.33.00  
 Telefax: (02) 68.19.01

## **PAKISTAN**

Mirza Book Agency  
 65 Shahrah Quaid-E-Azam  
 Lahore 3 Tel. 66.839  
 Telex: 44886 UBL PK. Attn: MIRZA BK

## **PORTUGAL**

Livraria Portugal  
 Rua do Carmo 70-74  
 Apart. 2681  
 1117 Lisboa Codex Tel. (01) 347.49.82/3/4/5  
 Telefax: (01) 347.02.64

## SINGAPORE – SINGAPOUR

Information Publications Pte. Ltd.  
41, Kallang Pudding, No. 04-03  
Singapore 1334  
Tel. 741.5166  
Telefax: 742.9356

## SPAIN – ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros S.A.  
Castelló 37, Apartado 1223  
Madrid 28001  
Tel. (91) 431.33.99  
Telefax: (91) 575.39.98

Libreria Internacional AEDOS  
Consejo de Ciento 391  
08009 – Barcelona  
Tel. (93) 488.34.92  
Telefax: (93) 487.76.59

Llibreria de la Generalitat  
Palau Moja  
Rambla dels Estudis, 118  
08002 – Barcelona  
(Subscriptions) Tel. (93) 318.80.12  
(Publicacions) Tel. (93) 302.67.23  
Telefax: (93) 412.18.54

## SRI LANKA

Centre for Policy Research  
c/o Colombo Agencies Ltd.  
No. 300-304, Galle Road  
Colombo 3  
Tel. (1) 574240, 573551-2  
Telefax: (1) 575394, 510711

## SWEDEN – SUÈDE

Fritzes Fackboksforetaget  
Box 16356  
Regeringsgatan 12  
103 27 Stockholm  
Tel. (08) 23.89.00  
Telefax: (08) 20.50.21

Subscription Agency-Agence d'abonnements  
Wennergren-Williams AB  
Nordenflychtsvägen 74  
Box 30004  
104 25 Stockholm  
Tel. (08) 13.67.00  
Telefax: (08) 618.62.36

## SWITZERLAND – SUISSE

Maditec S.A. (Books and Periodicals - Livres  
et périodiques)  
Chemin des Palettes 4  
1020 Renens/Lausanne  
Tel. (021) 635.08.65  
Telefax: (021) 635.07.80

Librairie Payot  
Service des Publications Internationales  
Case postale 3212  
1002 Lausanne  
Tel. (021) 341.33.48  
Telefax: (021) 341.33.45

Librairie Unilivres  
6, rue de Candolle  
1205 Genève  
Tel. (022) 320.26.23  
Telefax: (022) 329.73.18

Subscription Agency - Agence d'abonnement  
Naville S.A.  
38 avenue Vibert  
1227 Carouge  
Tel.: (022) 308.05.56/57  
Telefax: (022) 308.05.88

See also – Voir aussi :  
OECD Publications and Information Centre  
Schedstrasse 7  
D-W 5300 Bonn 1 (Germany)  
Tel. (49.228) 21.60.45  
Telefax: (49.228) 26.11.04

## TAIWAN – FORMOSE

Good Faith Worldwide Int'l. Co. Ltd.  
9th Floor, No. 118, Sec. 2  
Chung Hsiao E. Road  
Taipei  
Tel. (02) 391.7396/391.7397  
Telefax: (02) 394.9176

## THAILAND – THAÏLANDE

Suksit Siam Co. Ltd.  
113, 115 Fuang Nakhon Rd.  
Opp. Wat Rajbopith  
Bangkok 10200  
Tel. (662) 251.1630  
Telefax: (662) 236.7783

## TURKEY – TURQUIE

Kültür Yayınları Is-Türk Ltd. Sti.  
Atatürk Bulvarı No. 191/Kat. 13  
Kavaklıdere/Ankara  
Dolmabahçe Cad. No. 29  
Besiktas/Istanbul  
Tel. 428.11.40 Ext. 2458  
Tel. 160.71.88  
Telex: 43482B

## UNITED KINGDOM – ROYAUME-UNI

HMSO  
Gen. enquiries Tel. (071) 873 0011  
Postal orders only:  
P.O. Box 276, London SW8 5DT  
Personal Callers HMSO Bookshop  
49 High Holborn, London WC1V 6HB  
Telefax: (071) 873 8200  
Branches at: Belfast, Birmingham, Bristol, Edinburgh, Manchester

## UNITED STATES – ÉTATS-UNIS

OECD Publications and Information Centre  
2001 L Street N.W., Suite 700  
Washington, D.C. 20036-4910  
Tel. (202) 785.6323  
Telefax: (202) 785.0350

## VENEZUELA

Libreria del Este  
Avda F. Miranda 52, Aptdo. 60337  
Edificio Galipán  
Caracas 106  
Tel. 951.1705/951.2307/951.1297  
Telegram: Libreste Caracas

Subscription to OECD periodicals may also be placed through main subscription agencies.

Les abonnements aux publications périodiques de l'OCDE peuvent être souscrits auprès des principales agences d'abonnement.

Orders and inquiries from countries where Distributors have not yet been appointed should be sent to: OECD Publications Service, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France.

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de distributeur devraient être adressées à : OCDE, Service des Publications, 2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France.

10-1992



EFFORTS ET POLITIQUES DES MEMBRES DU COMITÉ  
D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

RAPPORT 1992

*Les mutations spectaculaires des années 90 lancent de formidables défis dans le domaine du développement, et le Rapport du Président du CAD de cette année met en évidence la nécessité de prendre immédiatement des mesures si l'on veut parvenir à une croissance reposant sur une large assise. La première partie du Rapport souligne la nécessité de s'engager à nouveau à oeuvrer en faveur de la démocratie, de l'entreprise privée et du développement humain et à favoriser un développement respectueux de l'environnement. La deuxième partie examine la nécessité de définir des politiques plus complètes et plus cohérentes, notamment au niveau macro-économique, dans les domaines des échanges, des crédits à l'exportation et de l'aide liée, de la population, des migrations, de l'environnement, ainsi que des politiques propres à réorienter vers le développement les ressources allouées jusqu'ici à la défense. On trouvera dans la troisième partie une analyse des tendances de l'aide et des autres apports de ressources aux pays en développement. Le rapport montre aussi que l'éducation a un rôle à jouer pour relever les défis de l'avenir et examine comment les donateurs peuvent aider les pays en développement à permettre à tous d'avoir accès à l'éducation.*